

Date Printed: 04/21/2009

---

JTS Box Number: IFES\_65  
Tab Number: 136  
Document Title: Firaisan-Kina sy Andrimaso Mankany Amin'  
Ny Demokrasia  
Document Date: 1991  
Document Country: Madagascar  
Document Language: Malagasy  
IFES ID: CE00974



\* 1 6 2 6 7 7 C 8 - 7 0 9 4 - 4 B 5 0 - 9 0 2 5 - 5 3 C 9 F E 3 6 B A 2 B \*



COLLECTION MASO MANENTY  
MALAGASY MIJORO

**FIRAIAN-KINA SY ANDRIMASO  
MANKANY AMIN' NY DEMOKRASIA**

**POUR LA DEMOCRATIE,  
SOLIDARITE ET VIGILANCE**

**KMF - FANABEAZANA OLOM-PIRENENA  
C.N.O.E. - Comité National d'Observation  
des Elections et d'Education des Citoyens**

**F. CLIFTON WHITE RESOURCE CENTER  
INTERNATIONAL FOUNDATION FOR ELECTION SYSTEMS**

Ce recueil des textes publiés par le CNOE - Education des Citoyens du 27 février 1989 au 30 septembre 1991 est le second ouvrage de la Collection «Maso Manenty Malagasy Mijoro».

Le premier contenait les Actes du Premier Séminaire National qui a eu lieu les 6, 7 et 8 août à Ilafy-Antananarivo.



## TENY FANOLORANA

Raha namaky sy nandinika an' ity tatiiry ny asan' ny KMF/CNOE - Fanabeazana ny Olom-pirenena ity ny tenako dia nahita an' ireo ezaka sarobidy sy mendri-piderana ireto :

- 1/ - Fahasahiana hitolona ambara-paharava ny herisetram-pitondrana nampidi-doza an' ity firenena ity ;
- 2/ - Fijoroana ho "mpitily ho an' ny firenena" hiady hatrany ho an' ny rariny ;
- 3/ - Fikarohan-dalàna hampanjaka ny tena demokrasia marina eto amin' ny firenena ;
- 4/ - Fijoroana ho olo-marina sy ho olom-banona eo anivon' ny fiarahamonina anjakan' ny fahalovana isan-karazany ;
- 5/ - Fandraisana andraikitra amin' ny fanabeazana olom-pirenena ho tia tanindrazana sy hiroso amin' ny fifampandrosoana eo anoloan' ny tsindrihazolena nandentehana ny vahoaka Malagasy.

Noho izany, dia mitaona an' izay rehetra mamaky an' ity boky ity aho mba hanatevin-daharana ny KMF/CNOE - Fanabeazana ny Olom-pirenena amin' ny Tolom-panafahana sy fampandrosoana izay nanolorany tena. Fa mitady olom-banona tia firenena sy sahy mandray andraikitra tahaka izany ny Vahoaka Malagasy. Eo anoloan' izany rehetra izany dia samia miara-dia amin' i Kristy Mpanjaka sy Mpamonjy mahafaka antsika isika mba hahita fahombiazana amin' izay rehetra atao.

Fety Michel, Pasteur,

Doyen de la Faculté de Théologie. Ambatonakanga.



# PREFACE

*Une seule préoccupation traverse ces pages, omniprésente sous des expressions diverses, lancinante jusqu'à l'obsession: faire de Madagascar un pays où la démocratie n'est pas un mot creux, ni un slogan, ni un alibi, mais une réalité vécue et partagée par un peuple responsable de lui-même, dans la diversité de ses engagements et l'unité de son destin.*

*Ces pages en témoignent: l'histoire CNOE (Comité National pour l'Observation des Elections), devenu rapidement CNOE - Education des citoyens, est aussi brève que dense; elle est, surtout, l'histoire réfléchie et consciente de la nation malgache, en une période cruciale de son itinéraire.*

*Dès sa création le 27 février 1989, un double souci, une double tension animent le CNOE - Education des citoyens: répondre aux urgences du moment (en l'occurrence, d'abord, les élections présidentielles du 12 mars 1989), et affirmer les principes intangibles, universels, de toute société démocratique (droits et devoirs du citoyen, responsabilités des dirigeants, condition d'un Etat de droit, évaluation des décisions publiques, etc...)*

*Au vu des textes et documents réunis dans ce volume, la vie nationale tient en trois grandes préoccupations successives: les élections de 1989, la révision constitutionnelle de 1990 à la première moitié de 1991, et la crise nationale de cette même année.*

*L'élection présidentielle de 1989, au lieu de consacrer un nouveau départ sur des bases assainies, aura finalement servi de révélateur au malaise qui minait la société nationale, et l'ébranlera deux ans plus tard. A partir d'un échantillonnage restreint mais suffisamment significatif, le CNOE - Education des citoyens a pu apporter la preuve que le Président Ratsiraka n'avait pas obtenu la majorité des voix, et que son accession à un troisième septennat (avec 62,62% des suffrages exprimés, selon les résultats officiels) était pour le moins contestable.*

Au lieu de s'en tenir à une contestation stérile, ou de se rallier au fait accompli - attitudes suivies par les hommes politiques -, le CNOE - Education des citoyens proposa dès le 31 mars 1989, avant les élections législatives et locales à venir, la révision des listes électorales et la modification du code électoral et cela en lien avec tous les partis politiques concernés. Au regard des amendements préconisés par lui, la "retouche" apportée par l'ordonnance 89-011 du 11 mai apparaît dérisoire. Les élections suivantes l'ont amplement prouvé, leurs élus s'en trouvant largement discrédités.

Poursuivant sa réflexion, parallèlement au travail d'animation et d'éducation engagé dans les six provinces, le CNOE - Education des citoyens devait logiquement aboutir à engager le débat sur les institutions régissant la nation. Le 6 août 1989, son Assemblée générale réunie à Ilafy-Antananarivo, remettait en cause le "Livre Rouge" et la Constitution - suggestion partiellement reprise à leur compte par le Président de la République et le Front National pour la Défense de la Révolution le 10 août suivant...

Le débat constitutionnel allait désormais occuper le devant de la scène. Il sera géré par le pouvoir de manière aussi unilatérale et désinvolté que le dossier du Code électoral. Après la modification apportée au début de 1990, par laquelle était légalisé un pluralisme déjà établi, le "toilettage" de la Constitution sera proposé début juin de l'année suivante à une Assemblée Nationale Populaire largement asservie. Cette procédure sera finalement balayée par la contestation nationale qui se développe à partir du mois de juin 1991.

Fidèle à sa spécificité, le CNOE - Education des citoyens ne se contente pas de déclarations ou de propositions. En dépit du refus arbitraire opposé par le Ministère de l'Intérieur à sa constitution en Association déclarée, il poursuit ses tâches de réflexion et d'éducation civiques. Restaurer la crédibilité de l'Etat et de son Administration, sensibiliser la population à la possibilité d'assainir la vie publique, faire reconnaître les principes non négociables de toute société démocratique, autant d'entreprises de longue haleine amorcées pendant les années 1990 et 1991, et qui sont le préalable d'un vrai développement économique et d'une plus grande justice sociale.

*Au-delà des considérations juridiques, une éthique politique est ici présentée et mise en oeuvre. Son contenu gagnera à ne pas être occulté par les événements qui ont suivi, et encore moins oublié; il conviendra de le reprendre, de l'enrichir et de le diffuser sans retard.*

*Vint la tourmente. Très vite, le CNOE - Education des citoyens y reconnaît l'expression d'une aspiration générale à plus de participation, de justice et de démocratie. Mais l'échec des diverses tentatives de médiations l'amènera à participer plus activement à la recherche de solutions acceptables par tous. Dans cette tâche souvent ingrate, il a reçu les encouragements de groupes ou personnes qui ont apprécié ses initiatives, sa compétence et son dévouement.*

*Mais entre l'accord de principe et l'accord qui engage, il y a toute la distance que la classe politique, toutes tendances confondues, n'ose franchir. Alors, le CNOE - Education des citoyens fustige les ambitions personnelles et partisans qui mettent en échec le bien commun de la nation, et en appelle au "courage de conclure".*

*Parallèlement, dans le souci de l'éducation des citoyens, il rappelle à temps et à contre-temps la nécessité de changements qui ne se limitent pas aux institutions, mais aillent jusqu'aux mentalités et pratiques politiques. Reflexions sur l'exercice et la finalité du pouvoir, sur le respect de la volonté des électeurs, sur le bien commun, etc... qui resteront d'actualité pour de longues années à venir.*

*La démocratie, nul ne l'ignore, n'est jamais octroyée; elle se conquiert. Elle n'est pas davantage acquise: elle se développe, ou dépérit. Madagascar en est à ses premiers pas sur ce long chemin. Jamais, sans doute, son histoire mouvementée ne lui avait accordé autant de chances pour une avancée décisive vers une société réellement démocratique.*

*De cette dynamique, le CNOE - Education des citoyens a été, en très peu de temps, l'un des acteurs. Le parcours est encore long, et semé d'embûches. Il faut espérer que sa détermination ne faiblira pas, ni son désintéressement, et son avenir sera à la mesure de ses premiers pas. La démocratie malgache a tout à y gagner.*

*Rabenora Félix*



TAPANY VOALOHANY  
PREMIERE PARTIE

NY FIFIDIANANA  
NY PREZIDAN' NY REPOBLIKA  
TAMIN' NY 1989

**L' ELECTION PRESIDENTIELLE DE 1989**



Ny Komitim-Pirenena Manara-maso ny Fifidianana (KMF) dia tsy mihambo hahenika ny biraom-pifidianana rehetra manerana ny Nosy amin' ny 12 marsa 1989.

Nefa kosa izay toera-pifidianana misy ny solotenany dia inoany fa hahafantarana ny tena marina.

Noho izany tsy afaka ny hiantoka ny vokatry ny fifidianana akapobeny ny K.M.F.

Ny vokatry ny asany kosa dia inoana fa hanana ny lanjany lehibe eo amin' ny hasin' ny vahoaka malagasy ary mety hahitana taratra ny zava-mitranga amin' ny akapobeny.

Ny K.M.F. dia hiezaka hanohy hatrany ny lahasa fanabeazana maharitra mitondra ny olona mankamin' ny fahamatorana ara-politika.

Ny olona na fikambanana vonona hanohana sy hanatevina ny asan' ny K.M.F. dia ankasitrahana sy raisina antànan-droa. Ny toerana azo hatonina raha misy fangataham-panazavana ilaina na fandrotsahana fanohanana ara-bola ny asan' ny K.M.F. Dia ireto avy :

**1.- Biraon' ny Sendika Kristiana Malagasy (SEKRIMA)**

Lot I.V.E. 101

Behoririka - Tél. 231.74

(Ambadiky ny MOSQUEE BHORA)

**2.- Maître RAMANGASOAVINA Alfred**

Lâlana Andriandahifotsy 24

Faravohitra Tél. 262.11

**3.- Madeleine RAMAHOLIMIHASO**

Rue Rajakoba Augustin

Ankadivato - Tél. 233.44

**4.- Maître RAHARINARIVONIRINA Aïsaona**

33, Avenue Andriba

Mahamasina - Tél. 300.26

*Antananarivo, 27 février 1989*

**27 FEV. 1989**

**COMMUNIQUE**

Le Comité National d'Observation des Elections (CNOE) ne prétend pas couvrir l'ensemble des bureaux de vote existant dans toute l'Ile, le 12 mars 1989.

Cependant dans les bureaux de vote où il aura des représentants, il croit que la vérité exacte pourra être connue.

De ce fait, le CNOE ne sera certes pas en mesure de garantir la totalité des résultats des élections, mais on peut penser que le résultat de ses interventions aura son importance sur le renom du Peuple Malgache et donnera une idée de l'ensemble de ce qui s'est passé.

Le CNOE maintiendra sans répit son effort d'éducation permanente qui permet aux citoyens de parvenir à une maturité politique.

Les personnes ou associations prêtes à soutenir et renforcer l'action du CNOE seront hautement appréciées et accueillies à bras ouverts.

Pour tous renseignements nécessaires ou la remise de soutiens financiers à l'action du CNOE, veuillez vous adresser à :

**- SEKRIMA**

Lot I.V.E. 101 - Behoririka - Tél : 231.74  
(Ambadiky ny Mosquée Bhora)

**- Maître RAMANGASOAVINA Alfred**

Làlana Andriandahifotsy 24 - Faravohitra  
Tél : 262.11

**- Madeleine RAMAHOLIMIHASO**

Rue Rajakoba Augustin - Ankadivato  
Tél : 233.44

**Maître RAHARINARIVONIRINA Alisaona**

33, Avenue Andriba  
Mahamasina - Tél: 300.26

*Antananarivo, 27 février 1989*

**FILAZANA  
SY FIANtSOANA**

Mahita ny Biraon' ny KOMITIM-PIRENE-  
NA MANARA-maso ny FIFIDIANANA (KMF)  
fa maro ny fahadisoana eo amin' ny  
kara-pifidianana nozaraina hatramin' izao.

Noho izany manainga :

1) ny mpifidy rehetra hanamarina dieny izao ny azy tsirairay avy: raha misy diso (anarana, fanampin' anarana, daty nahaterahana, adiresy s.n.s.), dia manatona haingana araka izay azo atao ny tompo' andraikitra.

2) ny tompo' andraikitra kosa haka ny fepetra rehetra :

- mba tsy hisian' ny diso intsony amin' ireo kara-pifidianana mbola tsy voazara;
- handraisana sy hanomezana fahafaham-po ireo mpifidy mangataka fanitsiana;
- hahazoan' ny tsirairay ny kara-pifidianana ara-dalàna sy ara-potoana.

*Antananarivo, 6 marSa 1989*

**06 MARS 1989**

**AVIS ET APPEL**

De nombreuses irrégularités ont été constatées par le COMITE NATIONAL D'OBSERVATION DES ELECTIONS (CNOE) lors de la délivrance des cartes d'électeurs.

C'est pourquoi il est fait appel :

1) à tous les électeurs, afin qu'ils vérifient dès à présent leur carte (nom, prénom, date de naissance, adresse... etc.), contactent les responsables, en cas de erreurs.

2) aux responsables :

- afin qu'ils veillent à éliminer les erreurs sur les cartes d'électeurs non encore délivrées ;
- afin qu'ils réservent un bon accueil aux électeurs et donnent satisfaction à ceux qui demandent des rectifications justifiées ;
- afin qu'ils délivrent à temps les cartes d'électeurs ne nécessitant aucune correction.

*Antananarivo, 6 mars 1989*

Ny Alatsinainy 27 febroary 1989 no nijoro eto Madagasikara ny Komitim-pirenena Manaramaso ny Fifidianana (KMF/CNOE) izay tsy miandany na fehezin' ny antoko politika.

Izany fanapahan-kevitra izany no noraisina dia :

- ho valin' ny antso nalefan' ny Fiombonan' ny Fiangonana Kristianina eto Madagasikara, izay fantatra kokoa min' ny anarana hoe FFKM, tamin' ny alalàn' ny taratasy nalefany ny 10 febroary 1989;
- noho ny hala-bato nahazatra hatramin' ny fanjanahan-tany;
- ho fandraisana anjara amin' ny asa fanabeazana ny olom-pirenena malagasy sy ahatonga azy hiha-matotra hatrany ara-politika;
- ho fitandroana ny fahamarinan' ny fifidianana ao anatin' ny fahalalahana demokratika.

Fifidianana maro samihafa no voalaza fa hotontosaina eto amin' ny Tany sy ny Fanjakana mandritra an' ity taona 1989 ity. Tokony hatomboka avy any amin' ny Vondrom-bahoaka itsijaram-pahefana isan' ambaratonga izany fifidianana izany ka hiafara amin' ny fifidianana ny Filohan' ny repoblika amin' ny aiaian' ny latsabaton' ny daholobe. Nefa, ny Anatenimieram-pirenena Entim-bahoaka, izay avy amin' ny AREMA ny ankamaroan' ny mpikambany (izany hoe avy ao amin' ny Antokon' ny Filoham-pirenena amperin' asa), dia nandany lalàna iray, ny volana desambra 1988, izay manome alalàna ny Filoham-pirenena hanafohy ny vanim-potoana iasànny (mandat). Mba ho fampiharana an' izany lalàna izany no nahatonga ny fifidianana ny Filohan' ny repoblika hatao ny 12 mars 1989 alohan' ny fotoana tena lokony hanaovana azy ary nialoha ny fifidianana rehetra isan' ambaratonga tokony natao talohany. Mpiatsaka hofidiana efatra no nifaninana.

Nilatsaka dieny mialoha, ny KMF/CNOE ho mpiaro ny fahamarinana sy ny fahafahana eo amin' ny fifidianana ary namaky bantsilany izay mety ho endriky ny fampiasan-kery samihafa sy ny tsy ara-dalàna rehetra mety hitranga momba an' izany fifidianana izany. Ho fanatanterahana an' izany toe-javatra izany, dia misy asa vitsivitsy izay heverin' ny KMF/CNOE fa tsy maintsy atao. Anisan' izany ny fametrahana olona mpanara-maso ny fifidianana ao anatin' ny birao fandatsaham-bato.

**06 MARSÀ 1989**

Ny fikambanana dia ahitana mpikambana avy amin' ny fikambanana kristianina maro (tanora sy olon-dehibe avy amin' ny sehatra maro) sy avy amin' ny sendika samihafa. Ireo mpanara-maso ireo dia tsy hanana fahefana hafa ivelan' izay ananan' ny olom-pirenena mpifidy rehetra ary voafaritra ao anatin' ny lalàna manan-kery. Ny vokatry ny fanaraha-maso ataony dia halefan' ireo olona ireo any amin' ny Biraon' ny Komitim-pirenena momba ny fanaraha-maso ny fifidianana. Ny birao no hitrandraka sy handinika ny vokatry voangona. Mino izy fa izany hamoaka vokatry tsy iadiankevitra.

Ny KMF/CNOE, eo amin' izay rehetra toerana hiasany, dia hanome ny endriky ny zavanisy marina momba ny fifidianana. Noho izy Fikambanana vao niforona dia tsy afaka hisahana ny birao fandatsaham-bato rehetra ao anatin' ireo Fivondronana 110 eto Madagasikara izy (ny Fivondronana dia mitovy amin' ny antsoina hoe "sous-préfectures" any Frantsa). Izany no mahatonga ny Komity Mpanara-maso tsy afaka hilaza fa azo antoka tanteraka ny vokatry ankapobe homena momba ny fifidianana izay natao ny 12 marsa. Nefa ny fijoroany sy ny fisiany dia dingana lehibe eo amin' ny fiarovana ny fahafahana sy ny demokrasia.

Ny asa izay nirotsahana tamin' io 12 marsa io dia dingana iray ihany eo amin' ny firosoana amin' ny fanabeazana ny olom-pirenena. Hohamafisin' ny Fikambanana hatrany izany ezaka izany rehefa avy eo. Misy rafitra maharitra heverina hajoro ho fanohizana ny asa efa natomboka.

*Antananarivo, faha 6 marsa 1989*

Un Comité National d'Observation des Elections (CNOE), libre de toute appartenance politique, a été mis en place à Madagascar le lundi 27 février 1989.

Cette initiative a été prise:

- en réponse à l'appel lancé par le Conseil Chrétien des Eglises de Madagascar, plus connus localement sous l'appellation de F.F.K.M., dans une lettre pastorale en date du 10 février 1989;
- compte-tenu d'une pratique des fraudes électorales héritées de l'ère coloniale;
- dans le souci de participer à l'éducation civique du peuple malgache pour l'amener à une plus grande maturité politique;
- dans le but d'assurer la régularité des élections dans la liberté démocratique.

Une série de consultations électorales est prévue dans la Grande Ile dans le courant de l'année 1989. Elles devaient commencer aux différents niveaux des collectivités décentralisées et se terminer par l'élection au suffrage universel du Président de la République. Cependant l'Assemblée Nationale Populaire, composée par une large majorité de l'AREMA, Parti du Président en exercice, a adopté en décembre 1988 un texte de loi autorisant celui-ci à raccourcir son mandat. C'est en application de cette loi que les élections présidentielles ont été anticipées au 12 mars 1989, précédant ainsi toutes les autres consultations. Quatre candidats sont en lice.

Dans l'immédiat, le CNOE se propose de défendre la sérénité et la liberté des élections et de dénoncer toutes les formes de violence et d'irrégularités. A cet effet, il préconise un certain nombre d'actions, notamment la mise en place d'observateurs dans les bureaux de vote.

**06 MARS 1989**

L'organisation rassemble des membres, d'associations chrétiennes (jeunes et adultes de différents milieux) et de divers syndicats. Ces observateurs n'auront légalement d'autres prérogatives que celles des citoyens électeurs définies par les textes en vigueur. Ils enverront les résultats de leurs constatations au Bureau du Comité. Celui-ci se chargera de l'exploitation et de l'analyse des informations ainsi collectées, avec la conviction que les résultats de ses travaux auront une signification indéniable.

En effet là où le CNOE sera présent, il donnera une photographie de la situation réelle des élections. La mise en place récente de l'organisation ne permet pas de couvrir la totalité des bureaux de vote des 110 Fivondronana (à peu près l'équivalent des sous-préfectures en France) du territoire. C'est pourquoi le Comité d'observation ne garantit pas les résultats globaux du 12 mars. Mais il constitue par son existence une étape importante pour la défense de la liberté et de la démocratie.

L'action engagée pour ce scrutin du 12 mars n'est qu'une étape d'un processus d'éducation civique que l'organisation amorcée ne peut que consolider. Une structure permanente est envisagée pour la poursuite de cette action.

*Antananarivo, 6 mars 1989*

Eo anatrehan' ny fangatahana samihafa, dia mbola mampahatsiahy ny KMF fa tsy antoko-politika ary tsy mihevitra ny hitsara ambony ihany ny vokatry ny fifidianana.

Mbola eo am-panangonana ny tatitra sy ny zava-niseho rehetra mba hahafahany mandinika ny tena fandehan' ny fifidianana ny KMF ankehitriny. Tsy midika akory izany fa hijoro ho fahefana ofisialy izy.

Ny zavatra kinendry dia ny handray anjara amin' ny asa fanabeazana ny olom-pirenena hahatonga azy ho matotra bebe kokoa hatrany ara-politika, ary hahatonga ny vahoaka malagasy ho amin' ny fahafahana sy ny famendrehana amin' ny maha-vahoakan' Andriamanitra.

Noho ny fankasitranan' ny maro ny asan' ny KMF, mba hisian' ny fahamarinana sy ny fahalalahana ary ny firalahiana, dia mbola miantso ny olona rehetra vonona ny hiara-hiasa aminy izy.

Hita hatramin' izao fa be mihitsy ny elanelan' ny isan' ny olona voasoratra ho mpifidy sy ireo tonga nandatsa-bato. Maro no mety anton' izany.

Raha ny tsy fahazahoana kara-pifidianana no nahatonga ny olona tsy afa-nandatsa-bato, dia miantso azy ireo ny KMF hanoratra na hanatitra ny fanambarany amin' ireto adiresy manaraka ireto :

**KOMITIM-PIRENENA MANARA-MASO NY FIFIDIANANA****K M F**

**c/o Madame Madeleine RAMAHOLIMIHASO**

Làlana Rajakoba Augustin - Ankadivato

Antananarivo

**na c/o Maître Alisaona RAHARINARIVONIRINA**

33, Làlana Andriba - Mahamasina

Antananarivo

**13 MARSÀ 1989**

Ho anareo any amin' ny Faritany dia mbola hisy adiresy omena manaraka.

Ny taratasy rehetra dia angatahina ho soniavina ary asiana mazava ny anarana sy fanampin' anarana, nomeraon' ny kara-panondro, daty sy toerana nanomezana azy ary ny adiresy fonenan' ny mpanoratra.

*Ho an' ny Birao*

Devant les nombreuses sollicitations dont il est l'objet, le Bureau du CNOE rappelle qu'il n'est pas un Parti politique, et n'a pas à porter un jugement a priori sur les élections.

Il procède actuellement à une collecte des données qui lui permettront d'avoir une appréciation sur le déroulement des opérations électorales. Pour ce faire il n'a pas la prétention de s'ériger en instance officielle. Son initiative veut être :

- une participation concrète à l'éducation du citoyen afin d'amener celui-ci à une plus grande maturité politique;
- une action visant à faire accéder le peuple malgache à la liberté et à la dignité de peuple de Dieu.

Devant l'accueil favorable réservé à son initiative et révélant les aspirations de beaucoup à plus de justice, de liberté et de fraternité, le CNOE s'adresse de nouveau à toutes les bonnes volontés qui veulent coopérer avec lui.

L'état actuel des informations fait ressortir un écart important entre le nombre des électeurs inscrits et le nombre de votants. Les causes de cette situation peuvent être multiples. Certains ont déclaré qu'ils n'ont pas pu voter car leur carte d'électeur ne leur a pas été délivrée, en dépit de leur insistance auprès des autorités administratives.

Afin d'appréhender la réalité des faits, le CNOE lance un appel à ceux qui se seraient trouvés dans la situation décrite plus haut, ou dans d'autres situations qu'ils considèrent comme irrégulières ou regrettables, d'écrire ou de déposer leur déclaration à l'une des adresses suivantes :

**13 MARS 1989**

COMITE NATIONAL D'OBSERVATION DES ELECTIONS  
**C. N. O. E.**

**c/o Madame Madeleine RAMAHOLIMIHASO**  
Rue Rajakoba Augustin - Ankadivato  
Antananarivo

ou

**c/o Maître Alisaona RAHARINARIVONIRINA**  
33, Avenue Andriba - Mahamasina  
Antananarivo

D'autres adresses seront communiquées ultérieurement pour les provinces.

Chaque lettre dûment signée devrait mentionner les noms et prénoms des intéressés, le numéro de la carte d'identité nationale ainsi que la date et le lieu de délivrance de celle-ci et le lieu de résidence.

*Le Bureau*

**FIFIDIANANA  
FILOHAN' NY  
REPOBLIKA :  
FAMINTINANA  
VOALOHANY  
NY ZAVATRA  
TSIKARITRY  
NY K.M.F.**

Antso natao am-peta-drindrina tamin' ny 06 martsa 1989 no nisintonan' ny KMF ny sain' ny mpifidy sy ny manam-pahefana eo amin' ny fanjakana momba ny hadisoana maro hita tamin' ny kara-pifidianana voazara hatramin' io andro io. Azo nitarafana ny zava-tsy mety amin' ny lisitry ny mpifidy mivantana izany endri-javatra tsy ara-dalàna izany.

Maro ny zavatra niseho nandritra ny andro nandatsaham-bato. Notaterina taminay ireny ka miharihary ny fiverenana sy lithizana' ny fandisoana, fanadinoana na fandikana zavatra samihafa... Sarotra amin' izao fotoana izao ny maminavina hoe hatraiza ny fivelaran' izany toe-javatra izany. Na ahoana na ahoana anefa dia naka fanapahan-kevitra ny Minisiteran' ny Atin-tany hanao fanavaozana tsy ara-potoana ny lisitry ny mpifidy manomboka ny 30 martsa ka hialara ny 23 mey 1989.

Antenaina fa izany fepetra noraisina izany dia hahafahana misoroka ny tsy fanarahan-dalàna, indrindra ange fa niaiky ny fisian' ny sasantsasany tamin' ireny tsy fanarahan-dalàna ireny ny tenan' izy Minisitry tamin' ny 15 martsa 1989 teo anoloan' ny tompon' andraikitra ny vondrom-bahoaka itsinjaram-pahefana eto an-drenivohitra: "Tsy lavorary ny fifidianana teo, hoy izy... Nisy zavatra maromaro tsy netinety..."

Tsikaritra ny KMF fa tsy maintsy miteraka fisalasalana sy fahadisoampanantenana ary tsy fahafaliana mihitsy aza, eo amin' ny olom-pirenena maro, izany toe-draharaha izany, na dia azo lazaina, amin' ny ankapobeny, fa nizotra tamimpilaminana ny latsa-bato.

Tsy hoe fitiavana hitsaratsara foana akory, fa ilaina, araka ny hevitra, mba hanazavana ny saintsika, ny mampahatsiahy izao fanadihadiana manaraka izao :

- Any amin' ny tany mandroso dia mampatoky ny olona ny fisian' ny mpiasam-panjakana za-draharaha, indrindra amin' ny fitantanana ny fifidianana toy itony, hany ka tsy misy ahiany ny fandehan' ny raharaham-panjakana.
- Aty amin' ny tany an-dalam-pandrosoana kosa dia tsy mahavita tena ny fandraharaham-panjakana ny zo aman' andraikiny ka hanao andry maso ny fanantanterahana sy fanajana azy ireo. Izany no maha zava-dehibe ny fitaizana ny vahoaka sy ny fampahafantarana azy ny zava-miseho mba hahatsapany ny tena zava-misy ka hahafahany mahazo an-tsaina ny tena haben' ny tsy fanarahan-dalàna. Noho izany, na ny isam-batan' olona na ny vondron' olona dia tokony hanara-maso ny raharaham-panjakana.

Mifanandrify amin' izany fanabeazana sy fampahantarana ny zava-miseho izany indrindra ny itanisana manaraka eto ny endri-javatra maromaro nampahalalaina ny KMF. Sokajintsika araka ny loha-hevitra A, B, D, ireo endri-javatra ireo.

**A.- Endri-javatra mifanohitra amin' ny lalàna velona na zavatra tena tsy fanao mihitsy :**

- Fisakanana ny hametrahana ny biletan' ny mpilatsaka ho fidiana.
- Fanomezana kara-pifidianana olona tsy manana zo amin' izany (zaza tsy ampy taona, vahiny, olona very zo tsy mahazo mifidy).
- Fisian' ny anaran' olona efa maty ao anaty lisitry ny mpifidy.
- Fanavakavahana ara-politika eo amin' ny fizarana kara-pifidianana.
- Fanaovana ny fifidianana ny 13 martsa tany amin' ny toerana sasany.
- Fisian' olon-kafa ankoatra ny mpifidy ao amin' ny efitra fisainana.
- Efitra fisainana tsy maharo ny tsiambaratelon' ny fifidianana (jereo Toro-lalana avy amin' ny Mininter, tak. 4, Loha-teny D, toko 3).
- Fisakanana eo am-baravarana ny delege sy asesora tsy hiditra ao amin' ny biraom-pifidianana (amin' ny alàlan' ny fandrahonana, ohatra, na amin' ny tsy fanomezana azy ireo ny rosia na récépissé).

- Fanekena latsa-bato roa (2) amin' ny anaran' olona tokana.
- Fanaovan' ny filohan' ny biraom-pifidianana sonia ireny ny firaketana an-tsoratra (procès-verbal).

**B.- *Hadisoana mety manimba ny fahamarinan' ny latsa-bato.***

- Mpifidy iray manana kara-pifidianana maro.
- Mpifidy tsy manana kara-pifidianana.
- Maro loatra ny kara-pifidianana tsy nalaina na tsy nozaraina.
- Tsy mifanaraka amin' ny lisitra ny kara-pifidianana.
- Diso fanoratra ny anarana.

**D.- *Fomba fanao ara-panjakana mety manimba ny fahamarinan' ny latsa-bato.***

- Fanomezana ny tompony ny kara-pifidianana tsy arahin-tonia (andin. 54, Hitsivolana 82-016).
- Olona avela hifidy nefa tsy mampiseho kara-pifidianana na ordonnance (andin. 64 sy 59, Hitsivolana 82-016).
- Fanangonana kara-pifidianana maromaro ataon' ny filohan' ny biraom-pifidianana ka fotoana ela aty aoriana vao misy fiantsoana tsirairay ny tompon' ny karitra.
- Fanamarinana ny latsa-bato ataon' ny mambran' ny birao ihany fa tsy arahin' ny sonian' ny mpifidy (andin. 67, Hitsivolana 82-016).
- Tsy fitakiana kara-panondro (andin. 59, Hitsivolana 82-016 sy Toro-lalana tak. 7, Loha-teny F, toko 1).

Ny zava-misy sy ny fomba fanao voalaza ao amin' ny loha-hevitra B sy D dia toe-javatra manamaro ny fahafahan' ny olona iray handatsa-bato imbetsaka, ny fanilihana ny olona tsy tiana hifidy na koa fandatsaham-bato atao amin' ny anaran' olona tsy misy.

E. - Endri-javatra hafa.

- Hamaroan' ny ordonnances
- Hamaroan' ny olona nitaraina ho tsy nomena zo hifidy nohon' ny tsy fanomezana azy ordonnances.
- Tratra aoriana loatra ny fisokafan' ny biraom-pifidianana vokatry ny tsy fifanarahana.
- Fivezivezena amin' ny biraom-panjakana samihafa mba hahafahana mifidy.
- Fitsinjarana ny fari-pifidianana niteraka filaharam-be tamin' ny birao sasany.
- Fanitsiana ny tsy fifanandrifiana misy eo amin' ny isan' ny mpifidy sy ny isan' ny valopy ataon' ny biraom-pifidianana nefa tsy tondroina ao amin' ny firaketana an-tsoratra (procès-verbal).

Azo anazavana ny antony mahamaro ny olona tsy nifidy ny endri-javatra voatanisa ato amin' ity loha hevitra ity ary koa miteraka tsy fahatonian-tsaina na fangatsiahana manoloana fifidianana.

### **FAMINTINANA VONJY MAIKA**

Voka-pandinihana voalohany notsoahina tamin' ny fisy naelin' ny KMF niverina androany avy amin' ny faritany enina ireo, miampy latitra voasonia nataon' olon-tsotra.

Raha mahakasika biraom-pifidianana maromaro ny tarehin-javatra notanisaina tetsy ambony, dia birao iray na roa fotsiny kosa no nahitana ny sasantsasany amin' ireo. Azo an-tsaina avy amin' ny fitambaran' izany rehetra izany, indrindra amin' ny fahasahian' ny olona naneho ireo, fa nihamatotra ny vahoaka malagasy raha ny raharaham-pirenena no heverina.

**18 MARSÀ 1989**

Raha ny antontan' isa no ho dinihina, dia ampahatsiahivina fa ny KMF, izay tsy niorina raha tsy tamin' ny 27 febroary 1989, dia tsy nihambo na oviana na oviana ho nahahenika ny biraom-pifidianana rehetra. Tsy afaka milaza ny heviny momba ny voka-pifidianana ankapobeny noho izany izy. Hampitahaina amin' ny vokatry ny latsa-bato isaky ny biraom-pifidianana holazaina amin' ny fomba ofisialy anefa ny voka-pifidianana avoakan' ny fisy eo am-pelatanany.

*Antananarivo, 18 marsa 1989*

Ny Biraom.

18 MARS 1989

**ELECTION  
PRESIDENTIELLE :  
PREMIERES  
OBSERVATIONS  
DU CNOE**

Dans un appel du 06 mars 1989, par voie d'affiches, le CNOE avait déjà attiré l'attention des électeurs et des autorités administratives sur les nombreuses erreurs relevées au niveau des cartes électorales distribuées à cette date. De telles anomalies pouvaient refléter celles existant dans les listes électorales elles-mêmes.

A l'occasion du scrutin du 12 mars, de nombreux faits qui nous ont été rapportés ont mis en évidence la persistance des erreurs, omissions et autres... A ce jour l'ampleur de ce phénomène est difficile à déterminer. Toujours est-il que le Ministre de l'Intérieur a décidé de procéder à une révision exceptionnelle de la liste électorale du 30 mars au 23 mai 1989.

Il faut espérer que ces dispositions permettront de parer aux irrégularités, dont certaines ont été reconnues le 15 mars 1989 par le Ministre lui-même devant les premiers responsables des collectivités décentralisées de la capitale: "Tsy lavorary ny fifidianana tco... Nisy zavatra maromaro tsy netinety..."

Le CNOE constate que cette situation n'est pas sans engendrer des incertitudes et des sentiments de frustration voire de mécontentement chez beaucoup de citoyens même si globalement on peut dire que le scrutin s'est déroulé dans le calme.

Evitant tout procès d'intention et tout jugement hâtif, il nous paraît cependant éclairant de rappeler l'analyse suivante:

- Dans les pays développés la présence d'une administration très spécialisée est une garantie pour les citoyens qui n'ont pas à se soucier

outre mesure des problèmes de fonctionnement de l'Administration et de l'Etat, même si parfois les ressortissants de ces pays soulignent le caractère relatif de cette garantie.

- Dans les pays en voie de développement, les diverses administrations ne suffisent pas d'elles-mêmes. Il revient donc à chaque citoyen d'être informé de ses droits et obligations et de veiller à leur mise en œuvre et à leur respect. D'où l'importance de l'information et de la formation des administrés pour les rendre aptes à appréhender la réalité et donner aux irrégularités éventuelles leur véritable dimension. De cette manière, si le contrôle peut être conduit par des groupes organisés, individuellement le citoyen aussi peut déjà être un agent de contrôle.

C'est dans cette perspective d'information et de formation qu'un certain nombre de faits portés à la connaissance du CNOE sont énumérés ci-après. Nous classerons ces faits sous quatre rubriques: A, B, C, D.

*A - Faits contraires à la législation en vigueur ou anomalies proprement dites*

- Obstruction au dépôt des bulletins de candidats.
- Remise de cartes à des personnes n'y ayant pas droit (mineurs, étrangers, privés du droit électoral).
- Inscription dans la liste électorale de personnes déjà décédées.
- Remise discriminatoire de cartes en fonction de l'appartenance politique.
- Tenue du scrutin le 13 mars.
- Présence d'une personne tierce dans l'isoloir.
- Isoloir ne garantissant pas le secret du vote (cf. Torolàlana émanant du Mininter p.4, Titre D, chap.3).
- Obstruction à l'entrée des délégués ou assesseurs dans les bureaux de vote (notamment par la menace ou par la non délivrance aux intéressés de récépissés).
- Réception de deux (2) votes sur un seul nom.
- Signature du procès-verbal par le seul Président.

**B - Erreurs susceptibles de fausser la sincérité du scrutin**

- Electeurs ayant plusieurs cartes.
- Electeurs sans carte.
- Nombre élevé de cartes non retirées et non distribuées.
- Non concordance des cartes électorales avec la liste.
- Erreurs dans la transcription des noms.

**C - Pratiques administratives susceptibles de fausser la sincérité du scrutin**

- Remise de cartes électorales à l'électeur sans émargement par ce dernier (article 54 de l'Ordonnance 82-016).
- Personnes autorisées à voter sans présentation de cartes d'électeurs ni d'Ordonnance (articles 64 et 59 de l'Ordonnance 82-016).
- Regroupement de plusieurs cartes par le Président du Bureau de vote et longtemps après, appels individuels des titulaires des cartes.
- Constatation du vote par les seuls membres du bureau sans émargement par l'électeur (article 67 de l'Ordonnance 82-016).
- Non exigence de pièces d'identité (article 59 de l'Ordonnance 82-016 et Torolàlana p. 7, Titre F, chap.1).

Les faits et pratiques signalés sous les rubriques B et C sont de nature à faciliter les votes multiples, l'exclusion d'électeurs gênants ou encore le vote d'électeurs fictifs.

**D - Autres**

- Nombre élevé d'ordonnances
- Nombre élevé de personnes se plaignant d'avoir été privées du droit de vote du fait de la non délivrance d'ordonnances.
- Ouverture tardive des bureaux de vote par suite de discordes.
- Va-et-vient multiples d'une Administration à l'autre pour être en mesure de voter.

- Découpage électoral aboutissant à un engorgement de certains bureaux.
- Redressement de distorsions entre le nombre de votants et le nombre d'enveloppes par le Bureau de vote sans consignation dans le procès-verbal.

Les faits figurant sous cette rubrique peuvent expliquer le nombre élevé des abstentions et sont de nature à compromettre la sérénité des élections.

#### **EN PREMIERE ANALYSE, A CE JOUR :**

Ces résultats ressortent d'une première exploitation des fiches diffusées par le CNOE et reçues en retour à ce jour, provenant des six Faritany, et de rapports individuels signés de leurs auteurs.

Si les faits relatés ci-dessus peuvent concerner plusieurs bureaux de vote, certains ont été signalés dans un ou deux seulement. De l'ensemble se dégage l'impression que le peuple malgache a accédé ces derniers temps à une plus grande culture civique.

S'agissant des données chiffrées, rappelons que le CNOE, mis en place seulement le 27 février 1989, n'a à aucun moment prétendu couvrir la totalité des bureaux de vote, beaucoup s'en faut. Il ne peut donc se prononcer sur les résultats globaux. Il procédera toutefois à des recoupements entre les résultats officiellement proclamés bureau par bureau et ceux ressortant de ses fiches.

*Antananarivo, le 18 mars 1989*

Le Bureau



**TOPI-MASO :  
INONA NO LASA ?  
HANAHOANA  
NY HO AVY ?**

Ho valin'ny antson'ny FFKM tamin'ny taratasy pastoraly nalefany ny 10 Febroary 1989, dia mijoro ny Komitim-pirenena manaramaso ny fifidianana (KMF). Tsy ho an'ny fifidianana Filoham-pirenena ihany no nijoroany fa ho an'ny fifidianana hafa atrehina amin'ity taona 1989 ity.

Solon-tenam-pikambanana tsy miankina amin'ny Fanjakana, mpikatoka avy amin'ny Sendika mahaleo tena (tsy mirohy fihavanana amin'antoko politika, olom-pirenena tsotra teram-panahy): ireo no niombon-kery, niombon'ezaka ao amin'ny KMF, entanim-pahavononana handray andraikitra miaraka manatanteraka lahasa famohazan-tsaina, fanentanana sy fanabeazana ny Vahoaka malagasy hahalala ny zony mba ahafahany mifidy an-kalahana. Sady tsy azo ampitahorana no ho tsy azo rebirebena amin'ny kabary tsara lahatra sy ny ronono an-tavy eo am-panatanterahana ny adidy maha-Olom-pirenena amin'ny fifidianana.

Ny foto-piaingana dia ny fahatsapana fa lasa fomba mahazatra eto amin-tsika hatramin'ny andron'ny fanjanahan-tany ny hosoka, ny famoretana na fampitahorana ny Vahoaka hifidy an'ity, tsy hifidy an'iroa, manery ny safidin'ny olona hanaraka izay baiko na safidin'ny mpitondra.

Ny tsy hiverenana intsony amin'ireo fihetsika mamoa-doza ireo sy hitandroana ny fahafahan'ny Vahoaka mifidy malalaka, ho fitandroana ny fahamarinan'ny fifidianana atao ary ho fanabeazana Vahoaka Malagasy hahalala ny zo sy adidiny amin'ny maha-olom-pirenena azy no antom-pijoroan'ny KMF.

Araka izany dia tsy ho tantara indray miseho ny asan'ny KMF, fa kendrena ho asa mitohy sy maharitra satria fanabeazana ny Vahoaka mpifidy, fanabeazana ny Olom-pirenena Malagasy.

Tsapa dieny teo am-piaingana fa ho sarotra sady goavana ny asa iantsorohan'ny KMF. Ho voasahana ve ny fanaraha-maso ny Biraom-pifidianana miisa aman'alina maro manerana ny Nosy ?

Inona no fomba fiasa hahombiazana ?

Aiza no ahitana ny enti-manana hanatanterahana ny asa ?

Fanontaniana tsy maintsy novaliana mazava tao anatin'ny fotoana fohy ireo, noho ny antony niarahana mahalala, fa tampoka ny fanapahan-kevitra ny Filohan'ny Repoblika, nampandroso ny fotoam-pifidianana (12 Martsa 1989)

## 12 MARSÀ : NANAÒ IZAY TRATRANY NY KMF

Na teo aza izany rehetra izany dia niezaka nanao izay azony natao ny KMF.

1. Nanome toro-làlana ho an'ny Vahoaka mikasika ny tokony hataony mialoha, mandritra sy aorian'ny fifidianana :

- Fanamarihana ny fahatongavan'ny biletan'ny Kandidà rehetra ;
- Ny fisian'ny trano fisainana "isoloir" ao amin'ny biraom-pifidianana ;
- Ny boky mirakitra ny anaran'ny mpifidy sy fanamarinana ny isan'ny mpifidy ;
- Fiambenana ny vata "urne" ;
- Fisian'ny Delege tsy tapaka ao amin'ny biraom-pifidianana ;
- Fiatrehana ny fanisam-bato sy fanaraha-maso ny fanoratana ny Procès-verbal (P.V.) ;
- Fitsipahana ny hetraketra sy fampitahorana samihafa, sns...

2. Nanao fisy naporitaka ho fenoin'izay rehetra manana finiavana sy mangetaheta fahamarinana. Fitaovana iray nanarahana ny fizotry ny fifidianana ny fisy ho an'ny toerana tratra sy nanatanterahana ny fanaovana izany.

## Ny zava-tsapa momba ny fifidianana 12 Martsa iny

Tsy mihambo ho mahalala manontolo ny zava-niseho tamin'ny fifidianana iny ny KMF, satria tsy nahakasika ny Biraom-pifidianana rehetra ny asany. Na izany aza, dia

azo itarafana ny zava-niseho tamin'ny biraom-pifidianana maro: fahadisoana sy fandikàna lalàna na koa fomba fanao mety manimba ny fahamarinan'ny latsa-bato, araka ny voalazan'ny fisy sy taratasy tatitra voarain'ny KMF :

- Fisakanana ny hametrahana ny biletan'ny Mpilatsaka ho fidina ;
- Fanomezana kara-pifidianana olona tsy manana zo amin'izany : ohatra : zaza tsy ampy taona...
- Tsy fanomezana kara-pifidianana ny olon'antoko hafa ;
- Fisian'olon-kafa ankoatry ny mpifidy ao amin'ny trano fisainana ;
- Fisokafan'ny biraom-pifidianana tara loatra ;
- Fanaovana ny fifidianana ny 13 Martsa ;
- Tsy fisokafan'ny Biraom-pifidianana vitsivitsy mihitsy ;
- Fisakanana sy fandrahonana ny delege sy asesera tsy hiditra amin'ny biraom-pifidianana ;
- Fanekena olona iray hifidy in-droa na mihoatra ;
- Fananan'ny mpifidy kara-pifidianana maro ;
- Anarana sy kara-pifidianana tsy mifanaraka ;
- Kara-pifidianana tsy zaraina amin'ny tompony ;
- Kara-pifidianana raisina tsy arahin-tsonia ;
- Famelana olona hifidy tsy mampiseho kara-pifidianana na Ordonnance ;
- Tsy fitakiana Kara-panondro tamin'ny fandatsaham-bato ;
- Fanamarinana ny latsa-bato ataon'ny mambran'ny birao ihany fa tsy arahin'ny sonian'ny mpifidy ;
- Fanisam-bato tsy natao ampahibemaso ;

- .....

- Tsapa tamin'ny fandraisan'ny olona anjara fa nifanandrify amin'ny hetaheta lalina tao am-pon'ny Olom-pirenena maro ny ainga nataon'ny KMF no sady nampihotra ny sain'ny olona tsy hilefitra intsony eo anatrehan'ny lainga, hosoka, ny fanangolena ary ny tahotra.

- Tsapa ihany koa fa miha-mahatsiaro tena amin'ny fandraisana an-tànana ny ho avim-piainany sy amin'ny maha-tompon'andraikitra amin'ny fampivoaram-pirenena azy ny Vahoaka.

### **Ny fitohizan'ny tantara, taorian'ny 12 Martsa**

Samy niara-niaiky ny besinimaro na ny Fitondram-panjakana aza tamin'ny alalàn'ny Ministry ny Atitany (Kabary 15 Martsa 1989) tamin'ny tompon'andraikitra ny VIP Antananarivo (Renivohitra).

"Tsy lavorary ny fifidianana teo...", hoy Ingahy Minisitry. Isan'ireo voalohany nahatsapa ny lesoka samihafa tamin'ny fifidianana ny KMF. Porofô maro no teo am-pelatanany araka ny fisy sy tatitra samihafa.

Ho fanohizana ny asa natao, indrindra hisorohana ny lesoka samihafa sy fandikan-dalàna dia :

- Nanao fanambarana samihafa ho an'ny Vahoaka, ho an'ny mpitondra fanjakana ny KMF, nampiseho ny lesoka sy ny rangory fototry ny afo amin'ny tsy fetezan'ny fifidianana natao. Niainga tamin'ny vokatry ny fandravonana ny voalazan'ny fisy sy ny tatitra ny fanambarana natao.
- Nanatona ny Filohan'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàm-panorenana (HCC) mba hangataka taminy ny vokatry ny fifidianana isam-birao mba hafahana mampitaha an'izany amin'ny fisiny. Nefa tsy afaka nanome fahafaham-po izy: tsy andraikiny izany. Dia mbola mitohy ny fikarohana momba an'io satria heverina fa zon'ny vahoaka ny mahafantatra ny vokatry ny latsa-bato isam-birao eo amin'ny fanisana ankapobeny.
- Nitaky ny hanavaozana ny Lalàm-pifidianana ny KMF. Tsapany mantsy fa ny andininy sasany amin'izy io dia mety hanimba ny fahamarinan'ny latsa-bato ary ny sasany kosa dia tsy miantoka ny fahalalahan'ny vahoaka haneho ny safidiny. Izany fahalalahana izany nefa dia zo fototra ho an'ny olom-pirenena tsirairay.

Ary dia nanainga ny rehetra hiara-hikaon-doha amin'ny fanitsiana io lalàna io. Nanolotra soso-kevitra fanovàna ireo andinin-dalàna sasany niteraka ireo lesoka samihafa ary koa fanovàna ny fomba fanao mety manimba ny fahamarinan'ny latsa-bato.

Ohatra amin'izany ny :

- Fanavaozana tanteraka ny lisitry ny mpifidy, isan'ny rangory fototry ny afo amin'ny tsy fetezana samihafa ;
- Fametahana mialoha ny lisitry ny mpifidy "atao peta-drindrina" ;
- Fitakiana ny hampisehoana kara-panondro amin'ny fifidianana rehetra atao ;
- Fanaovan'ny mpifidy sonia ny bokim-pifidianana raha vao avy nandatsa-bato ;
- Fanateran'ny Fanjakana ny valopy sy ny biletà rehetra any amin'ny Biraom-pifidianana ;
- Fanarahana ny delege sy ny mpanampy azy amin' ny fitondràna ny procès-verbal hatrany amin'ny vaomiera miandraikitra ny fanisàna an-kapobe ny vato any amin'ny Fivondronana ;
- Tsy fampiasàna fitaovam-panjakana amin'ny fifidianana ;
- Fanomezana zo mitovy ny mpifanandrina rehetra.

Nivoaka ny Fanavaozana ny Lalàm-pifidianana nataon'ny Fanjakana tamin'ny 11 Mai 1989.

### **Ny fahitan'ny KMF ny Fanavaozan-dalàna**

Niainga tamin'ny fahatsapany ireo lesoka fandikan-dalàna samihafa tao anatin'ny fanadihadiana nataony (fisy, tatitra) ny tolo-kevitra ny KMF.

Raha ny fahatsapan'ny KMF no itarafana ny fanovàna nataon'ny Fanjakana, dia tsy nikasika afatsy ny fanatsorana ny fanendrena ny delege sy ny fanasaziana mafy kokoa ny ala-bato. Raha tsorina dia izao: aniarany fotsiny ny hoe fanavaozan-dalàna.

Ny ankabeazan'ny ahiahin'ny KMF dia tsy afaky ny lalàna vaovao. Toa ny :

- Mbola ahafahan'ny sasany mifidy im-betsaka sy hananany kara-pifidianana maro ;
- Ny tsy fanaterana ny biletà any amin'ny biraom-pifidianana ;
- Fifidianana tsy itakiana kara-panondro,
- sns...

## **Toa mazava takona ny ho avy?**

Tsia, satria tapa-kevitra ny KMF fa :

- Hijoro ho rafitra maharitra ho fanabeazana ny vahoaka amin'ny fampahafantarena ny zo-ny sy fiarovana izany mba hafahany handray an-tànana ny raharaham-pirenena.

- Vonona hifampidinika amin'ny rehetra: Mpitondra Fanjakana, Hery Velona samihafa, Antoko Politika, hiara mijery ny fomba androsoana bebe kokoa hatrany amin'ny tena demokrasia.

- Ka na tsy manaparitaka fisy manokana momba ny fifidianana Depiote aza amin'ity, noho ny lalàm-pifidianana zara raha miova ka ny teo ihany no mbola hiverina, dia manainga ny rehetra mbola ho mailo ary hamerina aty amin'ny foibe KMF ity tapakila ampiarahinay amin'ity taratasy ity. Miangavy anareo hilaza amin'ny fomba tsotra sy mazava ny fisehoan-javatra samihafa angatahina amin'io tapakila io.

Ho famaranana, dia fisaorana eram-po eran-tsaina no atolotry ny KMF ny olom-pirenena terem-panahy manaiky hisahirana tamin'ny 12 Martsa ary mbola hisahirana amin'ny manaraka ho fampandrosoana ity Tanindrazana iombonana ity.

**MITOHY HATRANY NY FIARAHA-MIASA EO AMINTSIKA.**

**IANAREO HERINAY**

**IZAHAY TOKINAREO**

*Antananarivo, 31 Marsa 1989*

Ny Birao.

### **1. Le contexte :**

L'élection du 12 mars 1989 peut être considéré comme une étape importante de la prise de conscience des Malgaches comme acteurs de leur destinée et responsables de l'évolution de la Nation.

Le processus de démocratisation, amorcé par le travail persévérant et méthodique d'organisations diverses, confessionnelles, syndicales, professionnelles ou politiques, a été accéléré par les acquis de ce travail, se traduisant notamment par :

- la multiplicité des candidats (quatre chefs de parti);
- la levée de la censure;
- le développement de la liberté d'expression et d'action.

Au milieu des mutations qui ont marqué le pays au cours de ces dernières décennies, les Eglises n'ont cessé de rappeler les aspirations de l'homme malgache à une vie dans la dignité et le "fihavanana". En fidélité à cette tradition, le Conseil Chrétien des Eglises à Madagascar (FFKM) a lancé un appel aux citoyens pour témoigner des valeurs de vérité, de liberté et de justice en cette année 1989 où se déroulera une succession de consultations électorales: présidentielle, législatives et collectivités décentralisées.

### **2. Naissance et objectifs du CNOE :**

Le Comité National d'Observation des Elections (CNOE) s'est constitué en réponse à cet appel selon la sensibilité et la disponibilité des personnes et des organisations soucieuses de concrétiser leur action d'éducation permanente à l'occasion de ces élections.

A cet effet, des documents d'information sur les objectifs du Comité, sur les droits et les obligations des électeurs d'une part et de l'Administration d'autre part, ainsi que des fiches d'observation du déroulement des élections ont été diffusés aussi largement que possible sur l'étendue du territoire. A ce jour, un millier de ces fiches est revenu au Bureau du Comité, conformément aux prévisions.

L'accueil réservé à cette diffusion traduit que l'initiative répondait à une attente profonde, quand elle n'a pas réveillé des consciences résignées au mensonge, à la corruption, à la peur.

Créé seulement à deux semaines du scrutin du 12 mars, le CNOE n'a, à aucun moment, prétendu donner une vue précise et chiffrée des résultats.

### **3. Constats :**

Cependant, dans la perspective de renforcer la démocratie naissante, le CNOE estime devoir porter à la connaissance du public les faits qu'il lui a été donné d'observer à l'occasion de cette élection.

Les éléments relevés à la date du 18 mars 1989 ont été publiés dans un communiqué où ils ont été classés sous quatre rubriques:

- A - Faits contraires à la législation en vigueur ou anomalies proprement dites ;
- B - Erreurs susceptibles de fausser la sincérité du scrutin ;
- C - Pratiques administratives susceptibles de fausser la sincérité du scrutin ;
- D - Autres.

Sans reprendre l'énumération, il convient d'y ajouter les constats suivants entrant dans la rubrique A :

- Non ouverture de bureaux ayant empêché l'exercice du droit de vote ;
- Impossibilité pour des électeurs de s'assurer de leur inscription sur la liste électorale (Art. 15 de l'Ordonnance 82-016) ;
- Caractère non public du dépouillement ;
- Présence de personnes faisant office de délégués alors qu'elles n'avaient pas été désignées par le candidat ;
- Manoeuvres diverses ayant porté atteinte ou tenté de porter atteinte à la sincérité du scrutin ou au secret du vote (Art. 81 de l'Ordonnance 82-016).

Par ailleurs, la remise de cartes électorales à l'électeur sans émargement par ce dernier a été une pratique assez courante et est à classer comme fait contraire à la législation en vigueur.

Ainsi qu'il l'avait annoncé dans son communiqué du 6 mars 1989, le CNOE ne saurait porter un jugement global sur le scrutin du 12 mars. Néanmoins, la nature et la gravité des faits recensés permettent de conclure que la sincérité du scrutin n'a pas été totalement respectée.

#### 4. Propositions :

##### a) *Liste électorale:*

Dans la mesure où la liste électorale a constitué l'une des principales sources d'erreurs et d'irrégularités, le CNOE suggère qu'un soin tout particulier soit apporté à l'établissement de celle-ci. A cet effet, la vigilance de tous, responsables des collectivités décentralisées à tous les niveaux, organisations politiques, simples citoyens, est indispensable à l'efficacité et à la réussite de la révision en cours.

La liste devrait être affichée au Bureau de chaque Fokontany quinze jours au moins avant chaque échéance électorale.

Une liste aussi exacte que possible paraît être préalable à toute nouvelle consultation électorale.

##### b) *Modification des textes*

Le CNOE suggère que les textes organiques soient amendés afin que ne puissent plus se renouveler les pratiques administratives susceptibles de fausser la sincérité du scrutin signalées dans son communiqué du 18 mars 1989. Par exemple :

- exigence de pièces d'identité pour tout acte électoral;
- émargement du registre par l'électeur au moment où il vient voter.

En outre les textes devraient être plus explicites en matière de procédure de recours.

### 5. Perspectives d'avenir :

Initiative de simples citoyens qui veulent participer au redressement national et contribuer par un effort d'organisation au développement de la solidarité ("Voin-kava mahatratra" : ce qui atteint mon prochain ne peut me laisser indifférent), le CNOE entend être une structure permanente.

Malgré son caractère d'improvisation, cette première expérience s'est révélée positive grâce à l'engagement de centaines sinon de milliers de citoyens, connus ou obscurs, laïcs ou ecclésiastiques, rassemblés par un idéal commun de justice et de vérité qui leur a permis de dépasser toutes sortes de clivages (politiques, ethniques, religieux, socio-économiques, etc...).

Il faut reconnaître que la tâche n'est pas aisée : il n'est pas facile d'être en même temps engagé et indépendant par rapport aux différents groupements politiques. Mais ce n'est qu'à ce prix que le CNOE pourra jouer son rôle au service du pays.

A tous ceux qui ont pris part à ce début d'action, au Conseil Chrétien des Eglises à Madagascar qui a encouragé et soutenu cet engagement de diverses manières, le CNOE voudrait exprimer sa gratitude et sa détermination à poursuivre la mission qu'il s'est fixée pour promouvoir la participation de tous les Malgaches à leur développement.

*Antananarivo, le 31 mars 1989*

Le Bureau

## **LALAM-PIFIDIANA : MAIVAN-DANJA NO FAHITAN' NY KMF/CNOE NY FANOVANA NATAO**

Ny fifidianana ny Filoham-pirenena tamin'ny 12 martsa 1989 no nahitan'ny KMF/CNOE fisehoan-javatra maro mitory fa samy misy lesoka na ny votoatin'ny lalàna mikasika ny fifidianana na ny fampiharana azy.

Ho fitsinjovana ny haha-demokratika ny fifidianana manaraka, dia navoaka tamina fanambarana nisesisesy ireny zavatra tsapa ireny.

Fanamorana ny fanendrena ny delege no entin'ny fanitsiana natao tamin'ny Didy Hitsivolana 89.011 tamin'ny 11 mey 1989, ary dia nifanandrify indrindra amin'ny faniriana efa nipoitra ombieny ombieny izany. Na izany aza anefa, ny lalàna mitoetra, dia mbola mety hiteraka lesoka eo amin'ny fizotry ny fifidianana :

- 1°) - Mbola hisy ihany ireo miverimberina mifidy, satria tsy takian'ny lalàna ny fanamarinana kara-panondro ary tsy ny mpifidy no manao sonia ny bokim-pifidianana fa ny iray amin'ireo mpiandraikitra ny biraom-pifidianana fotsiny.
- 2°) - Tsy misy antoka araka ny tokony ho izy ny fanaovana sy ny fanamarinana ny lisitry ny mpifidy.
- 3°) - Mbola tsy lavorary mandraki'izao ny fahatongavan'ireo vatom-pifidianana, satria ny Fanjakana tsy miantoka afa-tsy ny fitaterana mankany amin'ny Fivondronam-pokontany fotsiny, fa tsy hatrany amin'ny biraom-pifidianana.
- 4°) - Ny fomba hitondrana ny vokatry ny fifidianana mandalo ny ambaratonga isanisany dia ahazoana manao fanodikondinana.
- 5°) - Ny fanambarana ny vokatry ny fifidianana isaky ny Biraom-pifidianana, dia indraindray tsy vita any amin'ny fanisana mitambabe.
- 6°) - Ny fomba fametrahana fitarainana sy ny fiantraikany dia tsy voafaritra mazava.

Araka izany, dia mbola bitika tokoa ireo fanitsiana nolanihana ary tsy manova votoatin-javatra tamin'izay tsikaritry ny KMF/CNOE nandritry ny fifidianana ny Filoham-pirenena izany. Eo anilan'izany kosa, dia voalaza avy atsy sy aroa, fa misy andian'olona manafay ireo izay "ratsy fifidy" any amin'ny faritra maro (ratsy fifidy = nifidy hafa noho izay nasaina nofidiny).

Eo anatrehan'ny fisehoan-javatra toy izany, dia aleon'ny KMF/CNOE aloha tsy mamerina fanandramana nataony tamin'ny fifidianana ny Filoham-pirenena mandrapisian'na fiovana tena misy lanjany. Ho fakafakainy aloha raha misy fomba fanaraha-maso hafa azo hatao, nefa dieny izao dia tiany ny manome toky :

- Ireo olona nandray anjara tamin'iny asa nosahaniny iny, indrindra indrindra tamin'ny fampielezana, famenoana ary famerenana ny fisy nampanaoviny, andaniny;
- ireo fikambanana eto an-toerana na any ivelany, izay nanome hery azy, ankilany.

Ho tohizany ny fanatsarana ny tarigetrandy, dia ny fanabeazana ny olom-pirenena malagasy. Fantatry ny KMF/CNOE manko fa io tetik'asany io, dia mifanojo amin'ny faniriana lalim-paka misy eo amin'ny olom-pirenena mba hanam-pahafahana bebe kokoa, mba homen-kasiny bebe kokoa, mba hisian'ny rariny sy ny hitsiny bebe kokoa.

Noho izany, raha ny fifidianana tamin'ny 12 martsa no resahina, ankoatry ny fahatsapana ny tsy mety izay efa navoakany, ny KMF/CNOE dia manomana tatitra ara-marika mikasika izay hitany - hatreo amin'ireo Fivondronam-pokontany ihany anefa izany -, satria hatramin'izao dia tsy nahampafantarina ny vahoaka ny vokatra isaky ny biraom-pifidianana. Ampahatsiahiviny kely, momba izany, fa tapa-bolana alohan'ny fifidianana vao niditra an-tsehatra izy, ka tsy nihambo, na indray maka aza, fa afaka hanome ny vokatra ankapobeny.

Eo anilan'izany, ny KMF/CNOE, dia nahazo lesona tamin'ny fanandramana nataony iny, ka vonona hiara-miasa amin'izay rehetra te-handalina momba izay hanovana amin'ny fomba hentitra ny Lalàm-pifidianana, na eo amin'ny niraketana azy ara-bakiteny na eo amin'ny hevitra fotsiny.

Farany, mba hisian'ny fahombiazana amin'ny ho avy, ny KMF/CNOE dia manolo-tena handray anjara amin'ny fanabeazana ny vahoaka ho olom-pirenena, ka

15 MEY 1989

mitaky ny toerana tokony homena ny fikambanana rehetra tsy an-kanavaka mba haha-demokratika ny loa-bary an-dasy.

Ireo tafa sy dinika nandraisan'ny KMF/CNOE anjara taloha, nandritra ary taorian'ny fifidianana tamin'ny 12 martsa, dia nampisongadina fa tsy mora tsy akory ny mikaroka izay fepetra mifanaraka amin'ny toe-javatra marina rehetra, ka hahazoana miala amin'izay fahadisoana rehetra mety hitranga - Noho izany, araka ny fahitanay azy, dia fihaonam-be mivelatra araka izay azo atao ifanaovan'ny rehetra izay voakasika no fomba hahazoana manova amin'ny fomba tsy mitanila ny Lalàm-pifidianana: lalàna neken'ny maro an'isa no fiasana mahomby hampivondrona ny vahoaka.

Eo am-piandrasana ny fihaonam-be toy izany, dia efa nohenoin'ny ny KMF/CNOE ny fironan-kevitra rehetra, efa nohadihadiany ny vaovao nampitaina taminy, efa natao ny fikarohana niainga tamin'izay fantatra aloha.

Tamin'izany no nahatsapany ny hasarotan'ny asa atao, eo anatrehan'izao zavatra manan-danja aok'izany eo amin'ny fiainam-pirenena izao. Ary izany no antony niheverany, fa tsy tsara aloha ny mamoka avy hatrany volavolam-panitsiana.

Nefa kosa, koa satria efa misy ireo fanamboarana nolanihana, dia atolotry ny KMF/CNOE etoana, am-panetrehana-tena, ary mba ho tahirin-kevitra, ny vokatry ny famakafakana nataony. Tsy mihambo anefa izy amin'izany, fa nahavita zavatra tonga lafatra, ary tsy mihambo koa fa ny tolo-keviny ihany no tokony ho raisina.

*Antananarivo, faha 15 mey 1989*

Ny Birao.

## CODE ELECTORAL : LE CNOE JUGE DERISOIRES LES RETOUCHES

ε

A l'occasion des élections présidentielles du 12 mars 1989, le Comité National d'Observation des Elections a relevé des faits qui, par leur nature, traduisent des lacunes tant au niveau de la teneur des textes de loi en matière électorale que de leur application.

Les constats ont été diffusés dans des communiqués successifs dans la perspective d'une démocratisation des élections ultérieures.

Les retouches apportées par l'Ordonnance 89-011 visent à un assouplissement de la nomination des délégués, ce qui constitue une réponse à des aspirations exprimées. Il n'en reste pas moins que, en l'état actuel des textes, des failles persisteront dans les opérations électorales.

- 1/ Les votes multiples sont encore possibles car le contrôle d'identité par la présentation d'un acte n'a pas été institué et c'est seulement l'un des membres du bureau de vote, et non pas l'électeur, qui émarge sur la liste.
- 2/ L'établissement et le contrôle de la liste électorale ne présentent pas de garanties suffisantes.
- 3/ L'acheminement des bulletins de vote reste toujours aléatoire.
- 4/ L'acheminement des résultats dans les différentes étapes ouvre la voie à des manipulations.
- 5/ La proclamation des résultats par bureau de vote n'est toujours pas prévue au niveau du recensement général.
- 6/ les moyens et la portée des recours restent flous.

Dans ces conditions, les amendements adoptés paraissent dérisoires et ne changent rien de substantiel à ce que le CNOE a observé lors des élections présidentielles. Par contre de différents côtés, des brimades à l'encontre de personnes ou de groupes "ayant mal voté" ont été signalés dans plusieurs régions.

Dans ces circonstances, le CNOE préfère ne pas renouveler l'expérience qu'il a engagée lors des présidentielles jusqu'à ce que des changements significatifs interviennent. Il étudiera si d'autres formes d'observation sont possibles, et d'ores et déjà il tient à assurer :

- d'une part les personnes qui ont participé à son action, en diffusant, en remplissant et en renvoyant les fiches qu'il a établies,
- d'autre part les organisations tant locales qu'étrangères ou internationales qui l'ont encouragé,

qu'il poursuit son objectif d'éducation du citoyen malgache, sachant que son initiative répond à des aspirations profondes à plus de liberté, plus de dignité, plus de vérité et de justice.

C'est pourquoi, s'agissant du scrutin du 12 mars, outre les éléments de caractère qualitatif déjà publiés le CNOE prépare un rapport chiffré de ses constatations, limitées toutefois aux Fivondronana puisque le public ne dispose pas pour le moment des résultats par bureau de vote. Il tient à rappeler à cet effet, qu'il n'a, à aucun moment, prétendu donner un jugement global.

Parallèlement, fort de son expérience, le CNOE est disposé à collaborer avec toute instance qui voudrait réfléchir à une modification sérieuse du code électoral, tant dans sa forme que dans son esprit.

Enfin dans une démarche constructive pour l'avenir, le CNOE se propose de contribuer à la formation civique de la population en revendiquant la place légitime que toute association peut tenir dans un débat démocratique.

**15 MAI 1989**

Les contacts que le CNOE a eus avant, pendant et après le scrutin du 12 mars ont mis en relief qu'il n'est pas aisé de trouver des dispositions adaptées à toutes les situations réelles et permettant d'éviter toutes les erreurs possibles. C'est pourquoi une concertation aussi large que possible des parties prenantes nous a paru le meilleur moyen pour réviser objectivement un Code électoral: un texte ayant recueilli l'adhésion de la majorité est un outil de ralliement de la population.

Dans l'expectative d'une telle concertation, le CNOE s'est mis à l'écoute de toutes les tendances, a analysé les informations qui lui sont parvenues, a effectué des recherches à la lumière des éléments disponibles. Cette démarche lui a fait découvrir la complexité de la tâche, face à une question d'un intérêt vital pour la population, et c'est la raison pour laquelle il ne lui a pas paru opportun de publier des propositions d'amendements.

Toutefois, maintenant que des textes ont été adoptés, il livre à qui de droit en toute modestie, à titre de document, le fruit de ses réflexions, sans prétendre avoir établi quelque chose de parfait, sans prétendre avoir le monopole des propositions (1).

*Antananarivo 15 mai 1989*

Le Bureau

*(1) Les amendements proposés figurent dans les annexes.*

**ANTOTAN' ISA  
NIVOAKA  
TAMIN' NY  
FANARAHANA-MASO  
NATAON' NY  
KMF/CNOE  
NANDRITRY  
NY FIFIDIANANA  
FILOHAN' NY  
REPOBLIKA**

Karazany telo ireo antontan-taratasy voarain'ny KMF/CNOE tamin'ny nanarahany maso ny fifidianana filohan'ny Repoblika tamin'ny 12 martsa 1989 :

- taratasy mitatitra ny zava-nisy ary tsy misy tarehi-marika ny an-kabeazany;
- fisy vita printy mialoha atao hoe "fisy CNOE" naely ary misy fomba fampiasana azy mba ahazoana mampita vaovao ankilany miaraka ary vokatry ny fifidianana arak'isa andaniny;
- fitanana an-tsoratra nataon' ireo delegen' ny mpifaninana tao anatin'ny telo herin'andro taorian'ny fifidianana.

Izao tatitra izao dia hanakapoka ny vokatry arak'isa satria ny vaovao hafa dia ela nampitaina tamin'ny alalan'ny fanambarana.

**I. - Tabilao fandravonana**

- 1) - Avy amin'ireo "fisy CNOE" nakambana sy nanaovana fandalinana tamin'ny alalan'ny "ordinateur" no nahazoana ny fandravonana hita ao amin'ny tabilao "A" mitondra ny loha-teny "Fanakapohana ny valiny hita arak'ireo fisy vita printy mialoha" mikasika birao fandatsaham-bato 782 ary mpifidy 547.584 niely tanatin'ny Fivondronana 48 no voadinika amin'izany santionany izany.

**TABILAO A**

**FANAKAPOHANA NY VOKATRA ARAKA IREO FISY VITA PRINTY MIALOHA**

Isan' ny Fivondronana	: 48		
Isan' ny Birao nisy mpanara-maso	: 782	Isan' ny mpifidy	: 547584
Nisy olana	: 427	Isan' ny mpifidy	: 307976 % 56,24
Tsy nisy olana	: 355	Isan' ny mpifidy	: 239608 % 43,76

	MONJA Jaona	MAROJAMA	RATSIRAKA	MANANDAFY	VATO FOTSY	MATY
Nisy olana	14136	54268	137445	9358	5 5373	3169
Tsy nisy olana	<u>10724</u>	<u>42546</u>	<u>112499</u>	<u>67221</u>	<u>4102</u>	<u>2516</u>
Totaliny	24860	96814	249944	160806	9475	5685

**ISAN-JATONY**

	MONJA Jaona	MAROJAMA	RATSIRAKA	MANANDAFY	VATO FOTSY	MATY
Nisy olana	4,58	17,62	44,62	30,38	1,74	1,02
Tsy nisy olana	<u>4,47</u>	<u>17,75</u>	<u>46,95</u>	<u>28,05</u>	<u>1,71</u>	<u>1,05</u>
Totaliny	4,53	17,68	45,64	29,36	1,73	1,03

2) - Araka ny fomba fiasa teo ihany, ireo vokatra nalaina tamin'ny tatitra an-tsoratra no nakapoka ato amin'ny tabilao B mitondra ny lohateny hoe: "Fandravonana ny vokatra araka ny tatitra an-tsoratra". Biraom-pifidianana 1563 nisy mpifidy 810232 tao amin'ny Fivondronana 35 no nahazoana ireo vokatra ireo.

## TABILAO B

## FANDRAVONANA NY VOKATRA ARAK'IREO TATITRA AN-TSORATRA

Isan' ny Fivondronana	:	35
Isan' ny Biraom-pifidianana	:	1563
Isan' ny mpifidy	:	810232

	ISA	ISAN-JATO
MONJA Jaona	31953	3,94
MAROJAMA	189907	23,44
RATSIRAKA	392627	48,46
MANANDAFY	175196	21,62
VATO FOTSY/MATY	20549	2,54

Nisy fanampim-panazavana voaray natao tamin-taratasy tsotra, voasonian'ireo mpanome vaovao izay sahy nanome hatramin'ny laharan'ny karapanondrony ary manamafy fa ireo tarehi-marika voarakitra any amin'ny tatitra maromaro dia mety hampiahiahy.

Ireo fanampim-panazavana hafa dia manamafy fa ireo isa navoakan'ny Fivondronana dia tsy mitovy velively amin'ireo tanatin'ny tatitra vita an-tsoratra.

Lazaina fa tsy hita intsony ireo antsipirihan'ny vokatra isaky ny biraom-pifidianana natao petadrindrina tany amin'ny Fivondronana. Noheverinay fa mbola mety ho hita na tany amin'ny Fitsarana Avo momba ny Lalàm-panorenana - na tany amin'ny Biraom fanisam-bato tany amin'ny Fivondronana ireny nefa nolavina ny fangatahan'ny KMF/CNOE hijery ireny satria efa tsy eo am-pelatanany intsony, hono. Noho izany, ireo fampitahana sy fanamarinana tokony ho natao dia tsy vita; nefa ireny no nety nahafahana nijery marina ny fandehan-javatra.

3) - Ireo antotan'isa azo tamin'ny alalan'ireo tabilao A sy B ireo indray no natambatra ho amin'ny tabilao fahatelo mitondra ny loha-teny hoe: "Fandravonana ny vokatra tamin'ny tatitra an-tsoratra sy fisy KMF/CNOE".

**TABILAO D**  
**FANAKAPOHANA NY VOKATRA ARAKA**  
**NY TATITRA AN-TSORATRA SY NY FISY**

Isan' ny Fivondronana	:	60
Isan' ny Biraom-pifidianana	:	2250
Isan' ny mpifidy	:	1431152
Isan' ny nifidy	:	1280517

	ISA	ISAN-JATO
MONJA Jaona	53029	4,14
MAROJAMA	277180	21,64
RATSIRAKA	611662	47,76
MANANDAFY	310759	24,26
VATO FOTSY/MATY	27887	2,17

**II. - Ezaka fandallnana**

2250 ny biraom fanatsaham-bato nahazoam-bokatra arak'izao fandravonana izao :

- Vokatra azo tamin' ireo fisy KMF/CNOE .....	782	biraom
- Vokatra azo tamin' ireo tatitra an-tsoratra .....	1563	biraom
Totaliny .....	2345	biraom
Mifanaraka ka miverina indroa.....	95	biraom
Isan' ireo biraom-pifidianana voara-maso	2250	biraom

Toy izao izany ireo fisehon'ireo santionany nojeren'ny KMF/CNOE raha ampitahaina amin'ny vokatra ankapobeny teto amin'ny firenena :

	Fanaraha-maso CNOE	Totaly eran' ny Nosy	Isan-jato
Isan' ny Birao	2250	12175	18,48%
Isan' ny Fivondronana (1)	60	110	
Isan' ny nifidy	1280517	4747908	26,97%

Toy izao ny vato azon'ireo mpifaninana efatra :

A/ Raha raisina toy ny nataon'ny fanisan'ny fanjakana, tsy raisina ireo vato fotsy na tsy manan-kery rehefa mikajy isan-jato :

	Santiona KMF/CNOE		Vokatra nomen' ny fitondrana	
	Isa azo	Isan-jato	Isa	Isan-jato
MONJA Jaona	53029	4,23	137620	2,97
RAZANABAHINY Marojama	277180	22,12	685999	14,81
RATSIRAKA Didier	611 662	48,83	2899679	62,62
MANANDAFY Rakotonirina	310759	24,80	906517	19,58

(1) Marihina fa tany amin'ny Fivondronana nijoroan'ny KMF/CNOE, birao vitsivitsy ihany no voaara-maso.

**B/ Raha ampidirina kosa ireo vato fotsy na tsy manan-kery raha mikajy isan-jato dia toy izao ny vokatra :**

	Santiona KMF/CNOE -		Vokatra nomen' ny fitondrana	
	Isa azo	Isan-jato	Isa azo	Isan-jato
MONJA Jaona	53029	4,14	137620	2,89
RAZANABAHINY Marojama	277180	21,64	685999	14,45
RATSIRAKA Didier	611662	47,76	2899679	61,08
MANANDAFY Rakotonirina	310759	24,26	906517	19,09
Blancs ou nuls	27887	2,17	117093	2,46

**III. - Fanamarihana**

- 1) - tsy izy ny fametrahana ny vato maty sy ny vato fotsy amin'ny sehatra tokana: samy hafa ny zavatra ambarany;
- 2) - Tamin'izao fandalinana izao dia noraisina avokoa na ireo isa avy amin'ireo birao fandatsaham-bato tsy nahitana tsy fahamarinana mibaribary na ireo isa avy amin'ny birao izay nisehoan-javatra mety hamasoka ny fahamarinan'ny fizotry ny fifidianana na mety ahatonga fanafoanana tanteraka ny vokatry ny latsabato;
- 3) - Tsy azo nojerena intsony ireo vokatra ofisialy voatsinjara isaky ny biraom-pifidianana. Mihevitra ny KMF/CNOE fa fahabangana lehibe izany koa miezaka tokoa hitady ireny izy nefa dia niala-maina. Izany toe-javatra izany no nahatratra aoriana ny famoahana ny vokatra ara-kisa.

Tsy afaka nandalina mihoatra noho izao ary ny KMF/CNOE noho izay antony izay. Ambara anefa fa raha misy te-handinika ireo antotan-taratasy nakana ireo fehiny-kevitra ireo dia vonona hanome fahafaham-po izay mangataka ny KMF/CNOE.

*Antananarivo, faha 4 aogositra 1989*

**ÉLÉMENTS  
CHIFFRÉS  
RESSORTANT  
DES  
OBSERVATIONS  
DU CNOE  
LORS  
DE L'ÉLECTION  
PRÉSIDENTIELLE**

A l'occasion de l'observation des élections présidentielles du 12 mars 1989, le CNOE a reçu trois sortes de documents :

- des lettres décrivant des faits et ne contenant généralement pas de donnée quantitative;
- des fiches préimprimées dites "fiches CNOE" diffusées avec un mode d'emploi et contenant d'une part des informations de nature qualitative et d'autre part des données chiffrées;
- des procès-verbaux remis par les délégués de candidats dans les trois semaines qui ont suivi le scrutin.

La présente note rend compte des résultats chiffrés puisque les autres informations ont déjà fait l'objet de communiqués.

### I. - Tableaux de synthèse

1) Les données fournies par les "fiches CNOE", regroupées et traitées informatiquement, sont synthétisées dans le tableau A intitulé "Récapitulation des résultats ressortant des fiches préimprimées". L'échantillon ainsi observé concerne 782 bureaux de vote et 547584 votants répartis dans 48 Fivondronana.

**04 AOÛT 1989**

**TABLEAU A**

**RECAPITULATION DES RESULTATS  
RESSORTANT DES FICHES PREIMPRIMEES**

Nombre de Fivondronana : 48  
Nombre de bureaux assistés : 782 Nombre de votants : 547584  
Avec incidents : 427 Nombre de votants : 307976 % 56,24  
Sans incidents : 355 Nombre de votants : 239608 % 43,76

	MONJA Jaona	MAROJAMA	RATSIRAKA	MANANDAFY	BLANCS	NULS
Avec incidents	14136	54268	137445	9358	5 5373	3169
Sans incidents	<u>10724</u>	<u>42546</u>	<u>112499</u>	<u>67221</u>	<u>4102</u>	<u>2516</u>
Total	24860	96814	249944	160806	9475	5685

**POURCENTAGE**

	MONJA Jaona	MAROJAMA	RATSIRAKA	MANANDAFY	BLANCS	NULS
Avec incidents	4,58	17,62	44,62	30,38	1,74	1,02
Sans incidents	<u>4,47</u>	<u>17,75</u>	<u>46,95</u>	<u>28,05</u>	<u>1,71</u>	<u>1,05</u>
Total	4,53	17,68	45,64	29,36	1,73	1,03

2) De la même manière, les données reprises des procès-verbaux sont synthétisées dans le tableau B intitulé "Récapitulation des résultats ressortant des procès-verbaux". Ces résultats portent sur 1563 bureaux de vote et 810232 votants répartis dans 35 Fivondronana.

## TABLEAU B

RECAPITULATION DES RESULTATS  
RESSORTANT DES PROCES VERBAUX

Nombre de FIVONDRONANA :	35
Nombre de bureaux :	1563
Nombre de votants :	810232

	NOMBRE	POURCENTAGE
MONJA Jaona	31953	3,94
MAROJAMA	189907	23,44
RATSIRAKA	392627	48,46
MANANDAFY	175196	21,62
Blancs/Nuls	20549	2,54

Des commentaires reçus sur papier libre, mais dûment signés par leurs auteurs, qui ont en outre indiqué le numéro de leur carte d'identité, font apparaître que les chiffres transcrits sur nombre de procès-verbaux pourraient être sujets à caution.

D'autres commentaires concluent que les chiffres publiés dans les Fivondronana étaient différents de ceux qui ressortaient des procès-verbaux. Les résultats détaillés par bureau de vote affichés dans les Fivondronana ne sont plus disponibles, semble-t-il. Là où nous pensions les trouver, c'est-à-dire à la Haute Cour Constitutionnelle ou à la Commission de recensement de chaque Fivondronana, le refus de communiquer a été opposé au CNOE au motif que ces informations ne sont plus disponibles. De ce fait, des vérifications qui auraient pu nous permettre de nous faire une opinion n'ont pas pu être menées.

3) Les informations obtenues de ces deux tableaux A et B ont été par la suite compilées dans un troisième tableau C, intitulé "Récapitulation des résultats sur procès-verbaux et fiches CNOE".

**TABLEAU C**

**RECAPITULATION DES RESULTATS  
RESSORTANT DES PROCES VERBAUX ET DES FICHES**

Nombre de FIVONDRONANA	:	60
Nombre de bureau	:	2250
Nombre d'inscrits	:	1431152
Nombre de votants	:	1280517

	NOMBRE	POURCENTAGE
MONJA Jaona	53029	4,14
MAROJAMA	277180	21,64
RATSIRAKA	611662	47,76
MANANDAFY	310759	24,26
Blancs/Nuls	27887	2,17

**II. - Essai d'analyse**

Les résultats ainsi obtenus concernent 2250 bureaux de vote, ainsi qu'il ressort de la récapitulation suivante :

- Résultats rapportés par les "fiches CNOE".....	782 bureaux
- Résultats rapportés par des "procès-verbaux".....	1563 bureaux
Total .....	2345 bureaux
Doubles-emplois .....	95 bureaux
Nombre de bureaux de vote observés	2250 bureaux

L'échantillonnage du CNOE se présente comme suit, en comparaison avec les totaux nationaux :

LIBELLÉS	Observations CNOE	Totaux nationaux	Pourcentage
Nombre de bureaux	2250	12175	18,48%
Nombre de Fivondronana (1)	60	110	
Nombre de votants	1280517	4747908	26,97%

Les voix obtenues par les quatre candidats se présentent comme suit :

A/ Si, comme il a été procédé pour les décomptes officiels, on ne tient pas compte des votes blancs ou nuls dans le calcul des pourcentages :

	Echantillonnage CNOE		Résultats officiels	
	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
MONJA Jaona	53029	4,23	137620	2,97
RAZANABAHINY Marojama	277180	22,12	685999	14,81
RATSIRAKA Didier	611 662	48,83	2899679	62,62
MANANDAFY Rakotonirina	310759	24,80	906517	19,58

(1) A noter que dans les Fivondronana où le CNOE était présent, seulement quelques bureaux ont été observés.

B/ Si l'on tient compte des votes blancs ou nuls dans le calcul des pourcentages

	Echantillonnage CNOE		Résultats officiels	
	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
MONJA Jaona	53029	4,14	137620	2,89
RAZANABAHINY Marojama	277180	21,64	685999	14,45
RATSIRAKA Didier	611662	47,76	2899679	61,08
MANANDAFY Rakotonirina	310759	24,26	906517	19,09
Blancs ou nuls	27887	2,17	117093	2,46

### III. - Remarques

1) Il n'est pas normal de mettre sur le même plan les votes nuls et les votes blancs, leur signification étant différente.

2) Ont été retenus dans les observations du CNOE, non seulement les chiffres émanant de bureaux de vote où aucune irrégularité flagrante n'a été constatée, mais également les chiffres émanant de bureaux où ont été constatés des faits de nature à entacher la sincérité ou la régularité du scrutin ou de nature à frapper de nullité les résultats.

3) Les chiffres officiels détaillés par bureau de vote ne sont pas disponibles auprès de l'Administration. Considérant qu'il s'agit là d'une lacune grave, le CNOE a effectué des démarches pour obtenir ces informations, mais vainement. C'est ce qui explique la publication tardive des résultats chiffrés relevés par le CNOE.

Compte-tenu de ces remarques, les analyses n'ont pas été poussées plus avant. Toutefois les fichiers dont ont été extraites les informations publiées par le CNOE peuvent être mis à la disposition de toute personne intéressée.

Antananarivo, le 4 août 1989

Marta ANDRIANTSIFERANA

Bruno BETIANA

Madeleine RAMAHOLIMIHASO

Lily RAZAFIMBELO

TAPANY FAHAROA  
DEUXIEME PARTIE

**ADI-HEVITRA MOMBA NY RAFIM-PANJAKANA**

**LE DEBAT SUR LES INSTITUTIONS**



**FANAPAN-  
KEVITRA  
NORAISIN' NY  
FIVORIAMBE  
NY 6 AOGOSITRA  
1989**

**NY BOKY MENA SY NY LALAM-  
PANORENANA, VATO MISAKANA NY  
FAHAMARINAN'NY FIFIDIANANA**

Ho fitandroana ny fahamarinan'ny fifidianana ao anatin'ny fahalalahana tanteraka, dia noraisin'ny KMF/CNOE ho andraikiny tamin'ny Lasy Fiofanana nataony ny famelabelarana sy fanadihadiana mikasika ny Rafi-pitondrana sy Lalàna velona manankery eto amin'ny Firenena.

Tsapa tamin' izay fa :

1. - Mifono fanavakavahana ny fifidianana eto amintsika. Ireo olona atolotry ny antoko mikambana ao anatin'ny Mandatehezam-pirenena Miaro ny Tolom-piavotana ihany no azo fidina ka izay rehetra tsy ao anatin' izany dia tsy manan-jo ho mpitondra ny tany sy ny fanjakana.

Io toe-javatra io dia mifanipaka amin'ny Fanambaràna eran-tany mikasika ny Zon'olombelona izay nankatoavin'i Madagasikara ka milaza ny fahafahan'ny tsirairay hanana safidy malalaka ara-politika.

Ny fiainana amin'izany toe-javatra izany dia nampibaribary ny fanararaotan' antokon'olom-bitsy hanaovana ampihimamba ny fahefana.

Ny olom-pirenena tsy ankanavaka dia tokony ho afaka maneho ny heviny ary miditra amin'ny antoko na fikambanana politika izay tiany. Izany dia mitaky fanovàna ny lalàna mifehy ireo rafim-pitondrana ireo ka ny foto-piainana dia ny fanafoanana ny "Mandatehezana" ka hafahan'ny olona manangana malalaka antoko politika. Io fanovàna lalina io dia tsy maintsy mandalo amin'ny fisian'ny famelàna fijoroan'ny antoko isan-karazany. Mety hiteraka fandranelana ara-poko, fanjakazakana, fanindrahindràna, herisetra, fasisma, sns... izany. Nefa azo ferana sy sorohana mialoha izany tandindona izany.

2. - Miteraka fifandisoan-javatra sy disadisa amin'ny mpiara-belona ny fifamatoran' ny Lalàm-panorenana sy ny Boky Mena. Satria tsy anjaran'ny Fanjakana ny manery ny olom-pirenena hanaraka firehan-kevitra iray fa ny antoko politika kosa no manolotra ny programany sy ny fomba fahitany ny tokony hitondrana ny tany araka ny ideolojany. Ny antoko eo amin'ny Fitondrana, vokatry ny safidim-bahoaka kosa dia tsy maintsy manaja ny rehetra, ary ao anatin'izany ny vitsy an'isa, rehefa manatanteraka ny lahat'asany.

Noho izany :

- Tsy ankiandriandry ny tokony hanasarahana ny Lalàm-panorenana amin'ny Boky Mena; ny Boky Mena dia firehan-kevitra ny antoko iray ka tsy mety ho hevitra ny vahoaka manontolo. Ambony lavitra noho ny antoko ny Fanjakana izay miantoka ny soa iombonana sy ny tombotsoam-pirenena.
- Ny Prezidan'ny Repoblika tokony hiala amin'ny mahaFilohan'antoko azy.
- Tokony hisaraka mazava ny fahefana mpanatanteraka, ny fahefana manao lalàna, ary ny fahefan'ny Fitsarana.
- Tsy tokony hafangaro ny raharahan'Antoko ankilany sy ny Tafi-bahoaka, ny Fitsarana ary ny raharaham-panjakana andaniny.

Marihina fa anjaran'ny hery velona rehetra ny fandinihina sy famolavolana lalàna fototra mikasika ny fiainam-bahoaka ankapobeny. Vonona hifarimbona amin'izany ny KMF/CNOE.

**TEXTE**

**ADOPTÉ**

**PAR**

**L'ASSEMBLÉE**

**GÉNÉRALE**

**DU**

**6 AOUT 1989**

**AU COEUR DU PROBLEME  
ELECTORAL, LE LIVRE ROUGE  
ET LA CONSTITUTION**

Soucieux d'aider à la moralisation des procédures et des pratiques électorales, le CNOE ne pouvait esquisser un débat de fond sur les institutions qui régissent la nation.

En premier lieu, il est apparu clairement que les conditions actuelles d'éligibilité sont discriminatoires. Seuls les candidats membres des Partis du "Front" ou présentés par eux, peuvent affronter le suffrage populaire. Cela exclut, par le fait même, tous les citoyens qui ne partagent pas les options du "Front".

Cette clause discriminatoire est en contradiction avec le libre choix des opinions politiques, tel qu'il est reconnu par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. En outre, l'expérience le montre amplement, cette clause favorise la monopolisation du pouvoir par un groupe particulier.

Le pluralisme des opinions et le droit de libre association politique exigent donc une refonte complète des institutions du pays. Cette refonte passe par l'abolition du "Front" au profit d'un pluralisme des partis, dont les excès ou abus (régionalisme, facisme, apologie de la violence, etc...) peuvent être aisément cernés et bannis.

En second lieu, le lien organique qui existe entre la Constitution et la Charte de la Révolution Socialiste Malagasy, est source de graves déviations théoriques et pratiques. Selon la tradition des véritables démocraties qui se réclament des Droits de l'Homme (et que conforte l'éthique sociale chrétienne), il n'appartient pas à l'Etat de définir et d'imposer aux citoyens une idéologie particulière. Il revient aux partis

**06 AOUT 1989**

politiques de proposer au libre choix des citoyens leur vision particulière de l'Homme, de l'histoire et de la société (ainsi des courants fondamentaux se réclament du socialisme ou du libéralisme), avec un programme d'action qui en représente la mise en œuvre concrète. Le parti qui est porté au pouvoir par le suffrage universel, par contre, est alors investi de la responsabilité du bien commun de la nation et de tous citoyens. Il exerce cette responsabilité en conformité avec son programme dans le respect de la minorité.

Il est donc urgent de dissocier totalement la Constitution du Livre Rouge: ce dernier est l'idéologie d'un Parti, et ne saurait être celle de l'Etat ni de l'ensemble des citoyens.

Il importe également de rétablir la primauté de l'Etat, qui est l'organisation suprême au service du bien commun, sur les partis et leurs visées partisans. Concrètement, cela passe par :

- l'incompatibilité politique, le Président de la République ne pouvant pas être chef d'un parti;
- le rétablissement d'une stricte séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire;
- la dépolitisation des Forces Armées, de la magistrature et de l'administration.

Les projets de textes à soumettre à la nation devraient être le fruit d'une large concertation qui ne se limite pas aux seuls partis politiques mais s'étend à toutes les forces vives du pays. Le CNOE déclare pour sa part sa disponibilité à apporter sa contribution à l'élaboration de ces textes.

**HO AN' NY ANTOKO  
POLITIKA REHETRA  
MPIKAMBANA  
AO AMIN' NY  
MANDATEHEZANA  
MIARO  
NY TOLOM-  
PIAVOTANA**

Tompokolahy isany,

Nisy fanambarana avy amin'ny Fiadidiana ny Repoblika nampahafantatra fa nivory tao amin'ny Lapam-panjakana tao Ambohitsirohitra, tamin'ny 10 Aogositra 1989 teo, ny solontenan'ny Mandatehezana Miaro ny Tolom-piavotana. Nikasika indrindra ny ho avin'ny Mandatehezana ny resaka nifanakalozana tao, ary dia niangaviana ireo Antoko handefa any amin'ny Filoha, alohan'ny 30 Septambra 1989, ny tolokevitra aroson'izy ireo ho dinihan'ny Mandatehezana. Nosoritan' ilay fanambarana tsara fa "ireo fanapahan-kevitra mety ho raisina amin'izany dia mety hitarika fanovana ny Lalàm-panorenana".

Fotoana kely talohan'izay, ny 4, 5 sy 6 Aogositra, ny Komitim-pirenena Mpanaramaso ny Fifidianana (KMF/CNOE), dia nanao seminera teto Antananarivo izay nahavory olona fitopolo avy amin'ny lafiny maro sy ny avy any amin'ny Faritany enina eto amin'ny Nosy.

Rehefa natambatra ny efa niainan'izy ireo sy ny famafakana nataony, nampibaribary fa ny Boky Mena sy ny Lalàm-panorenana dia tena ivon'olana apetraky ny fifidianana.

Noho izany dia nandany fehin-kevitra iray ny fivoriamben'ny KMF/CNOE, mirakitra ireo trangan-kevitra heveriny fa tena ilaina raha mikasika ny fanamboarana ny andrim-panjakana sy ireo dingana ahatongavana amin'izany no jerena. Indro alefanay miaraka amin'ity ho anareo ny kopian'izy io.

Miraiki-po amin'ny zava-kinendry namoronana azy, dia ny fiarovana sy ny fampiroboroboana ny fahalalahan'ny olom-pirenena haneho hevitra, ny KMF/CNOE, ka dia mampatsiahy fa ny Lalàm-panorenana dia lalàna fototra mifehy ny fifandraisan'ny Mpitondra sy ny vahoaka entina, mamaritra ny fandaminana ny andrim-panjakana ary manonitra tsara ny endrika isaloran'ny Governemanta. Araka izany, rehefa mety ho fanovana ny Lalàm-panorenana dia mikasika ny Firenena iray manontolo. Izany dia

**17 AOGOS. 1989**

mitaky ny famahoahana ilay fanovana. Izany hoe: tokony hapanitaka mihitsy ny adi-hevitra ifanaovana, fa tsy avela ataon'andian'olon'antoko iray na vitsivitsy salobo-komana fotsiny, na ao amin'ny fitondrana na ao amin'ny mpanohitra. Isak'izay dingana atao (fanolorana ny soso-kevitra, fiadian-kevitra, fanovana, fandania farany), dia ilaina indrindra ny hampandraisana anjara ny olom-pirenena rehetra na rehefa mety ho vondron'olom-pirenena ary ny ankolafin'ny Firenena manontolo, tsy misy atao zanak'lkala hafa, na odiana hadino.

Na dia efa misarintsarina fanitarana aza ny fikaonan-doha ataon'ny mbola antsoina hoe: "Mandatehezana", dia tena mbola zava-dehibe mihitsy ny tokony hanalalahana ny adi-hevitra ho amina rafitra migodana lavitra noho ny antoko politika fotsiny. Ny tsy firaikana, ny faneke-ko resy, ny ahiahy, izay tsapa ankehitriny raha vao fifidianana no resahina, dia mampiseho tokoa fa maro amin'ny olom-pirenena no mihevi-tena ho very anjara eo amin' ny fiainam-pirenena, na mihevi-tena ho tsinotsinona fa resin'ny fiainana rakotry ny tsy rariny sy ny lainga ary mampibahana ny tsindrio fa lavo.

Noho izany dia tsara tokoa raha hitarina ho amin'ireo hery velona rehetra eto amin'ny Firenena ny fifanakalozan-kevitra, indrindra fa amin'ireo sokajin'olona mpanelanelana ary aely amin'ny fampitam-baovao rehetra. Izany no mahatonga ny KMF/CNOE hanao antso avo amin'ny antoko politika rehetra, mba hisian'ny famoahana am-pahibemaso izay zavatra efa natomboka ary mba hanokafana tanteraka ny paikan' ady hanovana ny Lalàm-panorenana ho an' ny vondron'olom-pirenena liana amin'izany.

Raha ny avy aminay kosa, ny taratasy ampiarahinay amin'ity dia misy ny tsanga-kevitra tokony arahina amin'izay mety ho fanovana ny Lalàm-panorenana. Ahafaly anay tokoa ny handray izay fanamarihana avy aminareo, ho fizarana amin'ilay fifanakalozan-kevitra katsahanay. Satria efa akaiky dia akaiky ny daty voafetra hoe 30 Septambra 1989, dia satrinay indrindra raha mba maharay ny valin'ity taratasy ity alohan'ny 10 Septambra 1989, izahay.

Araka ny heverinay fa tena ilaina eo amin'ny fiainam-pirenena, sady fototra ijoroan'ny KMF/CNOE rahateo, dia havoakanay ho hitan'ny besinimaro ny valin-teninareo, toy ny hanaovanay ity taratasy ity koa.

Raiso, Tompokolahy isany, ny haja amam-boninahitra atolotray anareo.

*Antananarivo, faha-17 Aogositra 1989*

**A TOUS  
LES PARTIS  
POLITIQUES,  
MEMBRES DU  
FRONT NATIONAL  
POUR LA DEFENSE  
DE LA  
REVOLUTION**

Messieurs,

Un communiqué de la Présidence de la République a annoncé que les représentants du Front National pour la Défense de la Révolution se sont réunis les 10 août 1989 au Palais d'Etat d'Ambohitsirohitra. Les échanges de vue ont porté sur l'avenir du Front, et les partis ont été invités à faire parvenir au Président, avant le 30 septembre 1989, les propositions à soumettre à l'examen du Front. Le communiqué précise que "les mesures susceptibles d'être arrêtées pourraient

entraîner des modifications de la Constitution".

Peu auparavant, les 4, 5 et 6 août, le Comité National d'Observation des Elections (CNOE/KMF) avait organisé à Antananarivo, un séminaire qui a rassemblé soixante-dix participants d'horizons divers et provenant des six provinces de l'Ile. La mise en commun de leurs expériences et de leurs réflexions a mis en évidence le fait que la Charte de la Révolution Socialiste Malagasy (Livre Rouge) et la Constitution se trouvent au cœur du problème électoral.

L'assemblée générale du CNOE/KMF a donc adopté une résolution qui contient les principes tenus pour essentiels par le CNOE/KMF lorsqu'il s'agit d'aménagement institutionnel et des procédures devant y mener: nous vous en adressons copie en annexe.

Fidèle à sa vocation, qui est de défendre et promouvoir la libre expression des citoyens, le CNOE/KMF rappelle qu'une Constitution est la loi fondamentale qui régit les rapports entre gouvernants et gouvernés, détermine l'organisation des pouvoirs publics et précise la forme du gouvernement. Toute modification de Constitution concerne donc la nation tout entière, ce qui exige qu'elle soit publique. En d'autres termes, les débats doivent faire l'objet d'une large diffusion, et ne pas être laissés à la discrétion d'un ou de quelques groupes

**17 AOUT 1989**

partisans, qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition. A toutes les étapes de la procédure (présentation des projets, concertation, amendements, ratification finale), il est essentiel d'associer tous les citoyens, tous les groupes de citoyens, toutes les composantes de la nation - sans qu'aucun d'eux soit exclu par principe ou par oubli.

Si la concertation de ce qui s'appelle encore le "Front" marque une velleité d'ouverture, il n'en reste pas moins fondamental que le débat soit véritablement ouvert à des instances qui débordent les seuls partis politiques. En effet, la démobilisation, la résignation, la méfiance que l'on constate actuellement à l'endroit des consultations électorales, montrent bien que beaucoup de citoyens ne se sentent plus partie prenante à la vie du pays, quand ils ne s'estiment pas victimes d'une situation à bien des égards injuste et fausse.

Il importe donc que le dialogue s'étende à toutes les forces vives de la nation, et en particulier aux différents corps intermédiaires et à tous les médias. Aussi, le CNOE/KMF en appelle-t-il à tous les partis politiques, pour que soit donnée une publicité effective au processus engagé, et pour que les procédures de modification de la Constitution soient effectivement ouvertes à tous les citoyens et groupes de citoyens intéressés.

Pour notre part, le texte joint contient les principes suivant lesquels toute modification constitutionnelle serait à envisager : nous serions heureux de recueillir vos observations dans le cadre du dialogue que nous préconisons. Compte-tenu de la proximité de l'échéance impartie du 30 septembre 1989, nous aimerions enregistrer vos réactions à la présente lettre avant le 10 septembre 1989. Conformément à ce qui nous semble essentiel à la vie nationale, et qui a fait la raison d'être du CNOE/KMF, nous assurerons évidemment à votre réponse toute la publicité requise, ainsi que nous le faisons pour cette lettre.

Veillez agréer, Messieurs, l'expression de notre considération distinguée.

**MISY  
FIANTRAIKANY  
AMIN' NY  
FIAINAN' NY  
MALAGASY  
REHETRA  
NY FANOVANA  
RAFITRA**

Nandefa ny tolo-keviny ho dinihin'ny Mandatehezam-pirenena miaro ny Tolompiavotana (FNDR) tany amin'ny Filoham-pirenena tamin'ny faha-30 Septambra teo ny Antoko politika. Natao izany mba hamariparitana izay ho avin'ny rafi-pitondrana eto amin'ny tanintsika. Koa satria zava-dehibe sy goavana tokoa izany dia nandefa antso tamin'ireo antoko ireo ny CNOE izay miezaka mandrakariva hanao fitaizana ny olom-pirenena mba havoakan-dry zareo ho fanta-bahoaka izay heviny; mitarika ny valalabe mandry handray andraikitra mantsy ny fahafantarany izany.

Hatramin'izao dia antoko roa ihany no nampitranga ny tolo-keviny. Fantatra anefa fa ho amin'ny volana Desambra (izay efa antomotra) no fe-potoana farany hanaovana ny fanovam-penitra, sady efa mivory rahateo koa ny Antemieram-pirenena (APEB). Koa noheverinay fa addinay ny mba miangavy ireo antoko hafa mba hanao izay hampahafantarana amin'ny daholobe tsy ho ela intsony izay tolo-keviny.

Rariny sady ilaina tokoa mantsy ny hahalalan'ny sokajin'olona rehetra eto amin'ny firenena izay volavolan-kevitra mitranga ka hahazoany mandray anjara amin'ny famolavolana ny ho avin'ity firenena iraisana ity.

Ilay tara-pahazavana nanambara FIOVANA nipoitra talohan'ny fifidianana izay ho Prezidam-pirenena tamin'ny volana Marsa teo dia nahatsapana ainga mafonja izay niompama amin'ny fahalalahana hamboraka ny hevitra sy ny fandraisan'ny tsirairay anjara na iza na iza. Koa tsy tokony hijanona ao amin'ny foto-mandrevon'ny tsy fifanarahana na fanekena ambokony izay misy ny olona. Mampalahelo mantsy fa toa toe-tsaina mihanaka tsikelikely amin'ny karazan'olona eto amin'ny firenena izany ankehitriny. Leon'ny fifidianana atao ara-pomba fotsiny mandavan-taona izy nefa tsy hitany akory izay voka-tsoa azo avy amin'izany.

26 OKT. 1989

Anefa fantatra fa zava-dehibe mahasoa ny firenena ny fanavaozana kendrena, ary miara-manaiiky ny rehetra fa latsaka an-katerena ny tanintsika ankehitriny.

Noho izany dia manao antso avo amin'ny olom-pirenena sy amin'ny hery velona rehetra eto amin'ny firenena izahay mba tsy ho kivy na ho ketraka, ary mba tsy ho azon'ny fankam-panahy resy tsy miady. Sikino risi-po ny tena hiara-mihoitra hanamafy orina ny fahafahan'ny vahoaka malagasy (demokrasia) vao mitsimoka ankehitriny. Izany no hanome fanantenana sy aina vaovao ho an'ny vahoaka malagasy izay te-ho velona ao anatin'ny maha-olom-banona mendrika sady mitana ny fomban-drazany mifikitra amin'ny fihavanana.

Mamerina sady manamafy indray ary ny CNOE - izay Fitaizana ny olom-pirenena - fa vonona handray am-pitiavana izay soson-kevitra rehetra, sady manaiiky ny hiara-dàlana amin'izay manan-kevitra hikorohana ny mety hahasoa ny rehetra.

Amin'izao fotoana izao dia mifantoka amin'ny Mandatehezana (Front) ny resabe etsy sy eroa. Raha antoky ny firaisam-pirenena marina mantsy ny fivondronana eo amin'ny mandatehezana dia tsy tokony ho voafatry ny fiarovana ny firehan-kevitra politika tokana efa maty paikan'ny sasany izy. Ary raha natao hampiraisana ireo antoko manaraka ny Boky Mena fotsiny kosa ny Mandatehezana (ary dia zony izany) dia tsy rariny raha bodoiny ho azy irery - toy ny misy hatramin'izay - ny fanaovana politika eto amin'ny firenena. Mila fandinihina sy fanadihadiana lalina izany ventin-kevitra izany, ary vonona ny hiara-mamakafaka momba izany ny CNOE.

Aoka anefa tsy hohadinoina na ho voasarontsaron'ny resaka momba ny Mandatehezana ireo hevi-dehibe mikasika ny famahoana (demokrasia) sy ny fiainana politikan'ny firenena amin'ny akapobeny.

Raha toa ka efa nekena sy azo ny fahafahana mampijoro antoko samihafa - izay mahafaly ny be sy ny maro dia aoka tsy hadino fa mbola misy ny fombafomba tsy maintsy arahina amin'ny fanatanterahana azy ka ny tokony haterak'izany dia ny hisian'ny fifandimbiasana eo amin'ny fitondrana. Mikasika izany indrindra, indro ampahatsiahivinay eto indray ny hevitra tapaky ny Fivoriam-ben'ny CNOE natao tamin'ny faha-08 Aogositra 1989 manao hoe :

"Ny olom-pirenena tsy ankanavaka dia tokony ho afaka maneho ny heviny ary miditra amin'ny antoko na fikambanana politika izay tiany. Izany dia mitaky ny fanavana

26 OKT. 1989

ny lalàna mifehy ireo rafi-pitondrana ireo. Miteraka fifandisoan-javatra sy disadisa amin'ny mpiara-belona ny fifamatoran'ny Lalàm-panorenana sy ny Boky Mena ho iray. (...)"

Noho izany :

- Tsy ankiandriandry ny tokony hanasarahana ny Lalàm-panorenana amin'ny Boky Mena; ny Boky Mena dia ideolojian'antoko iray ka tsy mety ho hevitra ny vahoaka manontolo. Ambony lavitra noho ny antoko ny Fanjakana izay miantoka ny soa iombonana sy ny tombotsoam-pirenena.
- Ny Prezidan'ny Repoblika tokony hiala amin'ny maha-filohan'antoko azy.
- Tokony hisaraka mazava ny fahefana mpanatanteraka, ny fahefana manao ny lalàna, ary ny fahefan'ny Fitsarana.
- Tsy tokony afangaro ny raharahan'Antoko ankilany sy ny Tafi-bahoaka, ny Fitsarana ary ny raharaham-panjakana andaniny.

*Antananarivo, 26 Oktobra 1989*

Ny Birao Nasionaly

26 OCT 1989

LE DÉBAT  
SUR LES  
INSTITUTIONS  
CONCERNE  
LA NATION  
TOUT ENTIÈRE

Au 30 septembre dernier, les partis ont fait parvenir au Président de la République leurs propositions à soumettre à l'examen du Front National pour la Défense de la Révolution. Cette démarche engage l'avenir institutionnel du pays. Etant donnée l'ampleur de l'enjeu, le "CNOE-Education des citoyens" avait invité ces partis à rendre publique leur réponse afin d'associer au débat l'ensemble des citoyens.

A ce jour deux partis ont fait connaître leurs propositions. L'échéance du changement annoncé pour le mois de décembre se rapprochant et l'assemblée nationale étant réunie, il est de notre devoir de solliciter des autres partis qu'ils fassent connaître sans tarder à l'opinion publique leurs propositions respectives.

Il importe en effet que toutes les composantes de la nation soient informées, afin qu'elle se sentent parties prenantes de ce qui conditionnera notre avenir commun. Des perspectives de changement avaient amorcé, avant l'élection présidentielle de mars, une réelle dynamique fondée sur la libre expression et la participation responsable des personnes et des groupes. Il est regrettable de constater aujourd'hui que ces espoirs se sont enlisés dans l'indifférence résignée d'une partie de plus en plus large de la population, lassée par des consultations purement formelles et sans grande signification pour elle.

Pourtant l'ensemble des réformes envisagées concerne le bien supérieur de la nation, et le pays se trouve à un moment que tout le monde s'accorde à qualifier de critique. Nous en appelons donc à chaque citoyen, à toutes forces vives de la nation : que chacun, au lieu de céder au découragement ou à la tentation de la démission, œuvre à

26 OCT 1989

la consolidation de la démocratie naissante afin que le peuple malgache retrouve des raisons d'espérer et de vivre dans le fihavanana et la dignité.

Le CNOE-Education des citoyens rappelle ici sa disponibilité à accueillir toutes suggestions et/ou à se joindre aux recherches initiées par d'autres.

Pour le moment les discussions ont été focalisées sur le Front. Si ce Front doit être le garant de l'unité nationale, il convient bien évidemment de ne pas le lier à la défense d'une option idéologique déterminée. Si par contre le Front se réduit à regrouper les partis se réclamant du Livre Rouge (option légitime parmi d'autres), il ne convient pas de lui conserver le monopole politique dont il jouissait jusqu'à présent. L'aspect technique de ce débat mériterait une analyse plus approfondie à laquelle le CNOE est prêt à apporter sa contribution.

Il ne faudrait pas pour autant que l'arbre cache la forêt. Les modifications touchant le Front ne sont que partie du problème général de la démocratisation de la vie politique nationale.

Si le principe du pluralisme des partis semble acquis, ce dont chacun se réjouira, il convient de ne pas oublier les conditions qui en rendent effective la concrétisation, sachant que la finalité du pluralisme est de rendre possible l'alternance. Qu'on nous permette à cet effet de rappeler ce qu'en disait la résolution de l'assemblée générale de notre Comité le 8 août 1989 :

"Le pluralisme des opinions et le droit de libre association exigent une refonte complète des institutions du pays (...)

"Le lien organique qui existe entre la Constitution et la Charte de la Révolution Socialiste Malagasy est source de graves déviations théoriques et pratiques(...)

**26 OCT. 1989**

"Il est donc urgent de dissocier totalement la Constitution du Livre Rouge: ce dernier est l'idéologie d'un Parti et ne saurait être celle de l'Etat ni de l'ensemble des citoyens.

"Il importe également de rétablir la primauté de l'Etat, qui est l'organisation suprême au service du bien commun, sur les partis et leurs visées partisans. Concrètement cela passe par:

- l'incompatibilité politique, le Président de la République ne pouvant pas être chef de parti;
- le rétablissement d'une stricte séparation des pouvoirs, exécutif, législatif et judiciaire;
- la dépolitisation des Forces Armées, de la magistrature et de l'administration".

*Antananarivo, 26 octobre 1989*

**Le Bureau National**

**FANOVANA  
NY LALAM-  
PANORENANA :  
MAHAVELOM-  
PANONTANIANA...**

Rehefa tonga ny faran'ny taona, maro ny todika atao. Koa arak'izany, heverin'ny KMF/CNOE fa fotoana ijerena ny zavatra nisongadina tamin'ity taona ity izao, ka entina ho tarafin'ny fisehoan-javatra teo amin'ny fiainam-pirenena ara-politika.

Rehefa natao ny lanonana fitokanana teny lavoloha raha vita ny fifidianana filoham-pirenena tamin'ny 12 martsa, dia nilokaloka ny Prezidan'ny Repoblika fa

hiroso ho amin'ny fivoarana lehibe mandritry ny taona. Rehefa natolotra ny Governemanta vaovao ny 17 Aogositra, hita nanjavozavo teny ho eny ny mety ho fanovana ny Lalàm-panorenana, satria nanelingelina ny fisian'ny FNDR -

1. - Ny 19 Desambra ankatoky ny fifaranan'ny fotoam-pivoriana tsy ara-potoan'ny APEB, dia nahapahafantarina ny vahoaka fa hisy fanovana ny Lalàm-panorenana ho laniana.

Mamela ny fiforonan'ny antoko politika ivelan'ny Mandatehezana iny fanovana iny. Ekena fa làlana marina mankany amin'ny demokrasia iny fanovana iny. Nefa tsy voavaha amin'izany ny tena olona toy ny fitanana ny sosialisma ho firehan-kevity ny Fanjakana.

Tsy misy azon'ny KMF/CNOE atao afa-tsy ny mamerimberina ireo efa noantitranteriny teo aloha: tsy ananan'ny fanjakana zo ny manery ho amina firehan-kevitra na inona na inona, afaka misafidy izay tiany ny olom-pirenena tsirairay.

2. - Ny fomba enti-mandany izany fanovana lalàm-panorenana izany dia mahalasa fisainana lavitra ny amin'ny fomba fiasan'ireo solom-bavam-bahoaka vaovao.

Mbola voaporofa tamin'ny fomba nenti-nandany ny fitanana ny fandaniam-bola fa toa mianina amin'ny fandaniany avy hatrany na hitsivolana na ny volavolan-dalàna avy any amin'ny Prezidansa na ny Governemanta ireo olona voafidin'ny vahoaka. Izany dia mampibaribary fa tsy nisy na inona niova tsiakory raha oharina amin'ireo fanaovany

**29 DES. 1989**

lalàna in-droa misesy izao: afoin-dry zareo solom-bavam-bahoaka ny zony fanaovana ny lalàna izay ny famolavolana ireny no tena maha-izy azy voalohany.

3. - Izay voalaza rehetra izay dia manamafy fa mbola ao amin'ny fampifangaroana fahefana no iainantsika. Nefa naverimberin'ny KMF/CNOE hatrany, ary maro no efa nilaza izany, fa tsy misy mihitsy demokrasia marina raha tsy eo ny fisarahan'ny fahefana manatanteraka, fahefana manao lalàna ary fahefana mitsara.

Mbola ho amin'izany soa ho an'ny Firenena manontolo izany no lalan-kizoran'ny KMF/CNOE hiezaka hanabe ny olom-pirenena. Ho amin'izany tanjona izany no hamoahany any amin'ny tapatapaky ny volana Janoary any ireo asa notapahana sy seminera natao ny 4-5-6 Aogositra 1989.

*Antananarivo, faha-29 Desambra 1989*

Ny Birao Nasionaly.

**A PROPOS DE  
LA RÉVISION  
DE LA  
CONSTITUTION,  
QUELQUES  
QUESTIONS...**

Les fins d'année sont propices aux bilans. Aussi, le CNOE juge-t-il opportun de faire le point sur les événements qui ont ponctué cette année à la lumière des derniers développements de la vie politique nationale.

Lors de la cérémonie d'investiture à Iavoloha après l'élection présidentielle du 12 mars, le Président de la République s'est

engagé à ce qu'un certain nombre de changements majeurs interviennent dans le courant de l'année. Le 17 août, à l'occasion de la présentation du nouveau Gouvernement, il a laissé entrevoir la possibilité d'un changement de la Constitution en raison des difficultés posées par l'existence du Front National pour la Défense de la Révolution.

1. - Le 19 décembre, à la veille de la clôture de la session extraordinaire de l'Assemblée Nationale Populaire, la population apprenait que des modifications de la Constitution seraient adoptées.

Les changements intervenus autorisent la création de partis ou d'organisations politiques en dehors du Front. Cette disposition constitue un progrès réel dans la voie de la démocratisation du pays. Il reste que les problèmes de fond demeurent, en particulier le maintien du socialisme comme idéologie de l'Etat.

Le CNOE ne peut que répéter ce qu'il a déjà affirmé précédemment: l'Etat n'a pas le droit d'imposer une idéologie particulière, chaque citoyen étant libre de choisir celle qui lui convient.

2. - Les conditions dans lesquelles a été adoptée cette modification constitutionnelle amènent à se poser des questions sur les méthodes de travail suivies par les nouveaux députés.

**29 DEC. 1989**

Comme le prouve également la manière dont a été adopté le Budget, il semblerait que les élus du peuple se contentent de ratifier les ordonnances aussi bien que les propositions émanant de la Présidence ou du Gouvernement. Cette manière de faire montre que rien n'est changé par rapport aux deux précédentes législatures et que les députés renoncent à leur pouvoir de législateurs dont la première caractéristique est précisément l'initiative des lois.

3. - Ce qui vient d'être dit montre à l'évidence que nous vivons toujours sous le régime de la confusion des pouvoirs. Or, le CNOE a rappelé, après bien d'autres, qu'il n'y a pas de démocratie réelle sans une séparation des pouvoirs: exécutif, législatif et judiciaire.

C'est dans ce sens que le CNOE continuera à agir pour le bien de la nation, en poursuivant son effort d'éducation des citoyens. Dans cette perspective seront publiés à la mi-janvier les actes du séminaire organisé les 4, 5 et 6 août 1989.

*Le Bureau National*

**MITAKY  
FIHAONANA  
HANOVANA  
LALAM-  
PANORENANA  
NY KMF/CNOE**

**LAVITRA NY EZAKA**

Nijoro tamin'ny volana febroary 1989 ny KMF/CNOE nanoina ny antson'ny FFKM. Ireo olona tao sy izay ao anatin'izany fikambanana izany dia samy nahatsapa fa farasisa nolovàna hatramin'ny mpanjanatany sy ireo fitondràna nifandimby ny hosoka maro samy hafa eo amin'ny fifidianana sy ny tahotra ny fanehoan-kevitra tsy mitovy amin'ny an'ny mpitondra. Koa nataon'izy ireo ho tarigetra ny fanabeazana

olom-pirenena mahalala zo sy adidy mahatonga azy ireo ho matotra ara-politika ary mba hisian'ny fahamarinan'ny fifidianana araka ny fahafahana demokratika.

Ny fanaraha-maso ny fifidianana ary ny fampahafantarana ny vokatr'izany fanaraha-maso izany mampivoitra ny lesoka tokony harenina dia isan'ny fomba iray hanatontosàna izany fanabeazana izany. Isaorana ireo olona an' arivony nandray anjara tamin'izany asa izany.

Nefa lavitr'ezaka ny làlana mankany amin'ny demokrasia, izany hoe ny fahafahana marina ary ny Fahefam-bahoaka. Koa adidy lehibe ny tsy mitsahatra manamafy orina hatrany izay heverina fa dingana efa vita.

**MASO MANENTY MALAGASY MIJORO**

Izany ohatra no nanaovan'ny KMF/CNOE zaikabe tany Ilafy ny 4-5-6 Aogositra 1989 ary voarakitra anatin'ilay boky kely "MASO MANENTY MALAGASY MIJORO" ny asa vita tamin'iny zaika iny. Efa amidy any amin'ny fivarotam-boky izany tatitra izany.

Anisan'ny voamarika tamin'izany fivoriana izany fa misy fanakavakavahana olom-pirenena: ao ny azo fidiana fa anatin'ny Mandatehezana, ao ny tsy azo fidiana fa

tsy atolotry ny antoko ao amin'ny Mandatehezana. Noheverinay ary fa ny fanafoanana izany fanaovan'ny Mandatehezana ampihi-mamba ny raharaha politika (monopole politique du Front) no isan'ny miantoka ny fanajàna ny zon'olombelona mifanaraka amin'ny fanambarana ekena eran-tany - Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - ary miantoka fijoroan'ny antoko maro samy mikatsaka soa ho an'ny tanindrazana iombonana.

Niaraha-namakafaka tamin'izany zaikabe izany ny lalàm-panorenana sy ny lalàna mifehy ny fifidianana tamin'ny endrika nisehoany tamin'izany fotoana izany ary nisongadina ny tokony hisian'ny fanovàna mba ahazoan'ny Malagasy tsy vaky volo matrika am-pahasahiana sy am-pahamendrehana ny zo sy adidy miandry azy.

Rehefa navoaka izay fehin-kevitra lany tao amin'izany lasy izany dia, asa na fifandrian-javatra, na nekena tany ho any ny maha-mety izany, fa iny niantso ny Mandatehezana izay efa tsy nivory intsony nandritry ny 7 taona ny Filoham-Pirenena.

Nangatahany mba hanolotra soson-kevitra momba izany andry izany ry zareo ary nekeny fa mety ho voakasika hatrany amin'ny Lalàm-panorenana aza.

### **TSY TOKONY HO RAHARAHAN'OLOM-BITSY NY FANOVANA**

Nohararaotin'ny KMF/CNOE izany fiantsoana izany hanamafisana amin'ny alalàn'ny taratasy nankamin'ny filohan'ny antoko politika rehetra nisy, ny soson-kevitra efa nijoroany hatramin'izay:

- Raha misy fanovana ny Lalàm-panorenana tsy tokony ho raharahan'olom-bitsy fa ho loabary an-dasy satria fototry ny fifandraisan'ny fitondrana sy ny vahoaka.
- Ny Lalàm-panorenana mantsy tokony ho toy ny akanjo azo isaloran'ny mpitondra mifandimby, tsy voafehin'ny firehan-kevitra mankatsy na mankaroa nefa ahazoana manatanteraka ny andraikitra heverina fa mahasoa ny firenena ary hanjana tanteraka koa ny zon'ireo tsy mitovy firehan-kevitra sady antoky ny fahafahan'ny rehetra.

- Tsy ekena ho filohan'ny antoko ny Filoham-pirenena ary sarahana mazava tsara ny adidy sy andraikilry ny :

- Fahefana mpanao lalàna
- Fahefana mpanatanteraka izany
- Fahefana mpitsara arak'izany

- Ny tafika, ny fitsarana, ny fandraharaham-panjakana tsy idiran'ny politika.

Tanjona kendren'ny KMF/CNOE ny fanabeazana ara-politika ny malagasy tsy vaky volo: ny filidianana ho safidy marina ka ho fiasana eo am-pelatanan'ny tsirairay hanehoany ny lalàna lian-kombana fa tsy ho toy ny amin'izao fotoana izao: fiasana fanamafisana orina ny fahoriany.

## **IRINA NY FANOVANA TANTERAKA**

Ampiharina amin'ny ambaratonga rehetra izany fahalalana sy fahaizana izany satria raha nandinika ny fomba nentin'ny Antenimieram-bahoaka nanova andalana sasantsasany ao amin'ny Lalàm-panorenana ny KMF/CNOE dia nahatsapa fa mianina amin'ny fandatsaham-bato mandany soson-kevitra sy hitsivolana atolotry ny fitondrana fotsiny ihany ry zareo: fomba nahazatra ny teo aloha fa tsy araka ny tokony ho izy. Raha ny marina mantsy dia ny Antenimiera no tompo-marika voalohany indrindra amin'ny famolavolana lalàna ka manjary mifamadika ny rasa nohon'ny fampifangaroam-pahefana!

Raha manopy maso ny lalàna nodiavina sy ny hevitra natsipy ombieny ombieny ny KMF/CNOE dia mankasitraka ny fahazoana mamorona an-kahalalahana antoko na fikambanana politika. Manahy anefa ny KMF/CNOE fa toa mifanohitra ny fepetra voasoritra ao amin'ny Lalàm-panorenana ny fahalalana kendrena, ka noho izany dia tsy vaha-olana maharitra ny fisian'ny famoronana antoko voafaritra ao amin'ny hitsivolana 90-001 io na ny fisian'ny lalàna hafa mitory sarim-pahalalahana toy ny "Code des

**24 MARSÀ 1990**

Investissements\* raha tsy ny Lalàm-panorenana iray manontolo sy ny sori-dàlana fonosiny no hovàna tanteraka araka ny fomba efa voalaza eo ambony.

Mbola mijoro amin'ny foto-keviny sy miantso antsika Malagasy tsy vaky volo hiaroka ny soa iombonana ny KMF/CNOE amin'izao tsingerin-taonan'ny fijoroany izao. Ny tanjona kendrena dia ny hahatonga ny olom-pirenena matotra ka miara-misalaha hanorina fiaraha-monina anjakan'ny fifanajana ao amin' ny fahasamihafana sy ny fihavanana, ka ireo voafidy miatrika ny adidiny ary ireo mpifidy miantoka ny safidiny.

*Antananarivo, faha 24 marsa 1990*

LE CNOE  
 APPELLE  
 A UNE  
 CONCERTATION  
 POUR  
 CHANGER  
 LA  
 CONSTITUTION

Répondant à l'appel du FFKM, le CNOE a été créé en Février 1989. Les membres de cette organisation, tout comme ceux qui en font partie, ont constaté que la fraude électorale, la peur d'exprimer une opinion différente de celle du pouvoir sont des séquelles héritées de l'ère coloniale et des régimes qui lui ont succédé.

De ce fait, ils se sont fixés comme objectif la régularité des élections dans la liberté démocratique, de faire accéder le citoyen malagasy à une plus grande maturité politique par la connaissance de ses droits et devoirs. Suivre les élections, informer sur leurs résultats de façon à dénoncer et éliminer les irrégularités,

est un des moyens de cette formation du citoyen.

Que soient remerciés les milliers d'observateurs qui ont participé à cette action.

Cependant la voie menant à la démocratie, c'est-à-dire la vraie liberté et le pouvoir du peuple, exige des efforts de longue haleine et il est indispensable de consolider en permanence chaque étape acquise.

### MASO MANENTY, MALAGASY MIJORO

**Regard vigilant pour la dignité de Malgache.**

A cet effet, le CNOE a organisé un séminaire qui s'est tenu à Ilafy les 4, 5, 6 Août 1989. La synthèse des travaux a été éditée sous le titre *Maso manenty, Malagasy mijoro*. Elle est disponible dans les librairies.

**24 MARS 1990**

La discrimination entre les citoyens a été soulignée : les uns sont éligibles parce que faisant partie du Front, les autres sont inéligibles parce que non présentés par les partis membres du Front. Nous avons ainsi pensé que l'abolition de ce monopole politique du Front est un préalable du respect du droit du citoyen tel qu'il est défini par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, tout en garantissant le pluralisme des partis dans la recherche du bien commun.

De l'examen de la Constitution et du Code électoral en vigueur à l'époque est ressortie clairement la nécessité de leur refonte pour permettre à tout Malgache de faire face à ses droits et devoirs avec courage et dans la dignité.

Lorsque les résolutions du séminaire furent publiées, le Président de la République : - simple coïncidence ou acceptation implicite de celles-ci ? - convoqua le Front National pour la Défense de la Révolution qui ne s'était plus réuni depuis 7 années et invita les Partis membres de cette organisation à présenter des propositions sur l'avenir du Front..., les mesures proposées pouvant entraîner des modifications de la Constitution.

### **LES MODIFICATIONS NE DOIVENT PAS ETRE LAISSÉES A LA DISCRETION D'UNE MINORITE**

Le CNOE a profité de cet appel pour réitérer dans une lettre auprès des partis politiques membres du Front les principes qu'il tient pour essentiels :

- Toute modification de la Constitution doit faire l'objet d'une concertation nationale, la Constitution étant la base des relations entre le pouvoir et le peuple ;
- La Constitution doit être telle une toge que peut revêtir les gouvernants successifs suffisamment souple pour n'être pas

enfermée dans une idéologie particulière d'ici ou d'ailleurs, tout en mettant de mener à bien un idéal de gouvernement dans le respect du droit de ceux qui ne partagent pas la même idéologie et dans la liberté de chacun ;

- La fonction de Chef de l'Etat est incompatible avec la fonction de chef de parti ;
- Les pouvoirs exécutif, législatif, judiciaire doivent faire l'objet d'une stricte séparation ;
- L'armée, la magistrature, l'administration doivent être dépolitisées.

L'éducation civique de tout citoyen malgache reste l'objectif du CNOE: les élections sont un instrument à la disposition de chacun pour exprimer l'option de gouvernement de son choix et non un moyen pour l'enfoncer plus encore dans sa misère comme c'est le cas actuellement.

## **LE CNOE SOUHAITE UNE REFORME TOTALE**

Information et formation sont à assurer à tous les niveaux de décision. L'examen par le CNOE de la procédure adoptée par l'Assemblée Nationale pour modifier certains alinéas de la Constitution montre clairement que cette Assemblée se contente de ratifier les propositions et ordonnances présentées par le Gouvernement: solution adoptée jusqu'alors mais nullement conforme à ses attributs. En principe, l'Assemblée est première responsable de l'initiative et de l'élaboration des lois. Du fait de la confusion des pouvoirs, telle n'est pas la réalité.

Une rétrospective du chemin parcouru et des idées lancées permet au CNOE d'accueillir favorablement la liberté de création de

**24 MARS 1990**

groupements et partis politiques. Le CNOE craint toutefois que les dispositions de la Constitution ne soient en contradiction avec les élargissements ainsi édictés. La possibilité de créer des partis définie par l'Ordonnance 90-001 et l'existence de textes tels que le Code des Investissements pourraient n'être que caricature si la Constitution entière avec les options qu'elle renferme n'est pas fondamentalement modifiée ainsi qu'il a été souligné plus haut.

En ce premier anniversaire de sa création, fidèle à sa vocation, le CNOE appelle tout Malgache à chercher à œuvrer pour le bien commun. La formation d'un citoyen conscient, travaillant de concert pour un monde de convivialité où règne le respect dans la différence et le fihavanana est un idéal à forger: les élus feront face à leur charge et devoir, les électeurs seront vigilants pour que soit respecté leur choix.

*Antananarivo, le 24 mars 1990*

Miarahaba ny Mpikarama Malagasy tsy vaky volo amin'ny alàlan'ny foibe Fiaraha-miasa Sendikaly, ny KMF/CNOE, amin'izao andro iraisam-pirenena ho azy izao.

Mirary fahombiazana lalandava, amin'izao farimbona amim-pirahalaliana, hiaraha-manondrotra ny zo aman-kasin'ny Mpikarama izao, izay isan'ny mampisy famokarana sy fandrosoana;

Heverin'ny KMF/CNOE, fa efa endriky ny fiaikena ny maha olo-matotra ny Malagasy ny fanalalahana sendikaly sy politika, ka hanovana andininy sasany ao amin'ny lalàm-panorenana (article 8 sy 29). Manahy anefa ny KMF/CNOE, sao zary famonoana momoka ny tolonga ara-pivelomana atrehina isan'andro, ny fifanjevoana politika, satria tsy mahasahana ny sata politika sy ara-toe-karena nampanarahina ny firenena ankehitriny intsony ny lalàna velona.

Lazaina fa ny fanalalahana ara-toe-karena, dia ampandrosoana ny firenena. Ny hita aloha hatramin'izao, dia mbola miha-maroko an'isa ireo olom-pirenena voapetraka an-jorom-bala, na ireo manefa amin'ny sandriny, tånany, sy ny sainy, na ireo tsy an'asa any ambanivohitra sy an-tånan-dehibe. Hiaraha-mahita ihany koa ny likoròrosin'ny fahefa-mividin'ny sarababem-bahoaka.

Raha ny lafin'ny asa kosa indray, dia mitaky fampandraisana anjara ny mpiasa sy ny mpampiasa amin'izay fikarakarana rehetra mikasika an'io KMF/CNOE. Anisan'ny lalàna amin'izany ohatra ny fametrahana amin'ny fomba matotra ny FILAN-KEVIM-PIRENENA MOMBA NY ASA (Conseil National du Travail).

Koa antitraterinay indray, amin'izao vanin'andro izao, ny tokony hifarimbonan'ny hery velona rehetra amin'ny fandinihina ny FANARENAM-PIRENENA, izay tokony hiafara amin'ny fanovana tanteraka ny Lalàm-panorenana.

Anisan'izany, ireo zo fototra tokony hahafahan'ny isam-batan'olona, sy isam-pikambanana haneho sy hiaro ny heviny ankahalalana, ka tsy hisian'ny fampirohorohoana sy fanaparam-pahefana.

Noho izany, mipetraka ny fanontanina momba ny anton'ny :

**28 AVRILY 1990**

- Tsy nampiaran'ny fitondrana malagasy (non application) ny andininy sasany mikasika ny fiaraha-miasan'ny telo tonta (tripartite: MPIASA-FANJAKANA-MPAMPIASA) voarakitra ao amin'ny Lalàm-panorenan'ny Organisation Internationale du Travail (OIT);

- Tsy nanamafisany (non ratification) ireo dina iraisam-pirenena momba ny asa;

- Tsy nanaovany sonia ny fanambarana ny zon'olombelona nolanian'ny OUA.

Koa mamerina ny antso, ho an'ny Mpikarama malagasy rehetra ny KMF/CNOE, tsy ho ketraka an-dàlana fa hibanjina ny hasin'ny tany ama-monina. Manasa ny Hery velona rehetra hiara-mikaroka izay fifampifehezana hampivelatra tanteraka ny satan'i Madagasikara sy izay andraikitra aterak'izany amin'ny Malagasy tsirairay avy.

Mampahery ny Malagasy rehetra, tsy atahotra fa hiara-miasalahy hanarina ny Firenena hiaina amin'ny rariny sy ny hitsiny ary fahamarinana.

A l'occasion du 1er mai, fête du travail, le KMF/CNOE adresse ses salutations à tous les travailleurs malgaches, par l'intermédiaire de l'Inter-syndicale.

Il souhaite plein succès à l'action unitaire engagée dans la fraternité pour défendre les droits et la dignité des travailleurs, agents de production et du développement de la Nation.

Le KMF/CNOE soutient que la liberté syndicale et la libéralisation politique constituent une première reconnaissance de la maturité des Malgaches, ce qui a entraîné la modification de certains articles de la Constitution (notamment les articles 8 et 29).

Toutefois le KMF/CNOE redoute que les lois actuellement en vigueur et les manœuvres politiques ne servent d'éteignoir aux luttes de survie quotidiennes des travailleurs. En effet ces lois ne recouvrent plus les nouveaux statuts et réalités politiques et économiques conférés à la Nation.

On dit que la libéralisation économique imprimera un nouvel essor au pays. Or, le nombre actuel des chômeurs ne cesse d'augmenter: de plus en plus des citoyens sont ainsi marginalisés, aussi bien les travailleurs manuels que les intellectuels, aussi bien en ville qu'à la campagne. Et tout le monde constate l'effondrement continu du pouvoir d'achat de la masse laborieuse.

S'agissant du domaine du travail, le KMF/CNOE exige la participation conjointe et effective des salariés et des employeurs. L'une des voies pour y parvenir étant par exemple, la mise en place d'un Conseil de Travail.

Nous soulignons ici avec force la nécessité urgente d'une concertation de toutes les forces vives de la nation pour une action commune de redressement du pays et qui doit inévitablement aboutir à la révision totale de la Constitution.

S'insère dans cette perspective, le droit fondamental de tout individu et de toute association d'exprimer et de défendre librement ses opinions dès lors que seront éradiqués toute initiation et tout abus de pouvoir.

Se posent alors les questions de savoir pourquoi le Gouvernement Malgache :

- n'a pas appliqué certains articles concernant la collaboration tripartite "travailleurs - Etat - employeurs", consignée dans la Constitution de l'Organisation Internationale du Travail (O.I.T).
- n'a pas ratifié certaines conventions internationales sur le Travail.
- n'a pas signé la Charte Africaine des Droits de l'Homme, approuvée par l'O.U.A.

Aussi le KMF/CNOE réitère-t-il l'appel lancé à tous les Travailleurs Malgaches pour qu'ils ne cèdent pas au découragement mais qu'ils aient au contraire, toujours en tête l'esprit de convivialité et de respect mutuel.

Il invite instamment toutes les forces vives de la Nation à rechercher ensemble les lois et institutions qui permettront l'épanouissement de toutes les composantes de la Nation Malgache, avec, pour chacun, les droits et les devoirs qui en découlent.

Le KMF/CNOE encourage tous les Malgaches à vaincre la peur et à œuvrer de concert pour reconstruire le Pays dans la justice, l'équité et la vérité.

*Antananarivo, le 28 avril 1990*

**AOKA IZAY  
NY FIRONGATRY  
NY HERISETRA**

Manara-maso ny zava-miseho mampisavorovoro ny firenena, toy ny olon-drehetra ny KMF/CNOE. Tsy kisendrasendra ireny fisehoan-javatra ireny, fa maneho disadisa izay nabanibarin'ny KMF/CNOE hatramin'ny niforonany, herintaona mahery izao. Tsy nitondra fanafana ho an'ny fisavoritahana

nahazo ny vahoaka ireo fanamboarana vonjy tavan'andro fa mainka aza nampitombo azy.

Tsy misy afa-tsy alahelo no asetry ny fampiasan-kery niseho izay azo raisina ho vali-bontana amin'ireo herisetra lasa fanao raiki-tapisaka. Voalaza fa maro ny maty ary betsaka ny naratra.

Ny tena olana dia ny tsi-fitokisan'ny olona intsony ny rafi-pitondrana izay nitarika fivarinana an-kady ara-pari-piainana miaraka amin'ny fivarinana ho lavo ara-toe-tsaina.

Amin'izao fotoana maha tapi-dalan-kaleha izao, dia tsy misy afa-tsy politika filazana ny marina sy fanovana lalim-paka omban'ny herim-po no mety hahatafavoaka.

Anjara iandrasana ny Malagasy tsy an-kanavaka ny fanatanterahana izany.

*Antananarivo, faha-13 Mey 1990*

13 MAI 1990

**HALTE  
A L'ESCALADE  
DE  
LA VIOLENCE**

Comme tout le monde, le CNOE suit les événements qui secouent notre pays. Ces événements ne sont pas l'effet du hasard. Ils reflètent un malaise profond que le CNOE a dénoncé depuis sa création, il y a plus d'un an. Les réformes de façade n'ont pas porté remède au désarroi de la population mais l'ont au contraire amplifié.

L'on ne peut que regretter le recours à la violence, lequel peut être compris comme une réponse à la violence institutionnelle. On parle de plusieurs morts et de nombreux blessés.

Le problème est le manque de crédibilité d'un système qui a abouti à une déchéance matérielle conjuguée à une déchéance morale. Dans l'impasse actuelle, il n'y a pas d'autre issue qu'une politique de vérité et de changements courageux et radicaux.

C'est une tâche qui incombe à tous les Malgaches.

Antananarivo, le 13 mai 1990

*Cet appel a été lancé le jour même où un groupe a tenté de s'emparer de la Radio à Antananarivo*

**ASA VITA**

**FITAKIANA**

**MBOLA**

**MIPETRAKA**

Ho famaliana ny antson'ny Fiombonan' ny Fiangonana Kristianina eto Madagasikara -FFKM- dia nisy mpikambana avy amin'ireo fikambanana Kristiana nifanantona tamina mpikambana ao amin'ny fikambanana sendikaly sy olona hafa feno fahavononana mba hamorona ny Komity Mpanara-maso ny Fifidianana sy Fanabeazana Olom-pirenena, KMF/CNOE raha alohezina.

Tsy mifamatotra amin'antoko politika io komity io, tsy sampan'ny Fiangonana na inona na inona nefa kosa dia manana fifandraisana manokana amin'ny FFKM. Fanabeazana ara-jo sy ara-politika ny vahoaka malagasy no tanjony ary dia nijoro ho rafitra maharitra izy mba hiaro ny fahafahana sy ny demokrasia.

### **1) - Fanaraha-maso ny fifidianana ny ho filoham-pirenena 12 marsa 1989**

Fanaraha-maso ny fifidianana ny ho filoham-pirenena no nanombohanay ny asanay. Naely tamin'izany ny antontan-taratasy manazava ny zo sy andraikity ny mpifidy andaniny ary ny an'ny Fanjakana ankilany, nampiarahana tamin'izany ny fisy fanaraha-maso ny fizotry ny fifidianana, fisy efa vita printy mialoha ho fenoin'ireo izay manaiky ho mpanara-maso.

Ny fandraisana tsara nataon'ny olona io tsiri-kevitra io dia nampiseho fa nifanojo tamina hetaheta lalina tam-pon'izy ireo izy io, rehefa tsy izany dia nanaitra ireo fieritreretana lasa nihonon-dava tamin'ny lainga, ny risoriso sy ny tahotra.

Tapa-bolana talohan'ny fifidianana no niforona ny KMF/CNOE koa tsy mihambo ho afa-manome fijery mahafoaka ny valim-pifidianana rehetra izy. Na izany aza anefa, nentiny ampahibemaso ny vokatry ny fanaraha-maso azo ka notsinjaraina ho efa-toko :

- a) - Zava-nisy nifanohitra amin'ny lalàna velona na zava-tsy mety tsotra izao, mampibaribary ny tsy ahazoa-mitoky ireo lisitry ny mpifidy;

- b) - hadisoana mety handiso ny fahamarinan'ny latsa-bato;
- d) - fomba fiasan'ny fitondrana mety handiso ny fahamarinan'ny latsa-bato;
- e) - hafa.

Raha valiny ara-tarehi-marika no lazaina dia birao fandatsaham-bato 2250 no nahazoanay valiny.

Tsy azonay ireo valiny ofisialy isaky ny biraom-pifidianana, na tany amin'ny birao fanisam-bato isaky ny Fivondronana, na tany amin'ny Fitarana Avo momba ny Lalàm-panorenana - izay noheverinay fa ahazoana malalaka izany. Koa tsy azo natao ny fampitahana hanamafy izay fiheveranay.

Ny fanakapohana ireo vokatra ara-tarehi-marika teo am-pelatananay dia noraketina miaraka amin'ireo asa vita tamin'ny Seminera natao ny 4 -5 - 6 aogositra 1989 ary navoaka ao amin'ny bokikely mitondra ny lohateny "Maso Manenty Malagasy Mijoro" pejy faha 18 ka hatramin'ny pejy faha 24.

Araka ny santionany nohadihadianay (izay tsy nohalalininay manokana ny fahefany misolo tena ny rehetra, noho ny antony hazavainay ao amin'itsy boky kely voalaza itsy), dia toy izao ny vato azon'ireo kandidà efatra:

A) - Raha atao toy ny tamin'ny fanisana ofisialy, ka tsy hampidirina ny vato fotsy, na tsy manankery eo amin'ny fikajiana ny isan-jatony :

	Santiona KMFC/NOE		Vokatra nomen' ny fitondrana	
	Isa azo	Isan-jato	Isa azo	isan-jato
MONJA Jaona	53029	4,23	137620	2,97
RAZANABAHINY Marojama	277180	22,12	685999	14,81
RATSIRAKA Didier	611 662	48,83	2899679	62,62
MANANDAFY Rakotonirina	310759	24,80	906517	19,58

B) - Raha ampidirina ny vato fotsy na tsy manankery eo amin' ny fikajiana ny isan-jatony :

	Santiona KMF/CNOE		Vokatra nomen' ny fitondrana	
	Isa azo	Isan-jato	Isa azo	Isan-jato
MONJA Jaona	53029	4,14	137620	2,89
RAZANABAHINY Marojama	277180	21,64	685999	14,45
RATSIRAKA Didier	611662	47,76	2899679	61,08
MANANDAFY Rakotonirina	310759	24,26	906517	19,09
Blancs ou nuls	27887	2,17	117093	2,46

**2) - Elanelam-potoana manasaraka ny fifidianana ny Filoham-pirenena sy ny an'ny solom-bavam-bahoaka (12 marsa - 28 mai)**

Satria niharihary loatra fa avy amin'ireo lisitry ny mpifidy no nipoiran'ny fahadisoana sy tsy ara-dalàna maro, dia nangatahanay ny mba hisian'ny fahamalinana feno amin'ny fanaovana ireny, ka ao anatin'izany ny fanaovana peta-drindrina-tapa-bolana mialohan'ny fifidianana any amin'ny biraom-pokontany tsirairay ireny lisitra ireny.

Nangatahanay koa ny fanamboarana ny Lalàm-pifidianana mba hampihena ireo fanaon'ny fanjakana mety handiso ny fahamarinan'ny latsa-bato ary dia mba hampazava tsara koa ny fomba fanaovana fitarainana.

Nohavaozin'ny Ministeran'ny Ati-tany ny lisitry ny mpifidy nefa ny fanaovana izany dia tsy nisy ny tsy an-kinanin'ny nandrandraina.

Teo ankatokin'ny fampielezan-kevitra ho amin'ny fifidianana solom-bavam-bahoaka dia nisy fanitsiana ny Lalàm-pifidianana nataon'ny Governemanta nefa dia nolazainay ampahibemaso fa tandra-metaka sy maivan-danja mihitsy ny fanitsiana natao.

Ny 15 mey 1989, nisy fanambarana navoakanay, manamafy fa ireo lesoka tamin'ny fifidianana ny Filohan'ny Repoblika dia mbola ho hita foana amin'izao fifidianana solom-bavam-bahoaka izao dia:

- ny fahazoana mifidy mihoatra ny indray mandeha;
- ny lisitry ny mpifidy tsy azo antoka velively;
- ny fanapariahana ankamehana ireo biletam-pifidianana : hatreo amin'ny Fivondronana no iantohan'ny Fanjakana;
- tsy mazava ny fomba fanaovana fitarainana sy ny fiantraikany.

Nabaribarin'ny zava-nitranga ny fitombonan'ireo ahiahinay rehetra, satria, afa-tsy ny ankavitsiana taminy, dia nolavin'ny Fitsarana Avo Momba ny Lalàm-panorenana avokoa ny fitarainana rehetra, satria tsy manara-dalàna ny ankabeazany.

Rehefa izany, mba hitohizan'ny asa fanabeazana efa natomboka, dia tapaka ny hevitra fa atao ny seminera nasionaly hamoriana olona avy amin'ny Faritany enina eto amin'ny Nosy.

### 3) - Seminera teny llafy 4-5-6 aogositra 1989

Teo anatrehan'i Monsenera RABENIRINA, lehiben'ny Fiangonana Anglikana eto Madagasikara sy ny Mpitandrina RAMAMBASOA Filohan'ny Fiangonan'i Jesoa Kristy eto Madagasikara ary Mompera Adolphe RAZAFINTSALAMA, Filohan'ny Biraon'ny FFKM izay namaky hafatra avy amin'i Kardinaly Victor RAZAFIMAHATRATRA voatana tany ivelany nohon'ny asany, no nisokatra ny seminera.

Nifanakalo vaovao momba ireo fifidianana nifanesy. Filoham-pirenena 12 marsa, solom-bavam-bahoaka 28 mey - ny mpizaika. Nisy tekhnisiana nanao famelabelarana momba ny Lalàm-pifidianana ankehitriny sy ny Lalàm-panorenana, ny Vondrom-bahoaka Itsinjaram-Pahafana. Tompon'andraikitra anatin'ireo VIP sy antoko Politika kosa no nanambara ny zava-bitany sy nivaofy ny fijeriny ny demokrasia. Narahan'ady hevitra sy famelabelarana ireny. Nisy fehin-kevitra niaraha-nandany ho famaranana ny asa ka nasongadina ny :

- tokony hanafoanana ny Mandatehezana Miaro ny Tolom-piavotana. Tamin'izany fotoana izany tokoa mantsy, ireo mpilatsaka ho fidiana atolotry ny antoko ao anatin'ny Mandatehezana ihany no azo fidiana;
- ny lahazoana maneho hevitra maro samy hafa ary ny zo ahazoana manao fikambanana ara-politika tsy asiana fepetra;
- ny fanasarahana ny Fototra iorenan'ny Revolisiona Sosialista Malagasy - fantatry ny besinimaro amin'ny anarana hoe "Boky Mena" sy ny Lalàm-panorenana : tsy anjaran'ny Fanjakana ny mamaritra sy mampanaiky firehan-kevitra, ideolojy - ho an'ny olom-pirenena;
- ny fanavaozana ny Lalàm-panorenana ka handraisan'ny Hery Velona rehetra eto amin'ny Firenena anjara ny adi-hevitra momba izany.

Nangatahan'ny mpivory ny hamerenana ny hasin'ny fanjakana izay midika :

- tsy fampivadiana andraikitra: tsy tokony ho Filohan'antoko ny Filoham-pirenena;
- ny famerenana ny fampisarahana tanteraka ireo fahefana mpanatanteraka, mpanao lalàna, ary Fitsarana (exécutif, législatif, Judiciaire);
- ny tsy fampidirana politika any amin'ny Tafika, Fitsarana, Fitondram-panjakana.

#### 4) - Nanomboka ny 6 aogositra ka mandrak'androany

Andro vitsivitsy taonan'ny Seminera, dia novorian'ny Filohan'ny Repoblika, voalohany izany tanatin'ny fito taona, ireo antoko tanatin'ny Mandatehezana ary nangatahiny izy ireo hanolotra soson-kevitra ny amin'ny hoavin'ny Mandatehezana, ka mety ho lasa hatrany amin'ny Lalàm-panorenana ny fanovana hanaovana soson-kevitra".

Dia nalefanay tany amin'ireo antoko tsirairay ny taratasy mangataka azy ireo hampahafantatra amin'ny vahoaka izay soso-keviny - maro tokoa no nanao izany.

Ny andro mialohan'ny fifaranan'ny fivoriana tsy ara-potoanan'ny Antenimiera Entim-bahoaka - ny 19 Desambra 1989 izany - dia nolazaina ampahibemaso fa hisy fanovana ny Lalàm-panorenana. Izany fanovana izany no namela ny fiforon'antoko no fikambanana politika ivelan'ny Mandatehezana.

Dingana lehibe tena firosoana ho amin'ny demokrasia eto amin'ny firenena izany. Ny olana fototra anefa dia mbola mitoetra : sosialisma firehan-kevim-panjakana.

Ny fomba nenti-nanana izany fanovana Lalàm-panorenana izany anefa dia maha-velom-panontaniana fatratra ny amin'ny fomba fiasan'ireo solom-bavam-bahoaka vaovao.

Manamafy izany ny fomba nenti-nandany ny teti-bola: toa faly mandany ireo volavolan-dalàna sy soso-kevitra nirotsaka avy any amin'ny Fiadidiana ny repoblika sy ny governemanta fotsiny ry zareo. Izany fomba fiasa izany dia mampiseho fa tsy misy fiovana hita raha mihotra amin'ny fomba amam-panaon'ireo depiote indray mihira indroa nisesy teo aloha: ialan'ireo solom-bavam-bahoaka ny andraikitra fototra ananany, dia ny famolavolana lalàna. Mampibaribary izany fa anatin'ny fampifangaroana fahefana marina no iainantsika!

Ny fizotry ny Fitsarana natao hoe "Keliberano" dia manamafy io fampifangaroam-pahefana satria ny Ministeran'ny Ati-tany mihitsy dia nitsivalana tamin'ny fisehoan'ny Filohan'ny Fivondronana teo amin'ny fitsarana, nefa izy ireny dia tsy manana zo tsy mati-manota akory.

Nekena ny fahalalahana ara-sendikaly. Na dia izany aza dia notsiahinay, tamin'ny fankalazana ny 1 mey fa mbola tsy tafatsangana foana ny filan-kevitra Nasionaly momba ny asa eto Madagasikara ary mbola tsy ampiharina eto koa ireo fepetra ao amin'ny Lalàm-panorenan'ny fikambanana Iraisam-pirenena momba ny asa mikasika ny fiaraha-mihevitry ny telo tonta (mpiasa, mpampiasa, fanjakana). Mbola tsy nanamafy ireo fifanekena sasany iraisam-pirenena momba ny asa ary tsy mbola nanao sonia ny dina Afrikana momba ny zon'olombelona sy zom-bahoaka i Madagasikara.

### **Ho famaranana**

Ny didy hitsivolana 90-001 dia mamela ny fisian'antoko maro nefa izany dia mifanohitra amin'ny and. 108 amin'ny Lalàm-panorenana izay manandratra ny sosialisma ho firehan-kevim-panjakanany.

Ankoatr'izany, ny Satan'ny tolom-piavotana sosialista, izay mbola mitohy manana lanjany mihoatra nohon'ny Lalàm-panorenana, sy ireo fe-petra sasany ao amin'ny

Lalàm-panorenana, dia mifanipaka amin'ny fanalalahana ara-toe-karena efa nankalazaina, sady efa nampiharina rahateo tamin'ny alalan'ireo fanomezan'olon-tsotra orin'asam-panjakana natao nandritry ny volana faramparany teo tamin'ny alalan'ny fehezan-dalàna momban'ny famatsiam-bola (Code des investissements) sy ny didy aman-dalàna momba ny faritra indostrialy afakaba.

Raha arahina ara-lojika dia mamela mihitsy ny fisian'ny fifanoloana eo amin'ny fitondrana ny rafitra misy ankehitriny.

Rehefa ekena ny fisian'antoko maro, fisoloana tena an'iza intsony moa no azon'ireo olom-boafidy iamboana, nefa izy ireo dia natolotra tao anaty rafitra feno fanavakavahana tsy namela hanao izany afa-tsy ny antoko mpikambana tamin'ny Mandatehezana?

Matoa izahay manolo-kevitra ny amin'ny tokony hanaovana Fihaonam-pirenena, dia ny mba hanandramana hanentana indray ny vahoaka izay efa tsy matoky intsony ny andrim-panjakana misy; vahoaka izay zary milentika anatin'ny fihononan-ko resy sy ny tahotra noho ny "akory atao"?

Raha mbola tiana handray anjara koa amin'ny fanarenam-pirenena koa io vahoaka io, dia tokony hatao izay hiverenan'ny fitokiany indray amin'ny fanaova-mahefan'izy tenany sy amin'ny andrim-panjakana.

Na iza olona na antoko eo amin'ny fitondrana, dia ho tonga foana ny fankam-panahy handika fahefana sy hanao didy jadona, raha mbola tsy voapetraka tsara ny fameram-pahefana sy ny rafitra mpanara-maso. Izay no nahatonga ny ezaka nataonay hanabe ny olom-pirenena, mba ahazoan'izy ireo mifandamina sy mampandre ny feony ao anatina rafitra tena demokrasia.

Izany dia mitaky fiahiana manokana, tsy ny fitarainana eo amin'ny fiarahamonina ihany fa koa, ny tontolo iainana aram-panjakana.

*Antananarivo, faha 14 jona 1990.*

*Fanolorana ny KMF/CNOE natolotra an'Andriamatoa François Mitterrand tamin' ny nandalovan' ity Filoha frantsay ity teto Madagasikara ny faha-15 jona 1990.*

**14 JUIN 1990**

**DES  
ACTIONS MENEES  
DES  
RECLAMATIONS  
A REITERER**

En réponse à l'appel du Conseil Chrétien des Eglises de Madagascar, plus connu sous le sigle FFKM, des membres d'associations chrétiennes se sont joints à des membres d'associations syndicales ainsi qu'à d'autres personnes de bonne volonté pour créer en février 1989 un Comité National d'Observation des Elections et d'Education des Citoyens, en abrégé CNOE.

Cette association, indépendante de tout parti politique, n'est l'organe d'aucune Eglise instituée mais entretient des relations privilégiées avec le FFKM. Elle se propose de participer à l'éducation civique et politique du peuple malgache et s'est organisée en structure permanente pour défendre les libertés et la démocratie.

**1) Observation de l'élection présidentielle (12 mars 1989)**

Nous avons commencé notre action par l'observation de l'élection présidentielle, diffusant à cette occasion des documents d'information sur les droits et obligations des électeurs d'une part, et de l'Administration d'autre part, ainsi que des fiches d'observation du déroulement du scrutin, préimprimées et à remplir par ceux qui avaient accepté d'être nos observateurs.

L'accueil réservé à cette initiative montre qu'elle répondait à une attente profonde, quand elle n'a pas réveillé des consciences résignées au mensonge, à la corruption, à la peur.

Créé seulement à deux semaines du scrutin, le CNOE n'a, à aucun moment, prétendu donner une vue globale des résultats.

Nous avons néanmoins porté à la connaissance du public les faits qu'il nous a été donné d'observer, lesquels ont été classés sous quatre rubriques :

- 1) Faits contraires à la législation en vigueur ou anomalies proprement dites, faisant notamment ressortir la non fiabilité des listes électorales;
- 2) Erreurs susceptibles de fausser la sincérité du scrutin ;
- 3) Pratiques administratives susceptibles de fausser le scrutin ;
- 4) Autres.

S'agissant des résultats chiffrés, nous avons obtenu les éléments concernant 2250 bureaux de vote.

N'ayant pas pu obtenir les résultats officiels par bureau de vote, ceux-ci n'étant disponibles là où nous pensions les trouver, c'est-à-dire à la Commission de recensement de chaque Fivondronana ou à la Haute Cour Constitutionnelle, nous n'avons pas pu procéder à des comparaisons qui auraient pu nous permettre d'étayer davantage nos commentaires.

La synthèse des éléments chiffrés dont nous avons disposé est donné dans les actes du séminaire que nous avons organisé les 4 - 5 - 6 août 1989, publiés dans la brochure intitulée "Maso manety, Malagasy mijoro", pages 18 à 24.

D'après notre échantillonnage (dont nous n'avons pas étudié la représentativité pour les raisons que nous expliquons dans la synthèse précitée), les voix obtenues par les quatre candidats se présentent comme suit :

**14 JUIN 1990**

A) Si, comme il a été procédé pour les décomptes officiels, on ne tient pas compte des votes blancs ou nuls dans le calcul des pourcentages :

	Echantillonnage CNOE		Résultats officiels	
	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
MONJA Jaona	53029	4,23	137620	2,97
RAZANABAHINY Marojama	277180	22,12	685999	14,81
RATSIRAKA, Didier	611 662	48,83	2899679	62,62
MANANDAFY Rakotonirina	310759	24,80	906517	19,58

B) Si l'on tient compte des votes blancs ou nuls dans le calcul des pourcentages :

	Echantillonnage CNOE		Résultats officiels	
	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
MONJA Jaona	53029	4,14	137620	2,89
RAZANABAHINY Marojama	277180	21,64	685999	14,45
RATSIRAKA Didier	611662	47,76	2899679	61,08
MANANDAFY Rakotonirina	310759	24,26	906517	19,09
Blancs ou nuls	27887	2,17	117093	2,46

## 2) Entre l'élection présidentielle et les élections législatives (12 mars - 28 mai)

Dans la mesure où les listes électorales avaient constitué l'une des principales sources d'erreurs et d'irrégularité, nous avons suggéré

qu'un soin tout particulier soit apporté à l'établissement de celles-ci, demandant un affichage au bureau de chaque Fokontany quinze jours avant chaque échéance électorale.

Nous avons également réclamé des amendements au Code électoral, afin que soient limitées les pratiques administratives susceptibles de fausser la sincérité du scrutin, que soient davantage explicitées et facilités les voies de recours.

Le Ministère de l'Intérieur a procédé à une révision des listes électorales, mais les opérations n'ont pas bénéficié de toute la transparence souhaitable.

A la veille de la campagne pour les législatives, le gouvernement amenda quelques articles du Code électoral, mais nous avons fait savoir au public que nous estimions ces retouches dérisoires.

Dans un communiqué en date du 15 mai 1989, nous avons prévu que les failles relevées lors des présidentielles persisteraient aux législatives, à savoir:

- possibilités de votes multiples;
- listes électorales ne présentant pas de garanties suffisantes;
- acheminement aléatoire des bulletins de votes, l'Etat n'en assurant le transport que jusqu'au Fivondronana;
- caractère flou des moyens et de la portée des recours.

Les faits ont confirmé nos prévisions, puisque, à de rares exceptions près, les recours, pourtant nombreux, ont été rejetés par la Haute Cour Constitutionnelle, en général pour vice de forme.

Cela étant, afin de poursuivre le travail d'éducation commencé, nous décidâmes d'organiser un séminaire national à l'intention de participants venant des six provinces de l'île.

**14 JUIN 1990**

### **3) Séminaire d'Ilafy (4 - 5 - 6 août 1989)**

Le séminaire a été ouvert en présence de Monseigneur RABENIRINA, Chef de l'Eglise anglicane à Madagascar, du Pasteur RAMAMBASOA, Président de l'Eglise de Jésus à Madagascar (FJKM), du Père Adolphe RAZAFINTSALAMA, Président du Bureau du Conseil Chrétien des Eglises de Madagascar, lequel a lu un message du Cardinal Victor RAZAFIMAHATRATRA alors retenu à l'extérieur du pays par des obligations pastorales.

Les participants se sont communiqués des informations sur les élections passées (présidentielles le 12 mars et législatives le 28 mai).

Des techniciens ont fait des exposés sur le Code Electoral actuel, la Constitution, les Collectivités décentralisées. Des responsables dans les collectivités décentralisées ou dans des Partis politiques ont expliqué leurs réalisations ainsi que leur conception de la démocratie. Les interventions ont été suivies d'échange de vues. Les travaux se sont achevés sur l'adoption par les séminaristes d'un texte prônant :

- l'abolition du Front National pour la Défense de la Révolution Malgache : à l'époque seuls étaient éligibles les candidats présentés par les Partis membres de ce Front.
- le pluralisme des opinions et le droit de libre association politique.
- la dissociation de la Charte de la Révolution Socialiste Malagasy (plus connue sous le vocable "Livre Rouge") et de la Constitution, au motif qu'il n'appartient pas à l'Etat de définir et d'imposer aux citoyens une idéologie particulière.
- la révision de la constitution, en réclamant que le débat soit véritablement ouvert à toutes les Forces Vives de la nation.

L'assemblée demanda, en outre, le rétablissement de la primauté de l'Etat, ce qui implique :

- l'incompatibilité politique, le Président de la République ne pouvant pas être chef d'un parti ;
- le rétablissement d'une stricte séparation des pouvoirs Exécutif, Législatif et Judiciaire ;
- la dépolitisation des Forces Armées, de la magistrature et de l'Administration.

#### 4) Du 6 août 1989 à ce jour

Quelques jours après notre séminaire, le Président de la République convoqua, pour la première fois depuis sept ans, les partis membres de Front et les invita à lui soumettre des propositions sur l'avenir du Front, "les modifications proposées pouvant aller jusqu'à la Constitution".

Nous avons alors écrit à chaque parti pour leur demander de faire connaître au public leurs propositions, ce que plusieurs d'entre eux firent.

Le 19 décembre, à la veille de la clôture de la session extraordinaire de l'Assemblée National Populaire, la population apprenait que des modifications de la Constitution seraient adoptées.

Les changements intervenus autorisent la création de partis ou d'organisations politiques en dehors du Front. Cette disposition constitue un progrès réel dans la voie de la démocratisation du pays. Il reste que les problèmes de fond demeurent, en particulier le maintien du socialisme comme idéologie de l'Etat.

Les conditions dans lesquelles a été adoptée cette modification constitutionnelle amènent à se poser des questions sur les méthodes de travail suivies par les nouveaux députés.

**14 JUIN 1990**

Comme le prouve également la manière dont a été adopté le Budget, il semblerait que les élus du peuple se contentent de ratifier les ordonnances aussi bien que les projets émanant de la Présidence ou du Gouvernement. Cette manière de faire montre que rien n'est changé par rapport aux deux précédentes législatures et que les députés renoncent à leur pouvoir de législateurs dont la première caractéristique est précisément l'initiative des lois. Cela montre à l'évidence que nous vivons toujours sous le régime de la confusion des pouvoirs.

Le déroulement du procès dit "KELIBERANO" confirme cette confusion, puisque le Ministère de l'Intérieur s'est opposé à la comparution d'un Président de Fivondronana dont la fonction ne bénéficie pourtant d'aucune immunité.

Par ailleurs, la liberté syndicale a été reconnue. Toutefois à l'occasion du 1er mai, nous avons rappelé que :

- le Conseil National du Travail n'est toujours pas mis en place à Madagascar, tout comme ne sont pas appliquées des dispositions de la Constitution de l'Organisation Internationale du Travail n'est toujours pas mis en place à Madagascar, tout comme ne sont pas appliquées des dispositions de la Constitution de l'Organisation Internationale du Travail concernant le tripartisme (travailleurs, employeurs, Etat).
- que Madagascar n'a pas ratifié certaines conventions internationales sur le Travail et n'a pas signé la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des peuples.

### **En guise de conclusion**

L'Ordonnance 90.001 reconnaît le multipartisme tout en étant en contradiction avec l'article 108 de la Constitution qui prône le socialisme comme idéologie d'Etat.

14 JUIN 1990

En outre la Charte de la Révolution Socialiste, qui continue a avoir une valeur supra-constitutionnelle, et certaines dispositions de la Constitution sont, en ce qui les concerne, en contradiction avec la libéralisation économique proclamée et consacrée par les opérations de privatisation menées ces derniers mois ainsi que par le nouveau Code des Investissements et les textes sur les Zônes Franches Industrielles.

En toute logique le système actuel interdit toute alternance du pouvoir.

Dès le moment où l'on admet le multipartisme, à quelle représentativité peuvent encore prétendre des élus dont l'investiture a été obtenue sous un régime discriminatoire en faveur des seuls partis membres du Front?

Si nous proposons une concertation nationale, c'est pour tenter de remobiliser une population qui n'a plus confiance dans les institutions du pays, et qui, faute de recours, s'enfonce dans la résignation et la peur.

Si l'on veut faire participer cette population au redressement du pays, il y a lieu de restaurer un minimum de confiance et dans ses propres capacités et dans les institutions.

Quels que soient les personnes ou les partis au pouvoir, les tentations d'abus et d'arbitraire seront présentes, tant que ne sont pas clairement prévues des limites à ce pouvoir, ainsi que des système de contrôle. D'où notre effort pour une éducation des citoyens, afin qu'ils s'organisent et fassent entendre leurs voix dans un cadre réellement démocratique.

Cela implique simultanément une attention particulière d'une part à la demande sociale, et d'autre part à l'environnement institutionnel.

*Antananarivo, le 14 juin 1990*

*Cette note de présentation a été remise le 15 juin 1990 au Président français François MITTERRAND lors du passage de ce dernier à Madagascar.*

## FAMPAHATSIAHIVANA

Nandritra ny volana Jona 1990 ka hatramin' ny volana Desambra 1990, niompana indrindra tamin' ny fanomanana ny Concertations nationales indroa mialoana ny ezaky ny KMF/CNOE, Concertations nationales izay niantsoan' ny FFKM (Fiombonan' ny Fiangonana Kristiana eto Madagasikara). Nanao seminaires sy fanentanana ny mpikambana tao amin' ny KMF/CNOE koa ny mpiandraikitra. Mety hatao boky any aoriana any ny asa vita tamin' izany.

## NOTE

De Juin 1990 à Décembre 1990, le CNOE a porté tous ses efforts à la préparation des deux Concertations nationales organisées par le FFKM (Conseil des Eglises Chrétiennes de Madagascar), à la participation à ces deux Concertations. Il a par ailleurs organisé des séminaires et des sessions d'animation dans toutes les provinces de l'île. Ces travaux pourront faire l'objet d'autres publications.

**SATAN'**  
**NY KMF/CNOE**

*(Fihaonana voalohany Aogositra 1989*

*Fihaonana faharoa Novambra 1990)*

Taorian'ny fihaonana voalohany teny ilafy tamin'ny 4-5-6 Aogositra 1989, ny

KMF/CNOE dia nanapa-kevitra fa hiorina ho Fikambanana voafehin'ny Didy Hitsivolana n° 60-133 tamin'ny 3 Oktobra 1960, nankatoavin'ny Fivoriambe mpamorona tamin'ny 6 Aogositra 1989.

Araka ny andininy fahatelo amin'ny Didy Hitsivolana voalaza eo ambony, ny fikambanana iraisan'olona dia miforona malalaka tsy ilàna fanomezan-dàlana na filazana mialoha avy amin'ny Fanjakana fa kosa tsy afaka mizaka ny zo sy fahefana omen'ny lalàna ny Fikambanana raha tsy ampahafantarina ny tompon'andraikitra.

Ka mba hahazoany ireo zo sy fahefana ara-dalàna ireo ny KMF/CNOE dia nametraka ny statuts-ny tao amin'ny Biraon'ny Faritanin'Antananarivo satria eto Antananarivo ny Foibeny. Nomena tapakila izy ho fanamarihana izany, araka ny fitadidiana n° 2059-FAR/ANT/AT Ass tamin'ny 16 Oktobra 1989 avy amin'ny Faritanin'Antananarivo - amin'ny anaran'ny Ministeran'ny Ati-tany.

Ny andininy faha dimy amin'ny Didy Hitsivolana dia milaza fa ao anatin'ny roa volana ny fampandresena fikambanana dia ampahafantariny Fanjakana ny besinimaro ao amin'ny gazetim-panjakana ny anaran'ilay Fikambanana, ny foibeny, ny zava-kendreny ary ny daty nanomezana ny tapakila nandraisana ny lalàm-pifehezany.

Hatramin'izao dia tsy misy izany filazana izany tao amin'ny gazetim-panjakana. Araky ny taratasy n° 2402-FAR, tamin'ny 30 Oktobra 1990, izany hoe herintaona mahery taorian'ny fiforonany, ny Filohan'ny Komity Mpanatanteraky ny Faritanin' Antananarivo dia nampahafantatra ny KMF/CNOE fa haverin'ny Ministeran'ny Ati-tany ny antontan-taratasy momba azy miaraka amin'ireto fanamarihana ireto:

*"Mba hanatanteraka ireo zava-kinendry hoe: miompana amin'ny Fanambarana iraisam-pirenena momba ny zon'olombelona, io fikambanana io dia mampahalala sy manabe ny olom-pirenena amin'ny zo sy adidiny, kendreny ny fiarovana ny zony eo anivon'ny mpiarabelona sy ny lalàna, hokarohina izay lalàna sy fomba ilaina hahatratrarana ny tarigetry, ka ny KMF/CNOE dia tsy afaka tsy hanao politika izay eo*

*amin'ny sehat'asan'ny didy Hitsivolana n° 90-001 tamin'ny 9 Marsa 1990 - Ivelan'izany, ny fanamboarana ny didy hitandroana ny foto-kevitra ny Fanambarana iraisam-pirenena ny zon'olombelona dia anjaran'ny Fanjakana izay nanao sonia io foto-kevitra io, fa tsy an'ny fikambanana velively".*

Nefa ny KFF/CNOE dia tsy mitady ho antoko na fikambanana politika araka ny voalazan'ny Didy Hitsy Volana n° 90.001 mifehy ny antoko sy fikambanana politika satria

- vao nanomboka ny asany tamin'ny Febroary 1989, dia nilaza fa tsy miakina amin'antoko politika ;
- ny lalampifehezana neken'ny fivoriambe nanorina azy tamin'ny 6 Aogositra 89 dia nanamafy izany safidy izany.

Ivelan'izany, tamin'ny daty nanomezana azy ny rosia fanambarana ny fiforonany dia mbola tsy nivoaka ny Didy Hitsivolana n° 90-001

Noho izany, ny mpandray anjara tamin'ny fihaonana faharoa tamin'ny 30 Novambra, 1 sy 2 Desambra 1990 dia nanome baiko ny Filan-kevitra ny KMF/CNOE :

- hangataka amin'ny Fitondram-panjakana ny hamoahana ny fampahalalana voalazan'ny Didy Hitsivolana n° 60-133 tamin'ny 3 Oktobra 1960;
- hanao ny fitakiana mba hahazoana ny fanekena ny zo feno eo anatrehan'ny lalàna maha Fikambanana voambara azy.

Ny mpandray anjara tamin'ny fivoriana dia gaga amin'ny hevitra ny Ministeran'ny Ati-tany milaza hoe anjaran'ny Fanjakana ny fiarovana ny fotokevitra ny Fanambarana iraisam-pirenena ny zon'olombelona izay nanao sonia io fanambarana io fa tsy an'ny fikambanana na iza na iza;

Ny KMF/CNOE dia tsy mihambo na oviana na oviana ho hany mpiaro ny zon'olombelona fa kosa mikendry ny fandraisana anjara amin'ny fanabeazana ny olom-pirenena sy fiarovana ny zony.

Fantatra fa ny fanambarana Iraisam-pirenena ny zon'olombelona dia mifototra amin'ny safidy hiaro ny tsirairay amin'ny fanararaotana sy fanitsakitsahana ataon'ny Fanjakana. Noho izany, dia mety loatra raha misy olom-pirenena mandray andraikitra samirery na mikambana ka mandray anjara amin'ny fiarovana ny zon'ny olona amin'ny maha-izy azy na eo anivon'ny firenena.

Noho izany, eo amin'ny lalan-tsarotra iainan'ny demokrasia, dia heverin'ny KMF/CNOE fa tena ilaina tokoa ny asany.

Amafisiny ny fahaleovantenany eo anoloan'ny antoko politika. Na dia mijoro aza izy mamaly ny antso nataon'ny FFKM tamin'ny fifidianana misesy tamin'ny taona 1989 ary maro ireo mpikambana nanorina azy no mandray anjara tamin'ny fitaizana ny olom-pirenena ho fanampin'izay noraisiny tany amin'ny fiangonany avy, ny KMF/CNOE dia manamafy mandrakariva fa tsy mitady zo ho azy avy amin'ny antokom-pinoana.

Ny mpikambana ao aminy dia mandray anjara ao, ary dia tsy misy ifandraisany amin'izay sampam-pivavahana arahiny, ampiraisin'ny sitrapo miaraka mba hisian'ny fiainana metimety kokoa sy firahalahiana mangetaheta ny rariny sy ny fahamarinana, manaja ny fahafahana rehetra sy ny fahamendrehan'ny olom-pirenena.

*Ny Filankevitra,*

**STATUT DU CNOE  
EDUCATION DES  
CITOYENS :**

**DU 1er SEMINAIRE  
NATIONAL D'AOUT  
1989**

**AU SECOND  
SEMINAIRE  
NATIONAL DE  
NOVEMBRE 1990**

A l'issue de son premier Séminaire National qui a eu lieu à Ifafy (Antananarivo) les 4, 5 et 6 Août 1989, le Comité National d'Observation des Elections et d'Education des Citoyens (CNOE) a décidé de se constituer en Association régie par l'Ordonnance 60-133 du 3 Octobre 1960 et les statuts ont été adoptés par l'assemblée constitutive des membres qui s'est tenue le 6 Août 1989.

Aux termes de l'article 3 de l'Ordonnance précitée, les associations de personnes peuvent se former librement sans autorisation ni déclaration préalable, mais elles ne jouissent de la capacité juridique que si elles sont régulièrement déclarées.

Afin d'obtenir la capacité juridique le CNOE a donc, conformément aux dispositions de l'article 5 de ladite Ordonnance, déposé une déclaration aux bureaux du Faritany d'Antananarivo, puisque son siège se trouve à Antananarivo. Récépissé lui a été délivré sous en tête du Ministère de l'Intérieur, Faritany d'Antananarivo, Service Provincial de l'Administration Territoriale, sous référence n° 2059-FAR/ANT/AT/ASS du 16 Octobre 1989.

L'article 5 de l'Ordonnance 60-133 stipule que, dans les deux mois de leur dépôt les déclarations d'association sont rendues publiques, par les soins de l'administration, au moyen de l'insertion au Journal Officiel de la République, d'un extrait précisant la dénomination de l'association, son siège social, son objet, et la date de délivrance du récépissé.

A ce jour aucune insertion n'est parue au journal officiel. Par lettre n° 2402-FAR/ANT/AT/ASS en date du 30 Octobre 1990, c'est-à-dire

plus d'un an après la déclaration de constitution, le Président du Comité Exécutif du Faritany d'Antananarivo a informé le CNOE que son dossier avait été retourné par le Ministère de l'Intérieur, avec les observations suivantes :

*"Pour mener à terme ses objectifs ainsi formulés : se référant à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, cette association informe les citoyens sur leurs droits et devoirs, elle vise la protection des droits civiques et cherche à mettre en œuvre, tant sur le plan national que sur le plan international, les voies et moyens nécessaires à la réalisation des objectifs, le CNOE ne peut pas se passer de déployer des activités politiques lesquelles sont du domaine de l'Ordonnance n°90-001 du 9 mars 1990. D'ailleurs, l'élaboration des règlements pour la sauvegarde du principe de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme relève de l'Etat, signataire dudit principe et non d'une association quelconque".*

Le CNOE n'entend cependant pas être un parti ou une organisation politique au sens de l'Ordonnance 90-001, portant régime général des partis ou organisations politiques, puisque :

- dès le début de ses activités en février 1989 il a déclaré être indépendant de tout parti politique;
- ses statuts adoptés par l'assemblée constitutive de l'association le 06 août 1989 confirment cette option.

Par ailleurs, à la date de la délivrance du récépissé de la déclaration de constitution, l'Ordonnance 90-001 n'existait pas encore.

C'est pourquoi les participants au second séminaire national qui s'est déroulé à Ilafy (Antananarivo) les 30 Novembre, 1er et 2 Décembre 1990 recommandent au Conseil National du CNOE :

- de requérir auprès de l'administration l'insertion au Journal Officiel des mentions prévues par l'Ordonnance 60-133 du 3 Octobre 1960;
- d'exercer tout recours afin de faire reconnaître la pleine capacité juridique du CNOE en tant qu'association déclarée.

Les participants au séminaire s'étonnent en outre de l'argument du Ministère de l'Intérieur selon lequel "l'élaboration des règlements pour la sauvegarde du principe de la Déclaration Universelle des Droits de

l'Homme relève de l'Etat, signataire dudit principe et non d'une association quelconque".

Le CNOE n'a jamais prétendu s'ériger en unique défenseur des Droits de l'Homme, mais en s'inspirant de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, il vise à participer à l'éducation des citoyens et à la protection de leurs droits.

On sait que la Déclaration des Droits de l'Homme a son origine dans la volonté de protéger l'individu contre les abus et les excroissances de l'Etat. Il est donc tout à fait normal que les citoyens, engagés individuellement ou en groupes participent à la défense des droits de l'homme et du citoyen. C'est pourquoi, dans le difficile apprentissage de la démocratie, le CNOE estime son action plus nécessaire que jamais.

Il réaffirme son indépendance vis-à-vis des partis politiques. Bien qu'il se soit érigé en réponse à l'appel lancé par le FFKM pour les élections qui ont jalonné en 1989 et que beaucoup de ses fondateurs se sont lancés dans cette action d'éducation des citoyens suite à la formation reçue dans leurs églises respectives, le CNOE a toujours précisé qu'il ne revendiquait aucun statut ecclésiastique.

Ses membres adhèrent à l'association sans aucune référence à leur appartenance religieuse, unis par la volonté commune de participer à l'instauration d'une société plus viable et plus fraternelle, éprise de justice et de vérité, respectueuse des libertés et de la dignité du citoyen.

### *Le Conseil National*

#### Bureau :

- Bruno BETIANA
- Marta ANDRIANTSIFERANA
- Seta Anjaravoahangy RASOLONJATOVO
- Charles RAZAFINTSALAMA
- Ramiadamihaso RABEMANANTSOA
- Venance Patrick RAHARIMANANA
- Madeleine RAMAHOLIMIHASO

#### Sections :

- Antsiranana
- Toamasina
- Antananarivo
- Mahajanga
- Fianarantsoa
- Toliara

*Ankadikely Ilafy, le 2 Décembre 1990.*

**FANAMBARANA  
NY AMIN' NY  
VOLAVOLAN-  
DALANA  
MOMBA NY  
FIFANDRAISANA**

Momba ny volavolan-dalàna mikasika ny Fifandraisana izay atolotry ny Governemanta holanian'ny Antenimieram-pirenena amin' izao fotoana izao, ny KMF/CNOE dia mahatsapa fa misy an-dàlana sasantsasany manome fahalalahana bebe kokoa noho ny lalàna teo aloha izy io. Na izany aza anefa ireto andininy manaraka ireto kosa dia mi fanohitra amin'ny fahalalahan'ny fanehoan-kevitra araka ny fandraisana azy ekena eran-tany :

1) - Ny andininy 1° izay manao hoe : "Ity lalàna ity no miantoka ny fahalalahan'ny fanehoan-kevitra sy ny fanaovan-gazety, araka ny filazana ao amin'ny andininy faha-28n'ny lalàm-panorenana".

Io andininy faha-28 io anefa tena mangeja, satria toy izao no voalazany: "Iantohana ny fahalalahan'ny olom-pirenena hamosaka ny heviny sy hanao gazety ary hanao fivoriana, raha mifanaraka amin'ny zava-kinendrin'ny Revolisiona sy ny tombotsoan'ny mpiasa sy ny mpiara-belona ary entina hanamafy orina ny demokrasia vaovao mba hijoroan'ny Fanjakana sosoalista izany"-

2) - Ny andininy faha-12 izay milaza hoe: "Ampahafantarin'ny mpiantoka ny fanaovan-gazety rehetra isan-taona, eo amin'ny fanombohana ny asany ny toe-bola miditra sy mivoaka azony mandritry ny taom-piasana teo aloha ka ampisongandina tsara amin'izany ny loharanom-bola sy ny vokatry ny asa. Raisina ho tsy fahombiazana eo amin'ny anto-draharaha ka mahavoasazy araky ny lalàna eo anatrehan'ny ankola fitry ny mpanao gazety ny tsy fampahafantarana izany tsy ankinafina amin'ny besinimaro".

Tsy ilaina terena akory ireo mpamoaka gazety izay mahita tombontsoa amin'ny fanaovana "tsy ankinafina" (transparence) amin'ireo mpamaky azy dia efa hanao ny fampahafantarana toy izany. Fa tsy rariny kosa ny fanaovana amin'ireo orinasa mpamoka gazety fanerena mihoam-pampana mihoatra noho izay takiana amin'ny orinasa hafa: zon'izy ireo koa ny hanana ny tsiambaratelon'ny eo amin'ny

**12 DES. 1990**

fitantanam-bolany, afa-tsy eo amin'ny fampiharana ny lalàna efa misy mifehy ny orinasa amin'ny ankapobeny angaha-

3) - **Ny andininy faha-16** izay manambara, mikasika ny radio sy televiziona tsy miankina amin'ny Fanjakana, fa: "Ny governemanta dia afaka mampanao fandaharana, sy fampielezana ombieny ombieny ny filazana na fanambarana heveriny fa misy ilàna azy eo amin'ny réseau tsy miankina amin'ny Fanjakana fidiny-

Ireo fampiasana ny fampielezam-peo ireo dia hatolotra toy ny fampandrenesana avy amin'ny Governemanta".

Izany fepetra izany dia mamela ny Fitondrana hanampim-bava ny radiô sy televiziona heveriny fa manenlingelina azy - Ny hany azo ekena eto, dia izay "requisitions" (fanerena ara-parjakana) natao ara-dalàna, amin'ny fotoana mahalatsaka an-katerena ny Firenena, nefa dia tokony hatao mazava tsara ao amin'ny lalàna izany-

4) - **Ny andininy faha-13** manao hoe : "Ny fifamoivoizana na fizarana na fivarotana gazety na soratra miseho ara-potoana sy feo noraisina avy tany ivelany dia azo raràna amin'ny fanapahana ataon'ny Minisitry ny Atitany".

Ity andininy ity dia mifanohitra amin'ny andininy faha-19 ao amin'ny fanambarana ny Zon'Olombelona-n'ny Firenena Mikambana, izay manambara fa ny fahalalahan'ny fanehoan-kevitra dia tsy voafetrana sisin-tany. I Madagasikara anefa dia nankasitraka sy nanao sonia io Fanambarana io.

5) - **Ny andininy faha-79** izay misy izao an-dalana singanina izao mandidy hoe: "Hosazina telo volana ka hatramin'ny dimy taona am-ponja sy sazy 50.000 ka hatramin'ny 200.000 ariary (250.000 - 1.000.000 Fmg) na iza na iza mamporisika ny vahoaka handà na hampitaredretra ny fandoavan-ketra na hanohitra ny fanatanterahana ny lalàna na ny sora-dalàna ataon'ny manam-pahafana.

Raha tsy azo atao ny manao fihetsiketsehana manohitra hetra tafahoatra ny rariny na lalàna tsy mandeha amin'ny hitsiny, eto Madagasikara, dia lasa sahala amin'ny hoe: ny vahoaka, tompon'ny fahefam-pirenena, dia manome izany fahefana izany tsy misy fepetra, tsy mba amin'ny Mpanao Lalàna akory, izay fantatra loatra fa sady tsy manao no tsy mahatafita rahateo tolo-dalàna na iray aza, fa amin'ny

Mpanatanteraka, tompo-marik'ireo volavolan-dalàna, izay fanin'ny Antenimiera hatrany tsy misy olana.

6) - Amin'ny ankapobeny, ny lamandy voalazan'ity volavolan-dalàna ity, dia nampitomboina be dia be mihitsy. Raha mazava ho azy fa tokony ho 6azina ny fandikan-dalàna, tsapa kosa fa be loatra ny lamandy voalaza, ka mety hiteraka tsotra izao fikantonan'ny fampitam-baovao maro.

Noho izany KMF/CNOE dia misarika ny sain'ny solom-bavam-bahoakan'i Madagasikara sy ny saim-bahoaka ny amin'ireo andininy ireo izay midika fihemorana raha ampitahaina, tsy amin'ireo lalàna manan-kery hatramin'izao eo amin'ity seha-draharaha ity ihany fotsiny, fa indrindra indrindra eo anoloan'ny fanafoanana ny sivana izay nambaran'ny Filohan'ny RDM ho ren-tany ren-danitra tamin'ny volana febroary 1989.

*Antananarivo, faha 12 desambra 1990*

**Ny Birao Nasionaly.**

**DÉCLARATION  
SUR  
LE PROJET  
DE LOI  
SUR  
LA COMMUNI-  
CATION**

Concernant le projet de Loi sur la Communication que le Gouvernement Malgache soumet actuellement au vote de l'Assemblée Nationale Populaire, le CNOE constate que ce projet contient un certain nombre de dispositions plus libérales que les textes précédents.

Toutefois les articles suivants sont contraires à la notion de liberté d'expression universellement admise :

1°- L'article 1° qui déclare : "La présente loi garantit la liberté d'expression et de presse conformément aux dispositions de l'article 28 de la Constitution".

Or, cet article 28 est très restrictif, puisqu'il proclame que "La liberté d'expression, de presse et de réunion est garantie aux citoyens quand elle est exercée conformément aux objectifs de la Révolution, aux intérêts des travailleurs et de la collectivité et en vue d'affermir la démocratie nouvelle pour l'avènement d'un Etat socialiste".

2°- L'article 12 qui stipule : "Toute entreprise de presse doit publier tous les ans, en début d'exercice, le bilan financier de ses activités durant l'exercice précédent, en faisant ressortir clairement les sources de recettes et les résultats des activités. Le défaut de publication destinée à l'information du public au titre de la transparence, constitue une faute professionnelle possible de sanction disciplinaire, devant l'Ordre des Journalistes".

Les organes de presse qui gagnent à jouer la transparence vis-à-vis de leur public feront une telle publication spontanément. En revanche, il est injuste de réclamer des entreprises de presse une obligation

exorbitante de celles exigées des autres entreprises : elles ont droit aussi à la confidentialité de leurs comptes financiers, sauf les dispositions des lois déjà en vigueur concernant les entreprises en général.

3°- **L'article 16** qui proclame, au sujet des radios et télévisions privées :

"Le Gouvernement ou son représentant local peut, à tout moment, faire programmer et diffuser toutes déclarations ou communications qu'il juge nécessaire, sur le réseau non public de son choix. Ces émissions sont annoncées comme émanant du Gouvernement".

Ces dispositions permettent aux autorités de "bloquer" une radio ou une TV gênante. Seules sont admissibles ici les réquisitions en bonne et dûe forme, en cas de nécessité nationale, mais encore faut-il préciser dans le texte.

4°- **L'article 23** qui dit que : "La circulation, la distribution ou la mise en vente des journaux ou écrits périodiques et enregistrements sonores de provenance étrangère peuvent être interdites par décision motivée du Ministre de l'Intérieur".

Cet article va à l'encontre de l'article 19 de la Déclaration des Droits de l'Homme de l'ONU qui prône la liberté d'expression, sans considération de frontière. Or Madagascar a adhéré à cette déclaration.

5°- **L'article 79** qui stipule, entre autres, que : "Sera puni de trois mois à cinq ans d'emprisonnement et d'une amende de 350.000 Fmg à 1.000.000 Fmg, quiconque aura incité le public à refuser ou à retarder le paiement des impôts ou à se refuser à l'exécution d'une loi ou des actes légaux de l'autorité publique".

Si les manifestations contre un impôt injuste ou une loi unique ne sont pas permises, tout se passe comme si, à Madagascar, le peuple détenteur de la souveraineté nationale, donne un "chèque en blanc", même pas au Législatif, dont on sait qu'il ne fait pratiquement, ni n'arrive à faire passer, aucune proposition de loi, mais à l'Exécutif,

**12 DEC. 1990**

initiateur des projets de loi votés toujours sans problème par le Parlement.

6°- D'une manière générale, les amendes prévues dans ce projet de loi ont été considérablement augmentées. S'il est compréhensible que des infractions soient sanctionnées, il reste que les amendes prévus ont été considérablement augmentées et risquent de ce fait d'acculer à la disparition de nombreux médias.

Aussi le CNOE attire-t-il l'attention des députés de Madagascar et de l'opinion sur ces articles qui constituent un recul par rapport, non seulement aux textes en vigueur jusqu'ici dans ce domaine, mais surtout par rapport à la levée de la censure que le Président de la RDM a annoncée urbi et orbi en février 1989.

*Fait à Antananarivo, le 12 Décembre 1990.*

Le Bureau National

*FANAMBARANA  
VOALOHANY  
NATAON' NY  
KMF/CNOE  
MOMBA  
NY FIFIDIANANA  
AMPAHANY  
NY 3 FEBROARY 1991*

Ny Filan-kevitra Nasionaly KMF/CNOE (Komity Mpanara-maso ny Fifidianana sy Fanabeazana Olom-pirenena - Comité d'Observation des Elections et d'Education des Citoyens), nivory teto Maibahoaka Ivato, Antananarivo ny 9 sy 10 Febroary 1991, rehefa nandre ny talitra nataon'ireo iraka nalefa nanara-maso ny fizotry ny fifidianana ampahany natao tany Kandrehy sy Manandriana ary Midongy Atsimo dia :

- manaiky fa ireo fifidianana ireo no voalohany nahazoan'ny antoko rehetra nanolotra kandidà ankalalahana hatramin' ny taona 1975 no mankaty fa tsy voafehin'ny Mandatehezana Miaro ny Tolom-piavotana intsony.

- manamarika anefa fa ny fanitsiana natao tamin'ny lalàm-pifidianana dia sady tsy afaka no tsy ampy hiantoka ny fahamaritan'ny fifidianana.
- mampahatsiahy, fa araka ny fijerin'ny KMF/CNOE, dia ny fakana ny hevitra ny rehetra no fomba tsara indrindra sady tsy mitanila hanovana ny lalàm-pifidianana: ny lalàna nahazoana ny hevitra ny besinimaro arak'izany dia fitaovana mahomby ahazoana mampivondrona ny malagasy, ary mifanaraka amin'ny toe-tsaina mandala ny "FIHAVANANA" imatimatesan'ny rehetra.
- manaiky ihany koa fa tsy nisy fisakanana firy avy amin'ny tompon'andraikitra isan-tokony tamin'ny fanatanterahan'ny KMF/CNOE ny fanaraha-maso.
- mahatsapa fa na dia teo aza ny tsy fanarahan-dalàna vitsivitsy, toy ny fanisam-bato ivelan'ny biraom-pifidianana tamin'ny toerana sasany tany Kandrehy, ny fandroahana tsy mitombina ny delege MFM tamin'ny biraom-pifidianana efatra tany Manandriana;

na dia teo aza ny fampielezan-kevitra ankolaka tamin'ny andron'ny fifidianana (fanaovana fanamian'ny antoko AREMA tany Midongy Atsimo, fametahana ny sarin'ny kandidà MMSM tao anatin'ny biraom-pifidianana tany Manandriana...)

**10 FEV. 1991**

na dia teo aza ny fandavana ny delege AKFM-Fanavaozana tamin'ny biraom-pifidianana rehetra tao amin'ny Fivondronana Kandrehô;

Raha amin'ny ankapobeny, dia toa azo lazaina ihany fa tsy nisy ny hala-bato mivantana sy miharihary toy ny efa hita teo aloha.

- Na izany aza anefa, dia fireharehana tafahoatra kosa ny filazana fa tena demokrasia fakan-tahaka no hita tamin'ireny fifidianana ireny.
- Nisy tokoa mantsy ny fomba nampiasaina TALOHA sy nandritra ny fampielezan-kevitra izay azo antoka fa namaritra mialoha ny safidim-bahoaka;
- fampisana tsy ara-drariny ny fitaovam-panjakana (helikoptera - fiara - fitaovana samihafa) izay vao mainka nampitombo ny elanelana ara-pitaovana nisy teo amin'ireo kandida nifaninana.
- fanerena ny mpiasam-panjakana hiandany amin'ny antoko iray.
- fanararaotam-pahafana sy ramatahora amin'ny mpifidy.
- fampiasana ny ankizy amin'ny fampielezan-kevitra sy ho fitaovam-pamoretana ny Ray aman-dreny.
- fanararaotana ny fahantran'ny vahoaka izay mihafy kokoa amin'ny fotoana FAHAVARATRA toy izao, amin'ny alalan'ny tambikely (vary, hena, vola...)
- fisandohana ny zava-bita tamin'ny volam-panjakana ho zava-nataon'ny antoko sy ny kandidany.

Eo anatrehan'izany toe-javatra izany dia tsapa sy miharihary ny mahamaika ny fanabeazana ny olom-pirenena mba halalan'izy ireo ny zony sy hafahany amin'ny tahotra, ary hamporisika azy ireo ho mailo ka hahazain'izy ireo hifandamina sy hivondrona mba hiarovany tena amin'izay mety ho fanaparam-pahafana.

Izany ihany no ahazoana manamafy orina ny fampijoroana ny demokrasia iarahana mikatsaka ankehitriny, ary ny KMF/CNOE dia tsy hitandro hasasarana mba hitondra ny anjara birikiny ho fanatanterahana izany.

*Maibahoaka Ivato, faha-10 Febroary 1991*

Ny Filan-kevitra Nasionaly

**PREMIERS  
COMMENTAIRES  
DU CNOE  
SUR  
LES ÉLECTIONS  
PARTIELLES  
DU  
3 FÉVRIER 1991**

Le Conseil National du CNOE - Education des Citoyens, réuni les 9 et 10 février 1991 à Maibahoaka (Antananarivo), après avoir entendu le rapport des observateurs qui ont suivi le déroulement des élections législatives partielles de Kandreho, Manandriana et Midongy du Sud :

- reconnaît que ces consultations sont les premières depuis 1975 où tous les partis sans discrimination d'appartenance au Front National pour la Défense de la Révolution ont eu la possibilité de présenter des candidats ;

- regrette que les amendements apportés au Code électoral n'aient pas été de nature ni d'importance à offrir les garanties maximales à la sincérité du scrutin ;
- rappelle que, pour le CNOE, une consultation aussi large que possible des parties prenantes est le meilleur moyen pour réviser objectivement un Code électoral : un texte ayant recueilli l'adhésion de celles-ci est un outil de ralliement de la population et est conforme à l'esprit de fihavanana dont tout le monde se réclame ;
- admet que les autorités n'ont pas opposé d'obstacles majeurs à l'observation par ses émissaires du déroulement du scrutin ;
- constate que :
  - malgré quelques irrégularités telles que le dépouillement des résultats, non pas au bureau de vote dans certaines localités du

**10 FEV. 1991**

Fivondronana de Kandreho, mais au bureau du Firaisana, l'expulsion non justifiée de délégués MFM dans quatre bureaux de vote à Manandriana ;

- malgré des manoeuvres de propagande indirecte le jour du scrutin (port de l'uniforme de l'AREMA à Midongy du Sud, affichage de la photo d'un candidat dans des bureaux de vote à Manandriana etc...);
- malgré la non admission des délégués du candidat de l'AKFM-Fanavaozana dans tous les bureaux du Fivondronana de Kandreho ;

il semble que l'on puisse dire globalement que les résultats n'ont pas été altérés d'une manière flagrante par des manipulations directes.

Toutefois c'est faire preuve d'un optimisme de mauvais aloi que de proclamer que ces élections ont constitué "une belle leçon de démocratie". En effet certains procédés utilisés avant et pendant la campagne électorale ont sans nul doute entravé le libre choix des électeurs :

- utilisation abusive de l'appareil administratif (hélicoptère, voitures, matériels divers), accentuant l'inégalité des moyens entre les candidats ;
- pression sur les fonctionnaires ;
- trafic d'influence et menace de représailles sur l'électorat ;
- non respect du droit des enfants par leur emploi à des fins de propagande électorale et par la pression exercée sur eux pour qu'ils influencent le vote de leurs parents ;
- exploitation de la misère qui pèse plus lourdement sur la population en cette période de soudure par l'octroi de menus avantages matériels ;

**10 FEV. 1991**

- récupération des réalisations financées par le Budget de l'Etat, donc par les contribuables, au profit d'un parti et de son candidat.

Face à cette situation il apparaît plus que jamais urgent de pourvoir à l'éducation des citoyens afin de leur faire connaître leurs droits, de les libérer de la peur, de les inciter à faire preuve de vigilance et à s'organiser pour se protéger contre les abus de pouvoir.

C'est à ce prix que pourront être consolidés les acquis encore bien fragiles de la démocratie qui se cherche. Le CNOE quant à lui ne ménagera aucun effort pour apporter sa contribution, si modeste soit-elle, dans ce sens.

*Maibahoaka Ivato, le 10 février 1991*

Le Conseil National



**MBA HIVERENAN'  
NY HASIN'  
NY FANJAKANA**

Tamin'ireo seminera nifanesy nanerana ny Faritany rehetra eto amin'ny Nosy nataon'ny KMF/CNOE nandritry ny taona 1990, dia voateny ombieny ombieny ny fitsitongan'ny fifandraisana eo amin'ny mpifidy sy ny olom-boafidy, eo amin'ny mpitondra sy ny vahoaka entina, eo amin'ny

Fitsarana sy ny olon-tsarina. Tsy ampy ny fahatsiarovan-tena eo amin'ny asa aman-draharaha, manjaka ny fanararaotam-pahafana, ny tsolotra; ireo no fanetrike mibahana eo amin'ny ambaratonga sy sehatra rehetra eran'ny Nosy, ka mitarika tsy fitokisana intsony ireo andrimpanjakana.

Manoloana izany toe-javatra izany, ny Filan-kevitra Nasionalin'ny KMF/CNOE nivory teny Maibahoaka Antananarivo, ny 9 - 10 Febroary 1991, dia miarahaba ny fampitan-kevitra nataon'ny Praministra momba ny fifandraisan'ny Fitondram-panjakana amin'ny vahoaka, navoaka tao amin'ny Gazetim-panjakana tamin'ny 7 Janoary 1991, pejy faha-10 ka hatramin'ny faha-23.

Ny tolo-kevitra hita ao dia mikendry ny hiverenan'ny fisainana hifehi-tena (déontologie) eo anivon'ny Fitondram-panjakana. Koa tsy mihambahamba ny KMF/CNOE mamerina etoana an'izy ireo, ho an'ny besinimaro, misy an-dalana folo izy ireo :

- 1°) - Tsy azon'ny Fitondram-panjakana atao ny minia mampihitsoka araka izay iñavany azy ireo taratasy ifandefasana any aminy.
- 2°) - Tsy maintsy ampian'ny Fitondram-panjakana ny vahoaka.
- 3°) - Tsy maintsy hamoraina ny raharaha izay hataon'ny olom-pehezin'ny Fitondram-panjakana.
- 4°) - Tsy maintsy mamola-tena ny Fitondram-panjakana hahavita ny fandinihina taratasin-draharaha ao anatin'ny fe-potoana voatondro.
- 5°) - Tsy maintsy manam-pahasahiana ny Fitondram-panjakana mba hanao jery kiana ireo foto-kevitra raikitra sasantsasany :

- foto-kevitra momba ny tsy fanomezam-baliny midika ho fandavana;
- foto-kevitra eken'ny lalàna momba ny fandavana marin-drano.

6°) - Ny fitondram-panjakana dia tsy maintsy misafidy hatrany izay tsy hampisy fisalasalana ny amin'ny fanapahan-kevitra raisina.

7°) - Tsy maintsy ataon'ny Fitondram-panjakana izay. hialana amin'ny tsy fitononana anarana.

8°) - Tsy maintsy afindrafindra toerana matetika ireo mpandraharaha mifanerasera amin'ny vahoaka.

9°) - Tsy maintsy mahay manafay sy mamaly soa ny Fitondram-panjakana.

10°) - Tsy maintsy manomban-tena amin'izay asa ataony ny Fitondram-panjakana ary manaiky ho arahany olona ivelany maso.

Mifanitsy tanteraka tokoa amin'ny hetaheta lalin'ny vahoaka ireo tolo-kevitra ireo. Izany no mahatonga ny KMF/CNOE manao antso avo amin'ireo rehetra mandidy manapaka amin'ny mpiasam-panjakana, amin'ireo olom-boafidy any amin'ny VIP, ary koa amin'ireo olom-pirenena hafa rehetra, mba hanao izay hahatonga ireo tolo-kevitra ireo hihatra tanteraka. Mampalahelo tokoa manko fa marô ireo lalàna nofinidy hikatsahana ny soa iombonana no matimomoka.

Mba tsy hahafaty an-karanany toy izany koa ireo tolo-kevitra ireo, dia tian'ny KMF/CNOE iarahan'ny besinimaro mandinika ireto fanontaniana vitsivitsy ireto :

- a) - Fanontaniana velona an-tsaina voalohany: eken'ny mpitondra ara-politika ve ireo tolo-kevitra ireo, ary vonona ve izy ireo hiandraikitra izany amin'ny famoahana didy mampihatra ka hanara-maso ny fampiharana azy ?
- b) - Inona avy nofepetra ho raisina mba hiparitahan'ireto lalàna fototry ny fiainam-pirenena ireto ?
- d) - Marina fa misy fitarainana azo atao raha sendra ny fihorampahafana, na ny fandikan-dalàna, na ny tsy rariny, avy amin'ny Fitondram-panjakana, nefa fantatry ny besinimaro ve ny fomba fanaovana izany ? Ampy rahateo koa ve izy ireny ? Misy mampiasa azy ireny marina ve ? Tena ampiharina ve ny didim-pitsarana, indrindra fa ny didy mikasika ny fitondram-panjakana ?

e) - Moa ve ao ny fepetra ilaina hahazoan'ny mpiasam-panjakana manatanteraka ny tokony hatao ka ventenin'ny Praisimistra? Ohatra: mamela azy hanao izany ve ny fari-piainany? Ao koa ny mikasika ny fomba enti-manendry, enti-mampisondrotra sy enti-mamindra azy ireo: moa ve tsy ny fahaizana sy izay ilain'ny asa no tena tokony hibaiko azy ireny, fa tsy resaka fiandianana ara-politika, na fiaviana ara-poko, na rohi-pihavanana ?

Raha samy mavesa-danja avokoa ireo hevitra naroson'ny Praisimistra ireo, aoka hasongadina manokana ilay farany mikasika indrindra ny fahaiza-mitsara tena sy ny fanaraha-maso ny Fitondram-panjakana na avy ao anatiny na avy aty ivelany. Mampalahelo tokoa manko fa tsy misy intsony io fanaraha-maso io amin'izao fotoana izao.

Ny fanatanterahana marina ireo tolo-kevitra ireo no ho fitsapana ny fahavononan' ny Mpitondra hampihatra fitondrana tsy mitanila sy ara-drainy amin'ny olom-pirenena rehetra sy hiady amin'izay rehetra mety ho fahalovana ary hanome toerana ny tsiankinafina (transparence) izay tsy mbola mahazo vahana firy ankehitriny.

Ny fandiovana ara-moraly ny fitondram-panjakana sy ny fiainam-bahoaka amin'ny ankapobeny no, amin'ny andaniny, hampiverina indray ny fitokisana ny Fanjakana ary, amin'ny ankilany, hanaitra indray ny vahoaka ho amin'ny ady amin'ny fahantrana fa very fanahy mbola velona izy ireo amin'izao fotoana izao sady manajky ho resin'ny tahotra, sady mandry an-driran'antsy lava anatin'ny tsy rariny.

Antananarivo, faha-10 Febroary 1991

*Ny Filan-kevitra Nasionaly*

**RESTAURER  
LA CRÉDIBILITÉ  
DE L'ÉTAT**

Au cours des séminaires successifs organisés en 1990 dans toutes les provinces de l'Ile par le CNOE- Education des citoyens, la détérioration constante des relations entre électeurs et élus, entre Administration et administrés, notamment entre justice et justiciables, a été

souvent dénoncée: manque de conscience professionnelle, abus de pouvoir, corruption constituent actuellement de véritables fléaux à tous les niveaux, dans tous les domaines et sur toute l'étendue du pays, aboutissant à un manque total de confiance dans les institutions de l'Etat.

Eu égard à cette situation, le Conseil National du CNOE réuni à Maibahoaka - Antananarivo les 9 et 10 février 1991 salue la récente communication présentée par le Premier Ministre sur les relations publiques au sein de l'Administration, laquelle a été publiée au Journal Officiel du 7 janvier 1991, pages 18 à 23.

Les propositions visent à restaurer une certaine déontologie au sein de l'Administration. Elles sont exposées en dix points, que le CNOE reprend volontiers à l'intention du public :

- 1- L'Administration ne doit pas se permettre de bloquer arbitrairement les correspondances qui lui sont adressées.
- 2- L'Administration doit aider le public.
- 3- L'Administration doit faciliter les démarches de l'administré.
- 4- L'Administration doit s'astreindre un délai de traitement des dossiers.
- 5- L'Administration doit avoir le courage de remettre en cause certains principes :
  - le principe du silence valant refus;
  - le principe légal du rejet implicite.

- 6- L'Administration doit opter systématiquement pour l'automatisme de décision.
- 7- L'Administration doit briser l'anonymat.
- 8- L'Administration doit muter périodiquement les agents en contact avec le public.
- 9- L'Administration doit savoir punir et récompenser.
- 10- L'Administration doit s'auto-évaluer et s'ouvrir à l'audit externe.

Ces propositions répondent réellement aux aspirations profondes de la population. C'est pourquoi le CNOE en appelle aux décideurs, aux fonctionnaires, à tous ceux qui détiennent un pouvoir par rapport aux administrés, notamment aux élus des collectivités décentralisées, mais aussi à tous les autres citoyens, afin que ces propositions soient effectivement appliquées. En effet il est à déplorer que de nombreux textes adoptés pour le bien commun soient restés sans effet.

Pour éviter que ces propositions connaissent le même sort, le CNOE voudrait partager avec le public quelques interrogations.

- a)- La première question qui se pose est celle-ci: les autorités politiques adhèrent-elles à ces propositions, sont-elles prêtes à les consacrer par des textes réglementaires et à veiller à leur application ?
- b)- Quelles dispositions pratiques, seront prises pour la diffusion de ces directives vitales pour le pays ?
- c)- Des voies de recours contre les abus, les manquements et l'arbitraire de l'Administration existent. Sont-elles connues du public ? Sont-elles suffisantes ? Celles qui existent sont-elles utilisées ? Les décisions de justice, notamment celles du Tribunal administratif, sont-elles exécutées ?
- d)- Les conditions sont-elles créées pour que les fonctionnaires puissent satisfaire les exigences préconisées par le Premier

10 FEV. 1991

Ministre? Par exemple leur situation matérielle? Ou encore les critères de nomination, d'appréciation et d'affectation: ceux-ci ne devraient-ils pas tenir compte essentiellement des compétences et des nécessités de service, et non de considération de politique partisane, d'origine ethnique, ou de liens de parenté?

Si tous les points énumérés par le Premier Ministre sont importants, il y a lieu de souligner particulièrement le dernier, relatif à l'auto-évaluation et aux contrôles interne et externe à l'Administration. C'est en effet l'absence généralisée de contrôle qui caractérise malheureusement la situation actuelle.

La traduction de ces propositions dans les faits sera un test de la volonté réelle des autorités d'appliquer un traitement égalitaire et équitable à tous les citoyens, de lutter contre les prévarications et d'instaurer la transparence qui est pour le moment loin d'être une réalité.

La moralisation de l'Administration et d'une manière générale de la vie publique rétablirait la crédibilité de l'Etat d'une part, et d'autre part remobiliserait pour lutter contre la pauvreté une population pour le moment découragée, résignée à la peur, l'insécurité, à l'injustice.

*Antananarivo, le 10 février 1991*

Le Conseil National

TARATASY  
 MISOKATRA  
 HO AN'  
 ANDRIAMATOA  
 DIDIER  
 RATSIRAKA,  
 FILOHAN' NY  
 REPOBLIKA  
 DEMOKRATIKA

Andriamatoa Filohan'ny Repoblika,

Feno roa taona marina izao no nanam-baranao fa foana ny sivana, ho fanomezana fahafaham-po ny fitakiana niverimberina nataon'ireo olona sy vondron'olona nangeta-heta ny liverenan'ny Zo fototra, dia ny fahalalahana maneho hevitra, eto amin'ny firenentsika.

Io fanapahan-kevitra io dia manamarika dingana lehibe eo amin'ny fianara-mandeha tsy mora fa sarotra tokoa ho amin'ny demokrasia, nefa irosoan'i Madagasikara tsikelikely, toy ireo tany any Afrika sy ny any an-kafa koa.

Amin'izao fitsingerenan'ny faha-enina ambinitolo taonan'ny nahalasanan'ilay raisin'ny Malagasy maro ho sangan'ny mpiaro ny

fahalalan'ny fanehoan-kevitra, ilay voarakitra am-po sy an-tsain'ny maro ho "Andriamatoa Ala-olana", dia arahabainay izay tsirin-kevitra, na avy aiza na avy aiza nipoirana, sy izay zava-bita mamerina indray ny Firenena eo amin'ny lalan'ny fifanakalozan-kevitra marina anatin'ny lafin'ny olona samy hafa tafaray, ao amin'izany firenena izany.

Mirary koa raha mirary izahay mba ho taona ifanomezan'ny zanak'ity Firenena ity tanana ny taona 1991, mba hiarahan'izy ireo manome aim-baovao ny Fihavanana. Ny fahasimban'ny fihavanana manko, dia vato misakana ny fampivelarana, tsy ny Malagasy tsirairay ihany, fa ny fiaraha-monina manontolo mihitsy.

Ny hevitra tera-bary. Ny hevitra ny maro maha-taka-davitra. Ireo ohabolana ireo, nefa misy maro hafa koa, no manambara fa amintsika Malagasy ny teny ierana no hery mitarika ho amin'ny fandrosoan'ny fiaraha-monina, izany hoe ho amin'ny fahazoan'ny olom-pirenena mihamaro hatrany, mahatsiaro ho tena tompon'antoka amin'ny fandrosoan' izy tenany.

Noho izany indrindra no hiangavianay ny hamora-ponao, mba hampandraisana ireo antoko politika rehetra sy ny olona ivelan'izy ireo anjara amin'ny fanatanterahana

**11 FEV. 1991**

ny fanovana ny Lalàm-panorenana izay nambaranao tamin'ny fiarahabana tratry ny taona ireo andrim-panjakana sy masoivohom-pirenena ny 10 Janoary teo.

Araka ny lalàna manankery, dia fomba roa ihany no azo enti-manova ity lalàna ity :

- na amin'ny alàlan'ny latsa-baton'ny Antenimieram-pirenena Entim-bahoaka, toy ny tamin'ireo fanitsiana nolaniany tamin'ny volana Desambra 1989;
- na amin'ny alàlan'ny fitsapana hevi-bahoaka (référendum).

Tsy misy amin'ireo fomba ireo azo heverina ahatanteraka ny fepetra ilain'ny fifampidinihana marina mba hanomezana vahana ny teny ierana, ny voninahitra ifanomezana, izay heverina fa hanentana indray ny mpiray tanindrazana ho amin'ny fananganana fiaraha-monina isian'ny rariny bebe kokoa sady feno firahalahiana ka hahazoan'ny tsirairay ny anjara-masoandrony avy, sy hahatsapany fa asiana antony ny maha-izy azy avy.

Noho izany dia manolotra am-panajana soso-kevitra aminao ny Filan-kevitra Nasionalin'ny KMF/CNOE, izay nandraisan' ny solontena avy amin'ireo Faritany enina eto amin'ny Nosy anjara, ny amin'ny tokony hampijoroana Antenimieran-dalàm-panorenana (Assemblée Constituante) iray isiana solontena avy amin'ireo firehana ara-politika isan-karazany sy ireo fikambanana ara-toe-karena, ara-tsosialy, ara-kolon-tsaina sy ara-pivavahana.

Fantatray tsara fa tsy ny mora, indrindra ho an'ireo vondrona eo amin'ny Fitondrana akory izao làlana atoronay izao, nefa dia inianay aroso satria eritreretinay, fa izany no hahazoana mamaha ny olana misy ankehitriny izay hita fa mampihitsoka amin'ny lafiny maro.

Manantena izahay fa tsy mifaina aminao fa ny fihahiana ny soa iombonana sy ny tombon-tsoam-pirenena loloavina an-tampon'ny lcha no mibaiko izao soso-kevitra izao, ka atolotray anao ny haja ambony indrindra ho anao, Andriamatoa Filoha.

*Ho an'ny Filan-kevitra Nasionaly*

11 FEV. 1991

**LETTRE OUVERTE**

**A M. Didier**

**RATSIRAKA,**

**PRÉSIDENT**

**DE LA**

**RÉPUBLIQUE**

**DÉMOCRATIQUE**

**DE**

**MADAGASCAR**

Monsieur le Président de la République,

Il y a exactement deux ans vous annonciez la levée de la censure, accédant ainsi aux réclamations mainte fois réitérées par des personnes et des groupes soucieux du rétablissement dans notre pays de ce droit fondamental qu'est la liberté d'expression.

Votre décision a constitué une étape importante dans l'apprentissage difficile de la démocratie où Madagascar, comme d'autres pays d'Afrique et d'ailleurs, s'engage à petits pas.

En ce seizième anniversaire de la disparition de celui qui restera pour beaucoup de Malgaches le champion de la liberté d'expression, celui qui restera "M. Ala Olana" dans bien des mémoires et bien des coeurs, nous saluons les initiatives prises, d'où qu'elles viennent, ainsi que les actes accomplis afin que la nation retrouve les voies d'un dialogue vrai entre ses différentes composantes.

Nous formons le voeu que 1991 soit une année où tous les enfants de ce pays se donneront la main pour oeuvrer à la revitalisation du fihavanana dont le dépérissement constitue une entrave à l'épanouissement et de l'homme malgache et de la société malgache tout entière.

*Ny hevitra tera-bary. Ny hevitra ny maro maha-taka-davitra.* Ces deux dictons, mais il en est beaucoup d'autres, reflètent que, pour nous Malgaches, la concertation constitue un moteur du progrès social, c'est-à-dire de la possibilité pour un nombre grandissant de citoyens d'être eux-mêmes les agents de leur développement.

C'est pourquoi nous en appelons à votre compréhension pour que le changement de la Constitution que vous avez annoncé lors de la

11 FEV. 1991

présentation des voeux des corps constitués et du corps diplomatique le 10 janvier dernier se concrétise avec la participation de tous les partis politiques et de la société civile.

En l'état actuel des textes, la révision de la loi fondamentale ne peut s'opérer que par deux moyens :

- soit par un vote de l'Assemblée Nationale Populaire comme ce fut le cas des amendements adoptés en décembre 1989;
- soit par voie de référendum.

Aucun de ces deux moyens ne nous paraît pour le moment pouvoir réunir les conditions d'une véritable concertation de nature à instaurer le *teny ieràna*, le *voninahitra ifanomezana*, seuls susceptibles de remobiliser nos concitoyens dans la construction d'une société plus juste et plus fraternelle, où chacun a sa place, où chacun se sent reconnu dans sa dignité.

C'est pourquoi le Conseil National du CNOE, réunissant des représentants venus des six provinces de l'Ile, se permet de suggérer à votre haute attention d'étudier la mise en place d'une assemblée constituante où seraient représentées toutes les sensibilités politiques ainsi que les organisations à vocation économique, sociale, culturelle, religieuse.

Nous n'ignorons pas que la voie que nous suggérons n'est pas la plus facile pour les formations au pouvoir, mais nous osons la présenter en pensant qu'elle serait de nature à débloquer une situation à bien des égards dans l'impasse.

Espérant que vous comprendrez que notre démarche est dictée par le souci du bien commun et de l'intérêt supérieur de la nation, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la République, les assurances de notre haute considération.

*Pour le Conseil National*

11 FEV. 1991

## NOTES EXPLICATIVES

Les explications ci-après sont fournies à l'intention des étrangers qui liront la lettre ouverte adressée le 11 février 1991 par le Conseil National du CNOE - Education des Citoyens au Président de la République Démocratique de Madagascar.

Le FIHAVANANA est un concept malgache difficile à traduire, que l'on pourrait décrire schématiquement comme étant des relations sociales harmonieuses fondées sur le modèle de la parentèle et l'observance des règles créant et consolidant la bonne entente dans le groupe.

M.ALA-OLANA : il s'agit du Colonel Ratsimandrava qui, lorsqu'il était ministre de l'Intérieur dans le gouvernement Ramanantsoa avait acquis une grande popularité grâce à une émission radio-diffusée intitulée "Ala-Olana", c'est-à-dire "Solution aux problèmes".

Cette émission diffusait les entretiens que le Ministre avait avec la population, lors des nombreuses tournées qu'il effectuait dans toute l'île. Au cours de ces rencontres les paysans exprimaient très librement leurs problèmes.

Ny HEVITRA TERA-BARY. Ny HEVITRY NY MARO MAHATAKA-DAVITRA. Ces deux dictons bien connus pourraient être traduits librement ainsi : les idées naissent de la concertation. Les échanges d'idées élargissent les horizons.

TENY IERANA : consensus

VONINAHITRA IFANOMEZANA : respect réciproque.

La culture malgache veut que les décisions soient prises au terme d'un dialogue et, si possible, par consensus.



## FIVORIANA 9-10 FEBROARY 1991

**N**y mpikambana ao amin'ny Filan-kevitra Nasionalin'ny KMF/CNOE - Fanabeazana ny Olom-pirenena, nivory teto Antananarivo ny 9-10 febroary 1991 dia niara-nanao topl-maso ny zava-misy eto amin'ny Faritany enina eto amin'ny Nosy izay mahatonga ahlahy ombieny ombieny;

Rehela nakapoka ny lijery rehetra dia tsapan'ny Birao Nasionaly fa fotoana tsara hampahalalana an'ny besinimaro ny fehin-kevitra lanin'ireo mpizaika antsakany sy andavany tamin'ny seminera nasionaly natao teny Ilafy ny 2 desambra 1990. Nisy 150 izy ireo no tafaraka tamin'izany.

## MOMBA NY FOKO

Tokana ny vahoaka malagasy, tany iray no ivelomany, fiteny TOKANA no ifandraisany. Araka ny tantara sy araky ny haben'ny velaran-tany dia niparitaka tetsy sy teroa izany vahoaka izany. Izay fiparitahana izay no niteraka fombafomba samy hafa eo amin'ny nentin-drazana sy filampifehezana eo amin'ny mpiara-monina ary fomba fiteny.

Harem-be tsy tokony hafenina ireny, tsy atao maha-menatra nefa tsy maintsy hajaina mba ho litandrovana ny firaisan-kina.

Mihevitra ary izahay fa :

1/ - tsy tokony ireo fahasamihafana ireo no araraotina hampizarazarana fa na olon-tsootra na vondron'olona na antoko politika mpandrangitra izany ihany no mahazo tombony amin'ny fizarazarana. Hitera-doza lehibe ho an'ny Firenena izany ary mety ahatonga adim-poko mihitsy aza raha araka ny tsapa tato ho ato;

2/ - tsy azo ekena raha fanavakavahana ara-tsaranga, ara-poko na ara-paritra no entina mandany na mitsipaka fangatahan'asa na hampidirana na handroahana mpiasa, na koa enti-mampandroso na tsia faritra iray.

Noho izany, andraikity ny tsirairay sy ny daholobe, indrindra ireo mpanabe, ny miady amin'izay rehetra mety ho fanavakavahana ho fiarovana sy fanajana ny firaisam-pirenena anatin'ny fahasamihafana.

Aoka ary hatomboka amin'ny zanantsika izany Fanabeazana izany.

Antananarivo, faha 11 febroary 1991

11 FEV. 1991

**L**es membres du Conseil National du CNOE - Education des Citoyens qui se sont réunis à Antananarivo les 9 et 10 février 1991 ont procédé à un tour d'horizon leur permettant d'appréhender la situation qui prévaut dans les six provinces de l'Ile. Compte tenu de ce qui est ressorti de ces échanges. Le Bureau National estime opportun de porter à la connaissance du public une des motions votées le 2 décembre 1990 à l'unanimité par les quelque 150 participants au séminaire national organisé à Ifaty.

## DES ETHNIES

Le peuple malgache est UN, vit dans UN SEUL pays et parle UNE SEULE langue. Du fait de l'histoire et de l'immensité du pays qu'il occupe, il s'est dispersé un peu partout. De cette dispersion sont nées des conditions différentes au niveau des coutumes, des formes de civilisations et du langage. C'est une grande richesse qu'il ne faut pas cacher, dont il ne faut pas avoir honte, qu'il s'agit de préserver pour le sauvegarde de l'unité.

Aussi pensons nous :

1. - Qu'il ne faut pas se servir de ces différences pour diviser, car ce n'est de l'intérêt de personne si ce n'est de ceux qui les manipulent, qu'ils soient individus, groupe ou parti politique etc... En effet, cela cause un grand préjudice à la nation et peut conduire à la guerre tribale comme cela a été constaté ces derniers temps.

11 FEV. 1991

2. - Qu'il est inacceptable que toute forme de discrimination selon l'origine sociale, ethnique ou régionale serve de critère à l'investiture ou au rejet d'un candidat, à l'embauche ou au renvoi d'un travailleur, au développement ou à l'abandon d'une région.

C'est pourquoi :

Il est de la responsabilité de tout un chacun et de tous, et tout particulièrement des éducateurs, de lutter contre toute forme de discrimination pour la défense et le respect de l'unité nationale dans la différence.

"Commençons cette éducation par nos propres enfants!"

*Antananarivo, le 11 février 1991*



NY DEMOKRASIA  
 ANTOKY  
 NY FISIAN'  
 NY RARINY  
 BEBE KOKOA  
 EO AMIN'  
 NY FIARAHA-  
 MONINA

Raha nandefa taratasy misokatra ho an' ny Filohan' ny Repoblika ny KMF/CNOE - Fanabeazana ny Olom-pirenena, tamin' ny 11 febroary 1991, dia nanoritra tsara ny ilàna ny fandraisan' ny antoko politika rehetra sy ny olona ivelan' izy ireo anjara amin' ny fanatontosana ny fanavaozana ny Lalàm-panorenana. Satria io lalàna fototra io no tsy maintsy hifehy ny fiainam-pirenena amin' ny ho avy, dia tokony hampandraisina anjara amin' ny fandalinan-kevitra mialohan' ny hiraiketana azy an-tsoratra ireo tena solon-tena marin' ny vahoaka Malagasy.

Io no lalàna mety hahamora ny fahatsapan' ny rehetra ny havesa-danjan' ny

zava-katao. Ny famolavolana Lalàm-panorenana eto Madagasikara, dia tsy tokony ho fanazaran-tsaina ho an' na manampahaizana manokana vitsivitsy fotsiny. Tokony hararaotina izy io hanairana ny vahoaka ny amin' ny mety hahazoana manadio ny fiainam-pirenena sy hanazavana aminy fa ny politika dia tsy hoe karazan-dalao feno fitaka enti-manafina ny tena olana fotsiny tsy akory, ka ny fahefana politika amin' izany dia tsy inona voalohany indrindra fa fitaovana enti-maka ny fahefana ara-toe-karena sy enti-mampiasa izany hanabotriana ny hafa, ka manamafy orina ny tsy rariny eo amin' ny fiaraha-monina.

Io koa no lalàna mety hitarika amin' ny fandraisan' andraikitra ireo olona (izay tsy mitsaha-mitombo isa) manaikidresy hatramin' izay, ka lasa olom-boangeja tsy manam-piaro akory eo anoloan' ny antsojay atao aminy, ary lasa atao an-kilabao raha ny fitotongan' ny fari-piainany sy fikoroosan' ny sampan-draharaham-panjakana fototra toy ny Fahasalamana, ny Fampianarana, ny Fandriampahalemana, sns..., no heverina.

Io lalàna io ihany koa no mety hiteraka fandrosoana marina, fandrosoana izay ampanantenaina ny vahoaka isan-taona izao, nefa dia azo raisina ho toy ny angano enti-mampandry adrisa fotsiny, nefa azy iza efa tototry ny adim-piainana.

Tokony ho lazaina sy haverimberina tokoa mantsy, fa ny Lalàm-panorenana no mamaritra ny rafitra sy ny fomba fiasan' ny Fanjakana sy ireo andrim-panjakana: izy no loharano ipoiran' ny fanapahan-kevitra rehetra mikasika ny Firenena manontolo. Araka izany, ohatra, ny fitsinjarana ny Teti-bolam-panjakana, dia miankina amin' ny laharam-pahamena faritan' ny depiote (solom-bavam-bahoaka), rehefa avy niadiany hevitra ny tolo-kevitra avy amin' ny Governemanta.

### A - IREO TSANGA-KEVITRA TSY AZO IDOVIRANA

Satria ny KMF/CNOE manahy ny tsy hisian' ny filana hevitra mialoha, dia heveriny fa tokony hampatsiahivina ny besinimaro fa ny antoky ny fisian' ny fiaraha-monina tena demokratika marina, dia ireto tsanga-kevitra fototra manaraka ireto:

1°) - Fanajàna ny zo sy ny fahalahana voarakitra ao amin' ny Fanambarana ny Zon' Olombelona Eran-tany, toy ny hita tamin' ny Lalàm-panorenana tamin' ny 1959. Momba izany indrindra, dia tokony hatao haingana ny fanaovan' i Madagasikara sonia sy fankatoavana ny Satan' ny Zon' Olombelona sy Zom-bahoaka novolavolain' ny Firaisambe Afrikana (OUA).

2°) - Fandrarana ny fandraiketana firehan-kevitra iray ho firehan-kevi-panjakana, fa fahazoana maneho malalaka kosa hevitra ara-politika samy hafa.

3°) - Fanambaràna mazava ny tsanga-kevitra mitaky ny fisarahan' ny Fahafana telo (Mpanatanteraka, Mpanao Lalàna, Mpampiatra Lalàna) ary fampiarana antsakany sy andavany izany tsanga-kevitra izany. Araka izany, ny Mpitsara Mpitandro ny Lalàm-panorenana dia tsy tokony ho mpikambana amin' ny antoko politika, fa tokony hiala amin' izany firehany izany raha vantany voatendry, ka omena azy ny fepetra rehetra miantoka ny fahaleovantenany tanteraka. Torak' izany koa: tsy tokony ho sady ministra no solom-bavam-bahoaka ny olona iray.

4°) - Fampamoahana ireo Mpitondra ny amin' ny andraikiny ara-politika. Ohatra: tompon' andraikitra eo anatrehan' ny Antenimiera ny Governemanta; tsarain' ny vahoaka amin' ny alalan' ny fifidianana malalaka sy madio ny olom-boafidy (tokony hisy ny f ifandimbiasantoerana na alternance).

**B - IREO LOHA-HEVITRA MILA FANDINIHANA**

Mihevitra ny KMF/CNOE fa tsy anjarany ny manolotra volavolan-dalàm-panorenana. Nefa kosa alohan' izay mety ho fandraisan' ny vahoaka anjara amin' ny fanaovana ny Lalàm-panorenana, dia tòkony hampahafantarina ny olom-pirenena tsirairay ny hevi-baventy amin' io lalàna fototra io. Tokony hisy loa-bary an-dasy mialoha, mba hanazavana aminy ny ho fiantraikan' ny safidiny mikasika ny hoe :

1°) - Fanjakana tokana sa Fanjakana Federaly?

2°) - Antenimiera tokana sa roa? raha roa, ny fepetra hanendrena solontena dia tsy tokony hahompama fotsiny amin' ny ara-paritra ihany, fa hisy koa ny ara-tsokajin-draharaha.

3°) - Fitondrana tarihin' ny Filoha (régime présidentiel), sa tarihin' ny Filoha ampahany (régime semi-présidentiel) sa tarihin' ny Antenimiera (régime parlementaire).

- Ny Fitondrana tarihin' ny Filoha, dia midika fa ny Filohan' ny Repoblika no miandraikitra tanteraka ny Fahefana Mpanatanteraka, ary dia ny vahoaka no mifidy azy.
- Amin' ny Fitondrana tarihin' ny Filoha ampahany, ny Fahefana Mpanatanteraka dia mizara roa :
  - amin' ny Filohan' ny Repoblika izay mety hanana fahefana bebe na kelikely ananany ary tsy ampamoahana eo anatrehan' ny Antenimiera izy;
  - sy amin' ny Governemanta tarihina Praiministra notinendrin' ny Filohan' ny Repoblika ary tompon' andraikitra eo anoloan' ny Antenimiera.
- Amin' ny Fitondrana tarihin' ny Antenimiera, ny Filohan' ny Repoblika dia tara-pamantarana ny firenena ihany, fa ny Fahefana Mpanatanteraka dia iantsorohan' ny Praiministra amin' ny anaran' ny Maroanisa ao amin' ny Antenimiera, ary dia tompon' andraikitra eo anatrehan' ny Antenimiera io Praiministra io.

**D - HAFATRAFATRA SAMIHAFIFA**

Mba hahamafy orina ny demokrasia, dia ireto no hafatry ny KMF/CNOE :

- famerana ny asan' ny Tafika ho amin' ny fiarovana ny Tany sy ny mponina ihany;
- tsy fampiankinana ara-politika ny Raharaham-panjakana;

- fanafoanana ireo andrim-panjakana tsy ilaina: Filan-kevitra Faratampony amin' ny Tolom-piavotana (CSR), Komity Miaramila momba ny Fampanandrosoana (CMD); torak' izany koa ny fampihenana ny isan' ny Ministera (ao ny tsy ilaina na manao asa roa sosona fotsiny);
- famerana ny maha-olom-boafidy, ara-potoana (tokony tsy hihoatra ny fe-potoana indroa misesy) sy arak' asa (tokony tsy hihoatra ny roa ny andraikitra maha-olom-boafidy tanana);
- fametrahana ny fomba fanaraha-maso ny andrim-panjakana (Cour des Comptes, Inspection Générale de l'Etat, Commission d'Enquête du Parlement, sns.) sy ny fampiasana azy amin' ny tena izy, amin' ny fanomezana azy indrindra ny enti-manana ilainy amin' ny fanatanterahany ny andraikiny;
- famaritana vaovao ny isa sy andraikit' ireo V.I.P. ary fanomezana azy ny fahalalaham-pitantanana ilainy hiatrehana ny olana eo an-toerana;
- fisiana "Ndaitaivo" (mpanelanelana) na "Mpiaro vahoaka", mba hanatsarana ny fifandraisan' ny Fitondrana sy ny vahoaka entina;
- tsy fahazoa-mampirafy asan' olomboafidy be andraikitra amin' ny fananana asa hafa na ny fitantanana ny fananan' ny tena manokana;
- famoahana fepetra momba ny famatsiam-bola ny antoko politika sy fampahalalana ny fidiram-bolany ;
- fanaovan' ireo olom-boafidy sy ny tompon' andraikitra ambony eto amin' ny Firenena fanambarana momba ny fananany alohan' ny handraisany ny asany.

### E - HO LALAM-PANORENANA TENA MALAGASY

Ankoatr' ireo fomba sy tetika fahita eran-tany amin' ny famolavolana Lalàm-panorenana dia mety indrindra raha misy an-dalana sasany ao amin' ny Lalàm-panorenana hanome vahana manokana ny lafiny ara-kolontsaina. Singanina amin' izany ny "FIHAVANANA" izay azo hadika eo amin' ny zavamisy ankehitrìo, ho fanamafisana ny fitoviana eo amin' ny fahasamihafana, ho fandraisana ny hafa ho toy ny tena ihany ary koa ho fitaovana raikitra ara-panjakana hanamafisana ny firaisankina sy hiadiana amin' ny tsy fitoviana.

*Antananarivo, 24 marsa 1991*

**LA  
DEMOCRATIE,  
CONDITION  
D'UNE  
PLUS GRANDE  
JUSTICE  
SOCIALE**

Dans sa lettre ouverte au Président de la République Démocratique de Madagascar le 11 février 1991 le CNOE - Education des Citoyens avait souligné la nécessité d'une participation de tous les partis politiques et de la société civile au processus de révision de la Constitution. La loi fondamentale devant régir la vie de la société malgache pour l'avenir, il convient d'associer tous les vrais représentants de la population à la réflexion préalable à la rédaction du texte.

Cette démarche favoriserait la prise de conscience du caractère vital des enjeux en cause. L'élaboration d'une Constitution à Madagascar ne devrait pas être un simple exercice intellectuel pour quelques spécialistes. Elle devrait être l'occasion de sensibiliser la population à la possibilité d'assainir la vie publique, de lui faire comprendre que la politique peut ne pas être seulement un jeu de dupes où l'on occulte les vrais problèmes, où le pouvoir politique est d'abord une manière d'accéder au pouvoir économique et de l'exercer aux détriments des autres, consolidant les injustices sociales. Cette démarche amorcerait le passage de la résignation à la prise de responsabilité pour cette majorité toujours plus grande de citoyens qui en est réduite au rôle d'assujettis démunis de tout recours contre les exactions, de laissés-pour-compte face à une détérioration de leur niveau de vie et la dégradation des services publics de base (santé, éducation, sécurité etc...). Cette démarche pourrait faire naître un vrai développement, ce développement que l'on promet aux gens d'année en année, mais qui est maintenant considéré comme un mythe visant à anesthésier un peuple qui a déjà du mal à survivre.

En effet, il convient de le dire et de le redire, c'est la Constitution qui définit les structures et le fonctionnement de l'Etat, ainsi que les

institutions gouvernantes : elle se trouve à la source de toutes les prises de décision pour l'ensemble du pays. Ainsi l'allocation des ressources budgétaires dépend des priorités définies par les députés (dont les représentants du peuple), après discussion des propositions du Gouvernement.

### **A - PRINCIPES NON NEGOCIABLES**

Craignant qu'aucune consultation préalable n'ait lieu, le CNOE estime devoir rappeler au public que les conditions d'une véritable société démocratique reposent sur les principes fondamentaux suivants :

- 1° - Respect des droits et libertés inscrits dans la Déclaration universelle des Droits de l'homme, comme le prévoyait la Constitution malgache de 1959. A ce propos il est urgent que Madagascar ratifie la Charte des Droits de l'homme et des peuples élaborée par l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA).
- 2° - Interdiction d'instaurer une idéologie d'Etat et possibilité d'une expression pluraliste des opinions politiques.
- 3° - Affirmation explicite du principe de la séparation des pouvoirs (exécutif, législatif, judiciaire) et traduction de ce principe dans la pratique. Ainsi le juge constitutionnel ne doit pas être membre d'un parti politique, ou doit renoncer à son engagement partisan en cas de nomination, et toutes les conditions doivent être prévues pour lui garantir un maximum d'indépendance. De même un député ne peut être en même temps ministre.
- 4° - Mise en jeu de la responsabilité politique des gouvernants. Exemples: responsabilité du Gouvernement devant le Parlement; responsabilité des élus devant le peuple par le biais d'élections libres et honnêtes (possibilité d'alternance).

## B - QUESTIONS A DEBATTRE

Le CNOE estime qu'il ne lui revient pas de proposer un projet de Constitution. Toutefois, préalablement à une éventuelle participation de la population à la rénovation de la Constitution, chaque citoyen doit être suffisamment informé des aspects essentiels du texte fondamental. Un débat préalable devrait l'éclairer sur l'impact de son choix entre :

1°- un Etat unitaire et un Etat fédéral.

2°- le mono-caméralisme et le bi-caméralisme.

Dans le second cas, les critères de représentants devraient tenir compte aussi bien des entités territoriales que des secteurs d'activités.

3°- un régime présidentiel, un régime semi-présidentiel, un régime parlementaire.

Le régime présidentiel implique que le Président de la République assume la totalité du pouvoir exécutif et est élu au suffrage universel.

Dans un régime semi-présidentiel, le pouvoir exécutif est partagé entre :

- un Président de la République pouvant disposer de pouvoirs plus ou moins étendus et n'ayant pas de compte à rendre au parlement;
- et un Gouvernement dirigé par un Premier Ministre désigné par le Président et responsable devant le Parlement.

Dans un régime parlementaire, le Président symbolise la Nation, le pouvoir exécutif est exercé par le Premier Ministre au nom de la majorité parlementaire et responsable devant le Parlement.

## **C - RECOMMANDATIONS DIVERSES**

Afin de consolider la démocratie, le CNOE préconise :

- une armée dont la fonction est limitée à la défense du territoire et à la sécurité de la population; la non-politisation de l'Administration;
- la suppression des institutions inutiles: Conseil Suprême de la Révolution (CSR) et Comité Militaire pour le Développement (CMD); dans le même esprit la limitation du nombre de ministères (soit parce qu'ils sont inutiles, soit parce qu'ils font double emploi);
- la limitation des mandats électifs dans leur durée (pas plus de deux mandats successifs) et dans leur nombre (pas plus de deux mandats concomittants);
- la mise en place de mécanismes de contrôle des institutions de l'Etat (Cour des comptes, Inspection générale de l'Etat, Commissions d'enquête du Parlement etc...) et leur mise en oeuvre effective, notamment en les dotant des moyens nécessaires à leurs attributions;
- la redéfinition du nombre et du rôle des circonscriptions administratives et une autonomie de gestion indispensable à la prise en charge des problèmes locaux;
- l'existence d'un "médiateur" ou d'un "défenseur du peuple" pour améliorer les relations entre l'Administration et les administrés;
- l'incompatibilité entre un mandat électif d'un certain niveau et l'exercice d'une profession ou la gestion de ses biens personnels;
- la réglementation du financement des partis politiques et la publicité de leurs ressources;
- la déclaration des biens des élus et des responsables nationaux avant leur prise de fonctions.

24 MARS 1991

## D - POUR UNE CONSTITUTION MALGACHE

Au-delà des techniques constitutionnelles universelles, il importe que certaines dispositions constitutionnelles prennent en compte les facteurs culturels. En particulier le Fihavanana pourrait être réinterprété dans le contexte actuel comme l'affirmation de l'identité dans la différence, l'acceptation d'autrui comme un autre soi-même et un moyen institutionnel de la solidarité et de la lutte contre les inégalités.

*Antananarivo, le 24 mars 1991*

Le Bureau du CNOE - Education des Citoyens



Ny KMF/CNOE no anisan'ny nilaza voalohany sy mbola mitana fa mila fanovana ny Lalàm-panorenana.

Efa naraviny ao anatin'ilay boky kely naelin'ny KMF/CNOE atao hoe: "Ny demokrasia, antoky ny fisian'ny rariny bebe kokoa eo amin'ny fiaraha-monina" ny heviny momba izany fanovana tokony hatao izany.

Na izany aza anefa, amin'izao fotoana izao ibaribarian'ny fikasan'ny Fanjakana hanao "salobo-komana" ny fanovana ny Lalàm-panorenana izao, dia ataon'ny KMF/CNOE ho adidy ny misarika ny sain'ny rehetra momba izao manaraka izao :

- Mifampiankina tanteraka ny fomba enti-manao ny fanovana sy ny votoatin'ny fanovana atao. Noho izany, na toa inona na toa inona mety ho hatsaran'ny fanovana vita eo, raha vao tsy nekena ny hevitra ny solontenan'ny Malagasy rehetra tsy an-kanavaka alohan'ny hiraiketana azy an-tsoratra, dia tsy azo ekena, satria mitory toe-tsaina tia manao amboetra sy "kely tsy mba mamindro" avy amin'ireo izay mbola mikasa ny ho Mpitondra amin'ny Lalàm-panorenana vaovao.
- Ireo voalaza fa manana fahefana hanova ny Lalàm-panorenana (CSR, Governemanta, Solombavam-bahoaka), dia olona notendrena na nofidina talohan'ny nisian'ny fanalalahana ara-politika, izany hoe misy ampaham-bahoaka tsy voasolon'ireo tena izany.
- Ireo antony roa voalohany ireo, no nahatonga ny KMF/CNOE nanao soso-kevitra tao amin'ilay taratasy misokatra nataony ho an'ny Filohan'ny Repoblika ny amin'ny tokony hananganana Antenimieran-dalàm-panorenana (Assemblée Constituante) hamolavola ny fanovana tokony hatao.
- Tokony hatao fantatry ny vahoaka ny votoatin'ny Lalàm-panorenana vaovao na farafaharatsiny ny hevi-dehibe raiketiny, alohan'ny handrosoana azy amin'ny fitsapana hevi-bahoaka (référendum), na handanian'ny Antenimiera azy.
- Raha mbola toy izay lasa izay ihany no ho fizotry ny fifidianana (lalàm-pifidianana mbola tsy niova tanteraka; faneriterena ny safidin'ny any ambanivolo rehetra any; ala-bato sns...), dia tsy ho demokratika mihitsy ny fifidianana "eny" na "tsia" hampanaovina ny Vahoaka.

**24 MEY 1991**

Raha fintinina izay fanamarihana rehetra izay, dia izao :

- 1<sup>o</sup>) - mila hevitra ny hafa fa tsy ny an'ny Fitondrana irery ny famolavolana ny Lalàm-panorenana;
- 2<sup>o</sup>) - tsy maintsy hazavaina amin'ny vahoaka ny hevi-baventy amin'izay Lalàm-panorenana izany vao asaina mifidy "eny" na "tsia" izy;
- 3<sup>o</sup>) - izany safidy izany anefa dia tsy tokony hampanaovina azy raha tsy efa tanteraka ny 1<sup>o</sup>) sy 2<sup>o</sup>) ary efa noraisina ny fepetra hahalonga`ny safidim-bahoaka tsy ho voahodikodina.

Izao fanambarana izao no atao, dia noho izy tafiditra ao anatin'ny tanjona sy ny asa voalohany sahanin'ny KMF/CNOE, dia ny "Fanabeazana ny olom-pirenena".

*Antananarivo, faha 24 mey 1991*

**Ny Birao Foibe**

Le KMF/CNOE a été parmi les premiers à affirmer et continue de maintenir que la Constitution nécessite une révision.

Ce qu'il préconise à propos de cette révision est récapitulé dans la brochure intitulée: "La démocratie, condition d'une plus grande justice" qu'il a publiée et diffusée.

Toutefois, à un moment où le Pouvoir semble vouloir restreindre le cercle de ceux qui participeront au "toiletage" de la loi fondamentale, le KMF/CNOE se fait un devoir d'attirer l'attention du public sur les remarques suivantes :

- le processus d'élaboration de la Constitution et son contenu sont tributaires l'un de l'autre. De ce fait, même si les modifications apportées peuvent être attrayantes, si elles n'ont pas fait l'objet d'une consultation de tous les représentants du Peuple Malgache sans discrimination avant leur rédaction définitive, le procédé adopté traduirait prédisposition à l'autoritarisme et à l'exclusive de ceux qui entendent encore gouverner par le moyen de la Constitution révisée;
- ceux indiqués comme étant les détenteurs du pouvoir constituant (CSR, Gouvernement, Députés) ont été nommés ou élus avant la libéralisation politique; autrement dit: il y a une partie de la Nation qui n'est pas représentée par eux.

Ces deux raisons ont incité le KMF/CNOE à suggérer dans sa lettre ouverte en date du 11 février 1991 au Président de la République la mise en place d'une Assemblée Constituante.

Il est indispensable que le contenu de la Constitution, ou tout au moins ses grandes lignes, soit porté à la connaissance de tout le Peuple Malgache, avant qu'elle ne soit soumise au référendum ou adoptée par l'Assemblée; si le déroulement des consultations au suffrage universel reste le même que ce qu'il a été par le passé (loi électorale non refondue totalement; pressions sur l'électorat de brousse; fraudes, etc...), il ne

**24 MAI 1991**

serait en aucune façon démocratique d'inviter les électeurs à se prononcer par un "oui" ou un "non".

En résumé, le KMF/CNOE fait remarquer que :

- 1°) - l'élaboration de la Constitution nécessite d'autres opinions que celles du Pouvoir;
- 2°) - il faut expliquer au Peuple les grandes lignes de la Constitution avant de l'inviter à opter pour un oui ou un non;
- 3°) - Cette option ne devrait lui être requise tant que les conditions UN et DEUX précédentes ne sont pas remplies complètement et tant que ne sont pas prises des mesures garantissant la sincérité du référendum.

Le présent communiqué s'inscrit dans l'action d'éducation des citoyens, premier objectif que s'assigne le KMF/CNOE.

*Antananarivo, le 24 mai 1991*

Le Bureau National.

**FAMOLAVOLANA  
LALAM-  
PANORENANA :  
VAHAOLANA  
NANDAMOKA**

Ity volavolan-dalàna laharana fahatelo manafoana sy manisy fanovana ny andininy sasantsasany ao amin'ny Lalàm-panorenana izay vao napetraka teo amin'ny biraon'ny APEB, tamin'ny 31 mey dia misarika ny KMF/CNOE hanao dieny izao, ireto fanamarihana ireto :

- Ara-dalàna ny paika harahina nentina nandany azy nefa tsy manaja ny fitsipiky ny fahelam-bahoaka izay fitsipika heverina fa

tokony harahina amin'ny zava-dehibe toy izao;

- Tsy dia marina loatra, ary azo lazaina fa fitaka mihitsy aza, ny filazana fa mitaratra ireo tolo-kevitra avy amin'ny lafi-kevitra politika samihafa sy avy amin'ny ankola-fim-bahoaka isan-karazany io volavolan-kevitra io;

- Na dia novana aza ireo fepetra sasany ao amin'ny Lalàm-panorenana ankehitriny, miorina amin'ny foto-pisainana marksista, ary na dia nofoanana koa aza ny teny rehetra hoe "sosialista" na "sosialisma" ao amin'ny votoatin'ny lahatsoratra, dia tsy nandrava ny fironana ara-pirehan-kevitra ao amin'ilay volavolan-kevitra izany. Ny savalàlana tokoa manko dia mbola mitanisa ny Dinan'ny Revolisiona Sosialista ary tsy mbola niala tamin' ny voambolana marksista. Ny fianianana ataon'ny filohan'ny Repoblika dia mametraka mazava ho filamatra ny fiarovana ny tolom-piavotana ary ny teny hoe "tolom-piavotana" dia voatazona hatrany ao amin'ny tarigetran'ny Repoblika ambara fa "demokratika";

- Ilay filazana ao amin'ny teny fanolorana mametraka ho filamatra ny Dina Afrikana momba ny zon'olombelona sy ny vahoaka dia tsy misy heviny satria tsy nankatoavin'i Madagasikara io Dina io;

- Tsy voalaza mazava na aiza na aiza ny zo hitokona;

- Raha mikasika ireo soatoavina nentim-paharazana indray dia ampy ve ny fitanisana ireny mba hahatonga azy hahefa ? Tokony hasiam-panazavana, ohatra; ilay

famaritana ny fokonolona "fiombonana nentim-paharazana sy manaja ny fahefambahoaka" izay fototra iorenan'ny fanjakana (and. 1);

- Tsy misy fanovana mihitsy ny firafitry ny fanjakana. Voatazona ireo andrimpanjakana rehetra, na dia novana anarana aza ny "Conseil Suprême de la Révolution" Filan-kevitra Faratampon' ny Tolom-piavotana manjary "Conseil Supérieur de la République" Filan-kevitra Ambony an'ny Repoblika.

- Mbola mitohy ihany ny lifangaroan'ny fahefana ao amin'ilay volavolan-dalàmpanorenana vaovao. Ny Prezidan'ny Repoblika, ohatra, eo ampivoriana miaraka amin'ny Filan-kevitra ambonin'ny Repoblika sy ny Filan-kevitrin'ny Ministra dia manana fahefana hanao lalàna amin'ny alalan'ny didy hitsivolana (and. 56). Marina fa, raha ampitahaina amin'ny Lalàm-panorenana ankehitriny dia voafetra ny fahazoana mampihatra izany zo izany; satria tsy voalaza ao intsony, ohatra, ny fanaovana hitsivolana eo anelanelan'ny fivorian'ny APEB. Etsy an-daniny anefa, dia mety hahazo vahana ny fahefana tsy voafehy, satria tsy aroso hankatoavin'ny APEB intsony ny hitsivolana ary mbola mety hanjaka ny boraingona; satria ny fiheverana fa misy fotoam-pahamaizana sy fiheverana fa latsaka an-katerena ny firenena dia mipetraka ho andraikity ny Filohan'ny Repoblika, raha ny marina;

- Amin'ny ankapobeny dia mbola mivangongo hatrany ho eo am-pelatanan'ny Filoham-pirenena irery ny fahefana rehetra. Nahatsapa anefa isika fa izany fivangongoam-pahefana izany no fototra niavian'ny tsy fandraisan'andraikitra amin'ny lafiny rehetra sy niteraka ireo fanaparam-pahefana amin'ny ambaratonga rehetra izay nampibosesika ny toe-tsaina mialangalana sy resy tsy miady.

- Amin'ity volavolan-kevitra vaovao ity, dia tsy tompon'andraikitra azo faizina noho ny zava-bita teo amin'ny asany intsony ny Filohan'ny Repoblika afa-tsy amin'ny famadihan-tanindrazana ihany. Inona no antony ?

- Ambara-pisian'ny fandinihina talindalina kokoa dia malahelo ny KMF/CNOE fa tsy mitondra amin'ny lalàna hirosoana ho amin'ny tena demokrasia ilay volavolan-kevitra ary tsy afaka hitondra ny fanarenana andrandrain'ny besinimaro koa io volavolan-kevitra io.

**FEHINY :**

Sarotra ekena io volavolan-kevitra io na eo amin'ny paika narahina hankatoavana azy, na eo amin'ny votoatiny. Ireo endriny roa ireo dia samy manamafy fironana ho amina fitondrana tsy refesi-mandidy tsy alefahina lepetra azo ianteherana na inona na inona. Fanampin'izany, dia azo havaozina tsy misy farany ny filatsahan'ny Filoham-pirenena hofidiana.

Maneho ny alahelony ny KMF/CNOE fa avelan'ny fitondrana handamoka fotsiny ny vanim-potoana lehibe nahazoana namefy ny fivarianan'ny Firenena an-kady, nohon'ny fiziriziana omban'ny tsy fahatakarana-kevitra.

*Antananarivo, faha 1 Jona 1991*

**Ny Birao Nasionaly.**

01 JUIN 1991

**PROJET  
DE  
CONSTITUTION :  
UNE  
OCCASION  
MANQUÉE**

Le projet de loi n° 03 portant abrogation et révision de certains articles de la Constitution qui vient d'être déposé sur le bureau de l'Assemblée Nationale Populaire le 31 mai appelle de la part du CNOE - Education des Citoyens les premières observations suivantes :

- La procédure d'adoption est légale, mais ne respecte pas le jeu démocratique qu'on est en droit d'attendre pour un tel enjeu

- Prétendre que ce projet reflète les propositions de l'éventail politique et de la société civile est inexact et n'est en fait qu'un leurre.

- Si certaines dispositions de la Constitution actuelle fondées sur la pensée marxiste ont été modifiées, et les termes "socialiste" ou "socialisme" systématiquement supprimés dans le corps du texte, la coloration idéologique du projet n'en a pas pour autant été abolie. En effet, le Préambule cite encore la Charte de la Révolution Socialiste et ne s'est pas détaché du vocabulaire marxiste. Le serment du Président de la République fait explicitement référence à la défense de la Révolution (fiarovana ny tolom-piavotana) et le terme "Tolom-piavotana" (Révolution) est maintenu dans la devise de la République dite "Démocratique".

- La référence de la note de présentation à la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples est sans portée, puisque Madagascar n'a pas ratifié ce document.

- Le droit de grève n'est stipulé expressément nulle part.

- Quant aux valeurs traditionnelles, suffit-il de les invoquer pour les rendre opérationnelles? On aimerait par exemple avoir des

explications sur cette définition du Fokonolona, "communauté traditionnelle et démocratique", sur laquelle l'Etat est fondé (article 1).

- La structure de l'Etat ne subit aucune modification. Les institutions sont reconduites, même si le Conseil Suprême de la Révolution change d'étiquette pour s'appeler Conseil Supérieur de la République.

- Le nouveau projet continue à entretenir la confusion des pouvoirs. C'est ainsi que le Président de la République, en réunion conjointe du Conseil Supérieur de la République et du Conseil des Ministres, a le pouvoir de légiférer par voie d'ordonnance (article 56). Certes, les conditions d'exercice de ce droit sont limitées par rapport à la Constitution actuelle, puisque n'est plus prévue l'adoption d'ordonnances entre les sessions parlementaires. Toutefois l'arbitraire peut être renforcé par le fait que les ordonnances ne sont plus soumises à la ratification de l'Assemblée Nationale Populaire, puisque l'appréciation de l'état d'urgence ou de nécessité nationale revient en fait au Président de la République.

- D'une manière générale, la concentration de tous les pouvoirs dans les mains du seul Président de la République continue à être de mise. Or nous avons pu constater que cette concentration est à l'origine de l'irresponsabilité systématique et des abus à tous les niveaux engendrant souvent la démobilisation ou la résignation.

- Dans ce dernier projet, le Président de la République n'est plus pénalement responsable des actes accomplis dans l'exercice de ses fonctions, sauf pour le cas de haute trahison. Pourquoi?

- Sous réserve d'un inventaire plus approfondi, le CNOE - Education des Citoyens constate à son grand regret que le projet n'apporte guère de progrès de nature et d'importance à traduire une authentique avancée démocratique. Ce texte n'est donc pas en mesure de provoquer le redressement souhaité par tous.

**01 JUIN 1991**

En conclusion :

Le projet est difficilement recevable tant pour la procédure suivie que pour le contenu : l'une et l'autre confirment une propension à l'autoritarisme qu'aucune clause sérieuse ne vient tempérer, le mandat du Président de la République étant de surcroît indéfiniment renouvelable.

Le CNOE - Education des citoyens déplore que le Pouvoir laisse passer par obstination et inconscience une occasion aussi décisive d'enrayer le déclin de la Nation.

*Antananarivo, le 1er juin 1991*

Le Bureau National.

Ho fanohizana ampahatokisana ireo ezaka efa natombony sy antso nataony ny tokony handraisan'ny sehatra maro araka izay azo atao anjara amin'ny famolavolana ny Lalàm-panorenana dia manao izao Fanambarana manaraka izao ny KMF/CNOE :

Nanolotra volavolan-dalàm-panorenana novolavolainy, ho dinihina sy ho lanian'ny solom-bavam-bahoaka ny Fahefana mpanatanteraka (PRDM-CSR-governemanta).

Na dia ara-dalàna aza izany fanovana izany dia tsy manaja kosa ny fomba demokratika satria, araka ny fanamarihana matelika nataon'ny KMF/CNOE, ireo voatondro ho manana ny fahefana hamolavola ny lalàm-panorenana (CSR, Gouvernemanta, Dépioté) dia tsy afa-miambo ho mpitondra ara-drariny ny hevity ny vahoaka malagasy manontolo, noho izy ireo notendrena na voafidy talohan'ny fanalalahana ara-politika.

Tsy ampy ny ilazana fa voahaja ny demokrasia raha izay ireto fotsiny no natao :

- fakan'ny Filohan'ny Antenimieram-pirenena Entim-bahoaka ny hevitr'ireo antoko politika mikasika io volavolan-dalàm-panorenana io.
- fiangaviana ireo antoko tsy manana solon-tena ao amin'ny APEB mba hitady solom-bavam-bahoaka am-perin'asa ho mpitondra ny fanakianana sy ny soso-keviny.

Noho izany, dia misarika ny sain'ny tsirairay ny KMF/CNOE, ary tafiditra indrindra amin'ny asam-panabeazana ny olom-pirenena rahateo izany, mba handalina ireto fanontaniana manaraka ireto :

- Nahoana no Antoko politika ihany no nilana hevitra fa ahoana kosa ny amin'ireo sehatra ivelan'izany ?
- Ampy hisaloran'ny APEB ny fahefana mpamolavola tanteraka ve ny fangalany ny hevitr'ireo voalaza ireo, satria ny Filohan'ny APEB mihitsy aza no efa nilaza fa tsy manana zo hitondra fanovana fototra ao amin'ny Lalàm-panorenana io andrim-panjakana io.

Tsara asongadina ihany koa ireto zavatra manaraka ireto :

- Ny fanafoanana ny andininy faha 108 dia midika fanovana safidim-piaraha-monina ka mahatonga ny maha-republika ny Fanjakana ho tsy mari-pototra intsony.
- Marina fa mamaritra sy mandrafitra ny fitondram-panjakana ny Lalàm-panorenana nefa izy io indrindra koa no mamaritra ny zo sy andraikity ny olom-pirenena sy ny adidin'ny Fanjakana ao amin'ireo olom-pirenena ireo.
- Goavana loatra ny zava-kinendry ka tsy lokony ho ny MMSM (maro an'isa ao amin'ny APEB) irery no hany hanapa-kevitra. Izany no mandrisika ny KMF/CNOE hanamafy fa andraikity ny vahoaka iray manontolo ny fanovana ny Lalàm-panorenana.

Izany indrindra no nanehoan'ny KMF/CNOE ny faniriany ny hampijoroana Antenimieran-dalàm-panorenana (Assemblée Constituante) araka ny taratasy misokatra nalefany ho an'ny Prezidan'ny Repoblika ny 11 febroary 1991.

Antitranteriny ny fiantsoana ny rehetra hanana ny fahendrena hanatanteraka fihaonam-bem-pirenena, mba ho ny rehetra tokoa no handray anjara amin'ny adi-hevitra mikasika ny Lalàm-panorenana amin'izay.

- Mampahatsiahy ihany koa izy fa tena demokratika ny fomba famoahan-kevitra am-pilaminana rehetra na dia maneho tsy fahafaliana aza izany.

Isika rehetra dia samy mankamamy fatratra ity tany ity koa aoka isika rehetra hiaraka hanao, izay hiverenan'ny hasiny sy ny filaminany.

*Antananarivo, faha 6 jona 1991*

**Ny Birao Nasionaly**

En continuité et par fidélité à toutes les démarches qu'il a entreprises depuis son appel pour que l'élaboration de la Constitution fasse l'objet d'un débat aussi large que possible, le KMF/CNOE fait la déclaration suivante:

Le Pouvoir exécutif (PRDM, CSR, Gouvernement) a élaboré un projet de Constitution, et l'a remis aux députés pour être discuté, éventuellement amendé, puis voté.

Si cette procédure est légale, elle ne respecte pas le jeu démocratique, en ce sens que, comme l'a déjà souligné à plusieurs reprises le KMF/CNOE, ceux indiqués comme étant les détenteurs du pouvoir constituant (CSR, Gouvernement, Députés) ne peuvent pas prétendre représenter légitimement toutes les opinions de la nation malgache, puis qu'ils ont été nommés ou élus avant la libéralisation politique.

Il est difficile d'admettre que la démocratie se trouve respectée du simple fait que :

- Les partis politiques ont été consultés par le Président de l'ANP sur le projet ;
- Les partis politiques n'ayant pas de représentant à l'ANP, ont été priés de trouver un député pour présenter leurs critiques ou propositions d'amendement.

Aussi dans son souci permanent d'éducation des citoyens, le KMF/CNOE soumet-il à la réflexion de chacun, les questions suivantes :

Pourquoi seuls les partis politiques sont-ils mis à contribution ? Et la société civile ?

Ces consultations suffisent-elles à donner à l'ANP un pouvoir constituant exhaustif ? Surtout que le Président de l'ANP lui-même a déjà dit que celle-ci n'est pas habilitée à apporter des modifications fondamentales à la Constitution.

**06 JUIN 1991**

D'autres faits à souligner :

- L'abrogation de l'article 108, implique un changement de choix de société et rend aléatoire la forme républicaine de l'Etat.
- Certes la Constitution définit et organise les pouvoirs publics, mais elle détermine aussi et surtout les droits et devoirs des citoyens ainsi que les responsabilités de l'Etat envers ceux-ci.

L'enjeu est donc trop important pour que le MMSM (majoritaire à l'ANP) en décide seul. Cela conforte le KMF/CNOE à réaffirmer que le changement de la Constitution est l'affaire de l'ensemble de la nation.

C'est pourquoi, dès le 11 février 1991 dans une lettre ouverte au Président de la République, le KMF/CNOE a souhaité qu'une Assemblée Constituante soit mise en place.

Il reitère son appel à la sagesse de tous pour que soit convoquée une Assise Nationale, afin que le débat Constitutionnel soit aussi élargi que possible.

Il rappelle que toutes manifestations d'opinion, même de mécontentement dans le calme, sont des modes d'expression démocratiques.

Nous sommes tous profondément attachés à cette terre, faisons ensemble en sorte qu'elle retrouve sa dignité et sa sérénité.

*Antananarivo, le 6 juin 1991*

Le Bureau National

TAPANY FAHATELO  
TROISIEME PARTIE

NY SAVORIVORY  
LA TOURMENTE



**ANTSO  
HO AN' NY  
FIRENENA  
SAKAIZA**

Ny fanampiana avy any ivelany no entin' ny Fitondrana hanaporofoana fa mbola tò teny ara-politika izy. Tsara anefa ny mampahatsiahy, fa ireny fanampiana ireny dia natao ho an' ny vahoaka fa tsy ho an' ny Fitondrana, na inona na inona endrim-pitondrana misy.

Tsy afa-nidifiana ireny fanampiana sesehena nitosaka teto Madagasikara noho ny fahadisoana teo amin' ny politika ara-toe-karena nampiharina teto. Ny fiavosan' ireny fanampiana ireny dia nampirongatra ny filàn' ireo izay afa-nanodinkodina azy ireny. Nanamora izany rahateo ny tsy fahampian' ny fanaraha-maso izay nibaribary.

Mbola ho afaka handalina bebe kokoa momba io resaka fanampiana io aoriana ny KMF/CNOE, izay manamarika fotsiny aloha amin' izao, fa: ny fanampiana ampiasaina ho fanamafisana orina fitondrana efa lavin' ny vahoaka dia mifanohitra amin' ny zava-kendren' ny mpanome azy ireny, izay miompana amin' ny fifamatoran' ny "fanampiana" sy ny "firosoana amin' ny demokrasia".

Eo anatrehan' ny toe-javatra iainana ankehitriny, ary efa mananontanona ny fampiasan-kery, ny KMF/CNOE dia misarika ny sain' ireo firenena sy fikambanana iraisam-pirenena handinika ny tokony hataony manoloana io toe-javatra io, raha tena miombona antoka sy mikatsaka marina ny fampandrosoana ny vahoaka malagasy izy ireo.

*Antananarivo, faha 7 jolay 1991*

**Ny Birao Nasionaly**

**07 JUILLET 1991**

**APPEL AUX  
PEUPLES  
AMIS**

Le Pouvoir fait état de l'aide internationale pour justifier sa crédibilité politique. Il y a lieu de rappeler que cette aide internationale est destinée aux peuples, quel que soit le régime en place.

Cette aide massive est devenue indispensable à Madagasikara en raison des erreurs de politique économique. Son ampleur a contribué à attiser les appétits de ceux qui sont en mesure de la détourner de sa destination, et ce d'autant plus facilement que les contrôles sont nettement insuffisants.

Le KMF/CNOE pourra revenir, de manière plus approfondie, sur ce problème de l'aide. Il se contente aujourd'hui de faire remarquer que l'aide confortant un régime contesté va à l'encontre de la volonté proclamée par les donateurs de lier aide et démocratisation.

Dans les circonstances actuelles, où la violence paraît imminente, le KMF/CNOE interroge les pays et institutions internationales qui se veulent solidaires du peuple malgache et soucieux de son développement sur l'attitude qu'ils doivent adopter face à cette situation.

*Antananarivo, le 7 juillet 1991*

Le Bureau National.

**ANTSON' NY  
KMF/CNOE**

Mahatsapa ny KMF/CNOE dia fa :

1) - Ireo fihetseham-bahoaka izay mampisamboaravoara ny firenena efa ho herinandro maromaro izao, dia endriky ny lonilony efa niotrika fotoana ela, ary koa fanehoan' ireo ampahany maro amin' ny olom-pirenena ny hetahetany ho amin' ny fahamarinana sy fahefam-bahoaka bebe kokoa eo amin' ny ankohonany sy ny fireneny.

2) - Na ny MMSM etsy an-daniny, na ireo antoko mpanohitra sy ny Hery Velona etsy an-kilany, ireto farany ireto moa no mandray an-tànana ny raharaha tamin' ireo fihaonana tao amin' ny FALDA, dia samy miaiky fa sarotra sady lalim-paka ny olana mipetraka ankehitriny.

Ny KMF/CNOE dia mahatsiaro filaliana amin' ny toetra tsy misy herisetra nefa mampitolagaga nitrangan' ireto fihetseham-bahoaka, taratry ny fahendrena malagasy izany ary dia isongadinan' ny fahaizan' ny mpitolona mifampifehy, ny fahombiazan' ny mpiandraikitra amin' ny fitarihana ny vahoaka sy ny fifehezan-tena hasehon' ireo tompon' andraikitra amin' ny filaminam-bahoaka.

Manohitra ireo tetika entina mikotrika adim-poko amin' ny heriny rehetra kosa ny KMF/CNOE ; mampalahelo fa mazàna dia avy amin' ireo tompon' andraikitra amin' ny fitandroana firaisam-pirenena indrindra no itrangan' izany.

Manolotra fisaorana ny FFKM koa ny KMF/CNOE noho izy angady nananana sy vy nahitana ireo fihaonana tao amin' ny FALDA izay azo lazaina fa isan' ny lalana iray mampitombona ny fahafahantsika mamaha ireo olana amin' ny fihetsika tena malagasy.

Eo anatrehan' izany, dia tokony ho tomorina akaiky izay rehetra voalaza any amin' ireo tanàna maro na kely na lehibe eto Madagasikara, eny an-dàlambe, any amin' ireo fitantanana-draharaham-panjakana, any amin' ireo orin' asa ary indrindra indrindra koa mba tsy ho adino ireo tantsaha.

Ny tsy fisian' ny menomenona sy hotakotaka any amin' izy ireo tokoa mantsy dia tsy midika fa afapo amin' ny toerana sy zavatra iainany ny tantsaha.

Afaka mitondra porofon' ny fahantrana, ny tsy fandriampahalemana, ny tahotra sy ny tsy fahafaha-manoatra eo anatrehan' ny fanaparam-pahafana mianjady amin' ireo tsy mba manana isarangotana ny KMF/CNOE.

Tamin' ireo tatitra nataon' ireo mpikambana ao aminy, ny zaikabe nataony manerana ny Nosy, ny fotoana manokana nandinihana ireo fifidianana samihafa na tamin' ny anton-javatra hafa ihany koa no nahafahan' ny KMF/CNOE nampisongadina, nanamarina ny fisian' izany.

Izany mantsy, dia tao anatin' ny soritr' asan' ny KMF/CNOE izay marina fa voafetra ihany, nefa tena nahalalany zavatra maro fa asa nimasoany hatramin' ny niforonany tamin' ny febroary 1989,

Mba hisorohana ny fitrangan-javatra tsy voafehy izay mety hampiverin' ilalana amin' ny efa mba azo tamin' izao firosoana ho amin' ny fahefam-bahoaka (demokrasia), izao izay norombahin' ireo sahy nanohitra ny fitsokan' ny rivotry ny fahalovana ara-batana, ara-tsaina sy ara-panahy izao,

Dia miantso ny MMSM sy ireo antoko mpanohitra ary ny Hery Velona àry ny KMF/CNOE :

- Mety hipoiran' ny fanjakana vaovao iray amin' ny alàlan' ny fivoarana ara-politika hita tao anatin' ny herinandro faramparany tao ho ao. Koa raha tokony ho tanteraka tsy misy herisetra izany fanovana izany, dia tsy handàla ny herimpony ny KMF/CNOE mba hampifanojo ny lalàna sy ireo zava-baovao ara-politika.

- Raha toa ka mizotra kosa ho any amin' ny fifandonana mahery vaika ny fitakiana fanovana, dia manolotra soso-kevitra ihany amin' ireo mpifanandrina ny KMF/CNOE, ny mba hiarahan' izy ireo miombom-pijery ny amin' ireto zavatra hotanisaina manaraka ireto, ho tombotsoa ambony ho an' ny firenena :

1) - Ireo sori-dalàna fototra iaingana amin' ny fanovana ny Lalàm-panorenana:

\* Fanajana ny zo sy ny fahafahana voasoratra ao anatin' ny fanambarana eran-tany momba ny zon' olombelona sy ao anatin' ny Dina afrikana momba izany zon' olombelona sy ny vahoaka izany;

- \* Fandraràna ny fametrahana firehan-kevitra (ideolojia), sy fahazoana maneho tsangan-kevitra politika maro samihafa;
- \* Fanasarahana ireo karazam-pahafana;
- \* Aoka ho tompon' andraikitra politika ireo mpitondra.

2) - Tokony hisy fomba fitsapan-kevitra sady malalaka no mahafaoka be koa ny hahatongavana any amin' izany dia :

- \* Fisafidianana na ho firenena iray tsy mivaky na ho firenena fikam-banam-panjakana maromaro; na ho antenimiera iray na ho roa; na ho endrim-panjakana tantanana Filoha, na ifampizarana amin' ny Filoha na tantanana antenimiera no hampanjakana.
- \* Famaritana ireo andrim-panjakana (tsy ho adinoina amin' izany ny mety hametrahana "mpanelanelana" iray), ny faharetany sy isan' ireo fotoana hananana fahefana avy amin' ny fifidianana, ny isany sy andraikit' ireo fari-piadidiam-panjakana, ny tsy fahazoana mampivady asa, sns...

3° - Ny mahamety na tsia mbola hitazonana ny Filoha am-perinasa;

4) - Fananganana Governemanta tetezamita iray, ka ny mpikambana ao aminy dia ho avy amin' ireo antoko politika sy vondron' olom-pirenena tsotra ao antin' izany ny tantsaha).

Hanana andraikitra toy izao io Governemanta io :

- hanolotra drafitra iray momba ny tatitra mikasika ny fitantanana teo aloha;
- hitantana ny raharaham-pirenena araka ny toe-tsaina nenti-nanana ny fihaonana tao amin' ny FALDA, ary izany dia mandrapahatonga any amin' ny fitsapan-kevi-bahoaka sy ny fametrahana amin' ny toerany ireo andrim-panjakana raikitra;
- ny fanomanana ny fikaonan-doham-pirenena raha toa ka hita fa mifandraika amin' ny vanim-potoana izany.

**07 JOLAY 1991**

5) - Eo am-piandrasana izany, dia foana na tsy manan-kery ny fomba rehetra entina mankatoa ny fanamboamboarana mikasika ny Lalàm-panorenana.

Manantitrantitra ny KMF/CNOE mba hisian' ny ezaky ny roa tonta ka hanaovany araka ny fahefany avy, hahatongavana amin' io fifanarahana io farafahaelany ny Alarobia 11 jolay hariva avy dia mba hampiharany izany.

Izao fandraisana andraikitra ataon' ny KMF/CNOE izao dia asesiky ny fikatsahana soa iombonana sy ho an' ny firaisampo ary finiavana hitandro fandriampahalemana eto amin' ny firenena.

Raha sanatria ka tsy hahomby mantsy ny fihaonana, dia hihasarotsarotra hatrany ny hisorohana ny vahaolana mahery vaika izay iaraha-manaiky fa ho fatiantoky ny Firenena manontolo.

*Antananarivo, faha 7 jolay 1991*

<p><b>APPEL</b></p> <p><b>DU CNOE</b></p>
---

Le CNOE constate que :

- 1) Les manifestations secouant depuis plusieurs semaines le pays sont l'expression d'un mécontentement longtemps contenu ainsi que de l'aspiration de la majorité des citoyens à plus de justice, à plus de démocratie, de façon à pouvoir participer à leur propre développement, à celui de leur famille et à celui de la nation.
- 2) Le MMSM d'une part, et la Plateforme de l'Opposition et les Forces Vives d'autre part, seules parties prenantes à ces rencontres du FALDA, admettent la gravité de la crise actuelle.

Le CNOE se félicite du caractère pacifique et impressionnant des manifestations, reflet de la sagesse malgache concrétisée par la discipline des manifestants, la capacité des organisateurs à conduire les foules, et la retenue dont ont fait preuve les responsables du maintien de l'ordre public.

Il s'insurge contre les manoeuvres destinées à fomenter des conflits ethniques, lesquelles sont malheureusement le plus souvent le fait de ceux-là même dont la tâche est de préserver l'unité nationale.

Il remercie le FFKM d'avoir permis ces rencontres du FALDA qui devraient être une occasion de confirmer notre capacité à résoudre nos problèmes "à la malgache". A cet égard, il y a lieu d'être attentif à ce qui est exprimé dans la plupart des villes, grandes et petites, de Madagascar, dans les rues, dans les administrations publiques, dans les entreprises, sans oublier le monde rural. En effet, l'absence de clameur ne signifie pas que les paysans sont satisfaits de la situation qui est la leur. Le CNOE peut porter le témoignage de la pauvreté, de l'insécurité, de la peur et de la résignation de tous ceux qui n'ont aucun recours contre les abus de droit dont ils sont victimes. Le CNOE l'a constaté à travers les rapports de ses membres, les séminaires qu'il a organisés dans toute l'île, à l'occasion de l'observation d'élections ou en d'autres circonstances.

Cela étant, dans la ligne des actions, certes limitées mais cependant instructives, qu'il a menées depuis sa création en février 1989,

Afin d'éviter des débordements qui seraient de nature à compromettre les acquis d'une avancée démocratique arrachée par ceux qui ont su résister au climat généralisé de corruption morale, intellectuelle et matérielle,

Le CNOE en appelle au MMSM et à la Plateforme de l'Opposition et aux Forces Vives :

- L'évolution politique de ces dernières semaines accrédi-te la probabilité de l'émergence d'un nouveau pouvoir. Si ce changement doit se faire sans violence, le CNOE ne ménagera pas ses efforts pour aider à faire correspondre la loi et les nouvelles réalités politiques.
- Si par contre la quête de changement risque de déboucher sur un affrontement violent, le CNOE propose aux parties en présence, dans l'intérêt supérieur de la Nation, de se mettre d'accord sur les points suivants :

1) Les grands principes de la réforme constitutionnelle :

- respect des droits et libertés inscrits dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et dans la Charte africaine des Droits de l'Homme et des Peuples;
- interdiction d'instaurer une idéologie d'Etat et possibilité d'une expression pluraliste des opinions politiques;
- séparation des pouvoirs;
- mise en jeu de la responsabilité politique des gouvernants.

2) Un mode de consultation plus large et plus représentatif devant aboutir :

- au choix entre un Etat unitaire et un Etat fédéral; entre le mono et le bi-caméralisme; entre un régime présidentiel, semi-présidentiel ou parlementaire; etc...
- à la définition des institutions de l'Etat (sans oublier le possibilité d'instaurer un "médiateur") de la durée et du nombre de tous les mandats électifs, du nombre et du rôle des circonscriptions administratives, des incompatibilités; etc...

3) L'opportunité ou non de maintenir le Président en exercice;

4) La constitution d'un Gouvernement de transition, dont les membres seraient issus des partis politiques et de la société civile (le monde rural en fait partie aussi). Ce gouvernement aurait pour mission:

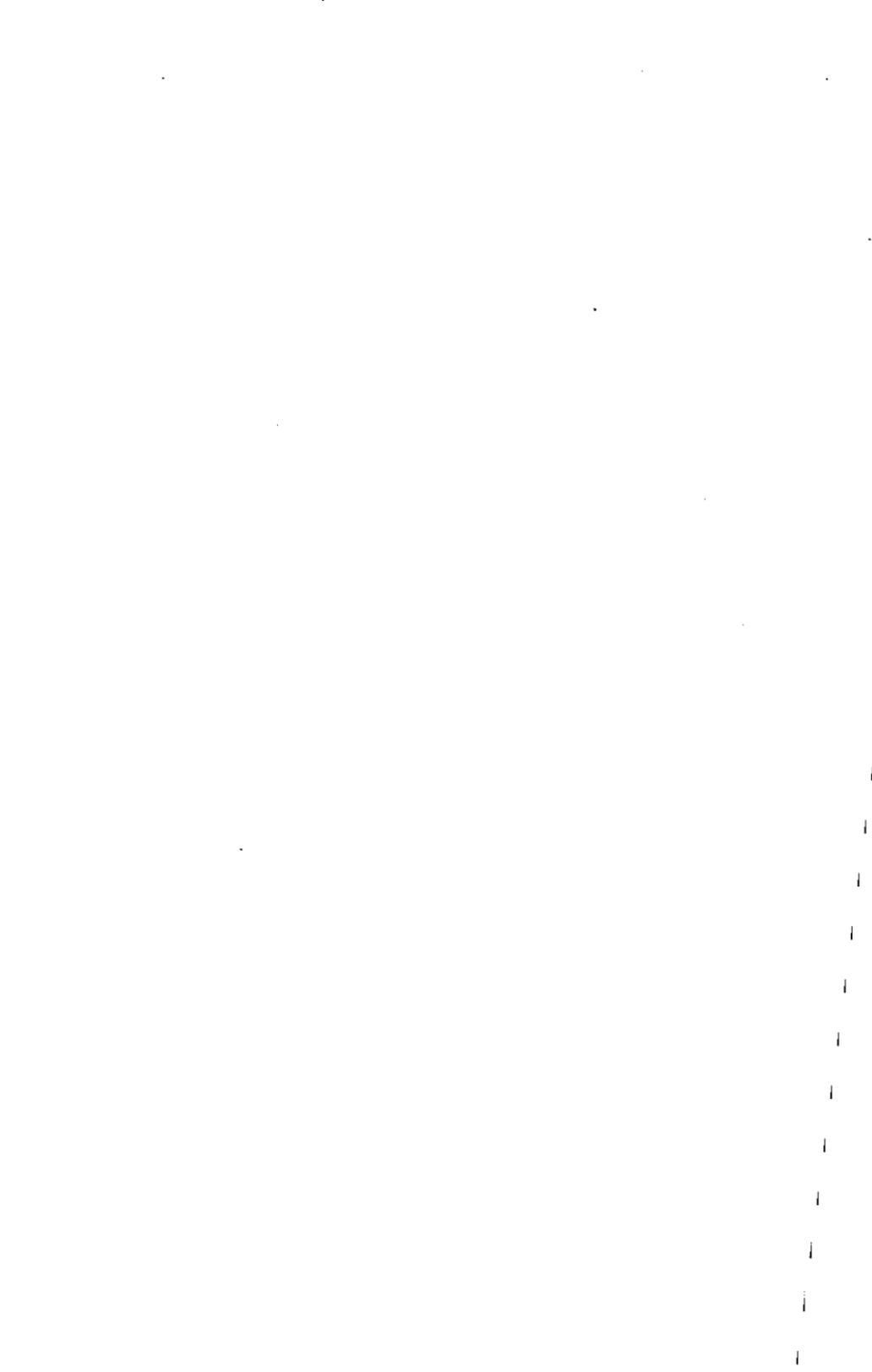
- d'initier un processus de compte-rendu de la gestion antérieure;
- de gérer les affaires de la nation dans l'esprit défini par la rencontre du FALDA et ce, jusqu'aux prochaines consultations et la mise en place d'institutions définitives;
- la préparation d'une Concertation nationale si celle-ci est jugée opportune.

5) En attendant, toutes procédures relatives à l'approbation d'amendements constitutionnels est nulle et non avenue.

Nous nous permettons d'insister pour que les deux parties en présence fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour aboutir à cet accord au plus tard le mercredi 11 juillet en fin de journée et à le faire appliquer.

La présente initiative du CNOE s'inscrit dans un souci du bien commun et de la concorde nationale. Si la rencontre ne devait pas aboutir, il deviendrait de plus en plus difficile d'éviter des solutions violentes qui seraient préjudiciables à toute la nation.

Antananarivo, le 7 juillet 1991



**AOKA HO VELON-  
TSORATRA TSARA  
NY TENA  
FANONTANIANA**

Nandrandraina sy nantenaina aok' izany ho alatsinainy 15 jolay no ho andro lehibe nefa dia nihemotra ho alakamisy 18 izany. Nanomboka ny 10 jona anefa, ny vahoaka mihitsy, fa tsy olonolona nivorivory tetsy sy teroa fotsiny no niara-nientana nitaky fivoarana tanteraka na teto an-drenivohitra na tany amin' ny faritra hafa manerana ny tany sy ny firenena.

Izany fikatsahana fanovana sy hetaheta lalina izany no noraisin' ny Hery Velona sy ny Fiaraha Miasan' ny Mpanohitra.

Misy izany fifanekena nifanaovana mba hahatongavana amin' ny heverina fa tanjona tsy maintsy tratarina :

- fanovana ny rafitra mba hisian' ny zavatra azo tarafina maza ary hisian' ny fifanosoloana ara-demokratika koa;
- fanovana ireo mpiasa politika

Raha tsy nahitam-bokatra ny fihanonana natrehan' ny FFKM tamin' ny 10 jolay dia tsy maintsy ho toy izany koa no ho niafaran' ny ezak' ireo solontenan' ny Hery Velona sy ny fiaraha-miasan' ny antoko mpanohitra.

Mavesa-danja loatra ny mety ho valin' izao ho an' ny olona eto amin' ny firenena. Tsapan' ny KMF/CNOE ary fa adidy ny mametraka ny olom-pirenena tsirairay eo anoloan' ny andraikiny ka ireo izay voatendry hitondra tenin' ireo namany no tokony ho loha laharana amin' ny fahatsiarovana andraikitra.

Nomena fahefana hiteny amin' ny anaran' olona an-hetsiny maro ireo solontena teny lavoloha ny alatsinainy 15 jolay, olona efa nampibaribary ny finoany lalim-paka ireo nosoloa-tena tamin' ny fihetsiketsehana sy fitokonana nampitolagaga izao tontolo izao! Fantatry ny rehetra ny hetaheta lalin' ireo vahoaka ireo ary mba hampisongadina izany dia nanao sorona ny ainy ireo, tsy nitandro hasasarana na vola amin-karena, sahy nisedra ny mafy, tsy nitsitsy aina koa. Tsy afaka hanao izay tiany noho izany ireo mpitondra teny ireo. Fahamarinana ara-piaraha-monina sy ara-politika izany.

**16 JOLAY 1991**

Androany 16 jolay, notendren' ny Hery Velona sy ny Fiaraha Miasan' ny Mpanohitra ny Jeneraly RAKOTOHARISON Jean sy ny Profesora ZAFY Albert ho filohan' ny Repoblika sy ho Praiministra.

Heverin' ny KMF/CNOE fa tena laharam-pahameana ny filazana ireo mihevitra ny tenany ho tompom-pahafana avy amin' ny vahoaka izay firafitr' ireo fifanekena hifamatorany amin' ny vahoaka :

- 1°) - Inona avy no fahefana apetraka amin' ny Governemanta Teteza-mita ary inona avy ny fitaovana entiny manana izany?
- 2°) - Ahoana no fomba fifantenana ireo izay ho ao anatin' io Governemanta io ary sehatra aiza no mandany azy tanteraka?
- 3°) - Inona no lahatr' asa ho tanterahan' izany Governemanta izany ary hafiriana no aharetany?

Voafatotry ny fanajana ny olom-pirenena ireo tompon' andraikitra ary tsy afaka hiala amin' ny famaliana ireo fanontaniana ireo, tsy misy fiolakolahana.

Tsy andron' ny fiaraha-mizaka ara-politika intsony izao fa efa tonga ny fotoana hanatanterahana ny soa iombonana: tsy misy intsony lalan-kafa enti-mampivelatra ny firenena, izany no hetaheta lalin' ny vahoaka.

Matoky ny fahendren' ny tompon' andraikitra isan-tsokajiny, na iza na iza ary na aiza na aiza ny KMF/CNOE ka mba hadabony izay rehetra mety ho fakam-panahy hampiasa hery ary mba hitandro tokoa ny tombotsoa ambony ho an' ny firenena.

*Antananarivo, faha 16 jolay 1991*

**Ny Birao Nasionaly**

## POSER LES QUESTIONS ESSENTIELLES

Le jour J promis pour le lundi 15 juillet a été remis au jeudi 18. Depuis le 10 juin tout un peuple et pas seulement une foule, a manifesté massivement sa volonté de changement dans la capitale comme

dans le reste du pays. Cette volonté de changement s'est exprimée par le canal des Forces Vives et de la Plateforme de l'Opposition.

De ce fait un engagement réciproque a été pris pour faire aboutir ce qui est considéré comme impératif :

- le changement du système pour plus de transparence et de possibilité d'alternance démocratique
- le changement du personnel politique.

Après la tentative infructueuse du FFKM le 10 juillet, celle des délégués des Forces Vives et de la Plateforme de l'Opposition risquait d'aboutir au même résultat.

Etant donné la gravité de l'enjeu pour le peuple de ce pays, le CNOE - Education des Citoyens estime qu'il est de son devoir de mettre chaque citoyen face à ses responsabilités civiques, à commencer par ceux qui sont chargés de parler au nom des autres.

Ceux qui étaient à Iavoloha le lundi 15 juillet étaient mandatés pour parler au nom de centaines de milliers de personnes qui ont exprimé leur conviction par leur participation aux manifestations puis aux grèves dans des conditions qui ont fait l'admiration du monde entier. Les exigences de ces foules sont connues de tous. Pour les faire valoir les personnes se sont impliquées, n'ont ménagé aucun effort, ont consenti des sacrifices de tous ordres et ont pris des risques. Leurs porte-paroles ne peuvent en disposer à leur gré. C'est une question de morale sociale et politique. Aujourd'hui 16 juillet, les Forces Vives et la Plateforme de l'Opposition ont nommé le Général RAKOTOHARISON

**16 JUILLET 1991**

Jean et le Professeur ZAFY Albert respectivement en tant que Président de la République et Premier Ministre.

Le CNOE - Education des Citoyens estime urgent de faire préciser par ceux censés être les porte-paroles des populations qui ont manifesté les termes du contrat les liant à celle-ci :

- 1) De quels pouvoirs réels le Gouvernement de transition devra-t-il disposer et quels moyens compte-t-il mettre en œuvre ?
- 2) Qui choisit les membres de ce Gouvernement et sur quels critères ?
- 3) Quel est le programme et la durée de ce Gouvernement ?

L'exigence de respect des citoyens fait un devoir moral aux responsables de répondre avec précision à ces questions.

L'heure n'est plus aux combinaisons politiques, mais à la réalisation du bien commun, il n'y a pas d'autres voies pour un véritable développement du pays, aspiration fondamentale de la population.

Le CNOE en appelle à la sagesse des parties concernées pour faire taire toute velléité de violence dans l'intérêt supérieur de la Nation.

*Antananarivo, le 16 juillet 1991*

Le Bureau National.

**MAMPIORIM-  
PAKA  
NY FIROSOANA  
HO AMIN' NY  
DEMOKRATIKA**

Maneho ireo hetahetan'ny maro an'isa amin'ny vahoaka Malagasy ary tonga eo amin'ny vanim-potoana mampieritrenitra izao fihetsiketsehana fanoherana ankehitriny izao. Ny fanamby izay mipetraka amin'ny mpandala ny Demokrasia dia miorina eo amin'ny fahaizana mampiorim-paka ireo efa eo am-pelatanana sy mametraka ireo toromarika momba ireo andrim-panjakana mari-pototra miantoka ny rafi-pandaminana

ny lahefana izay hahatsiarovan'ny mponina fa tena mandray an-tànana izy no sady tompon'andraikitra amin'ny tampivoarana ny tenany; izany no tsy maintsy hanaovan'ireo olom-boafidy talitra momba ny vita nandritry ny vanim-potoana nandaniana azy ireo sy hanekeny izay rehetra mety ho fanamarinana momba izany. Amin'izany fijery mahalasa lavitra izany no anombanan'ny KMF/CNOE-Fanabeazana ny Olom-pirenena - fa zava-dehibe ny tokony hamaritana ireo fepetra horaisina amin'ny fisafidianana izay olona antsoina hanao ireo asa ao amin'ny Governemanta sy ireo andraikitra tsy maintsy hiantsohany amin'ny fitondrana izay tokony hajoro amin'izao fotoana izao.

**1) Endrikendrik'ireo olona antsoina hanatontosa ny asa mandritra ity vanim-potoana tetezamita ity :**

- Mahatoky;
- manana fahaza-miasa sy fahafantarana ireo zava-misy momba ny Malagasy (ara-piaraha-monina, ara-toe-karena, ara-haren-tsaina, ara-maha-olombelona sns...) araka izay azo atao;
- Olom-baovao betsaka araka izay azo atao madio tanana ara-politika (mety ho fotoana iray hampisongadina sy hampahalalana ny tena ny vanim-potoana tetezamita), izany dia mitarika ho amin'ny fifandraisan-tànana bebe kokoa amin'ireo olom-pirenena tsotra.

**2) - Andraikltry ny Governemanta tetezamita :**

- Mitantana ireo raharaha ankoban'andro ka manomboka amin'ny :
- \* Fanangonana ireo rehetra hitadiavana vahaolana malaky, mifandray amin'ireo mpiara-misalahy mikasika ny fiaraha-monina;
- \* Fanohizana indray ireo asa aman-draharahan'ny orin'asa tsotra sy an'ny fanjakana sns.
- Mihazona ireo fifanarahana iraisam-pirenena, dia ireo ifamatorana amin'ny maro sy ireo ifamatoran'ny roa lonta ihany;
- Manomboka tatitra ny fitantanana teo aloha;
- Mikarakara ny fihaonambem-pirenena: anatin'izany ny andraikitra handinihana ny Lalàm-panorenana vaovao;
- manomana ireo fifidianana ara-pomba demokratika.

3) - Fanorenana "sehatra andrimason'ny demokrasia" iray hiandraikitra ny fanarahana sy fanombanana ny firindran'ireo fanapahan-kevitra sy asan'ny Governemanta amin'ireo tanjona natao ho trararina.

Tokony ho mpikambana ao amin'io sehatra fanaraha-maso io ireo fikambanana sy ireo olona mikajy ny Fanabeazana ny Olom-pirenena sy ny fahalalahana amin'ny endriny ao amin'ny demokrasia.

*Antananarivo, faha 19 jolay 1991*

**Ny Birao Nasionaly,**

## CONSOLIDER L'AVANCÉE DEMOCRATIQUE

Le mouvement de contestation actuel exprime les aspirations d'une grande partie du peuple malgache et se trouve à une phase critique. Le défi qui se pose aux partisans de la démocratie réside dans la capacité à consolider les acquis et à poser les

jalons d'institutions stables assurant une organisation du pouvoir où la population se sent partie prenante et responsable de son développement, où ses mandataires doivent rendre compte de l'exercice de leur mandat et se soumettre à un contrôle. C'est dans cette perspective que le KMF/CNOE - Education des Citoyens estime essentiel que soient définis les critères à appliquer dans le choix des personnes appelées à exercer des fonctions gouvernementales ainsi que les tâches à assumer par un gouvernement qui serait mis en place actuellement.

### 1) - Profil des personnes appelées à exercer une fonction durant cette période transitoire

- Intégrité
- Minimum de compétence et de connaissance des réalités malgaches (sociales, économiques, culturelles, humaines etc...).
- Maximum de personnes neuves n'ayant pas de passé politique (la période transitoire pouvant être l'occasion de s'affirmer et de se faire connaître), ce qui implique l'ouverture la plus large à la société civile.

### 2) - Tâches du gouvernement de transition

- Gérer les affaires courantes en commençant par :

- \* L'inventaire des problèmes à résoudre dans l'immédiat, en relation avec tous les partenaires sociaux.
- \* Organisation des différents examens.

**19 JUILLET 1991**

\* Reprise des activités des entreprises et des administrations etc...

- Maintenir tous les accords internationaux, multilatéraux et bilatéraux.
- Initier le processus de compte rendu de la gestion antérieure.
- Organiser la conférence nationale: entre autres missions, celle-ci aura notamment à étudier la nouvelle Constitution.
- Préparer les élections démocratiques.

3) - Création d'un "Observatoire de la Démocratie" chargé de suivre et d'évaluer la conformité des décisions et des actions du gouvernement transitoire aux objectifs adoptés.

Seraient membres de cet Observatoire, des organisations et des personnes portant le souci de l'éducation des Citoyens et de la fluidité démocratique.

*Antananarivo, le 19 juillet 1991*

**Le Bureau National**

**HO FATY  
MOMOKA VE  
NY DEMOKRASIA**

Ireo fihetsehana hita tao Antananarivo sy tany amin'ny ankamaroan'ny tanan-dehibe eto Madagasikara dia ahazoana milaza fa miha-mahatsapa isan'andro ny endrim-pahefana ananany ny vahoaka. Io vahoaka io no afa-nanongozona ny fitondrana izay namoritra ny Firenena sy

nandetika ny ankamaroan'ny mponina ao anatin'ny fahantrana lalina ankoatr' ireo mpiara-komana vitsivitsy amin'ny mpitondra.

Mbola io vahoaka io ihany koa no sahy nandà sy nitsikera, amim-pilaminana aloha hatramin'izao, ny foto-kevi-panjakana izay noheverina ho tokana sy nohamafisina nandritry ny dimy ambin'ny folo taona. Na inona na inona firehan-kevitra "hala-lahaka" izay nisaloran'ireo mpitondra malagasy azy toy ireo mpitondra amin'ny firenena maro hafa ihany koa, ka nahatonga azy ireny, arakaraky ny toe-javatra nitranga, hiandany amin'ny vondrona atsy na aroa, dia mitovy tsy misy valaka hatrany ny endri-pitondrany: fahefan'olon-tokana tsy misy mpanara-maso, liifangaroan'ny fahefana fangoronan'ireo mpitondra sy ny fianakaviany ny harem-pirenena, fandanindaniam-poana amin'ny fanindrahindran-tena miendrika famoretana fa tsy fitadiavana izay mahasoana ny vahoaka.

Izany rafi-pitondrana izany no nahatonga an'i Madagasikara ho isan'ireo firenena faran'izay mahantra indrindra eran-tany. Maro ny antony mahatonga izany toe-javatra izany ary isan'izay tsy maivana indrindra amin'izany ny toe-tsain'ny maro, mandray'ho toy ny Ray aman-dReny tsy azo hozongozonina izay mety ho mpitondra. Vokatry'izany dia lasa mpanompo fahefan'olon-okana tanteraka ny rafitra teknika, politika, fitantanan-draharaha.

Ao anatin'izany rafi-pitondrana izany, ny fahefana ara-politika no lasa lohalarana, ny fangoronan-karena koa, dia niroborobo ny fanaovana ampihimamba ny fiharian-karena ho tombotsoan'ny vitsy an'isa ihany.

Ny fahazoana mifandimby eo amin'ny fitondram-panjakana dia tsy midika fanohizana ny asan'ny teo aloha mihitsy fa tokony hitondra kosa ho amin'ny fampandehanan-draharahan-panjakana vaovao, na eo amin'ny mpitondra, na eo

**26 JOLAY 1991**

amin'ny olom-boafidy na eo amin'ny mpandraharaha ara-toe-karena, ary raha tsorina dia fiovana eo amin'ny fampiharana ataon'ny tsirairay amin'ny asany.

Ny itondran'ny vahoaka ny mamirifiry ankehitriny dia ny mba hisian'izany fiovana izany indrindra.

Aorian'izao firosahan'ny vahoaka an-dalambe izao dia hafa ny anio sy ny omaly. Inona àry no hataon'izay ho mpitondra rahampitso hanatsarana ny fari-piainan'ny rehetra amin'ny ankapobeny?

Hahay hijery ny ankolafin'olona rehetra eto amin'ny Firenena ve izy ireo, ka afaka hampandray anjara azy ireo amin'izay fanapahan-kevitra rehetra horaisina, fa izy ireo ihany ange no hioty ny vokany na ho tsara izany na ho ratsy?

Rehefa lasa ny fitondrana faha-panjaka sy tompomenakely nandritry ny taon-jato maromaro, rehefa lasa ny fitondrana faha-zanatany naharitra dimy amby enimpolo taona ny zo nitondran'ny Filoham-pirenena izay nihevi-tena ho ray tompom-pahefana amin'ny zanany, dia tokony hahatsiaro ny Malagasy tsirairay tena ankehitriny fa olom-pirenena feno eto an-tanindrazany izy. Tsy azon'ny mpanao politika atao, noho ny ady anaty madinidinika misy eo amin'izy ireo, ny mihevitra fa azy ireo ny fandresena izay azo tato anatin'izay herinandro vitsivitsy izay. Tsy manana zo nihevi-tena ho tompon'ity tolombahoaka ity izy ireo na niroboka izy na tsia. Tokony ho saropiaro mafy amin'izay firosoana ho amin'ny demokrasia efa azony ny vahoaka, satria novidiny lafo io. Ireto avy izany : ny fahefany milaza ny heviny, ny fahafahany maneho izany heviny izany (izay midika koa ho fahaizana manaja ny hafa tsy mitovy hevitra amin'ny tena), ary ny firosoany amin'ny asa.

Ankehitriny, vondrona anakiroa no mifanandrina ary tsy misy mahafantatra ny hoe aiza ary iza marina no tompom-pahefana : ny iray mitàna ny "maha-ara-dalàna" azy avy amin'ny Fidianana natao, (izay azo kianina tokoa) ; ny iray kosa mitana ny maha "eken'ny rehetra (vahoaka)" azy noho ireo fihetsiketsehana goavana izay naharitra volana maro teto amin'ny Firenena Malagasy. Ny fahanginan'ny Filoha Ratsiraka dia mampibaribary ny tsy firaharahany ny faniriam-bahoaka, ny fijaliana ary ny fahoriana manjo : izany fahanginana izany dia misakana ary mampikatso ny fomba rehetra azo atao mety hamahana ny olana, ka manery ny Hery Velona izay mihevitra fa tsy

afa-miverin-dalana intsony, hiroso hatrany amin'ny tolona izay imasoany, ary mety tsy ho voafehy intsony aoriana kely ao. Manampy trotiraka an'izany ny fampiasana sy fandrangitana adim-poko, ataon'ny mpitondra mba hijanonany eo amin'ny sezany.

Etsy an-daniny, ireo mpitarika ny antoko Mpanohitra, voatery hiaroka sy hampiasa ny fomba rehetra azo atao, manoloana ny fotoan-tsarotra lalovana, dia tokony hampandefitra ny hambopony sy ireo kajy sy vinavina madinika fanaon'ny Antoko Politika, mba hiatrehana ny zava-misy ankehitriny izay tsy inona fa ny fiafaran'ny fitondrana iray.

Ny sasany, na iniany izany na tsy iniany, dia lasa miaro ny tombotsoan'ireo izay heverina fa mpifanandrina aminy amin'izao fotoana izao.

Hatramin'izao ny fomba fiady "ady gasy" izay endriky ny fahendrena ananan'ny vahoaka malagasy manokana, dia nampitolagaga sy notsiriritin'ny Firenena maro any ivelany. Tsy ho feno anefa izany raha tsy miezaka ny mpifanandrina (na ny andaniny na ny ankilany) hihoatra ny hambom-po, ny tetika sy vinavina fanaony ho fanomezandanja sy voninahitra ny tombotsoam-pirenena.

*Antananarivo, faha 26 jolay 1991*

Ny Birao Nasionaly

**AU PERIL  
DE LA  
DEMOCRATIE**

Les populations qui manifestent à Antananarivo et dans la plupart des grandes villes de Madagascar font quotidiennement l'expérience de leur nouveau pouvoir. Ce sont elles qui ont déstabilisé un régime qui a mis le pays en coupe réglée et qui a contribué à appauvrir l'ensemble de la population en dehors de quelques rentiers du pouvoir.

Ce sont elles qui sans violence jusqu'ici, ont appris à dire non, à remettre en cause une vérité que quinze ans de propagande officielle n'avaient cessé de proclamer unique et universelle. Quelle que soit l'idéologie d'emprunt dont se sont revêtus les dirigeants malgaches et ceux de nombreux autres pays au gré des circonstances qui les avaient placés dans l'un ou l'autre blocs, leurs régimes fonctionnent d'une manière identique: pouvoir personnel sans partage et sans contrôle, confusion du législatif, de l'exécutif et du judiciaire, accaparement de la richesse nationale par les tenants du pouvoir et leurs proches, gaspillages de prestige et dépense destinées à tenir le peuple en respect plutôt qu'à assurer son bien-être.

Un tel système a fait de Madagascar un des pays les plus pauvres du monde. Les raisons en sont multiples, et la propension générale à s'en remettre au ray aman-dreny n'est pas la moindre. On aboutit à une techno-structure politico-administrative totalement asservie à un pouvoir personnel. Dans ce régime, où le pouvoir politique devient la source principale d'enrichissement, s'est développée une économie de prédation au bénéfice de quelques privilégiés.

L'alternance ne doit pas être la possibilité pour quelques-uns de se substituer aux premiers pour continuer dans la même voie, elle doit conduire à un autre fonctionnement de l'Etat, des gouvernants, des élus, de l'ensemble des opérateurs économiques, bref un changement des pratiques de chacun.

C'est pour un tel changement que la population souffre aujourd'hui. Après ces foules dans les rues de la Grande Ile rien ne pourra être comme avant. Que feront les dirigeants de demain pour améliorer les conditions générales de vie? Sera-t-on attentif à ce que

toutes les composantes de la nation participent aux décisions dont elles subiront les conséquences, positives ou négatives?

Après les siècles de régime féodal, 65 ans de colonisation et trente ans d'un présidentialisme paternaliste, chaque Malgache doit prendre conscience aujourd'hui qu'il est citoyen à part entière de son pays. Les politiciens n'ont pas le droit de confisquer au profit de leurs luttes intestines les acquis de ces dernières semaines, ils n'ont pas le droit de s'approprier un mouvement qu'ils ont ou non accompagné. La population doit défendre chèrement l'avancée démocratique qu'elle a durement payée: la liberté d'opinion, la liberté d'expression (ce qui implique le respect d'opinions différentes), et le passage à l'action.

Actuellement, deux camps sont en présence, et nul ne sait où est le pouvoir réel: l'un tenant sa "légalité" d'élections contestables et l'autre sa "légitimité" de manifestations d'envergure de plusieurs mois dans tout Madagascar. Le mutisme du Président RATSIRAKA met en évidence son mépris des aspirations populaires, son indifférence coupable aux souffrances des Malgaches: ce mutisme bloque toute possibilité de résoudre la crise et accule les Forces Vives, qui estiment avoir atteint un point de non retour, à une fuite en avant qui risque de ne plus être maîtrisée, d'autant plus que les différences ethniques sont sciemment attisées pour se maintenir au pouvoir.

D'autre part les leaders de l'Opposition, contraints à improviser face à une situation inédite, devraient faire taire leurs ambitions personnelles ou leurs calculs partisans face à l'enjeu de l'étape actuelle qui est la fin d'un régime. Certains même, par leurs agissements, servent consciemment ou inconsciemment, plutôt les intérêts de ceux qu'ils sont censés combattre.

Jusqu'à présent l'approche "ady gasy", qui est la forme de sagesse spécifique à notre peuple, a suscité l'étonnement et la sympathie internationale. Elle ne donnera sa pleine mesure que si les deux camps dépassent l'un et l'autre les susceptibilités et les calculs pour faire prévaloir l'intérêt national.

*Antananarivo, le 26 juillet 1991*

Le Bureau National



**HO AN' NY  
DEPARTEMANTA  
POLITIKAN' NY  
HERY VELONA**

Miara-miaina amin'ny daholobe ny fihetseham-bahoaka hatramin'izay ny KMF/CNOE ka mahatsapa fa :

- mampiaiky volana an'izao tontolo izao ny endri-pitolomana misy eto amin-tsika ary fankaherezana lehibe izany;

- misy tokoa ny ezaka iarahamanatsara hatrany ny fomba fiasa hampahombiazana ny tolona isan-tsehatra.

Marihina fa manana ny lanjany manokana ny fihaonambe etsy amin'ny Kianja 13 Mey eto Antananarivo, toerana manan-tantara ifamotoanan'ny rehetra ifampilazana ny fizotry ny asa ary koa ifampitaizan'ny samy olom-pirenena.

Mahatsiaro tena ho manana adidy manokana ny KMF/CNOE ka mampita ireto sosenkevitra manaraka ireto izay voankazo an'ala ihany, teny atsipy amin'ny manam-panahy rahateo, amin'ny fitarihana ny tolona mba hirosoana kokoa amin'ny demokrasia izay imatimatesantsika sady anisan'ny antoky ny firaisankina ihany koa.

\* Tokony ho voatsinjara ara-drariny sady arahina fepetra mazava kokoa ny fahazoana miteny amin'ny micro, mba tsy hanana endrika fanilihana ny hafa na fibahanan'ny sasany ny sehatra ampitana ny heviny fotsiny. Tsapan'ny vahoaka entanintsika hiray hina rahateo izany fisehoan-javatra izany ka miteraka ahiahy, mampihena ny risipony sanatria hahafaty ny tolona mihitsy raha mitohy.

\* Tokony havoitra kokoa fa tolona iombonan'ny Malagasy rehetra eran'ny Nosy no atao, ka arindra arak'izany ny fifandraisana tsy tapaka sy ara-potoana amin'ireo namana any amin'ny faritany rehetra. Izany hoe, na samy manana ny endrika mampivavaka azy avy aza ny fihetsiketsehambahoaka, dia ilaina ny fifanakalozan-kevitra sy vaovao ary ny fandrindrana ny fitondrana ny tolona. Mazava ho azy fa raha misy fanapahan-kevitra lehibe ho raisina dia rariny sy hitsiny ny fifampierana mazava amin'ny faritany rehetra.

**31 JOLAY 1991**

Marihina ihany koa fa ny Komitin'isan-tokony (mpiasa, mpianatra, mpampianatra, vondrom-bahoaka sns...) no sehatra fototra ahazoan'ny Hery Velona mandinika ny fizotry ny tolona sy mandrindra ny ezaka hampajariana ny tolona iombonana. Tokony ho faritana tsara ny fomba fanorenana an'ireo komity isan-tokony ireo sy ny fomba fiasany.

\* Tokony ho tandrova tsara ny hisian'ny famintinana an-tsoratra ireo ventin-kevitra noraisina sy niarahana nanapaka, ary hampahafantarina ny daholo be izany. Aoka mba ho avahana tsara ny fanambaran'olon-tokana, ny tatitry ny mpitondra-teny ary ny fanapahan-kevitra iraisana, satria samy hafa ny lanjan'ireo.

Tsy fotoanan'ny fifandirana izao, fa fampitambarana ny hery mba hirosoana be kokoa amin'ny asa lehibe takian'ny fanarenam-pirenena ka hampody ventiny ny fiafiana, ny fahafoizan-tena, ny fanaovana vy very ny tombontsoa manokana.

Marihina eto am-pamaranana fa tolon-kevitra ihany ireo, nefa kosa mifandraika amin'ny andraikity ny KMF/CNOE eo amin'ny fanabeazana no olom-pirenena sady fandraisana anjara ihany koa amin'ny fampandrosoan ny tolona;

*Antananarivo faha 31 Jolay 1991*

**Ny Birao Nationaly.**

**AU DEPARTEMENT  
POLITIQUES  
DES FORCES VIVES**

Le KMF/CNOE vit les événements actuels avec l'ensemble de la population. C'est pourquoi il se permet de faire quelques remarques :

- le monde entier suit avec sympathie et admiration la lutte menée dans le pays; c'est un encouragement pour le mouvement.

- des efforts sont menés sur tous les plans pour améliorer ce qui a déjà été entrepris.

Soulignons la valeur incontestable des rencontres de la place du 13 Mai, lieu historique où le peuple se donne rendez-vous et se former à l'éducation mutuelle.

Le KMF/CNOE se sent profondément impliqué dans ce mouvement et lance quelques idées... Ces idées ne sont que de modestes suggestions, à traiter comme les fruits de la forêt: bonnes, elles sont à apprécier, mauvaises elles sont à rejeter... des idées lancées pour une meilleure percée de la démocratie pour laquelle nous nous battons et qui garantit l'unité.

\* que le temps de micro soit équitablement réparti et qu'en soient définis clairement les critères d'accès; que ces règles ne soient pas discriminatoires et ne favorisent pas la propagation des idées de quelques uns seulement. Le peuple que nous éduquons à la solidarité est conscient de nos dissensions; celles-ci sèment le doute et diminuent son ardeur: elles risquent, si l'on ny prend garde, de tuer ce mouvement.

\* Il est nécessaire de mettre en relief que la lutte est celle de Malgaches de tout l'île, ce qui implique des relations régulières, continues et périodiques avec les autres provinces. Dans la mesure où chaque région possède sa manière propre pour animer le mouvement,

**31 JUILLET 1991**

il est nécessaire d'instaurer le dialogue pour harmoniser le combat. Il est clair que si une décision importante devait être prise, elle ne serait effective qu'après consultation de toutes les régions.

Il est à noter que les divers comités-travailleurs, étudiants, enseignants, collectivités décentralisées - constituent les cellules de base des Forces Vives et leur permettent de coordonner les actions diverses pour mener à bonne fin la lutte commune. La formation des divers comités, leur méthode de travail doivent faire l'objet d'une définition préalable.

\* Il est primordial de rendre compte par écrit des idées-forces qui se dessinent, des consensus acquise, et ceux-ci doivent être rendus public. Que l'on ne mette pas sur le même plan les idées d'une seule personne, le rapport d'un groupe, les décisions adoptées par l'ensemble: leur valeur et leur poids sont différents.

Le temps n'est pas à la dissension. C'est maintenant qu'il faut unir les forces pour faire aboutir l'œuvre de redressement national, fruit des privations, des abnégations consenties librement, des refus des privilèges pérogatives et passe-droits de toutes sortes...

Tout cela reste suggestion mais ne devie toutefois pas de la ligne d'action du KMF/CNOE: l'éducation du citoyen et l'implication pour l'avancée de la lutte.

*Antananarivo, 31 Juillet 1991*

**AMPIHI-MAMBA  
AMIN' NY R.T.M.  
SY DEMOKRASIA**

Ny faneken'ny Lalàna vaovao momba ny fampifandraisana hisian'ny Radio sy Televiziona tsy miankina amin'ny Fanjakana, dia nampanantena tokoa firosoana ho amin'ny demokrasia, raha oharina amin'ny ampihi-mamba ataon'ny Fanjakana amin'ny RTM.

Teo anilan'izany, ny fampiasan'ireo antoko eo amin'ny Fitondrana ho azy manokana ireo fampitam-baovao ireo, dia zary nihena nony tonga ny fanalalahana ara-politika vokatry ny tolon'ireo sahy nijoro nandà ny risoriso sy ny toe-tsaina lomorina.

Tsy izany anefa no hita ankehitriny, indrisy! Satria efa herinandro maromaro izay dia lasa ho litaovam-pampielezan-kevitr' lavoloha rano fotsiny sisa ny RTM.

Mba mahagaga ihany raha ny PRDM izay nihebo ery ho ren-tany ren-danitra fa "efa lasa lavitra i Madagasikara mihoatra amin'ny Tany Afrikana rehetra eo amin'ny sehatry ny Demokrasia", no nanjary nanao dia mianotra toy izao, ka lasa manana fijery ny fampitam-baovao toy ny tamin'ny andro mbola maizina.

Raha heverina tokoa, dia tsy misy ny mpiasa fahita hatr'izay intsony ao amin'ny RTM, fa toy ny tandapa mampidi-teny amin'ny Vahoaka na mpankalaza ny Mpanjaka fotsiny sisa no miasa ao. Ary izay vaovao mba hampitainy aza, dia tsy mikasika afa-tsy ny Mpanjaka sy Ampanjaka sy Tangalamena manao tokim-panompoana aminy.

Ny tena loza aza dia izao :

Ataon' lavoloha ampihi-mamba ireo fampitam-baovao voalaza fa an'ny vahoaka ireo, mba ahazoany manafina ny fihetsiketsehana entin'io vahoaka io maneho hevitra mandà tanteraka ny mpitondra.

Dia lasa tafalatsaka indray anaty aizina mikitroka tsy mendrika izao taon-jato faha-XXI ho avy izao i Madagasikara.

Tsy ampy hanala-tsiny ny fitongilanana be fahatany misy amin'ny Radio sy Televiziona ankehitriny ny filazana fa hoe MMSM daholo ny mpiasa miasa ao sisa, fa ny sasany lasa manao grevy.

Ankoatr'izany ny fisian'ny "liste noire" misy ny anaran'ireo mpiasa tsy mahazo miditra amin'ireo toerana fanomanana sy fandefasana ny praograma, dia manamafy ny ampihi-mamba ataon'lavoloha amin'ireo fampitam-baovao ireo. Indrindra indray fa ambenana miaramila mirongo fiadiana ary nahazo baiko hitifitra ireo toerana ireo.

Izao toe-javatra izao dia mitarika ny KMF/CNOE hanao ireto fanamarihana ireto :

- Izao ampihi-mamba ataon'lavoloha amin'ny RTM izao dia midika ho fihemorana tanteraka mihoatra amin'ny firosoana efa vita ho amin'ny demokrasia teto Madagasikara;
- Io ampihi-mamba io dia mitory fironan'ny Fitondrana ho amin'ny fanaovana "kely tsy mba mamindro" sy "zanak'i Ikala hafa", fironana izay hanelingelina fatratra ny fifanakalozan-kevitra mety ho vaha-olana amin'izao krizy politika diavin'ny Firenena izao.

Araka izany, ny KMF/CNOE, izay mitana hatrany ny fanabeazana ny olom-pirenena ho adidiny, dia miangavy ireo tompon'andraikitra hamarana dieny izao io ampihi-mamba ataony io, ka hamela ireo mpiasan'ny RTM hiditra amin'ny toeram-piasany ary tsy hanakana intsony amin'ny sisa ny hanaovan'ny RTM ny asany an-kahalalahana tanteraka sy tsy misy fitongilanana.

*Antananarivo, faha-06 Aogositra 1991*

**Ny Birao Nasionaly**

**MONOPOLE DE  
LA R.T.M. ET  
DEMOCRATIE**

En admettant la création de radio et télévisions privées, même sous certaines conditions de contrôle de l'Etat, la nouvelle loi sur la Communication laissait espérer une avancée démocratique certaine par rapport au monopole de possession de la RTM par l'Etat.

Parallèlement, le monopole d'utilisation de celle-ci par les partis au pouvoir était battu en brèche par la libéralisation politique arrachée par ceux qui ont su résister au climat généralisé de corruption morale, intellectuelle et matérielle.

Malheureusement, il n'en est plus rien aujourd'hui, puisque la RTM est devenue depuis plusieurs semaines, exclusivement et arbitrairement, un instrument de propagande d'ivoloha.

Il est vraiment étonnant que le PRDM, qui était si fier d'affirmer que Madagascar "avait des longueurs d'avance sur tous les pays africains en matière de démocratie", ait pu faire, même devant l'adversité, de si grands pas en arrière, pour en arriver à une conception féodale de la Communication.

La RTM n'a plus ni journalistes ni speakers. Elle n'a maintenant que des hérauts et des troubadours pour singifier au public les messages du Roi ou pour chanter sa gloire. Et les quelques retransmissions qu'elle fait ne concernent que les amusements du Souverain et de ses courtisans venus de toutes les provinces.

Le plus grave est que ces médias censés appartenir au Peuple sont monopolisés par le Pouvoir pour occulter les manifestations d'opinions qui lui sont défavorables faites par une partie plus que représentative de ce Peuple.

Madagascar se trouve ainsi plongé dans un obscurantisme indigne du XXI<sup>e</sup> siècle qui approche !

**06 AOUT 1991**

Le fait que les agents qui assurent actuellement le fonctionnement de la Radio et de la Télévision appartiennent aux MMSM -les autres étant en grève- ne justifie en rien la partialité de ces médias.

D'autre part, l'existence d'une liste noire d'agents interdits d'accès dans les locaux où les émissions se préparent et se transmettent confirme le monopole que le Pouvoir entend conserver sur ces médias. D'autant plus que ces locaux sont gardés par des militaires armés et ayant consigne de tirer.

Cette situation appelle de la part du KMF/CNOE les remarques suivantes :

- Le monopole exercé actuellement par le Pouvoir sur la RTM est un net recul par rapport aux acquis de la démocratie à Madagascar ;
- ce monopole reflète une propension du Pouvoir à l'exclusive et à l'arbitraire qui hypothèque les chances du dialogue comme solution à la crise politique actuelle.

Pour ces raisons, le KMF/CNOE, fidèle à sa mission d'éducation des citoyens, invite les responsables de ce monopole à mettre un terme immédiatement à cette pratique, à permettre aux agents de la RTM d'accéder aux locaux ad hoc et à laisser désormais la RTM traiter l'information "démocratiquement", c'est-à-dire en admettant que toutes les tendances s'y expriment.

*Antananarivo, le 06 août 1991*

**Le Bureau National**

Ny KMF/CNOE dia nanara-maso hatrany am-boalohany ny fihetsiketsehana rehetra na teto an-drenivohitra, na tany amin'ny tanan-dehibe rehetra izay misy solontenany. Miharihary fa mizotra am-pitoniana sy am-pilaminana ny zavatra rehetra.

Ny Asabotsy 10 Aogositra, dia nanara-maso akaiky toy ny fanaony ny filaharam-be niainga teo amin'ny Kianjan'ny 13 Mey nankany lavoloha ny KMF/CNOE. Hita hatrany ny filaminana sy fahatoniana indrindra tamin'ny fifampiraharahana tamin'ny mpitandro ny filaminana, na teo Ankadimbahoaka, na teo Tanjombato.

Mbola teo am-panaovana fifampiraharahana teo amin'ny toerana 2 km alohan'ny ahatongavana eny amin'ny Lapan'lavoloha, fifampiraharahana momba ny andefasana solontena vitsivitsy hitondra teny sy taratasy ho eny no nanomboka nitoraka grenady mandatsa-dranomaso ny miaramilan'lavoloha. Taorian'izay, dia nisesy ny fanipazana grenady fitondra manafika avy amin'ny miaramila an-tanety sy ny helikoptera ary koa ny fititra variraraka. Fanampin'izany dia nisy andian'olona nanao fitafiana sivily hita nampiasa pilota ary nisy aza tamin'izy ireo nitarika andiana miaramila nanenjika ary nitifitra ny vahoaka nandositra teny an-tanimbary ka hatrany amin'ny tananan'i Tanjombato. Nisy koa vanja (mines) nipoaka teny an-tanimbary.

Tamin'ireo vahoaka niisa aman'hetsiny, dia tsy nisy na fihantsiana, na fanafihana izay nety ho nanamarina ny fampiasan-kery nampiharina taminy ka niteraka ratra sy faty olona.

Noho izany dia manambara ny KMF/CNOE fa tompon'andraikitra voalohany amin'izao zava-doza izao ny lehiben'ny RESEP izany hoe Andriamatoa Didier RATSIRAKA.

Mbola hamakafaka lalindalina kokoa ny toe-javatra nahatonga sy ho aterak'izao ny KMF/CNOE. Dienty izao anefa, dia misarika ny sain'ny tsirairay tsy ho voafandrika amin'ny fanaovana valy faty be fahatany, hitandrina ny tondro-molotra, ny endrikendrika sy ny fitorotorohana.

*Antananarivo, faha-11 Aogositra 1991*

Ny Birao Nasionaly

## **SUR L'EVENEMENT DU 10 AOUT 1991**

Le KMF/CNOE a toujours suivi de près, depuis le début, toutes les manifestations qui ont eu lieu, aussi bien dans la Capitale que dans les grandes villes où il est représenté. Il est évident que ces manifestations se sont déroulées dans le calme et la sérénité.

Le samedi 10 août, le KMF/CNOE a observé, comme à son habitude, la grande marche qui est partie de la Place du 13 mai en direction de l'Avoloha (Palais Présidentiel). Le caractère pacifique et serein de la manifestation a toujours été respecté, surtout au cours des négociations avec les forces de l'ordre aux barrages que celles-ci ont érigées à Ankadimbahoaka et à Tanjombato.

Alors que les marcheurs étaient encore à 2 km de l'entrée du Palais d'Avoloha et que des négociations y étaient en cours face à un nouveau barrage de soldats, négociations relatives à l'envoi d'émissaires pour remettre une lettre au Palais, des militaires d'Avoloha commencèrent à lancer des grenades lacrymogènes. Il y eut ensuite une succession de lancers de grenades offensives, aussi bien par des militaires au sol que d'un hélicoptère, et des tirs en rafales. En outre, une troupe d'hommes en civil a été vue lançant des frondes, et certains d'entre eux ont même donné l'ordre à des escouades de militaires de poursuivre et de tirer sur des manifestants qui fuyaient à travers les rizières et jusqu'à Tanjombato. Des mines ont également sauté dans les rizières.

Pourtant il n'y eut de la part de la foule, qui se comptait par centaines de milliers, ni provocation, ni attaque qui aurait pu justifier cet usage de la force causant blessures et morts d'hommes dans ses rangs.

Aussi le KMF/CNOE tient-il pour premier responsable de ce massacre le Chef du RESEP (Régiment de la Sécurité Présidentielle), c'est-à-dire Didier Ratsiraka.

**11 AOUT 1991**

Le KMF/CNOE procédera ultérieurement à une analyse plus approfondie sur des causes et les conséquences de cet événement.

Mais d'ores et déjà, il attire l'attention de tout un chacun pour ne pas tomber dans le piège des vengeances gratuites et pour éviter mise à l'index, dénonciation et délation.

*Antananarivo, le 11 août 1991*

Le Bureau National



**NY HERY  
TSY MAHALEO  
NY FANAHY**

Eo anatrehan'ny toe-javatra mitranga eto amin'ny firenena izay miteraka fatiolona sy ratra amin'ny fampiasana fitaovana isan-karazany araka izay hita any Toamasina, Mahajanga ary Antananarivo dia, raisin'ny KMF/CNOE ho adidy ny mampatsiahy ireto hevitra manaraka ireto :

- Ny fampiasana HERISETRA dia tsy hitondra vahaolana velively amin'ny fandaminana izao fahasahiranana eo amin'ny fiaraha-monina sy ny toe-karena mahazo ny firenena izao, fa vao mainka hampitombo ny korontana sy ahiahy ary ny lolompo,

- Sady manimba ara-batana sy ara-tsaina izay mampiasa azy ny HERISETRA no mitera-pahavoazana tsy azo arenina eo amin'izay iharany rahateo,

- Ny fiainana mitebiteby lava sy mandry andriran'antsy ateraky ny tsaho sy tondro molotra dia mandrava ny fifankatiavana sy fihavanana mampivavaka antsika Malagasy.

- Noho izany dia entanina ny rehetra, indrindra ny mpanao politika hifehy tena amin'ny fampiasana ny fitaovana fampitam-baovao (radio, televiziona, fanambarana an-kianja na an-tsoratra sns) mba tsy ho fampielezan-kevitra mahatonga lonilony sy ahiahy ary valifaty eo amin'ny mpiara-monina izy ireny.

- Ny fahasamihafana ara-poko, ara-pirazanana, ara-pinoana ary indrindra ara-politika dia tsy tokony hampisaraka fa, havondrona kosa ho hery ao anatin'ny fifanajana hampihavana ny Malagasy rehetra sy ho fototry ny Demokrasia.

- Tandindomin-doza rahateo ny Demokrasia izay imatimatesantsika raha mitohy izao fampiasana HERISETRA sy FANDRAVANA izao.

Noho izany, ny KMF/CNOE dia manao antso avo amin'ny olom-pirenena rehetra mba handray andraikitra ka :

\* hanamafy ny andrimaso-pokonolona hisorohana ny tetika fanakorontanana;

**14 AOGOS. 1991**

\* handanjanja ny fihetsika ateraky ny tendrim-po tsy mba namana eo anoloan'izany fandraisana andraikitra izany;

\* hifampitsimbina ka tsy hanararaotra be fahatany amin'ny fampiakarana vidin'entana sy fanaovana varo-maizina.

Teny atsipy amin'ny manam-panahy izao ka, ataovy toy ny trafon-kena ome-mahery satria, adidin'ny KMF/CNOE izany amin'ny fanabeazana ny olom-pirenena iantsorohany.

*Antananarivo, 14 Aogositra 1991*

Ny Birao Nasionaly.

**L'AME  
TRANSCENDE  
LA FORCE**

Devant les événements qui se déroulent dans notre pays entraînant morts d'hommes et blessés à Toamasina, Mahajanga et Antananarivo, le CNOE tient à rappeler les idées suivantes :

- Le retour à la violence n'apportera aucune solution aux problèmes d'ordre économique et social auxquels le pays fait face. Bien au contraire, il ne pourrait qu'accroître le désordre, l'anxiété et la rancune;

- La violence est préjudiciable autant pour le corps que l'esprit pour ceux qui l'utilisent ; elle peut avoir des conséquences néfastes pour ceux qui la subissent ;

- Des relations sociales basées sur l'insécurité, la peur nées des rumeurs et de la délation ne peuvent que détruire la fraternité et le Fihavanana qui font l'originalité du peuple malgache.

Aussi le CNOE en appelle-t-il à la sagesse et à la maîtrise de tous, en particulier des politiciens, dans l'utilisation des médias (Radio, Télévision, Communiqué en public ou par écrit... etc) afin que celles-ci ne soient pas un outil de propagande incitant à la vengeance, la défiance ou la rancune au sein des relations sociales.

- Les différences d'origine ethnique, régionale, de religion et surtout politiques ne doivent pas être un facteur de division. Au contraire reconnues dans le respect mutuel, elles devraient rapprocher tous les Malagasy et être le fondement de la démocratie ;

- La démocratie que nous prônons et pour laquelle nous nous battons est en danger si nous laissons la violence et la destruction se perpétuer.

**14 AOUT 1991**

C'est pourquoi, le CNOE lance un appel puissant à tous les citoyens pour que chacun prenne ses responsabilités en étant :

- \* vigilant dans les mesures de sécurité des Fokonolona pour faire obstacle aux provocations ;
- \* serein et tempéré dans la prise de responsabilités à tous les niveaux ;
- \* sur ses gardes en s'auto-disciplinant pour empêcher la hausse abusive des prix et le marché noir.

Cet appel s'inscrit dans l'action d'éducation du CNOE et s'adresse à tous les citoyens de bonne volonté.

*Antananarivo, le 14 août 1991*

Le Bureau National

## LE CNOE ET L'APPRENTISSAGE DE LA DEMOCRATIE

Dès sa création en février 1989 en vue d'observer le déroulement des élections qui se sont succédées durant la même année, le KMF/CNOE, indépendant de tout parti politique et n'étant l'organe d'aucune église instituée, a défini ses principaux objectifs: défendre les libertés et la démocratie. Par la suite il a pris conscience qu'il était nécessaire d'élargir son champs

d'action au-delà de l'observation des élections. Il a décidé lors de son 1er séminaire national d'août 1989 de participer à l'éducation civique et politique de la population et s'est organisé en structure permanente.

Lors de sa première action, à savoir l'observation de l'élection présidentielle, le KMF/CNOE a pu constater que son initiative répondait à une attente profonde. Elle a même reveillé des consciences résignées au mensonge, à la corruption, à la peur. Le désir de changement a pu être observé.

Le KMF/CNOE a fait connaître par des communiqués les résultats de ses observations et les irrégularités qu'il avait relevées. Ses observations l'ont conduit à réclamer la révision des listes électorales et surtout des amendements au code électoral. Le Gouvernement a apporté quelques amendements à ce code; cependant le KMF/CNOE les a estimés dérisoires.

Les nombreux recours déposés auprès de la Haute Cour Constitutionnelle mettent en évidence les aspirations profondes des Malgaches pour des changements importants. Malheureusement ces recours furent rejetés pour vice de forme en général, les moyens prévus par les textes étant trop flous.

Ces aspirations ont été confirmées lors du Séminaire National que le KMF/CNOE a organisé les 4-5-6 août 1989, et qui a réuni des représentants venant de toutes les régions de l'île. Il a permis des

échanges sur les élections présidentielle et législatives, le Code électoral, la Constitution, les collectivités décentralisées et la démocratie. Les travaux se sont achevés sur l'adoption par les séminaristes d'un texte réclamant :

- l'abolition du Front National Pour la Défense de la Révolution (seuls étaient éligibles les candidats présentés par les partis membres de ce Front) ;
- le pluralisme des opinions et le droit de libre association politique ;
- la dissociation de la Charte de la Révolution Socialiste Malagasy (Livre Rouge) et de la Constitution (il n'appartient pas à l'Etat de définir et d'imposer aux citoyens une idéologie particulière) ;
- la révision de la Constitution en réclamant que le débat soit véritablement ouvert à toutes les Forces Vives de la nation.

Ce dernier point a l'adhésion de la plupart et a amené le Président de la République Didier Ratsiraka à inviter les partis membres du Front à lui soumettre des propositions sur l'avenir du Front, "Les modifications proposées pouvant aller jusqu'à la Constitution".

A la veille de la clôture de la session extraordinaire de l'Assemblée Nationale Populaire (ANP) des modifications de la Constitution furent proposées par le Gouvernement à cette institution. Vous trouverez nos observations sur cette démarche dans l'annexe n° 1.

Le KMF/CNOE a salué le progrès réel dans la voie de la démocratisation du pays (autorisation de création de partis ou d'organisations politiques en dehors du Front). Mais il a souligné que les problèmes de fond demeuraient, entre autre le maintien du socialisme comme idéologie de l'Etat et "l'incapacité" de l'ANP à jouer effectivement son rôle de législateur puisque la confusion des pouvoirs était encore de fait.

Pendant une année, le KMF/CNOE n'a eu de cesse de conscientiser, d'informer la population et les responsables sur l'évolutions de la

situation, sur leurs droits et devoirs. Il a également dénoncé l'impossibilité d'alternance du pouvoir dans le système qui était encore en vigueur, d'autre part, il a lancé et relancé l'idée d'une Concertation Nationale pour tenter de remobiliser la population qui n'avait plus confiance dans les institutions du pays. Il fallait que celle-ci retrouve un minimum de confiance en ses propres capacités et dans les institutions. Des efforts particuliers ont été consentis pour informer les gens des provinces afin qu'ils soient partie prenante de la vie du KMF/CNOE et de la vie nationale de celui-ci furent mises en place. Les mêmes attentes, la même détermination pour, être acteur du changement et du redressement du pays se sont révélées.

Cet appel du KMF/CNOE a trouvé un écho favorable chez beaucoup de personnes de la société civile et en particulier chez la Fédération des Eglises Chrétiennes de Madagascar (FFKM). Celle-ci a pris l'initiative d'organiser la tenue de Concertations Nationales en août et en décembre 1990. Ces Concertations devaient rassembler toutes les Forces Vives du pays mais furent boudées par le pouvoir. Ces assises ont permis de réfléchir sur les racines profondes de la situation désastreuse du pays dans tous les domaines.

Elles furent également l'occasion de constater, s'il en était encore besoin, du désir affirmé d'un grand nombre pour un changement c'est-à-dire une société plus démocratique, plus juste.

Le deuxième Séminaire National du KMF/CNOE de décembre 1990 avec la participation de 150 personnes venant de toute l'île, et le Conseil National des 9 et 10 février 1991 ont permis d'appréhender la situation qui prévalait dans le pays tout entier. Ils ont révélé une maturité réelle des participants qui ont porté le témoignage de la volonté d'un grand nombre de Malgaches dans toutes les provinces de changer et d'être partie prenante de leur propre développement.

Ces rencontres ont été à l'origine de deux communiqués: l'un sur les "Ethnies" qui mettait en garde les tentatives de division et de discrimination qui mettait en péril l'unité nationale dans la différence, l'autre une lettre ouverte au Président de la République lui suggérant

**23 AOUT 1991**

d'étudier la mise an place d'une Assemblée Constituante en vue du changement de la Constitution, et où seraient représentés toutes les sensibilités politiques, les organisations à vocation économiques, sociale, culturelle, religieuse. L'idée de la Conférence Nationale ayant entre autre pour tâche, l'élaboration d'une nouvelle Constitution fit son chemin et semblait avoir l'adhésion de la majorité.

Les séminaires successifs organisés dans toutes les provinces ont dénoncé la détérioration constante des relations entre électeurs et élus, entre Administration et administrés (notamment entre Justice et justiciables). Ils ont également mis en évidence le souhait de voir cesser le manque de conscience professionnelle, les abus de pouvoir, la corruption qui constituaient de véritables fléaux à tous les niveaux, dans tous les domaines ainsi qu'un frein au redressement du pays.

Les appels incessants du KMF/CNOE pour une Conférence Nationale, une restauration de la crédibilité de l'Etat, l'instauration de la transparence, désirées par tous - car seule voie pour lutter contre la pauvreté, la peur, l'insécurité et l'injustice - ont eu un écho favorable auprès du public et des Forces Vives nées des deux Concertations Nationales de 1990. A preuve l'accueil que les gens ont réservé à sa brochure intitulée "La démocratie, condition d'une plus grande justice sociale" sortie en mars 1991.

Devant le silence et devant l'inertie du pouvoir par rapport à ces revendications et surtout devant la volonté de celui-ci de ne procéder qu'à un "toiletage" de la Constitution par l'ANP, les Forces Vives ont appelé la population à manifester publiquement son refus et à réclamer la tenue d'une Conférence Nationale devant élaborer la nouvelle Constitution. Le 1er mai 1991 commencent alors les mouvements de contestation qui devaient aboutir, à Antananarivo à partir du 10 juin aux manifestations de la Place du 13 Mai.

Durant cette période le KMF/CNOE, par communiqués : du 24 mai, du 1er juin "Projet de Constitution: une occasion manquée", du 6 juin, a réitéré son appel pour que l'élaboration de la constitution fasse

l'objet d'un débat aussi large que possible. Il a été et est témoin et partie prenante de ce mouvement actuel.

Depuis le 1er mai 1991 les populations manifestent dans la non violence. Ces manifestations extériorisent l'aspiration de la majorité des citoyens à plus de justice, à une vie meilleure, à une véritable démocratie, de façon à pouvoir participer à leur propre développement, à celui de leur famille et à celui de la nation.

Leur ampleur témoigne du profond mécontentement longtemps contenu des larges couches de la population durement éprouvée par 16 années de paupérisation, de gabegie et de tyrannie.

A cause de :

- la confusion du législatif, de l'exécutif et du judiciaire ;
- l'accaparement des richesses nationales par les tenants du pouvoir et leurs proches ;
- des gaspillages et dépenses de prestige destinées à tenir le peuple en respect plutôt qu'à assurer son bien être.

Le système en vigueur fondé sur un pouvoir personnel sans partage et sans contrôle a fait Madagascar un des pays les plus pauvres du monde, malgré ses nombreuses potentialités.

Et ces manifestations sont le reflet de la détermination du peuple Malgache à changer de régime pour une société plus démocratique.

Cette marche vers l'instauration d'une démocratie authentique est remarquable.

Car ce peuple digne et fier, se libère de son joug, sans violence, avec détermination, avec rigueur, avec passion.

Depuis le 1er mai les populations font quotidiennement l'exercice de leur nouveau pouvoir. Elles ont réussi à destabiliser le régime. elles ont remis en cause une "vérité" que 16 ans de propagande officielle n'avaient cessé de proclamer unique et universelle.

**23 AOUT 1991**

Le KMF/CNOE, soucieux de conserver les acquis de cette marche vers la liberté a diffusé largement une mise en garde dans son communiqué "Au péril de la démocratie" en date du 26 juillet 1991.

*"L'alternance ne doit pas être la possibilité pour quelques uns de se substituer aux premiers pour continuer dans la même voie. Elle doit conduire à un changement des pratiques de chacun.*

*Et c'est pour ce changement que la population souffre actuellement.*

*Chaque malgache doit prendre conscience aujourd'hui qu'il est citoyen à part entière, et la population doit défendre chèrement l'avancée démocratique qu'elle a durement payée".*

Cette marche de la liberté n'a même pas encore atteint son objectif et fut reprimée en violation flagrante des règles de droit.

- Usage de la violence et de la terreur pour faire obstacle à l'expression de la volonté populaire ;
- Monopole strict des ondes nationales ;
- Recours au tribalisme :
- Le summum fut les tueries perpétrées avec préméditation à Iavoloha, Tamatave et Majunga entraînant morts d'hommes et blessures graves.

Carnage effectué à Iavoloha le samedi 10 août 1991 :

Le samedi 10/08/91 des centaines de milliers de manifestants encadrés par les leaders des Forces Vives et de l'Opposition se sont donné rendez vous sur la Place du 13 Mai pour une marche pacifique vers Iavoloha, le Palais Présidentiel situé à 15 km de la capitale.

Tout s'est déroulé dans le calme et la non violence, avec des chants et des cantiques.

Des négociations avec les forces de l'ordre ont permis aux manifestants de franchir sans encombre les deux premiers barrages installés par celle-ci sur le parcours.

Qui plus est: il a été convenu avec ceux qui commandaient les forces de l'ordre que les manifestants pouvaient poursuivre leur marche jusqu'à un endroit situé à 1,5 km de l'entrée du Palais et qui offrait suffisamment d'espace et de sécurité pour contenir cette foule et éviter tout débordement de sa part.

Une délégation de douze personnes, préalablement choisies par les instances des Forces Vives, devait partir de cet endroit pour se rendre au Palais.

Ces messagers devaient en principe remettre une missive à Ratsiraka, et si ce dernier était au Palais et acceptait de discuter, ils étaient prêts à le faire.

Cependant si telles étaient les formalités, la réalité a été tout autre:

La Garde Présidentielle a arrêté les manifestants à 500 m de l'endroit indiqué, c'est-à-dire à 2 km encore de l'entrée du Palais, donc bien au-delà de la zone dite "rouge".

Des négociations entre des officiers de la Garde Présidentielle et des responsables des Forces Vives ont lieu, pour que la délégation prévue parte au moins de là, les manifestants devant y attendre leur retour.

Mais alors que les négociations étaient sur le point d'aboutir (deux délégués au lieu de douze avait dit le Palais), et alors que personne ne s'y attendait, la Garde Présidentielle a tiré sur la foule. Et ce fut un carnage accompli de sang froid : pierres et grenades ont été lancées à l'aide de frondes (pilotra) sur la foule; simultanément des bombes lacrymogènes et des grenades offensives ont été larguées d'un hélicoptère sur les personnes en train de s'éparpiller et de se sauver vers l'arrière. Dans les rizières avoisinantes où des mines anti-personnelles placées ont éclaté ajoutant à la confusion.

Dans les rizières avoisinantes, des tirs à blanc et à balles réelles des militaires qui étaient en face des manifestants. En effet, un civil armé de

**23 AOUT 1991**

fusil, s'est fait remarquer en dirigeant les militaires poursuivant et tirant sur la foule jusqu'à la limite du village de Tanjombato qui ne constitue pas un terrain militaire et se trouve à 6km du Palais.

Les gens fuyant de tous les côtés furent fauchés par des balles meurtrières. Des blessés ont sauvagement été piétinés par des militaires dans les bosquets des alentours.

Des témoins ont vu des militaires ramasser des blessés et des morts et ont vu déchirer les papiers trouvés sur ces victimes et les embarquer vers le Palais Présidentiel.

Bilan officiel provisoire de cette boucherie au soir du 10/08: douze morts et deux cents treize blessés.

De tels agissements qui veulent étouffer par la violence l'expression de la voix populaire aspirant à plus de liberté et de démocratie relèvent d'un crime contre la nation et l'humanité.

*Antananarivo, le 23 août 1991*

Le Bureau National

*Cette lettre d'information a été adressée à des instances internationales, en même temps que des vidéo cassettes sur la tragique marche du 10 août 1991.*

**FARANO NY  
FISALASALANA  
TSY MAMOKATRA  
SY METY  
HAMPIDI-DOZA**

Ho an'ny ankamaroan'ny olona, ny vanim-potoana taorian'ny fifidianana ny Filoham-pirenena tamin'ny 1989, dia tsy nitondra an'ireo fanovana izay nandrandrainy. Ny firosoana (ho amin'ny demokrasia) voaromboka taorian'ny fifidianana, dia tsy tao anatin'ny programan'asan'ny kandida Didier Ratsiraka. Noho izany dia tsy voasakana ny fiheveran-tenan'ny rehetra ho voambaka. Tsapan'ny KMF/CNOE izany tamin'ny alalan'ireo fitsidiham-paritany

nataon'ny mpikambana ao aminy sy tamin'ny alalan'ireo seminera izay nataony tany amin'ny Faritany tamin'ny taona 1989 sy 1990.

Nisy âry fahabangana izay nandraman'ny FFKM ho tsentsenana tamin'ny famoriana fikaonan-doha izay noheverina ho Fikaonan-doham-pirenena nefa nolavin'ny Fitondrana. Io Fikaonan-doha io dia nikasa hametraka mazava tsara ireo fitsipi-dalao demokratika, izany hoe hanala ny firehan-kevitra tokana nampiharina hatramin'izay mba hahatongavana amin'ny fanalalahana eo amin'ny sehatra rehetra eto amin'ny firenena.

Tsapa tamin'ity taona 1991 ity fa nisy fahabangana teo amin'ny Governemanta ary nibaribary fahabangana politika ankapobeny manerana ny Firenena. Nanomboka tamin'ny fotoana nahatsapan'ireo mpitokona amim-pilaminana, fa tsy nety tanteraka ny fanovana lalina sy maharitra nandrandrainy, dia nahazo vahana tsikelikely ny fanjakan'ny baroa.

Izany dia nitarika ny tsirairay samy hanao araka izay heviny sy tiany hatao: fananganana fanjakana mizaka tena (Fédéralisme), Governemanta tetezamita izay tsy afa-mametraka ny fahefany ara-dalàna, fiezahana tsy namokatra hanangana governemantan'ny fampihavanana sns...

Androany, Andriamatoa Guy Razanamasy dia nahazo "fahefana nohitarina".

Ilaina maika dia maika noho izany, ho an'ny andaniny sy ny ankilany, ny mandalina an-tsakany sy an-davany ny toe-java-misy rehetra ankehitriny, sy ny mitsapa

**23 AOGOS. 1991**

ny mety ho voka-dratsin'ny fitohizan'ny fifanoherana ary ny tokony hifanarahana haingana amin'izay teti-panorona efa ironan'ny ankamaroan'ny olona rahateo.

Ny KMF/CNOE dia miantso fandraisan'andraikitra avy amin'ny mpanao politika rehetra mba hiantoka sy hiaro ny soa ho an'ny tanindrazana sy ny firaisam-pirenena.

Ny fiheverana Fitondra-miaramila (Directoire Militaire) dia azo raisina ho fiarana andraikitra ataon'ireo mpanao politika.

Izany dia sady tsy mifanaraka amin'ny hetahetam-pon'ny tafi-bahoaka araka ny nambaran'ny Jeneraly RANDRIANASOAVINA tamin'ny taratasiny tamin'ny 20 aogositra, no tsy mifanaraka ihany koa amin'ny tokony ho fandehan'ny Fanjakana tan-dalàna.

Ela niaretana ny vahoaka ka maneho ny fahatapahan-keviny ho tonga amin'ny vaha-olana politika, izay toa tian'ireo tompon'andraikitra sivily hidifiana fotsiny anefa, satria sarotra ny fifanakalozan-kevitra ary eo koa ny tetik'i Rainibejofon'antoko.

Mbola fotoana azo hiala-nenina farany izao mba hitadiavana ny vahaolana hampitony ny besinimaro, ka hiteraka ny ainga ilaina hampandehanana indray ny Firenena.

*Antananarivo, faha 23 aogositra 1991*

**Ny Birao Nasionaly.**

**METTRE  
UN TERME  
AUX  
HESITATIONS  
STERILES  
ET NOCIVES**

L'après-élection présidentielle de 1989 n'a pas apporté les changements attendus par la plupart des gens. Les avancées arrachées après les élections ne faisaient pas partie du programme électoral du candidat RATSIRAKA. et de ce fait le sentiment de frustration généralisée ne fut pas endigué, ainsi que le CNOE a pu le constater lors des tournées de ses membres et des séminaires qu'il a organisés dans tous les Faritany en 1989 et 1990.

Il s'est créé un vide que le FFKM a essayé de combler en organisant une Concertation qui se voulait nationale, mais qui fut boudée par le Pouvoir. Cette Concertation voulait établir les règles d'un jeu démocratique, et donc sortir du monolithisme ambiant pour arriver au pluralisme dans tous les domaines de la société.

En 1991 le vide gouvernemental a révélé un vide politique général dans le pays. A partir du moment où les manifestants pacifiques et disciplinés voyaient que leurs attentes d'un changement profond et durable tardaient à être satisfaites, l'anarchie s'installe peu à peu.

De ce fait, chacun y va de ses improvisations : fédéralisme, gouvernement transitoire qui n'arrive pas à établir son autorité, tentative jusqu'à hier infructueuse pour instaurer un gouvernement de réconciliation, etc...

Aujourd'hui Monsieur Guy RAZANAMASY a obtenu "de larges pouvoirs".

Il serait donc urgent que les parties prenantes prennent acte de toutes les données de la situation actuelle, prennent conscience des risques que provoquerait la poursuite d'une situation conflictuelle et se

**23 AOUT 1991**

mettent d'accord au plus vite sur un schéma d'organisation qui semble déjà recueillir l'adhésion de la plupart.

Le CNOE en appelle à la responsabilité des hommes politiques pour que soient assurés le bien du pays et l'unité nationale.

Les tentatives de recours à un directoire militaire serait une fuite des politiques devant leurs responsabilités. Cela ne répond ni à la volonté des forces armées, telle que l'a exprimée le Général RANDRIANASOAVINA dans sa lettre du 20 août, ni au fonctionnement normal d'un Etat de droit.

La population a suffisamment souffert pour montrer sa ferme volonté d'arriver à une solution politique à laquelle, sous prétexte de difficultés de dialogue et d'ambitions partisans, les responsables civils seraient tentés de se soustraire.

Il est encore temps, dans une ultime démarche, de trouver une solution apaisante pour le plus grand nombre de manières à créer le sursaut nécessaire à la remise en marche du pays.

*Antananarivo, le 23 août 1991*

Le Bureau National.

**AOKA  
HO FOMBA  
FIASA "HAFA"**

Nisy ezaka isan-karazany natao ahatan-teraka ny fotoana "teteza-mita" izay eken' ny rehetra ny maha mety azy. Na toy inona na toy inona maha mety ireny drafitra ireny, misy dikany ny fandavan' ny sasantsasany azy ireny.

Ao ireo mandà ny fampiharana ny hevitra, satria ny fifanarahana vokatr' izany dia hanafoana ny sarintsarim-pahefana nananany.

Ny sasany kosa, mahatsapa fa na dia ilaina tokoa aza ny fanovana, tsy afaka hanaiky fa matahotra ny ho very tombon-tsoa.

Ny hafa indray, mandà tsotr' izao izay soso-kevitra atao hitany ho tsy mifanojo amin' ny tetim-panorona manokany.

Koa, heverin' ny KMF/CNOE fa mety ny mampahatsiahy zavatra izay miharihary toy ny kary am-pamoloana: alohan' ny hiheverana izay olona hiandraikitra ny fampandehanana ny andrim-panjakana, aleo apetraka mazava tsara sy ekena ny fomba fiasa eo amin' ny fitondram-panjakana sy ny tanjona kinendry ny fahefana.

### **A. FOMBA FIASA**

Ny fitakiana ataon' izao grevy ranolava fahitantsika izao, dia tsy mikasika resaka asa, fa ara-politika. Izany hoe, mitaky fiovan' ny fitondrana fa tsy fiovan' ny mpitondra fotsiny ny vahoaka. Ny fanovana ny fomba fitondrana dia midika ho firosoana amin' ny tena demokrasia mifototra amin' ny fanomezam-pahefana sy ny fandraisana anjara.

Araka izany, raha tahiny ka misy fandinganana atao amin' ny fitsipika ampiharina amin' ny mpiasam-panjakana, dia tokony apetraka mazava ny antony ary avoaka ho fantam-bahoaka izy ireny.

Ny mpifidy tsy manome fahefana tsy voafetra ny olona nofidiny tsy akory. Tsy nafaoiny miaraka tamin' ny vato nalatsany akory ny zony hanara-maso. Ary tsy hoe rehefa mitehaka ny mpikabary ankafiziny akory ny olom-pirenena dia midika izay fa avelany hanao izay tiany atao io.

**05 SEPT. 1991**

Ny tsy ankanafina eo amin' ny fizakana fahefana, ny fanaraha-maso ny mpitondra, ny tombakiana atao amin' ny politika sy ny lahasan' ny Governemanta, dia samy ilaina sy tsy azo idovirana avokoa amin' ny atao hoe demokrasia.

## **B. TANJONA KINENDRIN' NY FAHEFANA**

Ny fizakana fahefana dia tokony ho fifanekena mamatotra ny vahoaka sy ny mpitondra azy. Eo an-danin' izany kosa, ny Ministra dia tsy tompon' ny ministera iadidiany tsy akory. Ary dia toy izany koa amin' ny ambaratongam-pahefana rehetra. Ny amin' izany indrindra: ny ataon' ny Ministra vaovao sasany dia miteraka ahiahy momba ny hitsipony sy ny fahavitany hametraka ny soa iombonana ambon' ny tombon-tsoany manokana.

Ny fitondrana dia natao hanompo ny firenena iray manontolo, fa tsy natao ho savihan' antokon' olona na faritra iray manokana.

Ny fitsapana fahafahana mampangina filana tombotsoa manokana dia ho hita, ato anatin' ny volana vitsivitsy ho avy eo amin' ny fomba hanatanterahana ny lahatr' asa apetrak' ireo mpamatsy vola. Ireo lahatr' asa ireo, izay miompana indrindra amin' ny lafiny sosialy, dia natao hanatsarana ny fari-piainan' ny vahoaka, sady hanampiana ny fiarenan' ny toe-karena.

Samy mahalala fa hatramin' izao ireo lahatr' asa isan-karazany ho an' i Madagasikara, dia voahodina hiala tamin' ny tanjona kinendryny ka lasa nampitombo ny tombon-tsoa manokan' ny sasany; ary izany dia vokatry ny fomba fiasa nampiharana fahefan' olon-tokana izay niantraika tamin' ny ambaratonga rehetra.

Ireny fomba fiasa ireny dia azo sady tokony hatsahatra, satria manakana ny fahazoan' ny vahoaka manatratra ny metimety kokoa.

Tokony haka toeran' ireny fomba ireny ny fitantanana tsy misy ankinafina, izay ifarimbonan' ny Fitondram-panjakana sy ny vahoaka ao anatin' ny fitsipika sy fepetra voapetraka mazava, ka amin' izay ny tompon' andraikitra isan' isany dia ho tsaraina araka ny vokatry azony, ampitahaina amin' ny tanjona natao ho kinendryny.

**05 SEPT. 1991**

Ho famaranana, mampahatsiahy ireo rehetra hanana andraikitra ny KMF/CNOE fa ny toetoetry ny lizakana fahefana mihitsy no tokony hiova eto amintsika. Izany no hanamari-pototra ny demokrasia ary ho antoky ny fisian' ny fandrosoana.

Maneho am-pahasahiana ny finiavany hamerina ny fahamboniany ny vahoaka malagasy: aoka ireo izay voaantso hitana toerana hananana andraikitra hahay hanakatra izany fahambonian' ny vahoaka izany, ka tsy hanakatsakana ny fahatanterahan' ny fanantenana mivaivay ao aminy.

*Antananarivo, faha 5 septambra 1991*

Ny Birao Nasionaly sy ireo Filoha isam-paritra

**POUR DES  
PRATIQUES  
"AUTRES"**

Diverses tentatives ont été faites pour mettre en place la période transitoire, dont le principe semble admis par tous. Quel que soit le mérite de ces plans, leur refus par quelques uns est significatif.

Certains refusent de passer du principe à la pratique, parce qu'en réalité un accord les priverait d'une certaine apparence de pouvoir.

D'autres, bien que conscients de la nécessité des changements, ne s'y résignent pas de fait, par peur de perdre leurs privilèges.

D'autres n'acceptent pas les formules proposées, parce qu'ils ne s'y retrouvent pas au niveau de leurs ambitions.

Aussi le CNOE juge-t-il opportun de rappeler ce qui devrait être une évidence: avant de penser à ceux qui feront fonctionner les institutions, il importe que soient clarifiées et acceptées au préalable les méthodes de travail de l'Administration et les finalités du pouvoir.

#### **A - Méthodes de travail**

Les revendications de la longue grève que nous connaissons ne sont pas d'ordre corporatiste; elles sont d'ordre politique. C'est-à-dire que le peuple veut un changement de système et pas seulement un changement de dirigeants.

Un changement de système suppose une démocratie authentique à base de délégation de pouvoirs et de participation.

Ainsi au cas où des dérogations aux règles sont imposées à des fonctionnaires, qu'elles soient motivées et rendues publiques.

Les électeurs ne donnent pas un chèque en blanc à leurs élus. Ils n'abandonnent pas leur droit de regard en déposant un bulletin dans

l'urne. Encore moins le citoyen donne-t-il un chèque en blanc lorsqu'il applaudit son orateur préféré.

La transparence dans l'exercice du pouvoir, le contrôle des gouvernants, l'évaluation des politiques et de l'action gouvernementale en général sont des exigences indispensables à toute démocratie.

### B - Finalité du pouvoir

L'exercice du pouvoir devrait être un contrat entre un peuple et ses dirigeants. En revanche un Ministre n'est pas propriétaire de son Ministère. Il en va de même à tous les niveaux du pouvoir. A cet égard le comportement de certains nouveaux ministres laisse planer un doute sur leur désintéressement et leur capacité à mettre le bien commun au-dessus de leurs intérêts personnels.

Le pouvoir est au service de l'ensemble de la nation et n'a pas à être récupéré par une catégorie sociale ou une région particulière.

Le test de la capacité à dépasser des intérêts particuliers se trouvera pendant les mois à venir dans la manière dont seront mis en œuvre les programmes des bailleurs de fonds. Ces programmes, dont l'orientation est essentiellement à caractère social, devraient améliorer les conditions de vie de la population en même temps que favoriser un essor de l'économie.

Tout le monde sait qu'à ce jour les programmes de tous ordres ont été à Madagascar détournés de leur finalité aux profits d'intérêts personnels, et cela en raison des méthodes de travail imposées par un pouvoir personnel se répercutant à tous les échelons.

Ces pratiques peuvent et doivent cesser parce qu'elles portent atteinte à une des chances de mieux-être pour la population. Ces pratiques doivent laisser la place à une gestion transparente à laquelle

**05 SEPT. 1991**

soient associées l'Administration et la population dans le cadre de procédures et de méthodes clairement définies, de manière que chaque responsable puisse être évalué aux résultats qu'il aura obtenus par rapport aux objectifs qui lui auront été assignés.

En conclusion, le CNOE se permet de rappeler à tous ceux qui auront des responsabilités que la nature même de l'exercice du pouvoir devra changer chez nous. C'est là la justification de la démocratie et la condition du développement.

Le peuple malgache manifeste courageusement sa détermination à retrouver sa dignité: que ceux qui sont appelés à occuper des fonctions de responsabilité sachent se mettre à la hauteur de ce peuple et ne fassent pas obstacle à la concrétisation de sa grande espérance!

*Antananarivo, 5 septembre 1991*

Le Bureau National et les Présidents de sections.

## FAHASAHIANA HAMARANA

demokrasia ho enti-manafonana ireo fanararaotam-pahafana nentin' ny fotoana izay heverina fa nifarana teo.

Telo volana izao no naharetan' ilay fitokonana tanteraka teto amin' ny firenena; talohan' izay anefa efa nisy fihetsiketsehana lava dia lava tokoa. Mazava ny anton' ireny, mazava koa ny tanjony: fitadiavana ny tena

Ankehitriny dia misy fifanarahana fototra azo tanterahan' ireo rehetra tompon' andraikitra amin' izao fifandirana mandrotika ny firenena izao. Misy fanontaniana mbola velon-tsoratra anefa ary misakana ny fialana amin' izao sorisory izao: moa ve ny tsirairay vonona hizaka ny vokat' izany fifanekena efa mangirana taka-maso izany?

Izany no mahatonga ny KMF/CNOE - Fanabeazana ny Olom-pirenena - hihevitra fa maika dia maika ankehitriny ny famoahana ireo dinidinika miafina sy nokobonina tamin' ny fotoana naha mety azy, nefa entina ho fanta-bahoaka ankehitriny. Rariny sy hitsiny mantsy ny itondrana izany eo amin' ny vahoaka sy hanomezana fanazavana ireo mpanentana ifotony niankinan' ny tolona.

Izay rehetra manana vaha-olana dia tokony hampahalala izany ny vahoaka izay loharano nipoirany rahateo. Raha tsy izany, dia mbola ho voalemin' ny kobaka am-bava sy ny fandrebirebena ary ny ambom-po tsy fampiseho masoandro ny zava-drehetra.

### **A- Ireo hevitra azo aroso hialana amin' izao safotofoto izao**

Maro tokoa izy ireny, nefa dia telo no azo anakapohana azy, ka ahitana ireto hevitra ireto izay eken' ny tsirairay mazava :

- tokony hisy fotoana tetezamita, tsy hitarazoka mihitsy io fa enina ka hatramin' ny dimiambiny folo volana no aharetany;
- tokony hisy governemanta - fitondram-panjakana - hamerina ny asa amandrahara amin' ny laoniny ka hampandeha ny asa an-koban' andro;
- tokony hisy fitantanana - komity hafa - tendrena hanangona, hamoaka ireo hetaheta politika ary ho fototr' asa tanterahan' io ny famolavolana Lalàm-panorenana vaovao sy Lalàm-pifidianana vaovao amin' ny alàlan' ambaratonga lehibe kokoa - Fihaonam-bem-pirenena na Ady hevitra iraisan' ny firenena.

Koa satria mbola misy tsy fitovian-kevitra amin' ny zavatra sasany, dia toy izao ny endriky ny lalan-kevitra azo ifidianana:

### **Lalan-kevitra 1**

- 1) Foana avy hatrany ny fahefan' ny Filohan' ny Repoblika lazaina fa "demokratika" ankehitriny, ka omena komity iombonan' ny miaramila sy ny sivily izany fahefana izany. Fanontaniana momba io: moa ve ireo manolotra ity volavola ity manana izay fitaovana enti-manatanteraka izany ka tsy hangatak' andro lava izao?

### **Lalan-kevitra 2**

- 2) Famindran' ny Filoha - izay tsy hitana intsony afa-tsy andraikitra araboninahitra fotsiny - fahefana feno amina rafitra tsotra ahitana :

a/ Governemanta "tsy miandany", tsy hisy afa-tsy mpahay fitantanana, handidy sy hanapaka amin' ny alalan' ny didy hitsi-volana. Omena (na tsy omena) zo hilatsaka amin' ny fifidianana mamarana ny fotoana teteza-mita ireo;

b/ Komity hisy olona vitsivitsy (ho fanavotana) sy ahitana solontenan' ny hery politika misy. Io komity io no iandraikitra ny Fihanonambem-pirenena fa anjaran' ireo hery politika kosa ny mihatrika ny safidim-bahoaka rehefa avy eo.

### **Lalan-kevitra 3**

- 3) Ity volavola ity izay voatrandraka kokoa noho ilay faha 2, dia mamaritra fahefana telo tsy mifampivady :

a. - Komity miandraikitra fahefana manao lalana ary manana laharana mialoha ny governemanta;

b. - governemanta tompon' andraikitra eo anatrehan' io komity io;

d. - fahefana iray Mpampihatra Lalana.

## B. - Antso ho amin' ny realisma

1- Ny realisma (tsy fanaovana ariary zato am-pandriana) amin' ny politika dia mitaky amin' ny mpanao politika fifanarahana amina lalan-kevitra iray, na avy aiza na avy aiza no nipoirany, hita fa mahomby indrindra ary hahatongavana haingana indrindra amina vaha-olana, araka ny fomba mampisongadina bebe hatrany ny fifampifehezana demokratika. Izany dia mitaky fahafoizan' ny tsirairay ny heviny manokana sy ny lalan-kevitra tian-kano tsy tian-kano, ary mazava ho azy fa mitaky koa fampanginana ny ambopon' olon-tokana eo anatrehan' ny finivana iraisan' ny rehetra hanatratra ny tanjona kinendry.

Izany no hitsaran' ny Tantara antsika izao, ankoatr' izay ho fitsaran' ny taranaka faramandimby any aoriana any.

2- Ny vahoaka hatramin' izao no nizaka ny lanja mavesatry ny fiafiana rehetra, nefa dia misy ny fetra tsy azo ihoarana, fa mampitondra faisana.

Tsy lafo intsony izao na ny kafe, na jirofo, na lavanilina. Tsy mbola voangona ny vary vokatra. Any amin' ireo toerana efa mamadi-bainga, mety ho faty momoka ny ho vokatra rahampitso nohon' ny tsy fisian' ny zezika, masom-boly, fanafodim-bibikely.

Mitebiteby aok' izany ny Ray aman-dReny, ny mpampianatra sy mpianatra indrindra amin' ireo sekoly tsy miankina.

Maro ireo orin' asa am-bavahaon' ny bankiropotra - raha tsy efa roboka ao aza.

Raha ny Fanjakana indray, dia efa-bolana izy izao no tsy nidiram-bola izy hany ka voasembana ny fahafahany miatrika ny andraikiny, dia ny fandoavana ny karaman' ireo mpiasany indrindra izany - Efa eo an-dàlan' ny tsy fahafaha-mandoa trosa intsony izy, na eto an-toerana na any ivelany: tsy misy intsony ny enti-manana vola ivelany izao, nefa ny fifanarahana amin' ireo mpamatsy vola iraisam-pirenena dia mihitsoka mandra-pisian' ny vahaolona politika.

Ohatra vitsivitsy ihany ireo, tsy tapitra ho voatanisa avokoa ny loza vokatry ny fihitsohana ankehitriny.

Efa malia dia malia ny fari-piainan' ny vahoaka nefa dia mbola mitsitongana ihany, ary ny fitokisan' ny any ivelany an' i Madagasikara mihitsy izao no lalaovina.

**11 SEPT. 1991**

3) Ny realisma dia mitaky amin' ireo mpanao politika tsy an-kanavaka ny fahasahiana miatrika ny andraikiny ankehitriny : ny fianteherana amin' ny tafika dia midika fialany andraikitra; ny fianteherana amin' ny masoivoho vahiny dia fahafaham-baraka ; ary ny herimpo nasehon' ny vahoaka an-tapitrisany vontom-pahato-kisana dia very an-javony fotsiny satria tsy ahoan-tsy ahoana ireo mpanao politika.

Raha te-ho mpandresy ahazo tombon-dahiny amin' izao krizy izao ny mpanao politika, aoka izy ireo handray ny andraikiny eo anatrehan' ny firenena dieny izao.

#### D. Ho amin' ny fanaraha-maso ny Demokrasia

Antitranterinay, fa ny fomba fiasa ampiasain' ny olona no mamaritra ny fialana na tsia amin' ny fahefan' olon-tokana amin' ny ambaratonga rehetra, ary mamaritra koa ny fandraisan' ny rehetra anjara amin' ny fanarenam-pirenena izay andrandrain' ny vahoaka.

Tsy mitandro hasasarana ny KMF/CNOE - Fanabeazana ny Olom-pirenena hanao izay hampisy ny fepetra takian' izany fandraisan' anjara izany ary hamafisiny ny finiavany hitandro ny haha tena izy marina ny fandrosoan' ny demokrasia eto amin' ny tanintsika, na dia hananosarotra azy aza izany, ary na hanafintohana ireo izay malai-mino, fa manombok' izao dia hafa noho ny tamin' izay lasa izay ny fomba tokony hampiharana ny fahefana.

Raha mbola azo atao, aoka re tsy ho verin' ny adin' akoholahy madinika ny adin' ombalahy goavana !

*Antananarivo, faha 11 septambra 1991*

Ny Birao Nasionaly

## LE COURAGE DE CONCLURE

Depuis trois mois, le pays est en état de grève générale chronique, elle-même précédée par de longues semaines de manifestations. Les raisons en sont connues et l'objectif aussi : la conquête d'une démocratie vraie, pour mettre un terme aux nombreux abus de pouvoir d'une période que chacun espère révolue.

Aujourd'hui un accord de fond est possible de la part de toutes les parties prenantes au conflit qui déchire la nation. Mais la question qui demeure, et qui empêche de sortir de cette crise, est de savoir si chacun est prêt à assumer les conséquences d'un accord à portée de main.

Voilà pourquoi le CNOE - Education des Citoyens estime qu'il est urgent de sortir des tractations confidentielles qui se justifiaient en leur temps et d'en appeler à l'opinion publique. Il est indispensable et juste d'en appeler au peuple en donnant les explications à ceux qui ont été les animateurs de base et le soutien populaire du mouvement.

Ceux qui ont les clés d'une solution se doivent d'en rendre compte au peuple dont ils se réclament. Faute de quoi la démagogie, les diversions, les surenchères des ambitieux inavoués continueront à tout paralyser.

### A - Les schémas possibles de sortie de la crise

Ils sont nombreux, mais ils se résument à trois, où chacun semble faire siens les points suivants :

- la nécessité d'une période transitoire qui soit le plus rapide possible, de six à quinze mois ;
- la nécessité d'un gouvernement qui relance les activités et gère les affaires courantes ;

- la nécessité d'un organisme (Comité ou autres) chargé de canaliser, d'exprimer et de réorganiser les aspirations politiques, et dont la responsabilité principale serait de rédiger, par le biais d'une instance plus vaste (Conférence, Débat ou Forum national), la nouvelle Constitution et le nouveau Code électoral.

En raison des divergeances qui subsistent sur d'autres points, les schémas possibles se caractérisent ainsi :

#### Schéma 1

- 1) Abolition d'office et immédiate de tous les pouvoirs de l'actuel Président de la "République dite Démocratique" en les donnant à un Comité militaro-civil. La question qui se pose est de savoir si ceux qui proposent ce schéma ont les moyens de le concrétiser sans le remettre de semaine en semaine.

#### Schéma 2

- 2) Remise des pleins pouvoirs par le Président, qui ne garderait plus que des fonctions honorifiques, à une structure simple composée de :
  - a) un gouvernement "neutre", composé de gestionnaires, légiférant par ordonnances, et dont les membres seraient (ou ne seraient pas) autorisés à se présenter aux élections concluant la période transitoire.
  - b) un Comité restreint (de Salut Public et de Redressement National), qui regrouperait des représentants de toutes les forces politiques en présence. Ce Comité gère le débat ou la conférence ou le forum national, à charge par la suite pour ces forces politiques de se présenter au suffrage populaire.

### Schéma 3

3) Ce schéma se veut plus développé que le second en instituant trois pouvoirs séparés :

- a) un Comité qui exerce le pouvoir législatif et qui a prééminence sur le gouvernement;
- b) un Gouvernement responsable devant ce Comité;
- c) un pouvoir juridictionnel.

### B - Appel au réalisme

1/ Le réalisme politique fait un devoir aux hommes politique de se mettre d'accord sur un schéma, sans susceptibilité de paternité, qui soit le plus efficace et qui consiste au dénouement le plus rapide, dans une pratique où les règles démocratiques émergent de plus en plus. Cela implique que chacun renonce à ses idées personnelles, à ses schémas tout faits et, bien entendu, à ses ambitions, au profit d'une volonté commune d'aboutir.

C'est là-dessus que l'histoire, aujourd'hui, nous juge, indépendamment du verdict des générations futures.

2/ La population a jusqu'ici porté le poids le plus lourd des sacrifices, mais il y a des limites qu'on ne peut impunément franchir.

Actuellement, le café, le girofle, la vanille ne se vendent pas. La collecte de riz n'a pas toujours été effectuée. Dans les régions où commence la saison des labours, l'absence d'engrais, de semence, d'insecticides peut compromettre la récolte à venir.

Parents, enseignants et élèves, plus particulièrement des établissements privés, sont dans l'angoisse.

**11 SEPT. 1991**

Beaucoup d'entreprises sont au bord du dépôt de bilan, si ce n'est déjà fait, elles ne pourront plus assurer les salaires de septembre.

Quant à l'Etat, depuis quatre mois il n'a plus de recettes, ce qui compromet la possibilité pour lui de faire face à ses obligations, notamment le salaire des fonctionnaires. Il risque de se trouver en état de cessation de paiements, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur; il n'aura pas, en particulier, les moyens de financer les importations, alors que les négociations avec les organisations internationales sont bloquées en attendant un règlement politique.

Ce ne sont là que quelques exemples, mais on pourrait citer à l'infini les méfaits des blocages actuels.

Les conditions de vie de la population, déjà précaires, se détériorent et la crédibilité de Madagascar parmi les nations du monde est en jeu.

3/ Le réalisme demanderait que la classe politique dans son ensemble ait le courage de faire face à ses responsabilités présentes: le recours à l'armée est une démission pour elle; le recours à des ambassades étrangères est une humiliation pour elle; et l'héroïsme dont a fait preuve une multitude de citoyens convaincus risque d'être tournée en dérision du fait de la médiocrité des politiques.

Les hommes politiques veulent sortir grandis de cette crise: ils doivent prendre toutes leurs responsabilités nationales aujourd'hui.

### **C - Pour un Observatoire de la Démocratie**

Nous rappellerons avec insistance que ce seront les méthodes de travail appliquées par les personnes qui détermineront ou non l'abandon du pouvoir personnel à tous les niveaux au redressement

**11 SEPT. 1991**

national auquel aspire la population. Le CNOE - Education des Citoyens ne ménage pas ses efforts, même si cela est inconfortable pour lui, afin que se créent les conditions d'une telle participation et réaffirme sa volonté de veiller à ce que les avancées démocratiques soient réelles dans notre pays, et il est conscient que cela est dérangeant pour ceux qui ont du mal à admettre que le pouvoir devra désormais s'exercer chez nous autrement que par le passé.

S'il en est encore temps, ne prenons pas le risque de perdre l'essentiel à force de nous enliser dans l'accessoire !

*Antananarivo, le 11 septembre 1991*

**Le Bureau National**



**N** y *dinika manaraka dia ilay dinika hoe "fanamafisana ny Demokrasia mandritry ny fotoana teteza-mita" nasiana fanitsiana kely singan'ireo antotan-taratasy novolavolain' ny KMF/CNOE - Fanabeazana ny Olom-pirenena nandritry ny volana Aogositra sy Septambra 1991 izy lo; misy fiaraha-miasa na olona avy amin'ny laliny maro eto an-toerana ary koa misy filanampiana avy amin'ireo sakaiza avy any amin'ny tany manana ny ampy sy avy any amin'ny tany mbola vao mandroso, mba hitadlavana ala-olana amin'izao krizy lainan'ny firenena izao.*

*Vokatry ny firotsahan'ny KMF/CNOE - Fanabeazana ny Olom-pirenena izao dinika izao nefa koa, Inoana fa mbola toky koa ho amin'ny asa voatsapa hamirapiratan' ny ampitson'ny firenena.*

## FANAMAFISANA NY DEMOKRASIA

### MBA TSY HISIAN'NY FAHEFAN'OLON- TOKANA INTSONY

Nitarika ho amin'ny fikorontanan'ny sehatra maro teo amin'ny fiaraha-monina ary fampahantrana ny vahoaka amin'ny ankapobeny ny fampiharana ny fahefan' olon-tokana teo amin'ny ambaratonga rehetra nandritra ny taona maro. Ny fifidianana tamin'ny 1989 dia tsy nitondra ireo fiovana nantenaina toy ny:

- fanavaozana rafi-pitondrana na mpahefana, fanovana ny mpitondra politika ary fomba fiasa demokratika kokoa.

Nipoitra avy amin'izany faniriana tsy tanteraka teo amin'ny maro izany ny finiavana hanangana, amin'ny fomba samihafa, rafitra hafa. Noho izany no hanaovana ny Fikaonandoha tamin'ny 1990, izay tsy nankasitrahana'ny fitondrana, kanefa nikendry indrindra ny hampandeha amin'ny fomba demokratika kokoa ny fiaraha-monina, hanapotika ny fanjakan'olom-bitsy nisy ary miafara amin'ny fanalalahana eo amin'ny sehatra rehetry ny fiaraha-monina.

Mampiseho ny tsy fisian'ny politika efa ela ary efa mihanaka ny fahabangam-pitondrana amin'izao fotoana izao. Ary satria tsy nahazoana fanovana lalina sy

maharitra ireo fihetsiketsehana nilamina sy voafehy nandritra izay volana vitsivitsy izay, dia miha-mahazo laka tsikelikely ny tsi-fanarahan-dalàna (fanjakan'i Baroa).

Ny olom-pirenena rehetra sy ny saranga politika mitovitovy fijery dia mifanaraka ankehitriny fa ilaina ny fialana amin'ny rafi-pitondrana misy ankehitriny ary koa ny fametrahana ny an'ny Repoblika III. Izany fanovan-drafitra izany anefa dia mitaky fanao vaovao sy fitondran-tena vaovao isan'andro: rehefa mety ho andraikitra (politika, fandraharaham-panjakana, miaramila, sns...) dia mifototra amin'ny fifanekena amin'ny olom-pirenena; ary tsy misy afaka hamihina ny tombontsoa ho azy samirery, na ho an'ny fianakaviany sy ny ankohonany, na ho an'ny antokon'olona na faritra iray, izay fahefana napetraka taminy.

Tsy maintsy hita eo amin'ny fiaraha-monina tena demokratika ny tsiankinafinafina eo amin'ny fomba fitondrana, ny fanaraha-maso sy fanaovana toman'ezaka ny politika itondrana ny vahoaka ary koa ny fampiharam-pitondrana. Eo andanin'izany, ny fandraisan'anjara feon'ny olom-pirenena tsirairay amin'ny famolavolana sy fanatanterahana ny fanapahan-kevitra no isan'ny zava-dehibe ilain'ny demokrasia marina ary koa hampisy ny fampiroboroboana ny fandrosoana ara-toe-karena: tsy tokony hametraka fitokisana anjambany amin'ny olom-boafidiny ny vahoaka. Farany, izany fandraisan'anjara amin'ny fomba fanapahan-kevitra izany dia mitaky fitsinjarana tanteraka ny fahefana sy ny fandraharahana, mazava ho azy.

Ny fotoana tetezamita mialoha ny fidirana ho amin'ny Repoblika III ho fotoana fohy kanefa mahomby araka izay azo atao, dia tokony ho fotoanan'ny fifohazam-pirenena: fifohazana izay tanteraka nohon'ny fahafahana manorina, nohon'ny famoronana asa, ary nohon'ny fitsinjarana ara-drafiny ny lanian'ny fanitsiana ara-drafitra (ajustement structurel). Araka izany ny governemantan'io fotoana tetezamita io dia tokony hahay mitana ny toeran'ny mpanelanelana, ary ny fampiharana ireo fandaharan'asa iarahana amin'ny mpamatsy vola koa (tontolo iainana, fivelarana sosialin'ny fanitsian-drafitra, fanomanana sy fanampiana ho amin'ny fitantanana ara-toe-karena) dia tokony hitondra fanatsarana azo tsapain-tanana sy haingana ny toe-piainan'ny mponina, no sady hampahomby ny fivoarana ara-toe-karena. Tsy misy antony tokony hisalasalana ny amin'ny fototr'ireo fandaharan'asa ireo mandritra ny fotoana tetezamita, fa ny fitantanana azy ireo amin'ny fomba tsiankinafinafina kosa no tokony himasoana.

## ANDRIMASON'NY DEMOKRASIA

Mbola vao miana-mandeha eo amin'ny demokrasia ny eto Madagasikara ka mitaky mandrakariva fahamailoana izany. Hita fa nilaina koa izany na dia tany amin'ireo firenena noheverina fa efa nandia ela tanatin'ny demokrasia aza.

Ny tsiankinafinafina eo amin'ny ambaratonga sy ny sehatra rehetra, porofon'ny fiaraha-monina tena demokratika, dia hiantohan'ny ambaratonga mahaleo tena mpanao toman'ezaka sy mpanara-maso iray antsoina hoe: "Andrimason'ny Demokrasia".

Voamarina io roso vaovao io satria mbola tsy voafaritra mazava eto Madagasikara io "fiaraha-mientan'olon-tsotra" io ary tsy mbola manana izay ho enti-mifanandrina na amin'ny fitondram-panjakana sy ny forongony, na ireo antoko politika, na ny tafika. Satria mantsy tsy maintsy sahanin'ny demokrasia na ny fifandraisana maharitra eo amin'io "fiaraha-mientana" io ireo rafitra telo ireo na ny fifandanjalanjana misy eo amin'ny fahefana isan-karazany ary miandraikitra indrindra :

- ny fanabeazana ny olom-pirenena sy fampivoarana ny toe-tsaina;
- ny fanaraha-maso ny fifidianana;
- ny fanaovana toman'ezaka ireo fanapahan-kevi-bahoaka;
- ny asa hafa amin'ny fotoana sasany na maharitra izay mety hatolotry ny fahefam-bahoaka azy na omen'ny fahefam-bahoaka azy noho ny fitiavany hanao izany.

Ny anjara asan'ny Andrimason'ny Demokrasia dia tsy mifanitsaka velively amin'ny andraikity ny rafi-pahafana mitsara. Homen'ny fitondram-panjakana ny Andrimason'ny Demokrasia avokoa izay fitaovana itany hanatanterahany ny asany, indrindra fa amin'ny alalan'ny fahazoany mijery izay antotan-taratasy eo am-pelatanana. Eo amin'ny asany, ny Andrimason'ny Demokrasia dia afaka miara-miasa amin'ireo hery heverina fa mahavita azy, na eo amin'ny firenena na iraisam-pirenena, na olona na rafitra, arakaraka ny manavanana ny tsirairay sy izay zavatra ho tanterahana.

**L**e texte qui suit est une reprise légèrement remaniée d'un élément intitulé "Consolider la démocratie pendant la période transitoire". Cet élément fait partie du dossier élaboré en août et septembre 1991 par la CNOE - Education des citoyens, avec la collaboration locale de personnes d'horizons divers, mais aussi avec la solidarité éprouvée d'amis du Nord comme du Sud, en vue de résoudre la crise nationale.

Ce texte représente à la fois un aboutissement des engagements du CNOE-Education des Citoyens et, il faut l'espérer, la promesse d'actions concrètes à venir pour le bien du pays.

## CONSOLIDER LA DÉMOCRATIE

### ROMPRE AVEC LE POUVOIR PERSONNEL

Pendant de longues années, l'exercice du pouvoir personnel à tous les niveaux avait mené à la démobilisation dans de larges secteurs de la société, à l'appauvrissement de la population dans son ensemble. Les élections de 1989 n'ont pas apporté les changements attendus : réformes institutionnelles, renouvellement du personnel politique et pratiques plus démocratiques.

De ce sentiment de frustration généralisée est née la volonté d'instaurer, par des voies différentes, un autre système. D'où l'organisation, en 1990, d'une concertation qui sera boudée par le pouvoir établi, mais qui voulait mettre en place un fonctionnement plus démocratique de la société, briser le monolithisme ambiant, et aboutir au pluralisme dans tous les domaines de la société.

Aujourd'hui, le vide gouvernemental révèle un vide politique beaucoup plus ancien et plus généralisé. Et comme les manifestations pacifiques et disciplinées de ces derniers mois n'ont pas pu obtenir de changements profonds et durables, l'anarchie s'est peu à peu installée.

L'ensemble des citoyens et la classe politique quasi unanime s'accordent à présent sur la nécessité de rompre avec les institutions existantes et de mettre en place celles de la "Troisième République". Mais un changement de système suppose surtout de nouvelles pratiques et de nouveaux comportements quotidiens : tout mandat (politique, administratif, militaire, etc...) repose sur un contrat avec les citoyens; et nul n'est autorisé à confisquer à son profit, ou au profit des siens, d'un groupe particulier ou d'une région, l'exercice du pouvoir qui lui est confié.

La transparence dans l'action de gouverner, le contrôle et l'évaluation des politiques publiques ainsi que des pratiques gouvernantes, s'imposent dans une société qui se veut démocratique. En contrepartie, une participation effective des citoyens à l'élaboration et à la mise en œuvre des décisions est la composante indispensable à toute démocratie représentative et à un réel processus de développement économique : les électeurs n'ont pas à donner un chèque en blanc à leurs élus. Enfin, cette participation au processus décisionnel suppose évidemment une décentralisation effective des pouvoirs et de l'administration

La période de transition qui précède l'avènement de la III<sup>ème</sup> République, période aussi courte et efficace que possible, devra être également celle d'un sursaut national : sursaut rendu possible par la liberté d'entreprendre, par la création d'emplois, et par une répartition plus équitable du poids de l'ajustement structurel. Il importe donc que le gouvernement de cette période transitoire sache jouer son rôle d'arbitre, et que la mise en œuvre des programmes négociés avec les bailleurs de fonds (environnement, dimension sociale de l'ajustement structurel, formation et aide à la gestion économique) entraînent une amélioration tangible et rapide des conditions de vie de la population, tout en favorisant l'essor de l'économie. Il n'y a pas lieu de remettre en cause le principe de ces programmes pendant la période transitoire, mais de les gérer par des méthodes transparentes.

**11 SEPT. 1991**

## **L'OBSERVATOIRE DE LA DÉMOCRATIE**

L'apprentissage de la démocratie n'en est qu'à ses premiers pas à Madagascar et une vigilance permanente s'impose.. Ce besoin a été constaté même dans les pays considérés comme ayant une longue expérience de la Démocratie.

Une telle innovation se justifie d'autant plus à Madagascar que la société civile n'est pas encore organisée et ne dispose pas des informations permettant d'interpeller soit l'appareil étatico-administratif, soit les partis politiques, soit les forces armées. Car la démocratie se doit à la fois d'organiser les relations saines entre les différents pouvoirs et l'exercice de contre-pouvoirs.

Cet Observatoire n'est pas une institution de l'Etat. Organisation non gouvernementale et reconnue d'intérêt public, il est mis en place à l'initiative du CNOE et a pour mission essentielles :

- l'éducation des citoyens et l'évolution des mentalités ;
- la surveillance des élections ;
- l'évaluation des décisions publiques ;
- et toute autre mission temporaire ou permanente qui pourra lui être confiée par les pouvoirs publics, ou que les pouvoirs publics lui attribueront sur son initiative.

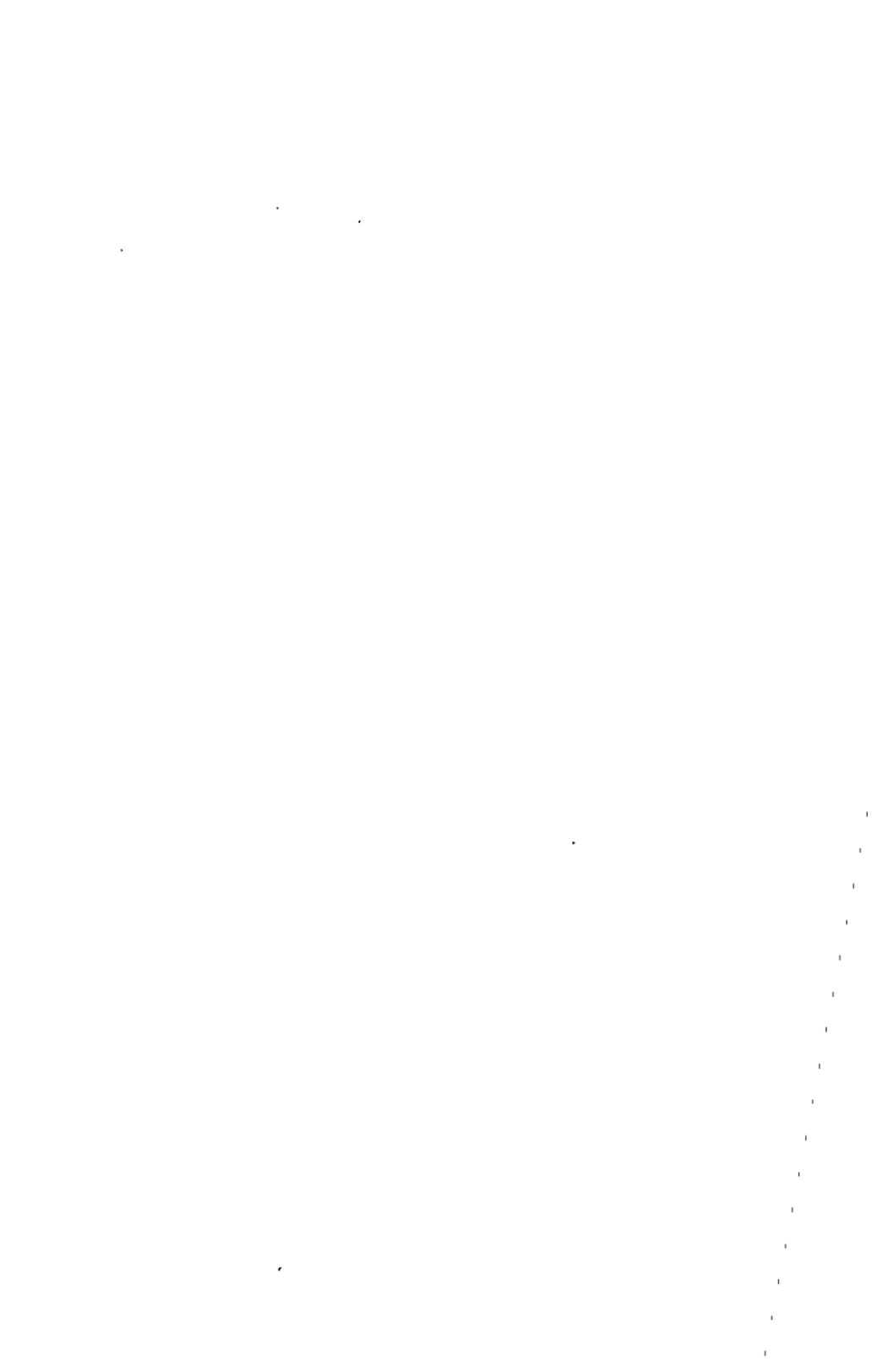
Les fonctions de l'Observatoire de la Démocratie n'empiètent pas sur les attributions de pouvoir judiciaire institutionnel. Et les autorités publiques donneront à l'Observatoire de la démocratie tous les moyens nécessaires à l'accomplissement de ses tâches, notamment par l'accès aux documents requis. Dans son activité, l'Observatoire de la Démocratie pourra s'adjoindre les compétences reconnues, nationales ou internationales, personnes ou institutions, selon la spécificité de chacun et les questions à traiter.

*Septembre 91*

## ANNEXES

Sont donnés en annexes, dans la langue où ils ont été distribués :

- les documents et fiches du CNOE pour les collectivités décentralisées en septembre 1989.
- le projet d'amendement du Code électoral élaboré par le CNOE en avril 1989 et publié le 15 mai 1989
- l'Ordonnance n° 89-011 portant modification du Code électoral.





Suite à l'appel lancé par le FFKM dans sa lettre pastorale en date du 10 Février 1989;

Compte tenu d'une pratique des fraudes électorales héritées de l'ère coloniale;

Dans le souci de participer à l'éducation civique du peuple malgache pour l'amener à une plus grande maturité politique;

Dans le but d'assurer la régularité des élections dans la liberté démocratique,

Il est créé un Comité National d'Observation des Elections (CNOE), libre de toute appartenance politique, qui s'est fixé les *objectifs* suivants:

- Défendre la sérénité et la liberté des élections.
- Dénoncer toutes formes de violences et d'irrégularités.

### ACTIONS

Le Comité fait appel à tous les électeurs et préconise les actions concrètes suivantes:

#### PENDANT LE DEROULEMENT DU VOTE :

- Contrôler :
  - l'arrivée des bulletins de tous les candidats à l'ouverture du bureau de vote;
  - la présence des délégués, assesseurs, scrutateurs et leur libre accès dans chaque bureau de vote;
  - l'existence d'isoloir.
- Vérifier éventuellement le registre électoral (*avant et après les élections*).
- Dénoncer les intimidations (aucun élément des forces de l'ordre ne doit être présent dans le bureau de vote);
- Etre vigilant vis-à-vis de toutes sortes de fraudes:
  - vérification des urnes,
  - présence constante des délégués

#### DEPOUILLEMENT :

##### Le DEPOUILLEMENT est PUBLIC

- 1- Vérification du nombre des votants dans le registre électoral,
- 2- Comptage des voix,
- 3- Concordance entre le nombre de votants et celui des voix,
- 4- Surveillance de l'établissement du Procès-Verbal (PV)\*
- 5- Surveillance de l'acheminement du P.V jusqu'au Bureau du Firaiana et /ou du Fivondronana

### ROLE DES OBSERVATEURS DU CNOE

Prendre connaissance du TORO LALANA CNOE

Remplir la Fiche CNOE.

Inviter des électeurs à contresigner la fiche.

\* N.B. Chaque délégué doit posséder un exemplaire du PV.

K M F

## KOMITIM-PIRENENA MANARA-MASO NY FIFIDIANANA (KMF)



C N O E

- Ho valin'ny antson'ny FFKM tamin'ny taratasy pastoraly nalefany ny 10 febroary 1989,
- Noho ny hala-bato nahazatra hatramin'ny fanjanahan-tany,
- Ho fandraisana anjara amin'ny asa fanabeazana ny olom-pirenena malagasy hahatonga azy ho matotra bebe kokoa hatrany ara-politika,
- Ho fitandroana ny fahamarinan'ny fifidianana ao anaty fahalalahana demokratika,

**Dia mijoro ny Komitim-pirenena Manara-maso ny Fifidianana (KMF).  
Tsy miandany amin'ny antoko politika, ary mikendry ny :**

- *Hiaro ny filaminana sy ny fahalalahan'ny fifidianana,*
- *Hitsikera ny herisetra sy ny hala-bato amin'ny endriny rehetra raha misy izany.*

Manainga ny mpifidy rehetra ny KMF hanatanteraka ireto asa aman'andraikitra manaraka ireto :

### MANDRITRA NY FANDATSAHAM-BATO

#### - Fanamarinana:

- ny fahatongavan'ny biletan'ny kandida rehetra raha vao misokatra ny biraom-pifidianana;
- ny maha eo ny délégués, assesseurs, scrutateurs, sy ny fahafahan'izy ireo miditra malalaka ao amin'ny biraom-pifidianana;
- ny fisian'ny "isoloir".

#### - Fanamarinana ny boky mirakitra ny anaran'ny mpifidy (registre électoral) ary izany dia aloha sy aorian'ny fifidianana.

#### - Fitisipahana izay mety ho fampitahorana sy hetraketra.

Marihina fa ny mpitandro ny filaminana dia tsy tokony ho ao anatin'ny biraom-pifidianana.

#### - Ho mailo amin'ny karazana halatra rehetra:

- fiambenana ny vata (urne),
- fisian'ny délégué tsy tapaka ao amin'ny biraom-pifidianana.

### FANISAM-BATO

#### Ny fanisam-bato dia atao ampahibemaso.

- 1- Fanamarinana ny isan'ny mpifidy voasoratra ao amin'ny registre électoral;
- 2- Fanisana ny vato;
- 3- Fifandrifian'ny isan'ny mpifidy sy ny isan'ny vato;
- 4- Fanaraha-maso ny fanoratana ny Procès-Verbal (PV)\*;
- 5- Fanarahana ny fandefasana ny PV hatrany amin'ny biraon'ny Firaisana, na Fivondronana.

### ANDRAIKITRY NY SOLONTENAN'NY KMF

Hamaky mba hahafantatra tsara ny Torolalana nomanin'ny KMF.  
Mameno ny fisy KMF.  
Miangavy ny mpifidy hanao sonia ny fisy.

\*Tsy maintsy mahazo PV ny délégué tsirairay avy.

1. FAMANTARANA NY SOLOTENAN' NY K.M.F.

Anarana sy fanampin'anarana	Kara-panondrom-pirenenana n°	Natao tao	Fikambanana (raha misy)
A	_____		
B	_____		
C	_____		
D	_____		
E	_____		
F	_____		

2. MIALOHA NY FIFIDIANANA

20. Amin' ny firy no nanomboka ny fifidianana ?

21. Bileta tonga :

Volôm-parasy  Maitso  Mena  Mainty/Mena

22. Valopy manga : Eny  Tsia  (1)

23. Isoloir : Misy  Tsy misy  (1)

24. Vata (urne) : Misy  Tsy misy  (1)

240. Mialoha' ny fandatsahana ny vato nohamarinina teo anatrehan' ny besinimaro ve fa tsy misy bileta tao anatin' ny vata ?

Eny  Tsia

241. Nohidina amin' ny gadaña ve ny vata alohan' ny fandatsahana ny vato ?

Eny  Tsia  (1)

242. Moa ve ny delege nanisy marika fanamarinana ny maha-ara-dalana ny vata (urne) ?

Eny  Tsia

25. Prezidan' ny Birao-pifidianana :

Misy  Tsy misy  (1)

26. Assesseurs : Misy  Tsy misy  (1)

27. Delege tonga :

MONJA JAONA  RAZANABAHIVY Marojama  RATSIRAKA Didier  MANANDAFY Rakotonirina

3. MANDRITRY NY FIFIDIANANA

30 Nilamina ve ny fifidianana ? Eny  Tsia

31 Raha tsia no valiny, hazavao fohifohy ny zava-nitranga :

*Chatra* Tsy ataka niditra malalaka ny delige.

32 Nisy olona (miaraimila, zandary, polisy, sakaizam-bohitra na quartier mobile, olon-laotra) nanao rahom-bava na nanambana ny mpifidy, na nampiasa lomba hafa ho fampitahorana ve ?

Eny  Tsia

4. FANISAM-BATO :

40 Ampahibemaso ve ? Eny  Tsia  (1)

41 Nisy scrutateurs (mpanisa vato atolotry ny delege rehefa mifarana ny fotoam-pifidianana) ve ?

MONJA   
JAONA

RAZANABAHINY   
Marojama

RATSIRAKA   
Didier

MANANDAFY   
Rakotonirina

42 Fanamarinana ny vata (urne) : tenà ilay teny am-piandohana ve ?

Eny  Tsia  (1)

43 Isan' ny mpifidy voarakitra tao amin' ny rejistra.

431. Isa .....

432. Isa litera .....

44 Isan' ny vato:

Kandidà	Isa	Isa litera
441. MONJA JAONA		
442. RAZANABAHINY Marojama		
443. RATSIRAKA Didier		
444. MANANDAFY Rakotonirina		
445. VATO FOTSY		
446. VATO TSY MĀNAN-KERY		
Totaliny		

5. Nisy Procès-Verbal (P.V.) nofenolna ve ?

Eny  Tsia  (1)

51. Iza avy no nanao sonia ny Procès-Verbal (P.V.) ?

Prezidà  Delege  Isany Olon-kafa  Isany

Izaho (izahay) izay manao sonia eto ambany dia manambara fa tena marina izay rehetra voarakitra eo ambony.

*Sonia (asiàna anarana mazava)*

**KMF- KOMITIM-PIRENENA MANARA-MASO NY FIFIDIANANA  
- FANABEAZANA NY OLOM-PIRENENA -**



**COMITE NATIONAL D'OBSERVATION DES ELECTIONS  
ET D'EDUCATION DES CITOYENS**

Rue Rajakoba Augustin - Ankadivato  
Tel. 233-44 - ANTANANARIVO - MADAGASCAR

**MANOLOANA NY FIFIDIANANA V. I. P.**

- I. - FANAZAVANA ANKAPOBENY
- II. - FANAPAHAN-KEVITRA NORAISIN'NY FIVORIAMBE NY 4 - 5 - 6  
AOUT 1989
- III. - TORO-LALANA MIKASIKA NY FOMBAFOMBA FIFIDIANANA  
V. I. P.
- IV. - FISY N° 2
- VI. - TAREHY MARIKY NY FIFIDIANANA 12 MARTSA 1989

**Manantena ny fiverenan'ny FISY N° 2 aty amin'ny FOIBE ny KMF/CNOE  
koa misaotra mialoha izay manao izany**

Misy solontenan'ny KMF/CNOE manerana ny lafivalon'ny Nosy. Koa raha maniry hifandray amin'izay ao amin'ny faritra misy anao ianao dia miangavy anao hanoratra aty amin'ny FOIBE. Ary amin'izany aza adino ny mametraka mazava ny anaranao sy ny toera mazava ahazoana mifandray mivantana aminao (adiresy mazava).

## I. - FANAZAVANA ANKAPOBENY

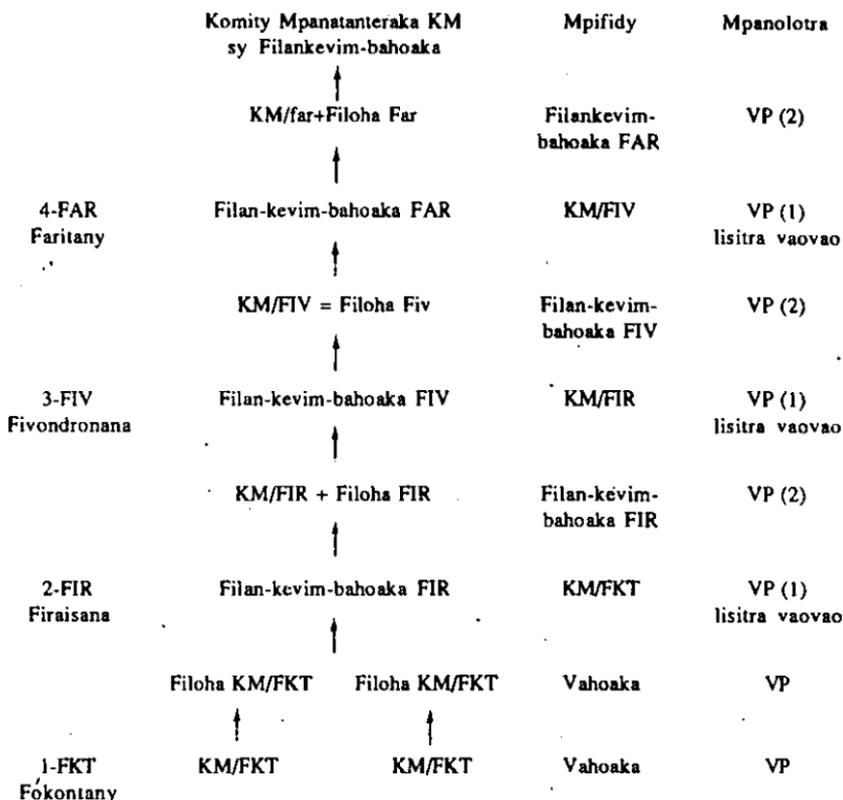
Ho tohin'ny fanaraha-maso ny fifidianana nifandimby teto amin'ny firenena ary ho fanatanterahana ny fanapahan-kevitra ny lasy Fiofanana tamin'ny 4, 5, 6 aogositra 1989, FOFIKRI-ILAFY (Jereo II), dia hiezaka araka izay azony hatao indray ny KMF/CNOE hanazava ny saim-bahoaka mikasika ny V.I.P. sy hanara-maso ny fifidianana izay hanomboka ny 24 septambra 1989.

Raha hatrika izany isika dia tsara ny mampahatsiahy fa ny vato halatsatsika dia hisy fiantraikany eo :

a) amin'ny fiainan'ny Fokontany misy antsika avy.

b) amin'izay hitantana ny Firaisampokontany (FRP), ny Fivondronampokontany (FIV) ary ny Faritany (FAR).

Marihina fa raha ny vahoaka tsy ankanavaka no mifidy ireo ieay ho komitim-pokontany sy ny filohany, any amin'ny ambaratonga ambony, FIRAISANA, FIVONDRONANA, FARITANY dia tsy mandray anjara intsony ny vahoaka fa ny filan-kevi-bahoaka no misolo azy.



(1) Lisitra vaovao azo hampidirina olona ivelan'ny KM.

(2) Olona atolotry ny vondrona tsy maintsy efa ao anatin'ny Filan-kevim-bahoaka FKB.

Ny mambra ao anatin'ny Filan-kevim-bahoaka isan'Ambaratonga dia:

- Ireo voafidy amin'izany Filan-kevitra izany.

- Ireo Filohan'ny Komity Mpanatanteraka ny ambaratonga ambany.

## II. - FANAPAHA-KEVITRA NORAISIN'NY KMF/CNOE TAMIN'NY FIVORIAM-BE 4 - 5 - 6 AOÛT 1989

### NY BOKY MENA SY NY LALAMPANORENANA, VATO MISAKANA NY FAHAMARINAN'NY FIFIDIANANA

Ho fitandroana ny fahamarinan'ny fifidianana ao anatin'ny fahalalaha-na tanteraka, dia noraisin'ny KMF/CNOE ho andraikiny tamin'ny lasy FIOFANANA nataony ny famelabelarana sy fanadihadiana mikasika ny Rafi-pitondrana sy Lalàna velona manan-kery eto amin'ny Firenena.

Tsapa tamin'izany fa :

1° - Mifono fanavakavahana ny fifidianana eto amintsika. Ireo olona atolotry ny antoko mikambana ao anatin'ny Mandatehezam-pirenena Miaro ny Tolom-piavotana ihany no azo fidina ka izay rehetra tsy ao anatin'izany dia tsy manan-jo ho mpitondra ny tany sy ny fanjakana.

Io toe-javatra io dia mifanipaka amin'ny Fanambaràna eran-tany mikasika ny Zon'olombelona izay nakatoavin'i Madagasikara milaza ny fahafahan'ny tsirairay hanana ny safidiny malalaka ara-politika. Ny fiainana amin'izany toe-javatra izany dia nampibaribary ny fanararaotan'antokon'olom-bitsy hanaovana ampihimamba ny fahefana.

Ny olompirenena tsy ankanavaka dia tokony ho afaka maneho ny heviny ary miditra amin'ny antoko na fikambanana politika izay tiany. Izany dia mitaky ny fanovàna ny lalàna mifehy ireo rafi-pitondrana ireo ka ny foto-piaingana dia ny fanafoanana ny "Mandatehezana" ka hafahan'ny olona manangana malalaka antoko politika. Io fanovàna lalina io dia tsy maintsy mandalo amin'ny fisian'ny famelàna fijoroan'ny antoko isan-karazany. Mety hiteraka fandrinitana ara-poko, fanjakazakana, fanindrahindràna, herisetra, fasisma, s.n.s. Nefa azo ferana sy sorohana mialoha izany tandindona izany.

2° - Miteraka fifandisoan-javatra sy disadisa amin'ny mpiara-belona ny fifamatoran'ny Lalampanorenana sy ny Boky Mena ho iray. Satria tsy anjaran'ny Fanjakana ny manery ny olompirenena hanaraka firehan-kevitra iray fa kosa ny antoko politika no manolotra ny programany

sy ny fomba fahitany ny tokony hitondrana ny tany araka ny ideolojiana. Ny antoko eo amin'ny Fitondrana, vokatry ny safidim-bahoaka kosa dia tsy maintsy manaja ny rehetra ary ao anatin'izany ny vitsy anisa eo ampanatanterahana ny lahatr'asany.

Noho izany :

- Tsy ankiandriandry ny tokony hanasarahana ny Lalampandrenana amin'ny Boky Mena : ny Boky Mena dia ideolojiana antoko iray ka tsy mety ho hevitra ny vahoaka manontolo. Ambony lavitra noho ny antoko ny Fanjakana izay miantoka ny soa iombonana sy ny tombontsoam-pirenena.

- Ny Prezidan'ny Repoblika tokony hiala amin'ny maha Filohan'ny antoko azy.

- Tokony hisaraka mazava ny fahefana mpanatanteraka, ny fahefana manao ny lalàna, ary ny fahefan'ny Fitsarana.

- Tsy tokony afangaro ny raharahan'Antoko ankilany sy ny Tafi-bahoaka, ny Fitsarana ary ny raharaham-panjakana andaniny.

Marihina fa anjaran'ny herivelona rehetra ny fandinihina sy famolavolana lalàna fototra mikasika ny fiainam-bahoaka ankapobeny. Vonona hifarimbona amin'izany ny KMF/CNOE.

### III. - TORO-LALANA MIKASIKA NY FOMBAFOMBA FIFIDIANANA NY VONDROM-BAHOAKA ITSINJARAM-PAHEFANA (V. I. P.)

Marobe ny lalàna mifehy ny V. I. P., na eo amin'ny lafin'ny fifidianana izany na eo amin'ny (fomba) fandehan'ny raharaha. Ary sarotra ny fahalalana azy ireo noho ny tsy fihisian'ny fehezan-dalàna (Code) mikasika izany.

Nefa ny adidy tsy an'olon-dratsy, ka manao izao torolàlana tsotsotra izao ny KMF/CNOE ho enti-miatrika ny fifidianana. Izany no atao dia ho fanabeazana ny olompirenena (citoyen) ka ahafahan'ny tsirairay mandray andraikitra, na dia efa nasongadina tetsy aloha aza fa tena voafetra ny zon'ny olompirenena amin'izao fotoana izao.

#### *. IZA NO MAHAZO MIFIDY ?*

Ny olompirenena malagasy lahy sy vavy, feno 18 taona katroka amin'ny andro hanaovana ny latsa-bato ; ny olompirenena tsy noverezin-jo tsy hifidy satria voan'ny heloka ; ny olompirenena voasoratra ao anatin'ny lisitry ny mpifidy.

#### *. IZA NO AZO FIDINA AMIN'NY V. I. P. ?*

Olompirenena misoratra ao amin'ny boky fanisam-bahoakan'ny Fokontany

Olompirenena misoratra ao anatin'ny lisitry ny mpifidy

Olompirenena feno 21 taona katroka amin'ny vaninandro famaranana ny fanolorana ny filatsahan-kofidina (14 septambra)

Olompirenena tsy niharan'ny fepetra fanesoran'olom-boafidy teo amin'ny toerana naha-voafidy azy tao amin'ny V. I. P.

Olompirenena tsy manao ireo raharaham-panjakana nahavoafidy amin'ny fisahanana anton-draharaha hafa toa ny fanovana ny raharaham'ny Filohan'ny Repoblika na Filan-kevitra Faratampon'ny Tolompiavotana, ary koa ny Fitsarana Avo momba ny Lalampianorenana.

## IZA NO TSY AZO FIDINA ?

Ny olompirenena efa niharan'ny fanesorana azy amin'ny maha olom-boafidy azy teo amin'ny toerana iray teo amin'ny V. I. P. (fahaverezanjo, fanonganana, fanesorana ny fanolorana).

## AHOANA NO FOMBA FILATSAHANA HOFIDIANA AMIN'NY V. I. P. ?

Ny olompirenena izay mahafeno ny fepetra ka atolotry ny Antoko na Vondrona revolisionera mambra. ao amin'ny Mandatehezampirenena miaro ny Tolo-piavotana.

## AHOANA NO FOMBA FANOLORANA NY LISITRY NY KANDIDA ?

Manendry ny manome fahefana ireo solontenan'ny Vondrona, manamarina ny sonian'izy ireo any amin'ny Firaisampokontany ; manao taratasy fanambarana filatsahan-kofidina atao efatra (4) sosona.

## AIZA NY TOERANA HANOLORANA NY FILATSAHANA ?

- Ho an'ny fifidianana Komity Mpanantanteraka ny Fokontany sy ny Filoham-pokontany dia ao amin'ny Firaisampokontany (mandray izany ny Filoha na Filoha-lefitra ao amin'ny FRP ampian'ny Délégué-n'ny Komitim-panjakana)

- Ho an'ny fifidianana Filan-kevi-bahoakan'ny FRP dia ny Filohan'ny FVP na ny Filoha-lefitra na ny Délégué-n'ny Komitim-panjakana.

- Ho an'ny fifidianana Filan-kevi-bahoakan'ny FVP dia ao amin'ny Faritany (mandray izany ny Filohyan'ny Faritany na ny Sekretera Jeneralin'ny Faritany na ny Lefiny, torak'izany koa ny an'ireo milatsaka hofidina ao amin'ny Filan-kevi-bahoakan'ny Faritany).

- Marihina fa ny fifidianana Filohan'ny KP isan-tokony amin'ny FRP, FVP sy ny Faritany dia Fila-kevi-bahoaka no mifidy azy ireo.

- Tsiahivina fa ny Solombavambahoaka dia mpikambana avy hatrany ao amin'ny Fila-kevi-bahoakan'ny Faritany.

## *Ny lisitry ny mpilatsaka hofidina :*

- Ny lisitra dia tsy maintsy avoaka ho fantatry ny mpifidy amin'ny alalan'ny peta-drindrina ka atao sora-baventy eny amin'ny toerana voatokana ho amin'izany eo akainkin'ny Birao fandatsaham-bato tsirairay

avy sy amin'ny alalan'ny kabary na izay fomba hafa nahazatra ny fokonolona.

- Ny taratasy peta-drindrina dia tsy maintsy mitovy loko amin'ny taratasin-datsabaton'ny Vondrona revolisionera.

**. Fanamarinana ny fandraisana naharaisina ny lisitra :**

- Io fanamarinana io dia misy ny vaninandro sy ny ora nandrotsahana ny lisitra.

Mifarana amin'ny 6 ora hariva matetika ny fandrotsahana lisitra.

- Tsy azon'olo-tokana tsoahina ny anarany rehefa voapetraka ny lisitra.

- Azon'ny Vondrona tsoahina ny lisitra manontolo roa (2) andro mialoha ny andro fandatsaham-bato (izany hoe alohan'ny 14 septambra).

- Raha misy mpilatsaka maty tampoka ao anatin'ny lisitra dia azon'ny Vondrona atao ny manolo azy eo amin'ny laharan'ny maty, fara-fahatarany indray andro alohan'ny fandatsaham-bato ka tsy maintsy arahina ny fepetra voalaza teo aloha.

- Ny fe-potoana fanolorana ny lisitra dia miatomboka ny 8 septembra, izany hoe : 16 andro mialoha ka miafara amin'ny andro faha 10 mialohan'ny andro hanaovana ny fandatsaham-bato.

**. Isan'ny Komity Mpanatanteraka :**

- Araka ny didim-panjakana laharana faha 77-030 tamin'ny 16 febroary 1977 : voafetra ny isan'ny Komity Mpanatanteraky ny Fokontany :

. Fokontany misy mponina hatramin'ny	..... 500 =	5
. Fokontany misy mponina hatramin'ny	501 - 1 000 =	7
. Fokontany misy mponina hatramin'ny	1 001 - 1 500 =	9
. Fokontany misy mponina hatramin'ny	1 501 - 2 500 =	11
. Fokontany misy mponina hatramin'ny	2 501 - mihoatra =	12

**. Fomba fizarana ny toerana ho ao amin'ny Komitim-pokontany : araka ny isam-bato azo.**

Tsara ho marihina eto fa ny valim-panazavana ny isam-bato ankapobeny

dia azo avy amin'ny fizarana ny isam-bato manankery azon'ny lisitra mitambatra amin'ny isan'ny toerana ifidianana olona.

Ohatra arahina tarehi-marika :

Fokontany iray tokony hifidy mambran'ny Komity Mpanatanteraka roa ambin'ny folo (12) ka samy nandatsaka lisitra kandida avy ireo vondrona na antoko revolisionera fito ao an-toerana. Noheverina ho toy izao ny isam-bato azon'ny lisitra tsirairay avy : 819, 572, 379, 252, 163, 61 ary 48.

- Suffrage exprimé : isam-bato ankapobe manankery	
azon'ireo lisitra mifanandrina .....	2 294
- Isan'ny toerana : .....	12
- Quotien électoral: valim-pizarana ny isam-bato	
ankapobe $\frac{2294}{12}$ = .....	191

12

Fizarana ireo toerana :

Raha atao asa marika tsotsotra, dia manome izao tarehi-marika izao :

- lisitra A nahazo vato $\frac{819}{191}$ = 4 toerana, isam-bato sisa tavela = 55
- lisitra B nahazo vato $\frac{572}{191}$ = 2 toerana, isam-bato sisa tavela = 190
- lisitra D nahazo vato $\frac{379}{191}$ = 1 toerana, isam-bato sisa tavela = 188
- lisitra E nahazo vato $\frac{254}{191}$ = 1 toerana, isam-bato sisa tavela = 61
- lisitra F nahazo vato $\frac{163}{191}$ = 0 toerana, isam-bato sisa tavela = 163
- lisitra G nahazo vato $\frac{59}{191}$ = 0 toerana, isam-bato sisa tavela = 59
- lisitra H nahazo vato $\frac{48}{191}$ = 0 toerana, isam-bato sisa tavela = 48

-----  
8 toerana amin'ny 12

Fanomezana ireo toerana 4 sisa tavela :

- lisitra B manana isam-bato sisa tavela 190 = + 1 (miampy toerana iray)
- lisitra D manana isam-bato sisa tavela 188 = + 1 (miampy toerana iray)
- lisitra F manana isam-bato sisa tavela 163 = + 1 (miampy toerana iray)

3 toerana

Fitsinjarana ny toerana efa fantatra :

- lisitra A nahazo toerana 4
- lisitra B nahazo toerana 3
- lisitra D nahazo toerana 2
- lisitra E nahazo toerana 1
- lisitra F nahazo toerana 1

11 amin'ny toerana 12

izany hoe, voadidy ho mambra ny Komity Mpanatanteraka ao amin'io Fokontany io :

- ny kandida efatra voalohany amin'ny lisitra A ;
- ny kandida telo voalohany amin'ny lisitra B ;
- ny kandida roa voalohany amin'ny lisitra E ;
- ny kandida voalohany amin'ny lisitra F.

Farany, toerana iray sisa no homena izay lisitra manana isam-bato sisa tavela be indrindra. Raha jerena ny tabilao tetsy aloha, dia ny lisitra E no mahazo ny toerana faha 12.

#### IV. - HEVITRY NY KMF/CNOE

Faritra kely iombonan'ny fianakaviana maromaro handrindrany ny fiaraha-monina, hampandrosoany ny toera-ponenany amin'ny alalan'ny dinika sy ny fifanakalozan-kevitra ny Fokontany.

Arak'izany, ny olom-boafidy amin'ireny dia tokony ho olona :

- Tsy mijery afa-tsy ny tombotsoan'ny mpiara-monina
- Mamim-bahoaka
- Fakàna tahaka amin'izay ataony

Raha ny lalàna velona misy anefa no jerena dia tsy ho tanteraka izany satria ny olona ao znatin'ny vondrona politika mambran'ny Mandatehezam-Pirenena Miaro ny Tolom-piavotana ihany no azo atolotra ho fidina.

Io toe-javatra io sy ny fizotry ny fifidianana (araka ny hita any amin'ny tabilao), dia mampibaribary fa ny zava-kinendrin'ireo vondrona politika rehetra hiseho sy hifaninana amin'ny fifidianana vondrom-bahoaka itsinjaram-pahafana ho avy izao dia ny ahazoany ny fitondrana eo amin'ny Fivondronampokontany, izay tsy inona fa ny Antenimieran'ny tanàna teo aloha. Tamin'izany fotoan'andro lasa izany anefa dia natao fandatsahambato mivantana ny fifidianana. Ankehitriny kosa dia ampandalovina any amin'ny ambaratongam-pifidianana samihafa vao tonga eo amin'ny Fivondronampokontany. Koa arakaraka ny fahamaroan'ny olom-boafidin'ny vondrona politika iray any amin'ny fototra no mahamaro koa ny toerany any amin'ny fitondrana ambony.

Arak'izany, ny maha-mamy hoditra an'ireo kandida hiditra ao amin'ny komitim-pokontany sa hiankina amin'ny programan'ny vondrona tsirairay no iankinan'ny safidin'ny vahoaka, raha mikasika ny Fivondronampokontany no resahana ? Raha izany, azo heverina ve fa manan-danja ny safidimbahoaka eo amin'izay fanendrena izay ho mpitantana ny Fivondronampokontany ?

Ahoana koa no azo andraisana ny zava-boalazan'ny Boky Mena manao hoe : "Ny vahoaka izay te-handray an-tànana tokoa ny fitantanana ny raharahan-tokantranony dia mikatsaka ny fitsinjaram-pahafana satria ny Fokonolona tsy miorim-paka amin'ny foto-kevitra sosialista dia tsy hankaiza akory fa hampitoetra lalandava ny fanjakazakan'ny olom-bitsy amin'ny maro an'isa" ?

Marobe tsy tambo isaina ireo zavatra efa niainana tao amin'ny VIP hatramin'izay ary efa navoitra rahateo izany nandritra ny semina vao nataon'ny KMF/CNOE tamin'ny 4, 5, 6 aogositra 1989. Ao aoriana dia mhola hanokana lahatsoratra momba izany, fa anio aloha dia ny fombafomba amin'ny fifidianana no ndeha hatrehina. Ka indro ny FISY N° 2 ho fenoana ary haverina aty amin'ny KMF/CNOE ho fanaraha-maso ny fifidianana.

## V. - TAREHY MARIKY NY FIFIDIANANA 12 MARTSA 1989

Atolotra antsika koa ny tarehy marika notsoahina avy amin'ireo Fisy KMF/CNOE niarahana nanely eran'i Madagasikara tamin'ny fifidianana 12 martsa 1989, ka nahazoana valiny mahafa-po.

### Fanazavana fohy

Eo amin'ny fanisana ny vato araka ny lalàna misy (velona) dia misy :

. ny vato manan-kery

. ny vato fotsy : valopy foana na misy taratasy fotsy

. sy ny vato tsy manan-kery : valopy na bileta nasiana marika ifankalalana, na misy sary ratsy, na bileta tsy mitovy amin'ny voafehin'ny lalàna, na bileta maro samihafa, na koa ireo valopy rovitra.

1. Raha ny fombā fanisana ofisialy no ampiarina, izany hoe : ny karazam-bato roa voalaza etsy ambony tsy nampidirina amin'ny fikajiana ny isan-jatony dia toy izao manaraka izao ny tarehy marika azo :

KANDIDA	VALIN'NY FIFIDIANANA NOTSOAHINA AVY AMIN'NY FISY N° 1 KMF/CNOE DARY NY P.V. VOARAINY	VALINY OFISIALY
---------	--	--------------------

	Isan'ny vato azo	Isan'jatonny	Isan'ny vato azo	isan-jatonny
MONJA JAONA	53 029	4,23	137 620	2,97
R. MAROJAMA	277 180	22,12	685 999	14,81
RATSIRAKA D.	611 662	48,83	2 899 679	62,62
R. Manandafy	310 759	24,80	906 517	19,58

2. Raha ampidirina ireo karazam-bato voalaza, dia izao tarehy marika izao no hita :

	MFF - CNOE	OFISIALY
MONJA JAONA	53 029	4,17
R. MAROJAMA	277 180	21,64
RATSIRAKA D.	611 662	47,76
RAKOTONIRINA M.	310 759	24,26
VATOFOTSY	27 887	2,17
SY VATO TSY MANAN-KERY		117 093

Raha ny tena tokony ho izy, dia tsy mitovy ny vato fotsy sy ny vato tsy manan-kery.

Fanamarihana

1. -

	Biraom-pifidianana nahazoana ireo tarehy marika ireo	Fivondronana voakasika
Avy amin'ny Fisy KMF/CNOE	782	4
Avy amin'ny P.V. azon'ny KMF/CNOE	1563	6
<b>TOTALINY</b>	<b>2345</b>	
Isan'ny biraom-pifidianana nifanitsaka rehefa natao ny fandinihina ny Fisy KMF/CNOE sy ny P.V. dia nahatratra	95	
Sisa tavela	2250	

Isany hoe raha 12 175 no isan'ny totalin'ny biraom-pifidianana eran'i Madagasikara dia 2 250 no nahazoana ny tarehy marika voambara etsy ambony.

2. - Ireo tarehy marika ireo dia tsy avy amin'ny birao fantatra fa nizotra ara-dalàna ny fifidianana ihany fa koa amin'ireo izay nitrangan-javatra samihafa, izay ny sasany amin'izy ireny dia heverina fa mety ho nanimba mihitsy ny fahamarinan'ny latsa-bato.

3- Niezaka ampitovy ireo tarehy marika teo ampelatanany sy avy amin'ny Vaomiera fanisana ankapobeny ny vato any amin'ny Fivondronanana ny KMF/CNOE. Koa nandefa taratasy tamin'ireo tomponandraikitra amin'izany any amin'ny Fivondronana isan'isany izy, ary dia niandry valiny naharitra tokoa avy amin'izy ireo. Anisan'ny antony maha-tratra aoriana ny famoahana ireo tarehy marika ireo izany. Vitsy dia vitsy anefa ny valiny voarain'ny KMF/CNOE. Heverimy fa lesoka lehibe tokoa io eo amin'ny fihetsiky ny manampahefana.

4. - Noho ireo antony ireo ny KMF/CNOE dia tsy afaka mandalina araka ny tokony ho izy ny fandinihina vitany mikasika ireo tarehy marika ireo. Farany, ny olona liana te-hijery ireo antota taratasy namoahany ny tarehy marika dia afaka manatona ny KMF/CNOE.



## 2. MOMBA NY ZAVA-NITRANGA NANDRITRA NY FIFIDIANANA

2.1. Tatitra fohy momba ny zava-nitranga (azo tohizana amin'ny taratasy hafa raha ilaina)

2.2. Tonga daholo ve ny bileta rehetra ? .....

raha tsia, iza no tsy nanana .....

2.3. Firy ny isan'ny Mpifidy voasoratra :

2.4. Firy ny isan'ny Mpifidy tonga :

2.5. Firy ny isam-bato sy toeran'ny vondrona :

AREMA /\_\_\_/\_\_\_/ MFM /\_\_\_/\_\_\_/

FANAVAOZANA /\_\_\_/\_\_\_/ KDRSM /\_\_\_/\_\_\_/

VONJY /\_\_\_/\_\_\_/ MONIMAK /\_\_\_/\_\_\_/

VSM /\_\_\_/\_\_\_/ UDECMA /\_\_\_/\_\_\_/

2.6. VATOFOTSY /\_\_\_/ VATO MATY /\_\_\_/

3. IZA NO NANAO SONIA NY P.V. ? .....

4. Inona no hevitrareo mikasika ny lalàna manankery mifehy ny VIP amin'izao fotoana izao ?

5. Inona no andrasanao amin'ny olom-boafidy .....



**CODE ÉLECTORAL :**  
**PROJET D'AMENDEMENTS A L'ORDONNANCE 82-016**  
*proposé par le CNOE*

**Article 5.** - Alinéa 1 et 2 sans changement.

Ajouter alinéa 3 : deux mois avant chaque consultation électorale, un extrait de la liste électorale comprenant les électeurs de chaque Fokontany et de chaque Firaisam-pokontany sera affiché sur un panneau réservé à cet effet dans les bureaux de ces collectivités décentralisées.

**Article 7.** - Alinéa 1 (nouveau) : Tout citoyen omis peut, dans le mois de l'affichage prévu à l'article 5, présenter sa réclamation.

Alinéa 2 et 3 sans changement.

Alinéa 4 (nouveau) : les réclamations, formulées verbalement ou par écrit, sont reçues au bureau du Fokontany et inscrites par ordre de date sur un registre spécialement tenu à cet effet. Il en est donné un récépissé. Les réclamations sont transmises au plus tard à l'expiration du délai d'un mois fixé à l'alinéa 1er, par les soins du Comité exécutif du Fivondronampokontany.

**Article 17.** - Alinéa 1 sans changement.

Alinéa 2 : Au lieu de " Du 15 décembre au 31 janvier de l'année suivante", mettre : "Du 1<sup>er</sup> décembre au 31 janvier de l'année suivante".

Le reste sans changement.

**Article 28.** - Alinéa 1er : Supprimer "au moins vingt quatre heures".

Le reste sans changement.

**Article 30.** - (nouveau) Les emplacements sont attribués dans l'ordre d'arrivée des demandes qui doivent être formulées au plus tard dans les quarante huit heures après le jour du dernier délai de dépôt des candidatures.

**Article 34.** - (nouveau) L'Etat prend à sa charge les frais d'impression des bulletins de vote ainsi que leur acheminement et leur mise en place dans les bureaux de vote. L'absence à un moment quelconque du scrutin du bulletin d'un candidat ou d'une liste de candidats entraîne l'annulation des opérations dans le bureau concerné.

**Article 39.** - (nouveau) La liste des bureaux de vote doit être fixée dans tous les cas par arrêté du président du comité exécutif du Farintany, et ce quinze jours avant l'ouverture de la campagne électorale.

Toute modification apportée à cette liste, tout nouveau bureau ou tout nouvel emplacement de bureau doit faire l'objet d'un arrêté rectificatif huit jours avant le jour du scrutin et porté à la connaissance du public par tous les moyens.

La liste des bureaux de vote ainsi que les modifications y afférentes doivent être portées à la connaissance du public par tous les moyens appropriés.

**Article 41.** - Ajouter in fine : sur proposition du président du comité exécutif dont relève le bureau.

**Article 43.** - Alinéa 1 et 2 sans changement.

Alinéa 3 (nouveau) : Les délégués peuvent être choisis parmi les électeurs de la circonscription ou parmi les électeurs d'autres circonscriptions. Dans le cas où un délégué vient d'une autre circonscription électorale, il peut voter au bureau de vote où il accomplit sa mission de délégué. Ses nom, prénoms, profession, domicile et résidence, ainsi que le numéro de sa carte d'identité et de sa carte d'électeur seront ajoutés sur la liste des électeurs appelés à voter dans ledit bureau. Mention en sera faite dans les procès-verbaux.

Avant l'ouverture du scrutin, les noms des délégués titulaires et suppléants doivent avoir été notifiés au bureau de vote ou par pli recommandé au président du comité exécutif du Fivondronampokontany.

**Alinéa 4 :** La notification, comportant obligatoirement les noms, prénoms, date et lieu de naissance de délégués ainsi que leurs adresses, est faite soit par le candidat ou le représentant de liste de candidature, soit par un ou plusieurs mandataires de candidat ou de représentant de liste de candidats désignés à cet effet.

**Alinéa 5.** - Le président du comité exécutif du Fivondronampokontany est tenu de délivrer récipissé de ces déclarations dès lors que les conditions fixées aux alinéas précédentes sont remplies. Ce récipissé sert de titre et garantit les droits attachés à la qualité de délégué.

**Alinéa 6.** - sans changement.

**Article 45.** - Alinéas 1et 2 sans changement.

**Alinéa 3 (nouveau) :** nulle force armée ne peut, sauf réquisition du président, être placée dans les bureaux de vote ni aux abords des lieux où se tient l'assemblée.

**Alinéa 4** sans changement.

**Article 46.** - Ajouter alinéa 1 : Le président du bureau de vote doit, avant de prendre une réquisition, consulter les membres dudit bureau, à l'exclusion de celui ou ceux qui font l'objet de la réquisition envisagée.

**Alinéa 2 :** Une réquisition ne peut avoir pour objet d'empêcher les candidats ou leurs délégués d'exercer le contrôle normal des opérations électorales ou toute prorogative prévue par les lois et règlements.

**Article 47 bis.** - les organisations poursuivant un but d'information et d'éducation civique peuvent se faire représenter par des observateurs dûment mandatés dans les bureaux de vote. Ces observateurs ne font pas partie du bureau de vote et ne peuvent en aucun cas intervenir dans le cours des opérations, sauf si leur avis est demandé par le président.

**Article 52.** - Alinéa 1 sans changement.

Alinéa 2 : Cette carte est établie et signée par les soins du président du comité exécutif du Fivondronampokontany dans les conditions et sur modèle qui seront déterminés par décret. Elle comporte toutes les indications qui doivent figurer sur les listes électorales établies en vertu de l'article 5, ainsi que les numéro, date et lieu de délivrance de la carte d'identité nationale du titulaire. sa validité est de cinq ans à compter du premier janvier de l'année de délivrance.

Alinéa 3 sans changement.

Supprimer l'alinéa 4.

**Article 64.** - Changer la première phrase par la rédaction suivante : "A son entrée dans la salle, l'électeur doit justifier de son droit de vote, et de son identité, par la présentation d'une carte d'électeur ou d'une ordonnance du président de tribunal ainsi que d'une carte d'identité nationale ou de toute autre pièce d'identité";

Le reste de l'article sans changement.

**Article 67.** - Alinéa 1 : Le vote est constaté sur une liste d'émargement portant le numéro d'immatriculation, les numéro, date et lieu de délivrance de la carte d'identité nationale, les noms; prénoms, profession, domicile et résidence des élecxteurs inscrits dans la liste électorale et appelés à voter dans le bureau considéré.

Alinéa 2 sans changement.

Alinéa 3 : En regard, après avoir déposé son bulletin dans l'urne, l'électeur appose sa signature ou, s'il ne sait pas écrire, ses empreintes digitales qui seront contresignées par un membre du bureau.

**Article 69.** - Ajouter à la fin de l'alinéa 1er : Dans le premier cas, il y a lieu de retrancher au hasard un nombre d'enveloppes égal à l'excédent constaté du total des enveloppes constatées dans l'urne. Ces opérations seront mentionnées dans le procès-verbal, auquel

seront annexées les enveloppes retranchées, fermées et contresignées par les membres du bureau.

Le reste de l'article sans changement.

**Article 71.** - A supprimer.

**Article 72.** - Ajouter " et à tous les niveaux " entre "dans tous les locaux" et "où s'effectue ces opérations".

Le reste sans changement.

**Article 75.** - (nouveau) : Le procès-verbal est rédigé en autant d'exemplaires qu'il faudra pour que l'un reste déposé au secrétariat de la collectivité décentralisée concernée, pour qu'un autre, accompagné des pièces énumérées aux articles 69 et 75 ci-dessus, soit immédiatement adressé au président du comité exécutif du Fivondronampokontany qui le transmet sous pli scellé et recommandé au président de la commission de recensement général des votes, pour qu'un autre soit affiché à l'extérieur du bureau de vote et pour qu'un exemplaire soit remis à chaque délégué de candidat présent au moment du dépouillement.

**Article 78.** - Ajouter in fine : Il est expressément précisé que les délégués des candidats peuvent exercer les droits prévus à l'article 72 à ce recensement général.

**Article 85.** - Alinéa 1 sans changement.

Alinéa 2 (nouveau) : la peine d'interdiction des droits de citoyen et de toute fonction ou d'emploi public, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, doit être prononcée lorsque l'auteur des délits prévus aux articles 79 et suivants à la qualité d'élu, de fonctionnaire ou d'agent de la force publique.

Alinéa 3 : toutefois, ces dispositions ne s'appliquent pas aux agents de la force publique prévue par l'article 45 ci-dessus.

• Les moyens et les procédures de recours doivent en outre être reconsidérés.



# RETOUCHE DU CODE ÉLECTORALE

*adoptée par le Pouvoir*

ORDONNANCE n° 89-011 modifiant et complétant certaines dispositions de l'ordonnance n° 82-016 du 6 mai 1982 relative à l'exercice du droit de vote.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DE MADAGASCAR

Vu la Constitution,

Vu l'ordonnance n° 76-044 du 27 décembre 1976 fixant les règles relatives à l'organisation, au fonctionnement et aux attributions des collectivités décentralisées,

Vu l'ordonnance n° 77-018 du 24 mai 1977 relative à l'Assemblée Nationale Populaire

Vu l'ordonnance n° 82-016 du 6 mai 1982 relative à l'exercice du droit de vote complétée par l'ordonnance n° 82-018 en son article 76,

Vu la décision n° 9-HCC/D3 du 11 mai 1989 de la Haute Cour Constitutionnelle,

En Conseil Suprême de la Révolution, ordonne

**ARTICLE PREMIER** : L'ordonnance n° 82-016 du 6 mai 1982 relative à l'exercice du droit de vote est modifiée en ce qui concerne les articles suivants :

*Article 43* - alinéa 1 (nouveau) : suivant le cas chaque candidat ou chaque représentant de liste de candidats dûment mandaté a droit à la présence dans chaque bureau de vote d'un délégué habilité à contrôler les opérations électorales. Chaque candidat ou l'un des candidats dans une liste ou chaque représentant de la liste de

candidats peut donner mandat à un membre de son organisation ou parti révolutionnaire aux fins de désignation des délégués.

- alinéa 2 : sans changement

- alinéa 3 (nouveau) : les délégués sont choisis parmi les électeurs du Fivondronampokontany

- alinéa 4 : sans changement

- alinéa 5 (nouveau) : le président du comité exécutif du Fivondronampokontany délivre sur le champ un récipissé de ces déclarations. Ce récipissé sert de titre et garantit les droits attachés à la qualité de délégué;

- alinéa 6 : sans changement.

**Article 47 - alinéa (nouveau) :** en cas d'expulsion ou de défaillance pour quelque cause que ce soit d'un délégué ou de son suppléant, un nouveau suppléant pourra être désigné par le candidat ou le représentant de la liste de candidats ou tout membre de l'organisation ou parti révolutionnaire concerné présent sur les lieux. Cette désignation faite verbalement sera mentionnée au procès-verbal des opérations de vote et doit comporter les renseignements prévus à l'article 43, alinéa 4 ci-dessus. En aucun cas les opérations de vote ne seront de ce fait interrompues. Le défaut de remplacement ne peut être invoqué pour demander l'annulation des opérations du bureau de vote.

**Article 50 (nouveau) :** sur une table préparée à cet effet par les soins du président du bureau de vote, les candidats ou leurs délégués peuvent déposer ou faire déposer les bulletins de vote le jour du scrutin.

**Article 81 (nouveau) :** ceux qui par des manœuvres frauduleuses quelconques accomplies même en dehors des locaux ou des commissions auront porté atteinte ou tenté de violer le secret du

vote, empêché ou tenté d'empêcher les opérations du scrutin, ou qui, par les mêmes manœuvres en auront changé ou tenté de changer les résultats, seront punis de cinq à dix ans d'emprisonnement et d'une amende de cent mille (100.000 FMG) à un million de francs (1.000.000 FMG).

**ARTICLE 2 :** Toutes dispositions antérieures contraires à la présente ordonnance sont et demeurent abrogées.

**ARTICLE 3 :** La présente ordonnance sera publiée au Journal officiel de la République;

Elle sera exécutée comme loi de l'Etat.

**ARTICLE 4 :** En application de l'article 7 de l'ordonnance n° 62041 du 19 Septembre relative aux dispositions générales de droit interne et de droit international privé la présente ordonnance sera portée à la connaissance du public par voie de la radiodiffusion et de la télévision

*Promulguée à Antananarivo, le 11 Mai 1989*

**Didier RATSIRAKA**



# POSTFACE

## LES CITOYENS GARANTS DE LA DEMOCRATIE

En moins de trois ans, le CNOE-Education des citoyens s'est imposé comme une des formes d'organisations les plus novatrices de cette nouvelle période. Il s'est inscrit d'emblée dans l'histoire du peuple malgache, appuyant, amplifiant et parfois même anticipant le large mouvement populaire qui a mis sur le devant de la scène l'actualité et l'urgence de la démocratie. Il s'est inscrit aussi dans le vaste mouvement international qui porte le défi de la nouvelle période, celui de la construction d'une démocratie internationale.

Pour mesurer les enjeux d'aujourd'hui, il nous faut revenir à la décolonisation, parce qu'elle a été un moment essentiel et fondateur dans l'histoire de l'Humanité marqué par l'irruption des peuples sur la scène du monde et la revendication du droit de tous les peuples de contribuer également à l'avenir de l'humanité. Toutes les conséquences de cette rupture dans le cours de l'Histoire sont encore loin d'avoir été tirées. Le peuple malgache a joué dans cette période un rôle éminent.

Et pourtant, la crise de la décolonisation a été ouverte alors même que la décolonisation politique n'était pas encore terminée; la libération économique n'a pas suivi la libération politique. Elle s'est heurtée à un ordre mondial, économique, politique et militaire, étroitement contrôlé par les puissances, anciennement colonisatrices, et leurs institutions. Pour autant, la crise de la décolonisation n'est pas imputable aux seuls facteurs externes et au succès d'une reprise en main menée tambour battant. On ne saurait sous-estimer l'échec des régimes - y compris de ceux qui se prétendaient les plus proches des aspirations

de leurs peuples - à assurer la survie de leurs sociétés et un minimum de libertés. la faillite des politiques de développement, doublés de répression et de corruption, et la déconsidération des dirigeants vis à vis de leurs peuples et même de leurs soutiens extérieurs sont patentés.

La nouvelle période porte l'espoir d'une décolonisation achevée. Partout, les luttes pour des alternatives démocratiques bousculent les peurs et la résignation. Partout, les luttes mettent en avant les droits humains et les droits des peuples, les droits à l'autodétermination externe, à la libération politique et économique, et aussi les droits à l'autodétermination interne, le droit pour les peuples dans chaque pays, de se doter d'un régime démocratique. Par son inventivité, le peuple malgache a su donner un des plus grands exemples de la lutte pour la démocratie.

Pour que la démocratie existe, les libertés politiques doivent être effectives. L'Etat de droit n'a pas de réalité tant que le droit des individus n'est pas garanti. Il implique aussi que soient respectés la liberté d'association, la liberté d'expression et de la presse, et le droit à des élections libres. Mais, l'affirmation de ces droits n'a pas une grande signification sans la définition des conditions de leur mise en œuvre. Les citoyens sont les dépositaires, en dernier ressort, de ces garanties. Ils peuvent seuls imposer un régime de libertés, assurer la défense et l'approfondissement de la démocratie.

Le large mouvement populaire malgache est un des rares à poser tant de vigueur et de constance, la nécessité de la citoyenneté et de ses conséquences. Le CNOE - Education des citoyens, à l'écoute du mouvement, a constamment cherché à en formuler les principes, à en assurer la pédagogie et à en déduire des propositions. On retrouve dans les communiqués le souci d'alimenter les débats sur les thèmes qui permettront de construire la démocratie malgache deux points : sur la Constitution,

l'équilibre des pouvoirs, l'organisation des élections, l'évaluation des politiques, la nature des contrôles, l'éducation des citoyens, les instruments d'information comme l'Observatoire, et d'une façon plus générale, tout ce qui peut concourir au respect de la volonté populaire.

Le CNOE-Education des citoyens est un mouvement de citoyens qui ont choisi de s'organiser librement. Il pose en principe la nécessité d'associations qui, tout en se situant dans le champ du politique, ne recherchent pas la course aux pouvoirs et aux privilèges, qui estiment que la transformation de la société ne passe pas forcément par le contrôle de l'Etat et qu'elle est de la responsabilité de tous : toutes les femmes, tous les hommes et tous les secteurs de la société.

En partant de la libre volonté des citoyens pour construire l'Etat de droit et lutter pour que la société soit plus démocratique, les citoyens engagés dans le mouvement œuvrent, par là-même, à la réalisation de deux des principales conditions de la construction de la démocratie internationale: ils participent à la construction de la démocratie dans chaque pays, fondement de la démocratie internationale; ils participent aussi à la construction d'une conscience universelle fondée sur des revendications de libertés et responsabilités librement assumées.

*Paris, 18 octobre 1991*

**Gustave MASSIAH**

*membre du Conseil International de la  
Ligue Internationale pour les Droits et la  
Libération des peuples.*



Country MADAGASCAR  
 Year 1991 Language MALAGASY & FRENCH  
 Description CIVIC EDUCATION  
HANDBOOK : "FOR DEMOCRACY:  
SOLIDARITY AND VIGILANCE"  
DEVELOPED BY LOCAL NGO : CNOE  
 IFES developed/sponsored? NO

## TABLE DES MATIERES

— Tony Fanolorana	3
— Préface	5
— Tapany voalohany - Première partie Ny fifidianana ny Prezidan' ny Repoblika L'élection présidentielle de 1989	9
— Tapany faharoa - Deuxième partie Adi-hevitra momba ny rafim-panjakana Le débat sur les Institutions	61
— Tapany fahatelo - Troisième partie Ny savotivory La tourmente	169
— Annexes	245
— Postface	277



50, Rue Joël Rakotomalala  
 FARAVOHITRA  
 Tél. 272-45 - Fax : 33 864